

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 97 — 1363

[S - C - 97/2051]

20 MAI 1997. — Loi portant diverses mesures en matière de fonction publique (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 17 février 1849 qui modifie la loi sur les pensions civiles et ecclésiastiques*

Art. 2. A l'article 3, alinéa 9, de la loi du 17 février 1849 qui modifie la loi sur les pensions civiles et ecclésiastiques, remplacé par l'arrêté royal n° 35 du 10 août 1939, les mots « dans les dix jours » sont remplacés par les mots « dans les trente jours ».

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public*

Art. 3. A l'article 3 de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, modifié par la loi du 13 juillet 1973, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« 4° le membre du personnel menacé par une maladie professionnelle et qui, de ce fait, cesse temporairement d'exercer ses fonctions, a droit à une indemnité. »;

2° il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Est considéré comme menacé par une maladie professionnelle, le membre du personnel chez qui l'on constate une prédisposition à la maladie professionnelle ou l'apparition des premiers symptômes de celle-ci. »

(1) *Session 1996-1997*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 645/1.

Amendements. — 645/2 et 3.

Avis du Conseil d'Etat : 645/4.

Amendements. — 645/5.

Rapport : 645/6.

Amendements. — 645/8 à 10.

Avis du Conseil d'Etat : 645/11.

Amendement. — 645/12.

Rapport complémentaire : 645/13.

Article modifié par la commission : 645/14.

Annales de la Chambre. — Discussion et adoption : 18 et 19 décembre 1996, 23 janvier, 5 et 6 mars 1997.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 556/1.

Procédure d'évocation.

Amendements. — 556/2.

Rapport : 556/3.

Amendements. — 556/5.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption : 30 avril 1997.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 97 — 1363

[S - C - 97/2051]

20 MEI 1997. — Wet houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 17 februari 1849 die de wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen wijzigt*

Art. 2. In artikel 3, negende lid, van de wet van 17 februari 1849 die de wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen wijzigt, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 35 van 10 augustus 1939, worden de woorden « binnen de tien dagen » vervangen door de woorden « binnen dertig dagen ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector*

Art. 3. In artikel 3 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, gewijzigd door de wet van 13 juli 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 4° heeft het personeelslid dat door een beroepsziekte bedreigd wordt en dat daardoor tijdelijk ophoudt zijn ambt uit te oefenen, recht op een vergoeding. »;

2° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Als door een beroepsziekte bedreigd, wordt beschouwd het personeelslid bij wie men een gepredisponeerdheid tot de beroepsziekte of het verschijnen van de eerste symptomen ervan vaststelt. »

(1) *Zitting 1996-1997*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp nr. 645/1.

Amendementen. — 645/2 en 3.

Advies van de Raad van State : 645/4.

Amendementen. — 645/5.

Verslag : 645/6.

Amendementen. — 645/8 tot 10.

Advies van de Raad van State : 645/11.

Amendement. — 645/12.

Aanvullend verslag : 645/13.

Artikel gewijzigd door de commissie : 645/14.

Handelingen van de Kamer. — Bespreking en aanneming : 18 en 19 december 1996, 23 januari, 5 en 6 maart 1997.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp nr. 556/1.

Evocatieprocedure.

Amendementen. — 556/2.

Verslag : 556/3.

Amendementen. — 556/5.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming : 30 april 1997.

Art. 4. L'article 3bis de la même loi, y inséré par la loi du 13 juillet 1973, est complété par l'alinéa suivant :

« Sous réserve de l'application d'une disposition légale ou réglementaire plus favorable, les membres du personnel auxquels la présente loi a été rendue applicable, bénéficient des dispositions prévues en cas d'incapacité temporaire totale par la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, lorsque menacés par une maladie professionnelle, ils cessent temporairement d'exercer leurs fonctions et n'ont pu être affectés à d'autres tâches. Pour la travailleuse enceinte, l'application des dispositions prévues en cas d'incapacité temporaire totale, est limitée à la période s'écoulant entre le début de la grossesse et le début des sept semaines préalables à la date présumée de l'accouchement. »

Art. 5. A l'article 14, § 3, de la même loi, abrogé par la loi du 21 décembre 1994 et rétabli par la loi du 20 décembre 1995, l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« En ce qui concerne les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, 5°, 6° et 7°, la Communauté ou la Commission communautaire est subrogée de plein droit jusqu'à concurrence de la subvention-traitement ou du salaire qui est payé en faveur de la victime pendant la période d'incapacité temporaire. »

Art. 6. Dans l'article 14bis de la même loi, inséré par la loi du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « ainsi que les employeurs des catégories de personnels visées à l'article 1^{er}bis » sont insérés après les mots « à l'article 1^{er} »;

2° au § 3, les mots « ainsi que les employeurs des catégories de personnels visées à l'article 1^{er}bis » sont insérés après les mots « à l'article 1^{er} ».

Art. 7. L'article 20, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 13 juillet 1973, est remplacé comme suit :

« Les actions en paiement des indemnités se prescrivent par trois ans à dater de la notification de l'acte juridique administratif contesté. »

Art. 8. L'article 7 est applicable aux accidents du travail, aux accidents survenus sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles déclarés avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et qui n'ont pas fait l'objet d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Art. 9. A l'égard des membres du personnel, auxquels une rente et/ou un capital est [a été] accordé(e) suite à un accident du travail, un accident survenu sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle dont ils ont été victimes avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, la décision de la Cour des Comptes de refuser son visa en raison du dépassement du délai de prescription visé à l'article 20 de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles, est considérée comme nulle et non avenue, lorsque le dépassement de ce délai n'est pas dû aux membres du personnel concerné.

Art. 10. Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi est publiée au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 5 qui produit ses effets le 1^{er} décembre 1995.

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement*

Art. 11. L'article 6, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, remplacé par la loi du 22 août 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° sous réserve des dispositions de l'article 5, 5°, la nomination intervient dans un des grades auxquels donne accès le diplôme ou le certificat d'études dont l'intéressé est titulaire. Lorsque celui-ci est titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études donnant accès à plusieurs grades de recrutement du même niveau, le Secrétaire permanent au Recrutement l'invite à faire savoir dans lequel de ces grades il demande sa nomination.

Art. 4. Artikel 3bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1973, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Onder voorbehoud van de toepassing van een meer gunstige wets- of verordeningsbepaling, genieten de personeelsleden op wie deze wet van toepassing werd verklaard, het voordeel van de bepalingen die door de wetgeving op de schadevergoeding voor beroepsziekten zijn vastgesteld gedurende de periode van tijdelijke volledige ongeschiktheid, wanneer zij, door een beroepsziekte bedreigd, tijdelijk hun ambt stopzetten en niet voor andere opdrachten zijn kunnen ingezet worden. Voor de zwangere werkneemster wordt de toepassing van de bepalingen die in geval van tijdelijke volledige ongeschiktheid bepaald zijn, beperkt tot de periode die verloopt tussen het begin van de zwangerschap en het begin van de zeven weken die aan de vermoedelijke datum van de bevalling voorafgaan. »

Art. 5. In artikel 14, § 3, van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 21 december 1994 en opnieuw opgenomen bij de wet van 20 december 1995, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Wat de personeelsleden betreft die bedoeld zijn in artikel 1, 5°, 6° en 7°, wordt de Gemeenschap of de Gemeenschapscommissie van rechtswege in de plaats gesteld tot beloop van de weddetoelage of van het loon, dat aan het slachtoffer tijdens de periode van tijdelijke ongeschiktheid uitbetaald wordt. »

Art. 6. In artikel 14bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « alsook degenen die de in artikel 1bis bedoelde personeelscategorieën tewerkstellen » ingevoegd na de woorden « rechtspersonen of instellingen »;

2° in § 3 worden de woorden « alsook degenen die de in artikel 1bis bedoelde personeelscategorieën tewerkstellen » ingevoegd na de woorden « rechtspersonen of instellingen ».

Art. 7. Artikel 20, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 juli 1973, wordt vervangen als volgt :

« Vorderingen tot betaling van vergoedingen verjaren na het verstrijken van een termijn van drie jaar te rekenen van de dag waarop de betwiste administratieve rechtshandeling ter kennis werd gebracht. »

Art. 8. Artikel 7 is van toepassing op de arbeidsongevallen, op de ongevallen op de weg naar en van het werk en op de beroepsziekten die zijn aangegeven voor de datum van inwerkingtreding van deze wet en waarover nog geen gerechtelijke beslissing is genomen die in kracht van gewijsde is gegaan.

Art. 9. Ten aanzien van de personeelsleden, aan wie een rente en/of een kapitaal wordt [werd] toegekend ingevolge een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar of van het werk of een beroepsziekte waarvan zij het slachtoffer zijn geweest voor de datum van inwerkingtreding van deze wet, wordt de beslissing van het Rekenhof om haar visum te weigeren wegens het overschrijden van de verjaringstermijn bedoeld in artikel 20 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, voor onbestaande gehouden, wanneer de overschrijding van deze termijn niet te wijten is aan de betrokken personeelsleden.

Art. 10. De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking op de eerste dag van de maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 5 dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 1995.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd*

Art. 11. Artikel 6, eerste lid, 2°, van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, vervangen bij de wet van 22 augustus 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° onder voorbehoud van de beschikkingen van artikel 5, 5°, geschiedt de benoeming in een van de graden waartoe het diploma of studiegetuigschrift, waarvan belanghebbende houder is, toegang geeft. Wanneer deze houder is van een diploma of een studiegetuigschrift dat toegang verleent tot verschillende aanwervingsgraden van hetzelfde niveau, nodigt de Vaste Wervingssecretaris hem uit te laten weten in welke van deze graden hij zijn benoeming vraagt.

Le grade auquel l'intéressé est nommé est déterminé, compte tenu de cette option éventuelle, par le Secrétaire permanent au Recrutement.

Compte tenu de la nature des fonctions à conférer, le Secrétaire permanent au Recrutement peut soumettre préalablement l'intéressé à un test d'aptitude professionnelle.

Le contenu de ce test est fixé par le Secrétaire permanent au Recrutement. »

CHAPITRE V. — *Modification de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités*

Art. 12. A l'article 1^{er} de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, modifié par les lois des 20 juin 1975, 19 juillet 1983, 6 juillet 1989, 21 mars 1991, 22 juillet 1993 et 21 décembre 1994 et par l'arrêté royal du 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A. le § 1^{er}, 2^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o a) des administrations et autres services des gouvernements des communautés et des régions, ainsi que des administrations et autres services du Collège réuni de la Commission communautaire commune et du Collège de la Commission communautaire française;

b) des établissements d'enseignement créés par les communautés ou au nom de celles-ci;

c) des établissements de l'enseignement non subventionné créés par la Commission communautaire française;

d) des personnes morales de droit public dépendant des communautés, des régions, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française; »;

B. le § 1^{er}, 3^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o des établissements de l'enseignement subventionné créé par la Commission communautaire française, des provinces, des communes, de la Commission communautaire flamande ainsi que tous autres organismes provinciaux et locaux visés aux articles 162 et 165 de la Constitution; »;

C. le § 1^{er}, 6^o, est abrogé;

D. le § 2, 1^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o a) au personnel des Services de la Chambre des représentants et du Sénat;

b) aux membres et au personnel de la Cour des comptes;

c) aux membres, greffiers et personnel du Comité permanent de contrôle des services de police et du Comité permanent de contrôle des services de renseignements ainsi qu'aux chefs, membres et personnel du Service d'enquêtes attaché à chacun de ces Comités, visés par la loi du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements;

d) aux médiateurs fédéraux visés par la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux; »;

E. le § 2, 1^o bis, est abrogé;

F. le § 2, 2^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o aux magistrats de l'Ordre judiciaire; ».

Art. 13. A l'article 3 de la même loi, modifié par les lois des 19 juillet 1983, 30 décembre 1988, 6 juillet 1989 et 20 juillet 1991 et par l'arrêté royal du 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A. le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o le comité commun à l'ensemble des services publics; ce comité est compétent pour les questions qui intéressent à la fois les membres du personnel visés au 1^o et ceux visés au 2^o; ces questions comprennent notamment les accords collectifs généraux correspondant aux accords dits de programmation sociale. Toutefois, et sans préjudice des dispositions des alinéas 7 et 9 à 11 du présent paragraphe, le comité des services publics provinciaux et locaux est exclusivement compétent pour les questions concernant les dispositions générales visées à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile et qui intéressent à la fois les membres du personnel visés au 1^o et ceux visés au 2^o. »;

Rekening houdend met deze eventuele optie, wordt de graad waarin belanghebbende benoemd wordt, bepaald door de Vaste Wervingssecretaris.

Rekening houdend met de aard van de te verlenen functies, kan de Vaste Wervingssecretaris voorafgaandelijk de belanghebbende onderwerpen aan een test over zijn beroeps geschiktheid.

De inhoud van deze test wordt door de Vaste Wervingssecretaris vastgesteld. »

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel*

Art. 12. In artikel 1 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gewijzigd bij de wetten van 20 juni 1975, 19 juli 1983, 6 juli 1989, 21 maart 1991, 22 juli 1993 en 21 december 1994 en bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. paragraaf 1, 2^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o a) de besturen en andere diensten van de gemeenschaps- en gewestregeringen en de besturen en andere diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

b) de onderwijsinstellingen opgericht door of namens de gemeenschappen;

c) de niet-gesubsidieerde onderwijsinstellingen opgericht door de Franse gemeenschapscommissie;

d) de publiekrechtelijke rechtspersonen die afhangen van de gemeenschappen, de gewesten, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie; »;

B. paragraaf 1, 3^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3^o de gesubsidieerde onderwijsinstellingen opgericht door de Franse Gemeenschapscommissie, provincies, gemeenten, de Vlaamse Gemeenschapscommissie en alle andere provinciale of plaatselijke instellingen bedoeld in de artikelen 162 en 165 van de Grondwet; »;

C. § 1, 6^o, wordt opgeheven;

D. § 2, 1^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o a) het personeel van de diensten van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat;

b) de leden en het personeel van het Rekenhof;

c) de leden, griffiers en personeel van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten en van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten alsmede het hoofd, de leden en het personeel van de aan elk van die Comités verbonden Dienst enquêtes, bedoeld in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten;

d) de federale ombudsmannen bedoeld in de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen; »;

E. § 2, 1^o bis, wordt opgeheven;

F. § 2, 2^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o magistraten van de Rechterlijke Orde; ».

Art. 13. In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1983, 30 december 1988, 6 juli 1989 en 20 juli 1991 en bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. § 1, eerste lid, 3^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3^o het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten; dit comité is bevoegd voor zaken die zowel op de onder 1^o als op de onder 2^o bedoelde personeelsleden betrekking hebben; tot die zaken behoren inzonderheid de algemene collectieve overeenkomsten die overeenstemmen met de zogeheten akkoorden inzake sociale programmering. Evenwel, en onverminderd de bepalingen van de leden 7 en 9 tot 11 van deze paragraaf, is het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten uitsluitend bevoegd voor de zaken betreffende de algemene bepalingen bedoeld in artikel 9 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, die zowel op de onder 1^o als op de onder 2^o bedoelde personeelsleden betrekking hebben. »;

B. le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux n'est toutefois compétent que si les questions intéressent les agents d'au moins deux services publics fédéraux, communautaires ou régionaux pour lesquels au moins deux comités de secteur ont été créés en application de l'article 4.

Sans préjudice du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, deuxième phrase, le comité des services publics provinciaux et locaux n'est toutefois compétent que si les questions intéressent les agents d'au moins deux services publics provinciaux ou locaux pour lesquels au moins deux comités particuliers ont été créés. »

Art. 14. Dans l'article 5, § 2, alinéa 2, de la même loi, y inséré par la loi du 22 juillet 1993 et modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995, les mots « une Communauté, une Région ou la Commission communautaire commune » sont remplacés par les mots « une Communauté, une Région, la Commission communautaire commune ou la Commission communautaire française ».

CHAPITRE VI. — *Modification de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes*

Art. 15. L'article 22, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, est remplacé par l'alinéa suivant :

« En ce qui concerne les administrations, cette reconnaissance incombe :

— au comité de concertation compétent le plus proche de l'administration concernée, pour les administrations auxquelles la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités est applicable;

— et, pour les autres administrations, à l'organe de concertation syndicale désigné par les autorités compétentes. »

CHAPITRE VII. — *Modification de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public*

Art. 16. L'article 11, § 1^{er}, de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les personnes visées à l'article 9 sont recrutées dans le grade pour lequel elles ont concouru, dans les limites d'un quota réservé égal à 50 % des emplois à conférer. »

Art. 17. L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Ne peuvent être invoqués à l'encontre des bénéficiaires du présent chapitre les droits de priorité accordés par :

1° la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement;

2° l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics. »

Art. 18. L'article 13 de la même loi est abrogé.

CHAPITRE VIII. — *Modification de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses*

Art. 19. L'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, modifié par les lois des 26 juin 1992, 6 mai 1993 et 6 août 1993, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent chapitre, sont assimilés à des personnes occupées par un service public ou par tout autre organisme de droit public :

1° les membres du personnel des établissements d'enseignement organisé par des personnes physiques ou des personnes morales de droit privé, lorsque ces membres du personnel bénéficient d'une subvention-traitement ou d'un salaire à charge d'une Communauté ou d'une Commission communautaire;

B. § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten is echter enkel bevoegd indien de te behandelen zaken betrekking hebben op personeel van ten minste twee federale, gemeenschaps- of gewestelijke overheidsdiensten waarvoor ten minste twee sectorcomités zijn opgericht krachtens artikel 4.

Onverminderd § 1, eerste lid, 3^o, tweede zin, is het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten echter enkel bevoegd indien de te behandelen zaken betrekking hebben op personeel van ten minste twee provinciale of plaatselijke overheidsdiensten waarvoor ten minste twee bijzondere comités zijn opgericht. »

Art. 14. In artikel 5, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, worden de woorden « een Gemeenschap, een Gewest of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie » vervangen door de woorden « een Gemeenschap, een Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces*

Art. 15. Artikel 22, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, wordt vervangen door het volgende lid :

« Wat de administraties betreft, behoort die erkenning :

— aan het bevoegde overlegcomité dat het dichtst bij de betrokken administratie staat, voor de administraties waarop de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel van toepassing is;

— en voor de andere administraties, aan het orgaan van syndicaal overleg aangewezen door de bevoegde overheden. »

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut*

Art. 16. Artikel 11, § 1, van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De onder artikel 9 bedoelde personen worden, binnen de perken van een quotum dat 50 % van de te begeven betrekkingen bedraagt, aangeworven in de graad waarvoor zij het examen hebben afgelegd. »

Art. 17. Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12. Tegen de begunstigden van dit hoofdstuk mogen niet worden ingeroepen de prioriteitsrechten die verleend zijn door :

1° de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd;

2° het koninklijk besluit van 3 november 1993 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten. »

Art. 18. Artikel 13 van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen*

Art. 19. Artikel 7, § 2, eerste lid, van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, gewijzigd bij de wetten van 26 juni 1992, 6 mei 1993 en 6 augustus 1993, wordt vervangen door het volgende lid :

« Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden met personen die tewerkgesteld zijn in een overheidsdienst of in elke andere publiekrechtelijke instelling gelijkgesteld :

1° de personeelsleden van de onderwijsinstellingen opgericht door natuurlijke personen of privaatrechtelijke rechtspersonen, voor zover die personeelsleden een weddetoelage of een loon bekomen van een Gemeenschap of van een Gemeenschapscommissie;

2° les membres du personnel académique des établissements d'enseignement universitaire organisés par des personnes physiques ou des personnes morales de droit privé reconnus par une Communauté;

3° les membres du personnel des offices d'orientation scolaire et professionnelle, des centres psycho-médico-sociaux et des services d'accompagnement pédagogique, organisés par des personnes physiques ou des personnes morales de droit privé, lorsque ces membres du personnel bénéficient d'une subvention-traitement à charge d'une Communauté ou d'une Commission communautaire;

4° les ministres des cultes catholique, protestant, orthodoxe, anglican, israélite et les imams du culte islamique ainsi que les conseillers laïques;

5° le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, ses adjoints ainsi que les présidents et assesseurs permanents de la Commission permanente de recours des réfugiés;

6° les membres des services de médiation des entreprises publiques autonomes visés à l'article 44 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

7° le Conseiller général et le Conseiller général adjoint du Service de la Politique criminelle;

8° le Secrétaire permanent à la Politique de prévention et les secrétaires adjoints. »

CHAPITRE IX. — *Modification de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique*

Art. 20. L'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, a, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique est complété comme suit :

« — le Bureau fédéral du Plan. »

Art. 21. A l'article 3 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er} et seulement dans les services publics énumérés à l'article 4, § 1^{er}, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, autoriser l'engagement de personnes sous le régime du contrat de travail afin d'accomplir des tâches permanentes durant la période pendant laquelle des emplois définitifs du cadre organique ne peuvent pas être pourvus par insuffisance de lauréats des concours de recrutement organisés par le Secrétariat permanent de recrutement en vue de pourvoir à ces emplois.

L'engagement de ces personnes a lieu aux conditions et modalités fixées par l'article 4, §§ 2 et 5. »;

2° le § 2 devient le § 3.

Art. 22. A l'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 30 mars 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les conditions et les modalités de l'engagement ainsi que les conditions de travail de personnes sous contrat de travail dont question au § 1^{er} et ce, sans préjudice des dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail »;

2° un § 6, rédigé comme suit, est inséré :

« § 6. Les arrêtés royaux pris en application du § 2, 1°, pour les administrations et autres services des ministères visés au § 1^{er} ne sont pas applicables aux contrats conclus dans les postes diplomatiques et consulaires établis à l'étranger. »

Art. 23. Dans l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, de la même loi, les mots « à l'article 4 » sont remplacés par les mots « aux articles 3, § 2 et 4 ».

Art. 24. L'article 14, alinéa 2, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'emploi dans lequel les membres du personnel peuvent être utilisés, doit soit être définitivement vacant soit être un emploi visé à l'article 4, § 1^{er}, 1° et 2°, à condition que l'engagement sous contrat de travail d'un ou de plusieurs membres du personnel dans cet emploi ne prévoit pas l'octroi d'une prime en exécution de l'article 94 de la loi-programme du 30 décembre 1988. »

Art. 25. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 22, 2°.

2° de leden van het academisch personeel van de instellingen voor universitair onderwijs opgericht door natuurlijke personen of privaatrechtelijke rechtspersonen erkend door een Gemeenschap;

3° de personeelsleden van de diensten voor school- en beroepsoriëntering, van de psycho-medisch-sociale centra en van de pedagogische begeleidingsdiensten, opgericht door natuurlijke personen of privaatrechtelijke rechtspersonen, wanneer die personeelsleden een weddetoe-lage genieten ten laste van een Gemeenschap of van een Gemeenschaps-commissie;

4° de bedienaars van de katholieke, protestantse, orthodoxe, angli-kaanse, israëlitische eredienst en de imams van de islamitische eredienst alsook de lekenconsulenten;

5° de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen, zijn adjuncten alsook de vaste voorzitters en assessoren van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen;

6° de leden van de ombudsdienst van de autonome overheidsbedrij-ven bedoeld bij artikel 44 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

7° de Adviseur-generaal en de adjunct-adviseur-generaal van de Dienst voor het strafrechtelijk beleid;

8° de Vaste Secretaris voor het Preventiebeleid en de adjunct-secretarissen. »

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken*

Art. 20. Artikel 1, § 1, tweede lid, 2°, a, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken wordt aangevuld als volgt :

« — het federale Planbureau. »

Art. 21. In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigin-gen aangebracht :

1° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1 en enkel in de overheidsdiensten die zijn opgesomd in artikel 4, § 1, kan de Koning, bij een in Ministerraad overgelegd besluit, machtiging verlenen voor de indienstneming van personen in de arbeidsovereenkomstregeling om permanent opdrach-ten te vervullen tijdens de periode gedurende welke er in vaste betrekkingen van de personeelsformatie niet kan worden voorzien wegens gebrek aan voldoende geslaagden voor de vergelijkende wervingsexamens die door het Vast Wervingssecretariaat georgani-seerd worden om in deze betrekkingen te voorzien.

De indienstneming van deze personen gebeurt onder de voorwaar-den en modaliteiten die door artikel 4, §§ 2 en 5, zijn vastgesteld. »;

2° § 2 wordt § 3.

Art. 22. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de voorwaarden en de wijze van indienstneming alsook de arbeidsvoorwaarden van de met een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personen zoals bedoeld in § 1, en dit onverminderd de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten »;

2° een § 6 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De koninklijke besluiten die uitgevaardigd zijn met toepassing van § 2, 1°, voor de besturen en andere diensten van de ministeries, bedoeld in § 1, zijn niet toepasselijk op de overeenkomsten afgesloten in de diplomatieke en consulaire posten in het buitenland. »

Art. 23. In artikel 7, § 1, derde lid, van dezelfde wet, worden de woorden « in artikel 4 » vervangen door de woorden « in de artikelen 3, § 2 en 4 ».

Art. 24. Artikel 14, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« De betrekking waarin de personeelsleden kunnen worden gebe-zigd, moet ofwel definitief vacant zijn ofwel een betrekking zijn bedoeld in artikel 4, § 1, 1° en 2°, op voorwaarde dat de indienstneming bij arbeidsovereenkomst van één of meer personeelsleden voor deze betrekking niet geschiedt met toekenning van een premie ter uitvoering van artikel 94 van de programmawet van 30 december 1988. »

Art. 25. De Koning stelt de datum vast waarop artikel 22, 2°, van kracht wordt.

CHAPITRE X. — *Modification de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public*

Art. 26. Dans l'article 4 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le membre du personnel peut renoncer à la prime mensuelle visée au § 1^{er} si sa perception exclut le paiement d'une pension. Il adresse à cet effet une lettre recommandée à la poste au service dont il relève. »

Art. 27. A l'article 7 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « à durée indéterminée » sont supprimés;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de travail visé au § 1^{er} moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court. »;

3° le § 3 est abrogé.

CHAPITRE XI. — *Du congé politique des membres du personnel de certains services publics*

Art. 28. Le présent chapitre est applicable :

1° aux membres du personnel des administrations et autres services des ministères qui sont soumis à un statut ou ont été engagés par contrat de travail à durée indéterminée;

2° aux membres du personnel qui sont soumis à un statut ou ont été engagés par contrat de travail à durée indéterminée, et qui relèvent d'un organisme d'intérêt public soumis à l'autorité, à la tutelle ou au contrôle de l'Etat.

Il n'est pas applicable aux membres du personnel des entreprises publiques autonomes visées à l'article 1^{er}, § 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et des institutions publiques de crédit visées par la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé.

Art. 29. Les membres du personnel visés à l'article 28 sont mis en congé politique de plein droit à temps plein en vue de l'exercice d'un mandat parlementaire régional, communautaire ou européen.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux membres du personnel qui sont visés à l'article 28 et exercent un mandat parlementaire au Conseil de la Communauté germanophone.

Les membres du personnel des organismes d'intérêt public visés à l'article 28 sont mis en congé politique de plein droit, pour l'exercice d'un mandat parlementaire dans les Chambres fédérales.

Art. 30. § 1^{er}. Les périodes couvertes par le congé politique ne sont pas rémunérées. Elles sont assimilées à des périodes d'activité de service.

§ 2. Pour les membres du personnel engagés par contrat de travail, l'exécution de ce dernier est suspendue pendant les périodes couvertes par le congé politique.

Ces périodes sont prises en considération comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement.

Art. 31. Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

A ce moment l'intéressé recouvre ses droits statutaires ou contractuels. S'il a été remplacé dans son emploi, il est affecté à un autre emploi conformément aux dispositions qui lui sont applicables.

Art. 32. Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur le 21 mai 1995.

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector*

Art. 26. In artikel 4 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Het personeelslid kan afzien van de in § 1 bedoelde premie als de inning ervan de uitbetaling van een pensioen uitsluit. Hij richt daartoe een bij de post aangetekende brief aan de dienst waaronder hij ressorteert. »

Art. 27. In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « van onbepaalde tijd » geschrapt;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het personeelslid kan een einde maken aan de in § 1 bedoelde arbeidsregeling met een opzegging van drie maanden, tenzij de overheid waaronder de betrokkene ressorteert op zijn verzoek een kortere termijn aanvaardt. »;

3° § 3 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XI. — *Het politiek verlof van de personeelsleden van sommige overheidsdiensten*

Art. 28. Dit hoofdstuk is van toepassing op :

1° de personeelsleden van de besturen en andere diensten van de ministeries die onder de toepassing van een statuut vallen of met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd in dienst zijn genomen;

2° de personeelsleden die onder de toepassing van een statuut vallen of met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd in dienst zijn genomen en die onder een instelling van openbaar nut ressorteren welke onder het gezag, het toezicht of de controle van de Staat valt.

Het is niet van toepassing op de personeelsleden van de autonome overheidsbedrijven bedoeld in artikel 1, § 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en van de openbare kredietinstellingen bedoeld in de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen.

Art. 29. De in artikel 28 bedoelde personeelsleden worden van rechtswege voltijds in politiek verlof geplaatst met het oog op de uitoefening van een parlementair mandaat bij een gewest of gemeenschap of bij het Europees parlement.

Het vorige lid geldt niet voor de in artikel 28 bedoelde personeelsleden die een parlementair mandaat uitoefenen bij de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

De in artikel 28 bedoelde personeelsleden van de instellingen van openbaar nut worden van rechtswege in politiek verlof geplaatst voor de uitoefening van een parlementair mandaat bij de Federale Kamers.

Art. 30. § 1. De door het politiek verlof gedekte periodes worden niet bezoldigd. Ze worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

§ 2. Voor de personeelsleden die met een arbeidsovereenkomst in dienst genomen zijn, wordt de uitvoering daarvan geschorst tijdens de periodes die door het politiek verlof gedekt zijn.

Deze periodes worden beschouwd als diensten die in aanmerking komen met het oog op een weddeverhoging.

Art. 31. Het politiek verlof verstrijkt uiterlijk de laatste dag van de maand welke volgt op die van het einde van het mandaat.

Op dat ogenblik krijgt de betrokkene zijn statutaire of contractuele rechten terug. Als hij in zijn betrekking vervangen is, wordt hij voor een andere betrekking aangewezen, overeenkomstig de op hem toepasselijke bepalingen.

Art. 32. De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking op 21 mei 1995.

CHAPITRE XII. — *Dispositions diverses**Section 1^{re}.* — De certains membres du personnel contractuels

Art. 33. Un article 19, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, modifiée par la loi du 22 juillet 1993 :

« Art. 19. Par dérogation aux articles 11, § 1^{er} et 15, § 3, les agents contractuels en service au 1^{er} janvier 1996 qui ont été versés dans les réserves des concours de recrutement organisés par le Secrétariat permanent de recrutement entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et le 31 décembre 1991, et qui peuvent invoquer ses dispositions, sont nommés par priorité dans le grade pour lequel ils ont réussi le concours de recrutement pour autant que des emplois soient vacants au cadre du personnel et que les crédits de personnel soient disponibles ».

Section 2. — Orchestre national de Belgique

Art. 34. A l'article 13 de la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique, modifié par les lois des 23 mai 1960 et 22 décembre 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Aux conditions fixées par l'article 4 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, le conseil d'administration peut engager par voie contractuelle, un chef d'orchestre-directeur musical, un chef d'orchestre adjoint et un intendant. »;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 35. L'article 13bis, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et à l'article 10 de la loi du 22 juillet 1993 précitée, les dispositions relatives aux membres du personnel de l'Orchestre national de Belgique en matière de statut administratif, ne sont pas applicables au chef d'orchestre-directeur musical, à son adjoint ainsi qu'à l'intendant. »

Art. 36. Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, les engagements effectués auprès de l'Orchestre national de Belgique en application de l'article 13 de la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique, sont validés à leur date.

Art. 37. La présente section produit ses effets le 14 août 1993, à l'exception de l'article 36 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1992.

Section 3. — Théâtre royal de la Monnaie

Art. 38. A l'article 16 de la loi du 10 avril 1963 créant un établissement public dénommé « Théâtre royal de la Monnaie », modifié par les arrêtés royaux n° 267 du 31 décembre 1983 et n° 545 du 31 mars 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Par dérogation à l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et à l'article 10 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, le personnel artistique, administratif et technique ainsi que les collaborateurs directs du directeur peuvent être engagés par le conseil d'administration par contrat de travail à durée indéterminée. »;

2° au § 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'application du § 1^{er} et par dérogation à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 22 juillet 1993 précitée, le directeur peut être autorisé par le conseil d'administration à engager par contrat de travail à durée déterminée les membres des différentes catégories de personnels visées au § 1^{er}. »

HOOFDSTUK XII. — *Diverse bepalingen**Afdeling 1.* — Over sommige contractuele personeelsleden

Art. 33. Een artikel 19, luidend als volgt, wordt in de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, ingevoegd :

« Art. 19. In afwijking van de artikelen 11, § 1 en 15, § 3, worden de contractuele personeelsleden in dienst op 1 januari 1996, die werden opgenomen in de wervingsreserves van de vergelijkende examens georganiseerd door het Vast Wervingssecretariaat tussen de datum van inwerkingtreding van deze wet en 31 december 1991, en die op de bepalingen ervan aanspraak kunnen maken, prioritair benoemd in de graad waarvoor zij voor het vergelijkend wervingsexamen zijn geslaagd, voor zover er betrekkingen vacant zijn in de personeelsformatie en de nodige personeelskredieten beschikbaar zijn ».

Afdeling 2. — Nationaal Orkest van België

Art. 34. In artikel 13 van de wet van 22 april 1958 houdende statuut van het Nationaal Orkest van België, gewijzigd door de wetten van 23 mei 1960 en 22 december 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De raad van beheer kan, tegen de voorwaarden die zijn vastgelegd bij artikel 4 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, bij arbeidsovereenkomst een orkestdirecteur-muziekdirecteur, een adjunct-orkestdirecteur en een intendant in dienst nemen. »;

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 35. Artikel 13bis, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989, wordt vervangen door het volgende lid :

« In afwijking van artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en van artikel 10 van de voormelde wet van 22 juli 1993, zijn de bepalingen betreffende de personeelsleden van het Nationaal Orkest van België inzake administratief statuut niet van toepassing op de orkestdirecteur-muziekdirecteur, zijn adjunct en de intendant. »

Art. 36. In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de indienstneming die bij het Nationaal orkest van België verricht zijn met toepassing van artikel 13 van de wet van 22 april 1958 houdende statuut van het Nationaal Orkest van België, geldig verklaard op de datum ervan.

Art. 37. Deze afdeling heeft uitwerking met ingang van 14 augustus 1993, met uitzondering van artikel 36 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1992.

Afdeling 3. — Koninklijke Muntchouwburg

Art. 38. In artikel 16 van de wet van 10 april 1963 tot oprichting van een openbare instelling genaamd « Koninklijke Muntchouwburg », gewijzigd door de koninklijke besluiten nr. 267 van 31 december 1983 en nr. 545 van 31 maart 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. In afwijking van artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en van artikel 10 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, kunnen het artistiek, administratief en technisch personeel alsook de rechtstreekse medewerkers van de directeur door de raad van bestuur in dienst genomen worden bij arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur. »;

2° in § 2 wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« Onverminderd de toepassing van § 1 en in afwijking van artikel 4, § 1, van de voormelde wet van 22 juli 1993, kan de directeur door de raad van bestuur gemachtigd worden om de leden van de verschillende in § 1 genoemde personeelscategorieën bij arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd in dienst te nemen. »

Art. 39. Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, les engagements par contrat de travail effectués au Théâtre royal de la Monnaie en application de l'article 16 de la loi précitée du 10 avril 1963, sont validés à leur date.

Art. 40. L'article 38 produit ses effets le 14 août 1993. L'article 39 produit ses effets le 1^{er} janvier 1992.

Section 4. — Palais des Beaux-Arts

Art. 41. L'article 15 de la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne morale de droit public dénommée « Palais des Beaux-Arts » est complété par un § 3, libellé comme suit :

« § 3. Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public et à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, le conseil d'administration ou l'organe ayant reçu délégation peut engager par contrat de travail à durée déterminée et pour un projet précis, moyennant l'avis favorable du délégué du ministre des Finances, les membres du personnel suivants :

a) six membres du personnel assimilés aux agents de l'Etat de niveau 1, à raison de trois par rôle linguistique;

b) des membres du personnel assimilés aux agents de l'Etat des niveaux 2 et 3.

Ces engagements ne peuvent être effectués que dans les limites des crédits disponibles. »

Art. 42. Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, les engagements par contrat de travail effectués au Palais des Beaux-Arts en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 6 mars 1989 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du « Palais des Beaux-Arts », sont validés à leur date.

Art. 43. La présente section produit ses effets le 1^{er} avril 1989.

Section 5. — Administration générale de la Coopération au Développement

Art. 44. Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, les engagements par contrat de travail effectués à l'Administration générale de la Coopération au Développement du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, en application de l'article 21 de l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989 organisant le régime des bourses d'études et de stage, en Belgique, au bénéfice de ressortissants de pays en voie de développement, sont validés à leur date.

Art. 45. La présente section produit ses effets le 8 avril 1989.

Section 6. — Office national des Pensions

Art. 46. Par dérogation au chapitre II de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, les engagements par contrat de travail effectués au siège central de l'Office national des Pensions, pour la maintenance et l'entretien du bâtiment, sont validés à leur date.

Art. 47. La présente section produit ses effets le 13 avril 1976.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 39. In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de indienstnemeningen bij arbeidsovereenkomst die bij de Koninklijke Muntchouwborg met toepassing van artikel 16 van de voormelde wet van 10 april 1963 zijn verricht, op de datum der indienstneming geldig verklaard.

Art. 40. Artikel 38 heeft uitwerking met ingang van 14 augustus 1993. Artikel 39 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1992.

Afdeling 4. — Paleis voor Schone Kunsten

Art. 41. Artikel 15 van de wet van 12 augustus 1981 houdende oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon genaamd « Paleis voor Schone Kunsten », wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut en van artikel 4, § 1, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, kan de raad van beheer of het daartoe gemachtigde orgaan bij arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd en voor een welomschreven project, na gunstig advies van de afgevaardigde van de minister van Financiën, de volgende personeelsleden in dienst nemen :

a) zes personeelsleden die met rijksambtenaren van niveau 1 worden gelijkgesteld, naar rato van drie per taalrol;

b) personeelsleden die worden gelijkgesteld met rijksambtenaren van de niveaus 2 en 3.

Deze indienstnemeningen kunnen enkel worden verricht binnen de perken van de beschikbare kredieten. »

Art. 42. In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de indienstnemeningen bij arbeidsovereenkomst die bij het Paleis voor Schone Kunsten met toepassing van artikel 3 van het koninklijk besluit van 6 maart 1989 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het « Paleis voor Schone Kunsten » zijn verricht, op de datum ervan geldig verklaard.

Art. 43. Deze afdeling heeft uitwerking met ingang van 1 april 1989.

Afdeling 5. — Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking

Art. 44. In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de indienstnemeningen bij arbeidsovereenkomst bij het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking van het ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, met toepassing van artikel 21 van het koninklijk besluit van 1 maart 1989 houdende instelling van een stelsel van studie- en stagebeurzen, in België, ten gunste van ingezetenen van ontwikkelingslanden, op de datum ervan geldig verklaard.

Art. 45. Deze afdeling heeft uitwerking op 8 april 1989.

Afdeling 6. — Rijksdienst voor Pensioenen

Art. 46. In afwijking van hoofdstuk II van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden de indienstnemeningen bij arbeidsovereenkomst die bij het hoofdbestuur van de Rijksdienst voor Pensioenen zijn verricht voor het onderhoud van het gebouw, op de datum ervan geldig verklaard.

Art. 47. Deze afdeling heeft uitwerking op 13 april 1976.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met s' Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1364

[S - C - 97/9524]

11 JUIN 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 novembre 1989 relatif aux offres publiques d'acquisition et aux modifications du contrôle des sociétés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 190quinquies des lois sur les sociétés commerciales, coordonnés le 30 novembre 1935;

Vu la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, notamment le titre II;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de la Justice, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 relatif aux offres publiques d'acquisition et aux modifications du contrôle des sociétés est remplacé par la disposition suivante :

« Par société ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne, il faut entendre pour l'application des chapitres Ier et III du présent arrêté :

a) les sociétés dont les titres visés au § 3 sont inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou à un autre marché réglementé belge :

b) les sociétés autres que celles visées au littéra a) dont les titres visés au § 3 sont répandus dans le public. »

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal précité, est complété par un nouveau paragraphe libellé comme suit :

« § 4. Sont soumises aux chapitres Ier et IV du présent arrêté, les offres publiques de reprise émanant de toute personne qui détient seule, directement ou indirectement, ou de concert 95 p.c. des titres conférant le droit de vote d'une société anonyme ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne au sens de l'article 26 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et visant à acquérir la totalité des titres de cette société, en exécution de l'article 190quinquies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. »

Art. 3. L'article 2, § 1^{er}, 9° du même arrêté est remplacé comme suit :

« 9° par établissement de crédit : les établissements de crédit établis en Belgique au sens de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit. »

Art. 4. Un 10° est ajouté à l'article 2, § 1^{er} du même arrêté, libellé comme suit :

« 10° par lois coordonnées sur les sociétés commerciales : les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935. »

Art. 5. A l'article 3, alinéa 2 du même arrêté, les mots "L'alinéa 1^{er}" sont remplacés par les mots "L'alinéa 1^{er}, 1^o".

Art. 6. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase introductive, les mots "article 3" sont remplacés par les mots "article 4";

2° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° si l'article 4 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers est applicable, une copie de la demande d'autorisation prévue par ledit article. »

Art. 7. A l'article 6, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2, 1° du même arrêté est remplacé comme suit :

« 1° si des titres de la société visée sont inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou sur un autre marché réglementé belge, le comité de direction de la bourse de valeurs mobilières concernée ou l'autorité de marché de l'autre marché réglementé belge concerné; »

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 1364

[S - C - 97/9524]

11 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 november 1989 op de openbare overnameaanbiedingen en de wijzigingen in de controle op vennootschappen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 190quinquies van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935;

Gelet op de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, inzonderheid op titel II;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Justitie en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 november 1989 op de openbare overnameaanbiedingen en de wijzigingen in de controle op vennootschappen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van de hoofdstukken I en III van dit besluit worden onder vennootschappen die een openbaar beroep op het spaarwezen doen of gedaan hebben, verstaan :

a) de vennootschappen waarvan de effecten als bedoeld in § 3 aan een effectenbeurs of op een andere gereglementeerde Belgische markt zijn genoteerd;

b) de andere vennootschappen dan bedoeld sub a) waarvan de effecten als bedoeld in § 3 in het publiek zijn verspreid. »

Art. 2. Artikel 1 van het voornoemde koninklijk besluit wordt aangevuld met een nieuwe paragraaf die als volgt luidt :

« § 4. De hoofdstukken I en IV van dit besluit zijn van toepassing op de openbare uitkoopaanbiedingen die uitgaan van elke persoon die, alleen, rechtstreeks of onrechtstreeks, dan wel in onderling overleg 95 pct. bezit van de stemrechtverlenende effecten van een naamloze vennootschap die een openbaar beroep op het spaarwezen doet of gedaan heeft in de zin van artikel 26 van de vennootschapswet en die tot doel heeft alle effecten van die vennootschap te verwerven, met toepassing van artikel 190quinquies van de vennootschapswet. »

Art. 3. Artikel 2, § 1, 9° van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« 9° onder kredietinstelling : de in België gevestigde kredietinstellingen in de zin van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen. »

Art. 4. In artikel 2, § 1 van hetzelfde besluit wordt een 10° toegevoegd, dat als volgt luidt :

« 10° onder vennootschapswet : de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935. »

Art. 5. In artikel 3, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden "Het eerste lid" vervangen door de woorden "Het eerste lid, 1^o".

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin worden de woorden "artikel 3" vervangen door de woorden "artikel 4";

2° het 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° indien artikel 4 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten van toepassing is, een kopie van het in dit artikel bedoelde verzoek om toelating. »

Art. 7. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid, 1°, wordt als volgt vervangen :

« 1° indien de effecten van de bedoelde vennootschap aan een effectenbeurs of op een andere gereglementeerde Belgische markt zijn genoteerd, het directiecomité van de betrokken effectenbeurs of de marktautoriteit van de betrokken andere gereglementeerde Belgische markt; »

2° dans l'alinéa 3, les mots "au § 1^{er}" sont remplacés par les mots "à l'alinéa 1^{er}".

Art. 8. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Si les titres de la société visée sont inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou sur un autre marché réglementé belge, leur négociation ne peut être effectuée qu'en bourse ou sur l'autre marché réglementé où ils sont inscrits, à dater de la publication prévue à l'article 6 et pendant toute la durée de l'offre. »

Art. 9. A l'article 13, alinéa 2 du même arrêté, les mots "article 21, § 2" sont remplacés par les mots "article 21, alinéa 2".

Art. 10. A l'article 20, alinéa 2 du même arrêté, les mots "le § 1^{er}" sont remplacés par les mots "l'alinéa 1^{er}".

Art. 11. A l'article 31 du même arrêté, les mots "sont admis à la cote officielle ou traités aux ventes publiques supplémentaires d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume" sont remplacés par les mots "sont inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou sur un autre marché réglementé belge" et les mots "l'admission de ces titres à la cote officielle ou aux ventes publiques supplémentaires" sont remplacés par les mots "l'inscription de ces titres à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou sur un autre marché réglementé belge".

Art. 12. A l'article 32 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, b), les mots "de la cote officielle ou des ventes publiques supplémentaires" sont remplacés par les mots "de la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou d'un autre marché réglementé belge";

2° les alinéas suivants sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Si, à la suite d'une offre publique d'achat, ou de la réouverture d'une telle offre visée à l'alinéa 1^{er}, l'offrant détient seul, directement ou indirectement, ou de concert, 95 p.c. ou plus des titres conférant le droit de vote de la société visée, il peut, à condition de s'être réservé cette faculté dans le prospectus, rouvrir l'offre aux mêmes conditions pendant quinze jours au moins à dater du moment où les résultats de l'offre auront été rendus publics, afin de procéder à une offre de reprise au sens de l'article 190quinquies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Cette réouverture n'est pas soumise au chapitre IV du présent arrêté.

Les titres non présentés à la clôture de l'offre ainsi rouverte sont réputés transférés de plein droit à l'offrant. Les fonds nécessaires au paiement des titres transférés sont consignés auprès de la Caisse de dépôts et consignations au profit de leurs anciens propriétaires.

Les alinéas 2 et 3 ne sont applicables pour l'offrant qui détenait déjà seul, directement ou indirectement, ou de concert, le contrôle sur la société visée avant de lancer l'offre, qu'à la condition que l'offrant ait acquis à la suite de son offre ou de la réouverture de celle-ci, outre les 95 p.c. visés à l'alinéa 2, au moins 66 p.c. des titres qu'il ne détenait pas encore au moment de lancer son offre. »;

3° l'alinéa 2, devenu l'alinéa 4, est modifié comme suit :

Les mots "au § 1^{er}" sont remplacés par les mots "à l'alinéa 1^{er}" et le même alinéa est complété par les mots "Pour la détermination de la quotité de 95 p.c. visée à l'alinéa 2, les titres détenus par des personnes liées à l'offrant et par des personnes agissant de concert avec lui sont ajoutés aux titres détenus par l'offrant".

Art. 13. L'article 41 du même arrêté est complété par un paragraphe 3 libellé comme suit :

« § 3. La personne physique ou morale qui a acquis le contrôle exclusif ou conjoint d'une société anonyme ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne au sens de l'article 26 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, au moyen d'une ou de plusieurs transactions lui ayant conféré, seule, directement ou indirectement, ou de concert, 95 p.c. des titres de la société anonyme conférant le droit de vote, peut attacher à l'offre qu'elle doit faire au public en vertu du présent article, les effets d'une offre de reprise visée à l'article 190quinquies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Cette offre n'est pas soumis au chapitre IV du présent arrêté.

2° in het derde lid worden de woorden "in § 1" vervangen door de woorden "in het eerste lid".

Art. 8. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Indien de effecten van de bedoelde vennootschap aan een effectenbeurs of op een andere gereguleerde Belgische markt zijn genoteerd, mogen zij pas na de openbaarmaking als bedoeld in artikel 6 en tijdens de volledige duur van het bod op de beurs of op de andere gereguleerde markt waarop ze zijn genoteerd, worden verhandeld. »

Art. 9. In artikel 13, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 21, § 2" vervangen door de woorden "artikel 21, tweede lid".

Art. 10. In artikel 20, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden "§ 1" vervangen door de woorden "het eerste lid".

Art. 11. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de woorden "zijn toegelaten tot de officiële notering aan of worden verhandeld op de bijkomende veilingen van een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk" vervangen door de woorden "zijn genoteerd aan een effectenbeurs of op een andere gereguleerde Belgische markt" en de woorden "toelating van deze effecten tot de officiële notering of de bijkomende veilingen" door de woorden "notering van deze effecten aan een effectenbeurs of op een andere gereguleerde Belgische markt".

Art. 12. In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, b) worden de woorden "de officiële notering of de bijkomende veilingen" vervangen door de woorden "de notering aan een effectenbeurs of op een andere gereguleerde Belgische markt";

2° tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Indien de bieder, ingevolge een openbaar overnamebod of de heropening daarvan als bedoeld in het eerste lid, alleen, rechtstreeks of onrechtstreeks, dan wel in onderling overleg, 95 pct. of meer bezit van de stemrechtverlenende effecten van de bedoelde vennootschap, mag hij, op voorwaarde dat hij die mogelijkheid expliciet heeft opgenomen in het prospectus, het bod tegen dezelfde voorwaarden heropenen gedurende ten minste vijftien dagen na de bekendmaking van de resultaten van het bod, om een uitkoopbod in de zin van artikel 190quinquies van de vennootschapswet uit te brengen.

Hoofdstuk IV van dit besluit is niet van toepassing op deze heropening.

De effecten die na afsluiting van het aldus heropende bod niet zijn aangeboden, worden geacht van rechtswege aan de bieder te zijn overgedragen. De noodzakelijke middelen voor de betaling van de overgedragen effecten worden in bewaring gegeven bij de Deposito- en Consignatiekas ten gunste van hun vroegere eigenaars.

Het eerste en tweede lid zijn op de bieder die alleen, rechtstreeks of onrechtstreeks, dan wel in onderling overleg, de controle op de bedoelde vennootschap bezat vooraleer het bod uit te brengen, enkel van toepassing, indien de bieder na afloop van zijn bod of de heropening daarvan, bovenop de 95 pct. als bedoeld in het tweede lid, ten minste 66 pct. heeft weten te verkrijgen van de effecten die hij op het ogenblik van het uitbrengen van zijn bod, nog niet bezat. »;

3° in het tweede lid, dat het vierde lid is geworden :

worden de woorden "in § 1" vervangen door de woorden "in het eerste lid" en wordt hetzelfde lid aangevuld met de woorden "Om het in het tweede lid bedoelde quotum van 95 pct. te berekenen worden de effecten in bezit van met de bieder verbonden personen en van personen die in overleg met hem handelen, bij de effecten in bezit van de bieder geteld. »

Art. 13. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde paragraaf, die als volgt luidt :

« § 3. De natuurlijke of rechtspersoon die de exclusieve of gezamenlijke controle heeft verworven over een naamloze vennootschap die een publiek beroep op het spaarwezen doet of gedaan heeft in de zin van artikel 26 van de vennootschapswet, in een of meer transacties waarmee hij alleen, rechtstreeks of onrechtstreeks, dan wel in onderling overleg, 95 pct. heeft verkregen van de stemrechtverlenende effecten die naamloze vennootschap, kan aan het bod aan het publiek waartoe dit artikel hem verplicht, de uitwerking geven van een uitkoopbod als bedoeld in artikel 190quinquies van de vennootschapswet. Dit bod is niet onderworpen aan hoofdstuk IV van dit besluit.

L'offrant qui, en vertu de l'alinéa 1^{er}, choisit d'attacher les effets d'une offre de reprise, à l'offre qu'il est tenu de faire en exécution du présent article, doit, à peine de déchéance, le mentionner dans l'annonce prévue à l'article 42, § 2, ainsi que dans le prospectus d'offre. Dans ce cas, les titres qui n'auront pas été présentés à la clôture de l'offre seront réputés transférés de plein droit à l'offrant. Les fonds nécessaires au paiement des titres transférés seront consignés auprès de la Caisse de dépôts et consignation au profit de leurs anciens propriétaires. »

Art. 14. L'article 44 du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "les articles 3, alinéas 1^{er}, 1° et 4° et 2, 5, 6, alinéa 2, 28 et 29" sont remplacés par les mots "les articles 3, alinéa 2, 6, alinéa 2, 28 et 29";

2° à l'alinéa 2, les mots "les articles 3, alinéas 1^{er}, 1° et 4° et 2, 5, 6, alinéa 2, 10, 26, alinéa 1^{er}, 28, 29 et 31" sont remplacés par les mots "les articles 3, alinéa 2, 6, alinéa 2, 10, 26, alinéa 1^{er}, 28, 29 et 31".

Art. 15. Un chapitre IV nouveau, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"CHAPITRE IV. — Offres publiques de reprise

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Article 45. Toute offre publique de reprise doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° l'offre publique de reprise doit porter sur tous les titres de la société visée qui ne sont pas encore détenus par l'offrant ou par les personnes agissant de concert avec lui, et qui sont représentatifs ou non du capital et confèrent ou non le droit de vote, ainsi que sur les titres donnant droit à la souscription ou à l'acquisition de tels titres ou à la conversion en de tels titres, à l'exception des obligations émises par la société qui ne sont pas convertibles ou auxquelles ne sont pas attachés des droits de souscription;

2° l'offrant doit détenir seul, directement ou indirectement, ou de concert, 95 p.c. des titres de la société visée qui confèrent le droit de vote, pour la détermination de la quotité de 95 p.c., les titres détenus par des personnes liées à l'offrant et par des personnes agissant de concert avec lui, sont ajoutés aux titres détenus par l'offrant;

3° la totalité des fonds nécessaires à la réalisation de l'offre doit être disponible, soit en un compte auprès d'un établissement de crédit, soit sous la forme d'un crédit irrévocable et inconditionnel ouvert à l'offrant par un établissement de crédit; ces fonds doivent être bloqués pour assurer le paiement du prix d'achat des titres acquis dans le cadre de l'offre ou être affectés exclusivement à cette fin;

4° les conditions et les modalités de l'offre doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté, elles doivent au surplus, notamment en ce qui concerne le prix, être telles qu'elles sauvegardent les intérêts des porteurs de titres;

5° l'offrant doit s'engager, pour ce qui dépend de lui, à mener l'offre à son terme et à s'abstenir, dès l'envoi de l'avis prévu à l'article 46, d'acquérir des titres faisant l'objet de l'offre à des conditions différentes de celle-ci, sauf s'il en fait bénéficier tous les destinataires de l'offre;

6° la réception des acceptations et le paiement du prix doivent être assurés par un établissement de crédit établi en Belgique.

Section 2. — De l'avis
à la Commission bancaire et financière

Article 46. Lorsqu'une personne physique ou morale qui détient seule directement ou indirectement ou de concert 95 p.c. des titres conférant le droit de vote d'une société anonyme faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne au sens de l'article 26 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales souhaite acquérir la totalité des titres de cette société, elle doit en aviser au préalable la Commission bancaire et financière conformément à l'article 26 de l'arrêté royal n° 185 tel qu'il est interprété par l'article 22 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne.

L'avis doit contenir, outre le prix ainsi que les conditions et modalités principales de l'offre, des indications établissant qu'il est satisfait aux conditions prévues à l'article 45.

De bieder die aan het bod waartoe dit artikel hem verplicht, de uitwerking wil geven van een uitkoopbod, moet dit, op straffe van vervul, vermelden in de in artikel 42, § 2, bedoelde aankondiging alsook in het bodprospectus. In dit geval worden de effecten die bij de afsluiting van het bod niet zijn aangeboden van rechtswege geacht aan de bieder te zijn overgedragen. De noodzakelijke middelen voor de betaling van de overgedragen effecten worden in bewaring gegeven bij de Deposito- en Consignatiekas ten gunste van hun vroegere eigenaars. »

Art. 14. Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in het eerste lid worden de woorden "de artikelen 3, lid 1, 1° en 4° en 2, 5, 6, tweede lid, 28 en 29" vervangen door de woorden "de artikelen 3, tweede lid, 6, tweede lid, 28 en 29".

2° in het tweede lid worden de woorden "de artikelen 3, eerste lid, 1° en 4°, 2, 5, 6, eerste lid, 10, 26, eerste lid, 28, 29 en 31" vervangen door de woorden "de artikelen 3, tweede lid, 6, tweede lid, 10, 26, eerste lid, 28, 29 en 31".

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt een nieuw hoofdstuk IV ingevoegd, dat luidt als volgt :

« HOOFDSTUK IV. — Openbare uitkoopaanbiedingen

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Artikel 45. Elk openbaar uitkoopbod moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het openbaar uitkoopbod moet slaan op alle effecten van de bedoelde vennootschap die nog niet in het bezit zijn van de bieder of van de personen met wie hij in overleg optreedt, en die al dan niet het kapitaal vertegenwoordigen en al dan niet stemrecht verlenen, alsook op de effecten die recht geven op de inschrijving op of de verwerving van dergelijke effecten of op de conversie in dergelijke effecten, met uitzondering van de door de vennootschap uitgegeven obligaties die niet converteerbaar zijn of waaraan geen inschrijvingsrechten zijn verbonden;

2° de bieder moet alleen, rechtstreeks of onrechtstreeks, dan wel in onderling overleg, 95 pct. van de stemrechtverlenende effecten van de bedoelde vennootschap bezitten; om dit quotum van 95 pct. te berekenen worden de effecten in bezit van met de bieder verbonden personen en van personen die in overleg met hem handelen, bij de effecten in bezit van de bieder geteld;

3° alle noodzakelijke middelen voor de verwezenlijking van het bod moeten beschikbaar zijn, hetzij op een rekening bij een kredietinstelling, hetzij in de vorm van een onherroepelijk en onvoorwaardelijk krediet dat een kredietinstelling voor de bieder heeft geopend; deze middelen moeten worden geblokkeerd om de betaling te waarborgen van de aankoopprijs van de effecten die in het kader van het bod zijn verworven of uitsluitend daartoe worden aangewend;

4° de voorwaarden en regels voor het bod moeten in overeenstemming zijn met de bepalingen van dit besluit; bovendien moeten zij, inzonderheid qua prijs, zodanig zijn geformuleerd dat de belangen van de effectenhouders veilig zijn gesteld;

5° de bieder moet zich, wat hem betreft, ertoe verbinden het bod ten einde te brengen en mag, zodra hij de in artikel 46 bedoelde kennisgeving heeft verricht, geen effecten waarop het bod betrekking heeft, verwerven tegen andere voorwaarden dan die van het bod, tenzij hij die uitbreidt tot alle begunstigen van het bod;

6° de inontvangstneming van de acceptaties en de betaling van de prijs moeten worden gewaarborgd door een in België gevestigde kredietinstelling.

Afdeling 2. — Kennisgeving
aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen

Artikel 46. Wanneer een natuurlijke persoon of een rechtspersoon die alleen, rechtstreeks of onrechtstreeks, dan wel in onderling overleg, 95 pct. bezit van de stemrecht-verlenende effecten van een naamloze vennootschap die een openbaar beroep op het spaarwezen doet of gedaan heeft in de zin van artikel 26 van de vennootschapswet, alle effecten van die vennootschap wenst te verwerven, moet hij dit vooraf ter kennis brengen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen overeenkomstig artikel 26 van het koninklijk besluit nr. 185 zoals uitgelegd door artikel 29 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden.

De kennisgeving moet, naast de prijs, de voorwaarden en de voornaamste regels voor het bod, gegevens bevatten waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van artikel 45 is voldaan.

Article 47. A l'avis adressé à la Commission bancaire et financière est joint un dossier établi conformément aux prescriptions de la Commission bancaire et financière et qui comporte notamment :

1° le projet de prospectus d'offre publique de reprise;

2° le rapport d'un expert indépendant de l'offrant se prononçant sur la pertinence, au regard des critères d'évaluation usuellement retenus, de la ou des méthodes d'évaluation utilisées par l'offrant pour évaluer la société et justifier le prix; dans ce rapport, l'expert indique, en outre, s'il estime que le prix respecte ou non l'égalité de traitement des porteurs de titres; le rapport de l'expert indépendant contient au moins les éléments suivants :

a) une description détaillée de l'identité de la société visée, de la structure et de la répartition de son actionariat, de l'ensemble d'entreprises auquel elle appartient, des activités qu'elle exerce et de leur répartition, de son évolution récente et de l'identité des dirigeants;

b) ses derniers comptes annuels ou consolidés ainsi qu'une situation plus récente si des modifications importantes sont survenues depuis la date de la clôture des comptes ou si cette date remonte à plus de neuf mois;

c) une description précise des différents titres sur lesquels porte l'offre;

d) l'évaluation de la société par l'offrant et la justification du prix offert;

e) la description de la ou des méthodes d'évaluation utilisées par l'offrant;

f) l'appréciation de l'expert quant à la pertinence, au regard des critères d'évaluation usuellement retenus de la ou des méthodes d'évaluation utilisées par l'offrant pour évaluer la société et justifier le prix;

g) l'avis de l'expert sur la question de savoir si le prix offert sauvegarde ou non les intérêts des porteurs de titres;

3° l'avis du conseil d'administration de la société visée indiquant qu'à son sens le projet de prospectus établi par l'offrant ne présente pas de lacunes ou ne contient pas d'informations susceptibles d'induire en erreur les titulaires de titres de la société visée. Cet avis doit en outre contenir l'appréciation du conseil d'administration à propos du rapport de l'expert indépendant. Il doit, enfin, indiquer s'il estime que le prix permet ou non de sauvegarder les intérêts des porteurs de titres;

4° si l'article 4 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers est applicable, une copie de la demande d'autorisation prévue par ledit article.

Section 3. — Du prospectus

Article 48. Le prospectus ne peut être publié avant d'avoir été approuvé par la Commission bancaire et financière. Il doit mentionner les conditions de l'offre et contenir les renseignements qui, selon les caractéristiques de l'offrant, de la société visée et des titres faisant l'objet de l'offre sont nécessaires pour que les titulaires de titres de la société visée puissent porter un jugement fondé sur le prix offert.

Article 49. Les conditions de l'offre doivent prévoir :

1° que toute augmentation du prix de l'offre bénéficie aux titulaires de titres qui ont accepté l'offre avant ladite augmentation;

2° que les acceptations de l'offre introduites avant la publication du prospectus ne lient pas les titulaires de titres.

Article 50. Sans préjudice de l'obligation visée à l'article 48, le prospectus contient au moins les renseignements prévus par le schéma annexé au présent arrêté.

En cas de pluralité d'offrants, les renseignements prévus par l'alinéa 1^{er} sont donnés pour chacun d'eux.

Lorsque certains renseignements prévus par l'alinéa 1^{er} se révèlent inadaptés à l'activité ou à la forme juridique de l'offrant ou de la société visée, des renseignements équivalents doivent être fournis.

Article 51. Le prospectus doit être rendu public sous la forme d'une brochure mise gratuitement à la disposition du public au moins auprès de l'établissement de crédit visé à l'article 45, 7°, sauf si les titres sont nominatifs. Dans ce dernier cas, l'offrant peut rendre le prospectus public en l'envoyant par lettre recommandée à la poste à chacun des destinataires de l'offre.

Artikel 47. Bij de kennisgeving aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen wordt een dossier gevoegd dat is opgemaakt overeenkomstig de voorschriften van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en inzonderheid de volgende stukken bevat :

1° het ontwerp-prospectus voor het openbaar uitkoopbod;

2° het verslag van een van de bieder onafhankelijke expert over de relevantie, ten aanzien van de gebruikelijke waarderingscriteria, van de door de bieder gehanteerde methode(s) om de vennootschap te waarderen en de prijs te rechtvaardigen; in dit verslag vermeldt de expert ook of hij van oordeel is dat met de prijs de effectenhouders al dan niet gelijk worden behandeld; het verslag van de onafhankelijke expert bevat ten minste de volgende gegevens :

a) een omstandige opgave van de identiteit van de bedoelde vennootschap, van de structuur en samenstelling van haar aandeelhouderskring, het geheel van ondernemingen waartoe zij behoort, haar werkzaamheden en uitsplitsing hiervan, recente ontwikkeling, identiteit van de leiders;

b) de laatste jaarrekening of geconsolideerde jaarrekening alsmede een recentere staat indien zich sinds de afsluitingsdatum van deze jaarrekeningen belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan of meer dan 9 maanden zijn verstreken;

c) een duidelijke opgave van de verschillende effecten waarop het bod slaat;

d) de waardering van de vennootschap door de bieder en de verantwoording van de geboden prijs;

e) de opgave van de door de bieder gehanteerde waarderingsmethode(s);

f) de beoordeling door de expert in hoever, ten opzichte van de gebruikelijke waarderingsregels, de door de bieder gehanteerde methode(s) relevant zijn om de vennootschap te waarderen en de prijs te rechtvaardigen;

g) het advies van de expert over de vraag of met de geboden prijs al dan niet de belangen van de effectenhouders zijn veilig gesteld;

3° het advies van de raad van bestuur van de bedoelde vennootschap, waarin de raad stelt dat het door de bieder opgestelde prospectus naar zijn oordeel geen leemten vertoont of geen gegevens bevat die de effectenhouders van de bedoelde vennootschap kunnen misleiden. Bovendien moet in dit advies het oordeel staan van de raad van bestuur over het verslag van de onafhankelijke expert. Tot slot moet het advies vermelden of die expert vindt dat met de prijs de belangen van de effectenhouders al dan niet veilig kunnen worden gesteld;

4° indien artikel 4 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten van toepassing is, een kopie van het in dit artikel bedoelde verzoek om toelating.

Afdeling 3. — Prospectus

Artikel 48. Het prospectus mag pas na goedkeuring door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen worden openbaar gemaakt. Het moet de voorwaarden van het bod vermelden en de nodige gegevens bevatten om, naar gelang van de eigenschappen van de bieder, de bedoelde vennootschap en de effecten waarop het bod slaat, de effectenhouders van de bedoelde vennootschap in staat te stellen zich een gegrond oordeel te vormen over de geboden prijs.

Artikel 49. De voorwaarden van het bod moeten bepalen :

1° dat elke verhoging van de biedprijs geldt voor de effectenhouders die het bod vóór die verhoging hebben aanvaard;

2° dat een aanvaarding van het bod vooraleer een prospectus is openbaar gemaakt, niet bindend is voor de effectenhouders.

Artikel 50. Onverminderd de verplichting van artikel 48, bevat het prospectus ten minste de gegevens die zijn voorgeschreven door het bij dit besluit gevoegde schema.

Zijn er verschillende bidders, dan worden de door het eerste lid voorgeschreven gegevens voor elk van hen verstrekt.

Wanneer sommige door het eerste lid voorgeschreven gegevens niet blijken aan te sluiten bij het bedrijf of de rechtsvorm van de bieder of de bedoelde vennootschap, dan moeten gelijkwaardige gegevens worden verstrekt.

Artikel 51. Het prospectus moet openbaar worden gemaakt in de vorm van een brochure die ten minste bij de in artikel 45, 7°, bedoelde kredietinstelling kosteloos voor het publiek verkrijgbaar is, behalve indien de effecten op naam zijn. In laatstgenoemd geval kan de bieder het prospectus openbaar maken door het met een aangekende brief of een brief met ontvangstbewijs naar elk van de begunstigden van het bod te sturen.

En outre, un avis indiquant le ou les endroits où le public peut se procurer le prospectus en Belgique doit faire l'objet d'une insertion dans un ou plusieurs journaux à diffusion nationale ou à large diffusion en Belgique.

Article 52. Le prospectus doit être accompagné d'un bulletin d'acceptation établi en deux exemplaires. Le prospectus et le bulletin d'acceptation forment un tout.

Article 53. A compter de la publication de l'avis prévue à l'article 56, l'offrant, la société visée et les personnes agissant de concert avec eux, s'abstiennent de publier ou de faire publier tout document ou de faire des déclarations ou des communications présentant l'opération d'une manière susceptible d'induire le public en erreur.

En cas de publication de documents ou de déclarations susceptibles d'induire le public en erreur, la Commission bancaire et financière peut exiger des auteurs une communication rectificative et, s'il n'est pas donné suite à cette exigence dans les délais fixés, procéder elle-même, aux frais des auteurs, à cette communication rectificative.

Article 54. Tout fait nouveau significatif de nature à influencer le jugement des titulaires de titres de la société visée et intervenant entre le moment où le contenu du prospectus est arrêté et la clôture de l'offre doit faire l'objet d'un complément au prospectus, contrôlé et publié dans les mêmes conditions que celui-ci.

Article 55. Après que le prospectus a été rendu public, tout document, toute déclaration ou communication au sujet de l'opération émanant de personnes visées à l'article 53, alinéa 1^{er} doit mentionner qu'il existe un prospectus et indiquer où celui-ci est rendu public conformément à l'article 51.

Section 4. — Des remarques éventuelles à propos de l'offre et de l'approbation du prospectus

Article 56. Lorsqu'elle a été saisie d'un avis donné conformément à l'article 46, la Commission bancaire et financière rend public cet avis et précise le lieu où le public peut obtenir gratuitement le rapport de l'expert indépendant qui y est joint au plus tard le jour suivant celui de sa réception, conformément aux modalités qu'elle établit.

Le même jour, elle informe de cette publication :

1° le ou les comités de direction des bourses de valeurs mobilières où des titres de la société visée sont inscrits à la cote ainsi que le ou les autorités de marché des autres marchés réglementés belges où ces titres sont inscrits;

2° la société visée;

3° l'offrant.

Article 57. Les titulaires de titres qui font l'objet de l'offre disposent d'un délai de quinze jours à dater de la publication de l'avis et du rapport de l'expert indépendant, pour faire part à la Commission bancaire et financière des griefs qu'ils formulent à l'encontre de l'offre et, plus particulièrement, à l'encontre de l'évaluation des titres de la société visée ou du prix offert, au regard de la sauvegarde de leurs intérêts.

A l'issue du délai de quinze jours, la Commission bancaire et financière peut, dans les quinze jours, faire part à l'offrant des remarques que l'offre appelle de sa part. Ces remarques sont communiquées de la manière la plus appropriée à l'offrant, à la société visée, aux comités de direction des bourses de valeurs mobilières ou aux autres autorités de marché concernées ainsi qu'aux titulaires de titres qui ont fait part de leurs griefs à la Commission bancaire et financière dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}. Si la Commission bancaire et financière l'estime utile, elle peut rendre ces remarques publiques selon les modalités qu'elle détermine.

Si la Commission estime ne pas devoir formuler de remarques quant à l'offre présentée, elle peut immédiatement se prononcer sur l'approbation du prospectus.

Article 58. Si la Commission bancaire et financière a formulé des remarques à l'encontre de l'offre présentée, l'offrant dispose d'un délai de quinze jours à dater de la communication de ces remarques pour y répondre et, le cas échéant, modifier son offre dans un sens plus favorable pour les titulaires de titres.

A l'issue du délai de quinze jours prévu à l'alinéa 1^{er}, la Commission bancaire et financière se prononce sur l'approbation du prospectus, à moins qu'elle ne fasse usage des articles 16 et 17 de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition.

Bovendien moet in een of meer landelijke dagbladen met een grote oplage in België een bericht worden geplaatst waarin wordt aangegeven op welke plaats(en) in België het prospectus voor het publiek verkrijgbaar is.

Artikel 52. Bij het prospectus moet een in twee exemplaren opgevoerd aanvraagdingsbulletin worden gevoegd. Het prospectus en het aanvraagdingsbulletin vormen één geheel.

Artikel 53. Vanaf de openbaarmaking van de in artikel 56 bedoelde kennisgeving mogen de bieder, de bedoelde vennootschap en de personen die in overleg met hen optreden, geen stuk bekendmaken of laten bekendmaken, geen verklaringen afleggen noch mededelingen doen die het publiek kunnen misleiden.

Wanneer stukken of verklaringen worden openbaar gemaakt die het publiek kunnen misleiden, kan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van de auteurs een rechtzetting eisen en, zo dit niet binnen de vastgestelde termijn geschiedt, zelf op kosten van de auteurs deze rechtzetting openbaar maken.

Artikel 54. Elk nieuw betekenisvol feit dat invloed kan hebben op de oordeelsvorming van de effectenhouders van de bedoelde vennootschap en zich voordoet tussen het ogenblik waarop de inhoud van het prospectus is vastgesteld en de afsluiting van het bod, moet worden vermeld in een aanvulling bij het prospectus, die op dezelfde wijze als het prospectus wordt gecontroleerd en openbaar gemaakt.

Artikel 55. Na de openbaarmaking van het prospectus moeten alle stukken, verklaringen of mededelingen vanwege personen als bedoeld in artikel 53, eerste lid, vermelden dat er een prospectus bestaat en waar dit overeenkomstig artikel 51 openbaar wordt gemaakt.

Afdeling 4. — Eventuele opmerkingen over het bod en de goedkeuring van het prospectus

Artikel 56. Wanneer de Commissie voor het Bank- en Financieuzen een kennisgeving overeenkomstig artikel 46 heeft ontvangen, maakt zij deze kennisgeving en het bijgevoegde verslag van de onafhankelijke deskundige uiterlijk de dag na ontvangst op de door haar bepaalde wijze openbaar en vermeldt zij waar het prospectus kosteloos verkrijgbaar wordt gesteld voor het publiek.

Zij brengt deze openbaarmaking dezelfde dag ter kennis van :

1° het (de) directiecomité(s) van de effectenbeurzen waaraan de effecten van de bedoelde vennootschap zijn genoteerd alsook de marktautoriteit(en) van de andere gereguleerde Belgische markten waarop die effecten zijn genoteerd;

2° de bedoelde vennootschap;

3° de bieder.

Artikel 57. De houders van effecten waarop het bod slaat, beschikken over een termijn van vijftien dagen na de openbaarmaking van de kennisgeving en van het verslag van de onafhankelijke deskundige, om de Commissie voor het Bank- en Financieuzen hun bezwaren mede te delen tegen het bod en, inzonderheid, tegen de waardering van de effecten van de bedoelde vennootschap of de geboden prijs, gelet op de zorg om hun belangen veilig te stellen.

Na afloop van die termijn van vijftien dagen kan de Commissie binnen vijftien dagen aan de bieder mededelen welke opmerkingen zij heeft over het bod. Die opmerking worden op de meest passende wijze meegedeeld aan de bieder, de bedoelde vennootschap, de betrokken directiecomités van de effectenbeurzen of de andere betrokken markt- autoriteiten alsook aan de effectenhouders die hun bezwaren binnen de in het eerste lid bepaalde termijn hebben medegedeeld aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen. Indien de Commissie voor het Bank- en Financieuzen dit nuttig acht, kan zij die opmerkingen openbaar maken op de wijze die zij bepaalt.

Indien de Commissie geen opmerkingen over het voorgestelde bod meent te moeten maken, kan zij meteen uitspraak doen over de goedkeuring van het prospectus.

Artikel 58. Indien de Commissie voor het Bank- en Financieuzen opmerkingen heeft over het voorgestelde bod, beschikt de bieder over een termijn van vijftien dagen na de mededeling van die opmerkingen om daarop te reageren en eventueel zijn bod te wijzigen in gunstigere zin voor de effectenhouders.

Na afloop van de termijn van vijftien dagen als bedoeld in het eerste lid, doet de Commissie voor het Bank- en Financieuzen uitspraak over de goedkeuring van het prospectus, behoudens toepassing van de artikelen 16 en 17 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en de reglementering van de openbare overnameaanbiedingen.

Section 5. — De la durée de la période d'acceptation et de la clôture de l'offre

Article 59. La période pendant laquelle l'offre peut être acceptée doit avoir une durée minimale de dix jours et une durée maximale de vingt jours à compter de la date à laquelle prospectus est rendu public.

Article 60. L'offrant doit, dans les cinq jours qui suivent la clôture de l'offre, rendre publics les résultats de celle-ci.

Les titres non présentés à la clôture de l'offre sont réputés transférés de plein droit à l'offrant. Les fonds nécessaires au paiement des titres ainsi transférés sont consignés auprès de la Caisse de dépôts et consignations au profit de leurs anciens propriétaires.

A la clôture de l'offre, le ou les comités de direction des bourses de valeurs mobilières ou le ou les autorités de marchés d'autres marchés réglementés belges concernés procèdent d'office à la radiation des titres qui étaient inscrits à la cote ou sur leurs marchés. »

Art. 16. L'article 45 du même arrêté devient l'article 67.

Art. 17. Dans l'annexe au même arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 3, *f*) du schéma de prospectus pour les offres publiques d'acquisition est complété comme suit :

« Indication éventuelle par l'offrant de ce qu'il se réserve le droit, conformément à l'article 32, alinéas 2 et 3 de l'arrêté, de rouvrir l'offre pendant quinze jours au moins à dater du moment où les résultats de l'offre auront été rendus publics afin de procéder à une offre publique de reprise au sens de l'article 190quinquies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales si, à la suite de l'offre, ou d'une réouverture de celle-ci visée à l'article 32, alinéa 1^{er} de l'arrêté, il détient 95 p.c. ou plus des titres conférant le droit de vote de la société visée. »

Indication éventuelle par l'offrant de ce que, conformément à l'article 41, § 3 de l'arrêté, il attache à l'offre qu'il fait en exécution de l'article 41 de l'arrêté, les effets d'une offre de reprise visée à l'article 190quinquies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. »

2° un nouveau schéma de prospectus libellé comme suit est ajouté après le schéma de prospectus pour les offres publiques d'acquisition :

« Schéma de prospectus pour les offres publiques de reprise

Sans préjudice de l'obligation visée à l'article 48 de l'arrêté, le prospectus doit comporter au moins les mentions et renseignements suivants :

1. Quant à l'approbation du prospectus par la Commission bancaire et financière et aux personnes qui assument la responsabilité du prospectus

a) Mention que le prospectus a été approuvé par la Commission bancaire et financière, mais que cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et des mérites de l'opération;

b) Identité et qualité des personnes qui assument la responsabilité du prospectus et attestation de ceux-ci, qu'à leur connaissance, les données de celui-ci sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à altérer la portée du prospectus.

2. Quant à l'offrant :

a) Une description détaillée de son identité;

b) Le nombre de titres conférant le droit de vote de la société visée qu'il détient le jour où le prospectus est arrêté; le nombre de titres conférant le droit de vote qu'il a acquis au cours des douze mois précédant cette date ainsi que l'indication de la date de ces acquisitions et le(s) prix payé(s) ou la contrepartie consentie.

Les mêmes indications doivent être données en ce qui concerne les titres conférant le droit de vote de la société visée possédés et acquis par des personnes liées à l'offrant et par des personnes agissant de concert avec lui.

3. Quant à l'offre publique de reprise :

a) Si l'offre émane d'une pluralité de personnes liées ou agissant de concert :

— l'identité de ces personnes;

— la part et les modalités d'intervention de chacune de ces personnes dans l'offre;

Afdeling 5. — Duur van de aanvaardingsperiode en afsluiting van het bod

Artikel 59. De periode voor de aanvaarding van het bod bedraagt minimum tien en maximum twintig dagen, te rekenen vanaf de datum waarop het prospectus openbaar is gemaakt.

Artikel 60. Binnen vijf dagen na de afsluiting van het bod moet de bieder de resultaten ervan openbaar maken.

De effecten die na afsluiting van het bod niet zijn aangeboden, worden geacht van rechtswege aan de bieder te zijn overgedragen. De noodzakelijke middelen voor de betaling van de overgedragen effecten worden in bewaring gegeven bij de Deposito- en Consignatiekas ten gunste van hun vroegere eigenaars.

Bij de afsluiting van het bod gaat (gaan) het (de) directiecomité(s) van de betrokken effectenbeurzen of de marktautoriteit(en) van de andere betrokken gereguleerde Belgische markten automatisch over tot de schrapping van de effecten die aan die beurzen of op die markten waren genoteerd. »

Art. 16. Artikel 45 van hetzelfde besluit wordt artikel 67.

Art. 17. In de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 3, *f*) van het schema voor het prospectus voor openbare overnameaanbiedingen wordt als volgt aangevuld :

« Eventuele vermelding door de bieder dat hij zich, overeenkomstig artikel 32, tweede en derde lid, van het besluit, het recht voorbehoudt om het bod te heropenen gedurende een periode van ten minste vijftien dagen vanaf de bekendmaking van de resultaten van het bod, om een uitkoopbod uit te brengen in de zin van artikel 190quinquies van de vennootschapswet, indien hij, ingevolge het bod of een heropening daarvan als bedoeld in artikel 32, eerste lid van het besluit, 95 pct. of meer bezit van de stemrechtverlenende effecten van de bedoelde vennootschap.

Eventuele vermelding door de bieder dat hij, overeenkomstig artikel 41, § 3, van het besluit, aan het bod uitgebracht met toepassing van artikel 41 van het besluit, de uitwerking geeft van een uitkoopbod als bedoeld in artikel 190quinquies van de vennootschapswet. »;

2° een nieuw prospectusschema wordt ingevoegd na het schema voor het prospectus voor openbare overnameaanbiedingen, dat als volgt luidt :

« Schema voor het prospectus voor openbare uitkoopaanbiedingen

Onverminderd de verplichting van artikel 48 van het besluit, moet het prospectus ten minste de volgende vermeldingen en gegevens bevatten :

1. In verband met de goedkeuring van het prospectus door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en de personen die verantwoordelijk zijn voor het prospectus :

a) vermelding dat het prospectus is goedgekeurd door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, maar dat deze goedkeuring geen beoordeling inhoudt van de opportuniteit noch van de intrinsieke waarde van de verrichting;

b) identiteit en hoedanigheid van de personen die verantwoordelijk zijn voor het prospectus en hun verklaring dat, voor zover hen bekend, de gegevens hiervan stroken met de werkelijkheid en dat geen gegevens zijn weggelaten waardoor de strekking van het prospectus zou wijzigen.

2. In verband met de bieder :

a) een omstandige opgave van zijn identiteit;

b) hoe veel stemrechtverlenende effecten van de bedoelde vennootschap hij bezit op de dag waarop het prospectus wordt vastgesteld; hoeveel stemrechtverlenende effecten hij heeft verworven tijdens de twaalf maanden vóór deze datum alsook de vermelding van de datum van deze aankopen en de betaalde prijs (prijzen) of de geboden tegenwaarde.

Dezelfde gegevens moeten worden verstrekt voor de stemrechtverlenende effecten van de bedoelde vennootschap in het bezit van en verworven door met de bieder verbonden personen en personen die in overleg met hem optreden.

3. In verband met het openbaar uitkoopbod :

a) indien het bod uitgaat van verschillende verbonden personen of personen die in overleg optreden :

— de identiteit van die personen;

— de grootte en de modaliteiten van hun respectief aandeel in het bod;

b) Reproduction de l'article 190quinquies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales; mention de ce que l'offre est soumise au Titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, au Chapitre II de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées et réglementant les offres publiques d'acquisition et à l'arrêté royal auquel le présent schéma est annexé; nombre et types de titres que l'offrant propose de reprendre;

c) Indication et justification du prix proposé pour les titres faisant l'objet de l'offre publique de reprise. Si plusieurs catégories de titres sont acquises à des prix différents, indication de ces prix et justification des différences;

d) Rapport de l'expert indépendant;

e) Indication des dates de l'ouverture de la période d'acceptation de l'offre et de la clôture de l'offre publique de reprise;

f) Indication des lieux où le prospectus, accompagné des bulletins d'acceptation, est disponible; indication des lieux du dépôt des acceptations et des titres et de la date ultime pour le dépôt de ces documents;

g) Indication des dates et des modalités de paiement;

h) Indication que les taxes et les frais éventuels sont à charge de l'offrant;

i) Indication du lieu et des modalités de la consignation du prix des titres non présentés à la clôture de l'offre.

4. Quant à la société visée :

Les renseignements prévus sub 2°, a) ci-dessus.

Art. 18. Dans l'ensemble du même arrêté, les termes "Commission bancaire" sont remplacés par les termes "Commission bancaire et financière".

Art. 19. Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

b) weergave van artikel 190quinquies van de vennootschapswet; vermelding dat het bod is onderworpen aan Titel II van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, aan hoofdstuk II van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen en aan het koninklijk besluit waarbij dit schema als bijlage gaat; hoeveel en welke effecten de bieder voornemens is te verwerven;

c) vermelding en verantwoording van de voorgestelde prijs voor de effecten waarop het openbaar uitkoopbod betrekking heeft. Als verschillende categorieën van effecten tegen verschillende prijzen zijn verworven, vermelding van deze prijzen en verantwoording van de prijsverschillen;

d) verslag van de onafhankelijke expert;

e) vermelding van de datum waarop de aanvaardingsperiode van het bod wordt geopend en van de slotdatum van het openbaar uitkoopbod;

f) vermelding van de plaatsen waar het prospectus met aanvaardingsbulletins verkrijgbaar is; vermelding van de plaatsen waar de acceptaties en de effecten worden neergelegd en van de uiterste datum voor de neerlegging van deze stukken;

g) vermelding van de datum en de wijze van de betaling;

h) vermelding dat de eventuele taksen en kosten ten laste zijn van de bieder;

i) vermelding van de plaats waar en de wijze waarop de prijs van de effecten die na afsluiting van het aldus heropende bod niet zijn aangeboden, worden geconsigneerd.

4. In verband met de bedoelde vennootschap :

De gegevens als bedoeld in 2°, a) hierboven.

Art. 18. In het hele besluit wordt het woord "Bankcommissie" vervangen door de woorden "Commissie voor het Bank- en Financiewezen".

Art. 19. Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

E. DI RUPO

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 1365

[C — 97/16184]

5 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994 et 20 décembre 1995;

Vu la Directive 80/217/CEE, établissant des mesures communautaires de lutte contre la peste porcine classique, modifiée par la Directive 84/645/CEE du Conseil du 27 décembre 1984, la Directive 87/486/CEE du Conseil du 22 septembre 1987 et la Directive 91/685/CEE du Conseil du 11 décembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 15 février 1995 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de porcs à déclaration obligatoire;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1981 portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine classique et la peste porcine africaine, modifié par les arrêtés royaux des 20 avril 1982, 31 janvier 1990, 22 mai 1990, 14 juillet 1995 et 31 octobre 1996, notamment l'article 36bis;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 1365

[C — 97/16184]

5 JULI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994 en 20 december 1995;

Gelet op de Richtlijn 80/217/EEG tot vaststelling van maatregelen ter bestrijding van klassieke varkenspest, gewijzigd bij Richtlijn 84/645/EEG van de Raad van 27 december 1984, Richtlijn 87/486/EEG van de Raad van 22 september 1987 en Richtlijn 91/685/EEG van de Raad van 11 december 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 februari 1995 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige varkensziekten;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de klassieke varkenspest en de Afrikaanse varkenspest, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 april 1982, 31 januari 1990, 22 mei 1990, 14 juli 1995 en 31 oktober 1996, inzonderheid op het artikel 36bis;

Vu l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures de lutte temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique, modifié par les arrêtés ministériels des 21 septembre 1990, 12 octobre 1990, 16 novembre 1990, 6 décembre 1990, 28 mai 1991, 15 octobre 1993, 21 octobre 1993, 29 octobre 1993, 24 novembre 1993, 13 janvier 1994, 8 février 1994, 18 février 1994, 10 mars 1994, 17 mars 1994, 22 mars 1994, 1^{er} avril 1994, 15 avril 1994, 20 avril 1994, 28 avril 1994, 27 mai 1994, 8 juin 1994, 21 juin 1994, 1^{er} juillet 1994, 11 juillet 1994, 5 août 1994, 25 août 1994, 20 septembre 1994, 7 octobre 1994, 4 novembre 1994, 28 décembre 1994, 7 février 1997, 17 février 1997, 6 mars 1997, 28 mars 1997, 9 avril 1997, 10 avril 1997, 9 mai 1997, 22 mai 1997, 16 juin 1997 et du 26 juin 1997 ainsi que par l'arrêté royal du 14 juin 1993 déterminant les conditions d'équipement pour la détention des porcs;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'évolution de la peste porcine classique en Belgique nécessite une adaptation urgente des mesures de lutte temporaires,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique, modifié par l'arrêté ministériel du 26 juin 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Tout rassemblement de porcs est interdit sur tout le territoire du Royaume. Cette interdiction n'est pas applicable aux rassemblements de porcs d'abattage dans un même véhicule lorsque ces porcs sont transportés directement vers une même destination.

Tout responsable d'une exploitation porcine située dans le Royaume est tenu de faire examiner au moins une fois par semaine, avec un intervalle d'au moins quatre jours tous les porcs de son exploitation par son vétérinaire de contrat. »

Art. 2. L'article 2, § 1^{er} *quinquies*, de l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique, modifié par l'arrêté ministériel du 26 juin 1997, est rétabli, libellé comme suit :

« Article 2. § 1^{er} *quinquies*. Pour application du présent arrêté, les zones suivantes appelées ci-après "zone de surveillance" sont délimitées :

1. La zone de surveillance n° 1 comprend :

- le territoire entier de la commune de Bocholt et de Bree;
- la partie du territoire de la commune de Hamont-Achel située au sud de la ligne formée par la (N71) Keunenlaan, Budelpoort, Kerkstraat, Stad et Bosstraat;
- la partie du territoire de la commune de Neerpelt au sud et à l'est d'une ligne formée par la (N71) Hamonterweg, (N748) Lillerheidestraat, Venderstraat, Brugstraat et Peerderbaan;
- la partie du territoire de la commune de Peer située à l'est d'une ligne formée par la (N748) Lillerbaan, P. Breugellaan, Kiezal op Kleine-Brogel, (N73) Baan naar Bree, Oude Hoeverstraat, Erpekommeweg, Stevensweg et Deusterstraat;
- une partie du territoire de la commune de Meeuwen-Gruitrode située au nord de la ligne formée par Peerderbaan, Dorpsstraat, Hoogstraat, Genkerbaan, Plockroystraat, Dampstraat, Ophovenstraat, Campstraat, la frontière commune avec Opglabbeek et la frontière commune avec Maaseik;
- une partie du territoire de la commune de Maaseik située au nord d'une ligne formée par De Zavel, Meurenstraat, Rietstraat, Ridderpadstraat, Kortestraat, Gruitroderlaan, Dilsersweg, Zandstraat, Bergerstraat, Ziepstraat, Kanaalstraat, Maaseikerbaan, Kinrooierdijk et Kinrooiersteenweg;
- une partie du territoire de la commune de Kinrooi située à l'ouest d'une ligne formée par la frontière commune de Maaseik, Steyvershofstraat, Weertersteenweg, Susenweg, Breeërsteenweg, Hoverstraat, Hubensstraat, Bekerstraat et la frontière avec les Pays-Bas.

2. La zone de surveillance n° 2 comprend :

- la totalité des communes d'Aubel et de Plombières;
- la partie du territoire de la commune des Fourons située au sud de la frontière des Pays-Bas et à l'est d'une ligne formée par le chemin de Mesch, le Vieux Tilleul, Hoeneveldje, route de Berneau;
- la partie du territoire de la commune de Dalhem située à l'est de la ligne formée par la rue de Fourons, la rue Chafour, la rue de Battice, la nationale 627;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 september 1990, 12 oktober 1990, 16 november 1990, 6 december 1990, 28 mei 1991, 15 oktober 1993, 21 oktober 1993, 29 oktober 1993, 24 november 1993, 13 januari 1994, 8 februari 1994, 18 februari 1994, 10 maart 1994, 17 maart 1994, 22 maart 1994, 1 april 1994, 15 april 1994, 20 april 1994, 28 april 1994, 27 mei 1994, 8 juni 1994, 21 juni 1994, 1 juli 1994, 11 juli 1994, 5 augustus 1994, 25 augustus 1994, 20 september 1994, 7 oktober 1994, 4 november 1994, 28 december 1994, 7 februari 1997, 17 februari 1997, 6 maart 1997, 28 maart 1997, 9 april 1997, 10 april 1997, 9 mei 1997, 22 mei 1997, 16 juni 1997 en 26 juni 1997 en bij koninklijk besluit van 14 juni 1993 tot bepaling van de uitrustingsvoorwaarden voor het houden van varkens;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de evolutie van de klassieke varkenspest in België het aanpassen van de tijdelijke bestrijdingsmaatregelen dringend noodzakelijk maakt,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, § 1, van het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij ministerieel besluit van 26 juni 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Elke verzameling van varkens is verboden op gans het grondgebied van het Rijk. Dit verbod is niet van toepassing op het samenbrengen van slachtvarkens van verschillende bedrijven op eenzelfde voertuig wanneer dit gebeurt voor rechtstreeks vervoer naar eenzelfde bestemming.

Elk verantwoordelijke van een bedrijf gelegen in het Rijk is ertoe gehouden om tenminste een maal per week, met tenmiste vier dagen tussentijd, alle varkens van zijn bedrijf te laten onderzoeken door zijn contract-dierenarts. »

Art. 2. Artikel 2. § 1 *quinquies*, van het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij ministerieel besluit van 26 juni 1997, wordt opnieuw ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 2. § 1 *quinquies*. Voor de toepassing van dit besluit worden de volgende gebieden afgebakend, hierna "toezichtsgebied" genoemd :

1. Het toezichtsgebied nr. 1 omvat :

- het volledige grondgebied van de gemeenten Bocholt en Bree;
- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Hamont-Achel gelegen ten zuiden van de lijn gevormd door de (N71) Keunenlaan, Budelpoort, Kerkstraat, Stad en Bosstraat;
- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Neerpelt ten zuiden en ten oosten van de lijn gevormd door de (N71) Hamonterweg, (N748) Lillerheidestraat, Venderstraat, Brugstraat en Peerderbaan;
- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Peer ten oosten van de lijn gevormd door de (N748) Lillerbaan, P. Breugellaan, Kiezal op Kleine-Brogel, (N73) Baan naar Bree, Oude Hoeverstraat, Erpekommeweg, Stevensweg en Deusterstraat;
- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Meeuwen-Gruitrode ten noorden van de lijn gevormd door de Peerderbaan, Dorpsstraat, Hoogstraat, Genkerbaan, Plockroystraat, Dampstraat, Ophovenstraat, Campstraat, gemeentegrens met Opglabbeek en gemeentegrens met Maaseik;
- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Maaseik ten noorden van de lijn gevormd door de De Zavel, Meurenstraat, Rietstraat, Ridderpadstraat, Kortestraat, Gruitroderlaan, Dilsersweg, Zandstraat, Bergerstraat, Ziepstraat, Kanaalstraat, Maaseikerbaan, Kinrooierdijk en Kinrooiersteenweg;
- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Kinrooi ten westen van de lijn gevormd door de gemeentegrens Maaseik, Steyvershofstraat, Weertersteenweg, Susenweg, Breeërsteenweg, Hoverstraat, Hubensstraat, Bekerstraat en de landsgrens met Nederland.

2. Het toezichtsbied nr. 2 omvat :

- het geheel van de gemeenten Aubel en Plombières;
- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Voeren gelegen ten zuiden van de grens met Nederland en ten oosten van de lijn gevormd door de chemin de Mesch, le Vieux Tilleul, Hoeneveldje, route de Berneau;
- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Dalhem gelegen ten oosten van de lijn gevormd door de rue de Fourons, la rue Chafour, la rue de Battice, la nationale 627;

- la partie du territoire de la commune de Herve située au nord d'une ligne formée par la nationale 627 et la nationale 3;

- la partie du territoire de la commune de Thimister-Clermont située au nord d'une ligne formée par la nationale 3, Cour la Saulx, Lohirville;

- la partie du territoire de la commune de Welkenraedt située au nord d'une ligne formée par Lohirville, rue de Verviers, Auweg, Hoof, rue du Bois, rue Chant des Oiseaux, rue Saint-Paul, rue des Châteaux, rue J.F. Kennedy, rue de l'Usine, rue de l'Yser, rue des Volontaires;

- la partie du territoire de la commune de Lontzen située au nord d'une ligne formée par la nationale 67, Grunstrasse, Kappellenstrasse, Waldstrasse, Ruhr, Buschausen Pruesswald.

3. La zone de surveillance n° 3 comprend :

- la totalité de la commune de Tongres;

- la partie du territoire de la commune de Heers située à l'est d'une ligne formée par les Sint-Martinusstraat, Tongersestraat, Heurnestraat, Henestraat, Beemdstraat, Dumstraat et Heksiaan;

- la partie du territoire de la commune de Borgloon située à l'est d'une ligne formée par les Sassenbroekstraat, Koekelbronstraat, (N748) Broekomstraat, Neremstraat, Nieuwe Steenweg, (N76) Graethem, Papensteen, Tongersestraat, Gillebroek, Kernielerweg et Rullecovenstraat;

- la partie du territoire de la commune de Kortesseem située à l'est et au sud d'une ligne formée par les (N76) Opeindestraat, Dorpstraat, Klokkenhofstraat, Mersenhovenstraat, Stationsstraat, Bronstraat, Oude Weierenstraat, Baron A. de Heuschstraat, Gulmerstraat, Leenstraat et Siliestraat;

- la partie du territoire de la commune de Hoeselt située à l'est et au sud d'une ligne formée par les Sitsingenstraat, Romershovenstraat, Hanterstraat, Paneelstraat, Proefboostaat, Melleveldstraat, Groenstraat et Nederstraat;

- la partie du territoire de la commune de Bilzen située au sud d'une ligne formée par les E313/A13, N700, (N2) Maastrichterstraat, Rode Kruislaan, Sinckestraat et Kerkstraat;

- la partie du territoire de la commune de Riemst située à l'ouest d'une ligne formée par les Molenweg, (N745) Bilzersteenweg, (N671) Visésteenweg;

- la partie du territoire de la commune de Bassenge située à l'ouest d'une ligne formée par les (N671) rue de Campine, rue d'Eben, (N619), rue Sous le Bœuf, Grand-Route, rue de la Résistance, rue G. Frainkin et rue Neuve;

- la partie du territoire de la commune d'Oupeye située à l'ouest d'une ligne formée par la rue de Tongres, rue de Wonck, rue Lavaux, rue Libeau et rue de Slins;

- la partie du territoire de la commune de Juprelle située au nord d'une ligne formée par la rue de Houtain, rue de l'Abbaye et rue du Tige;

- la partie du territoire de la commune d'Ans située au nord d'une ligne formée par la rue de Juprelle et rue de Hognoul;

- la partie du territoire de la commune d'Awans située au nord et à l'ouest d'une ligne formée par la rue d'Oupeye et (N3) chaussée Noël Ledouble;

- la partie du territoire de la commune de Crisnée située au nord d'une ligne formée par la (N3) Grand-Route;

- la partie du territoire de la commune d'Oreye située à l'est d'une ligne formée par les (N3) Grand-Route et (N69) chaussée Romaine. »

Art. 3. L'article 2, § 2 du même arrêté est complété comme suit :

« 10° les responsables des exploitations où sont détenus des porcs doivent disposer d'un registre dont le modèle est prévu en annexe XV, dans lequel le responsable note quotidiennement chaque visiteur des bâtiments ou terrains où sont détenus des animaux de ferme ou qui y sont destinés. »

Art. 4. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. § 1^{er}. En dérogation à l'article 2, § 2, 1° et 6°, le transport direct de porcs d'abattage provenant d'exploitations situées en dehors de la zone de surveillance vers un abattoir situé à l'intérieur de la zone de surveillance est autorisé, sauf les samedis, dimanches et jours fériés pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

1° le transport de porcs d'abattage vers les abattoirs situés à l'intérieur de la zone de surveillance doit se faire entre 5 et 15 heures;

2° le transport doit être notifié au moins 24 heures à l'avance auprès du commissaire de police de la commune où l'abattoir de destination est situé.

3° les camions et les véhicules qui transportent les porcs d'abattage doivent s'arrêter à la limite extérieure de la zone de surveillance via les routes d'accès visées au § 3, pour être scellés par un mandataire du

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Herve gelegen ten noorden van de lijn gevormd door de nationale 627 en de nationale 3;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Thimister-Clermont gelegen ten noorden van de lijn gevormd door de nationale 3, Cour la Saulx, Lohirville;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Welkenraedt gelegen ten noorden van de lijn gevormd door Lohirville, rue de Verviers, Auweg, Hoof, rue du Bois, rue Chant des Oiseaux, rue Saint-Paul, rue des Châteaux, rue J.F. Kennedy, rue de l'Usine, rue de l'Yser, rue des Volontaires;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Lontzen gelegen ten noorden van de lijn gevormd met de nationale 67, Grunstrasse, Kappellenstrasse, Waldstrasse, Ruhr, Buschausen Pruesswald.

3. Het toezichtsgebied nr. 3 omvat :

- het volledige grondgebied van de gemeente Tongeren :

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Heers gelegen ten oosten van de lijn gevormd door de Sint-Martinusstraat, Tongersestraat, Heurnestraat, Henestraat, Beemdstraat, Dumstraat en Heksiaan;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Borgloon gelegen ten oosten van de lijn gevormd door de Sassenbroekstraat, Koekelbronstraat, (N748) Broekomstraat, Neremstraat, Nieuwe Steenweg, (N76) Graethem, Papensteen, Tongersestraat, Gillebroek, Kernielerweg en Rullecovenstraat;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Kortesseem gelegen ten oosten en ten zuiden van de lijn gevormd door (N76) Opeindestraat, Dorpstraat, Klokkenhofstraat, Mersenhovenstraat, Stationsstraat, Bronstraat, Oude Weierenstraat, Baron A. de Heuschstraat, Gulmerstraat, Leenstraat en Siliestraat;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Hoeselt gelegen ten oosten en ten zuiden van de lijn gevormd door Sitsingenstraat, Romershovenstraat, Hanterstraat, Paneelstraat, Proefboostaat, Melleveldstraat, Groenstraat en Nederstraat;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Bilzen gelegen ten zuiden van de lijn gevormd door E313/A13, N700, (N2) Maastrichterstraat, Rode Kruislaan, Sinckestraat en Kerkstraat;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Riemst gelegen ten westen van de lijn gevormd door Molenweg, (N745) Bilzersteenweg, (N671) Visésteenweg;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Bassenge gelegen ten westen van de lijn gevormd door (N671) rue de Campine, rue d'Eben, (N619), rue Sous le Bœuf, Grand-Route, rue de la Résistance, rue G. Frainkin en rue Neuve;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Oupeye gelegen ten westen van de lijn gevormd door rue de Tongres, rue de Wonck, rue Lavaux, rue Libeau en rue de Slins;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Juprelle gelegen ten noorden van de lijn gevormd door rue de Houtain, rue de l'Abbaye en rue du Tige;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Ans gelegen ten noorden van de lijn gevormd door rue de Juprelle en rue de Hognoul;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Awans gelegen ten noorden en ten westen van de lijn gevormd door rue d'Oupeye en (N3) chaussée Noël Ledouble;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Crisnée gelegen ten noorden van de lijn gevormd door (N3) Grand-Route;

- het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Oreye gelegen ten oosten van de lijn gevormd door (N3) Grand-Route en (N69) chaussée Romaine. »

Art. 3. Artikel 2, § 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 10° de verantwoordelijken van de varkensbedrijven moeten beschikken over een register waarvan een model is gevoegd bij dit besluit als bijlage XV, waarin de verantwoordelijke dagelijks elke bezoeker noteert aan de gebouwen of terreinen waar landbouwhuiskieren worden gehouden of die daartoe bestemd zijn. »

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 2, § 2, 1° en 6°, wordt het rechtstreeks vervoer van slachtvarkens van bedrijven gelegen buiten het toezichtsgebied, toegelaten naar een slachthuis in het toezichtsgebied behalve op zaterdagen, zon- en feestdagen en voor zover volgende voorschriften worden nageleefd :

1° de aanvoer van slachtvarkens naar slachthuizen in het toezichtsgebied moet plaatsvinden tussen 5 en 15 uur;

2° het vervoer moet tenminste 24 uur vooraf worden aangemeld bij de commissaris van politie van de gemeente waar het slachthuis van bestemming gelegen is;

3° de vrachtwagens en voertuigen waarmee de slachtvarkens worden vervoerd moeten halt houden op de grensovergang van het toezichtsgebied via de toegangswegen bedoeld in § 3, om er te worden

bourgmestre de la commune où est situé le passage dans la zone;

4° le mandataire du bourgmestre délivre une autorisation de transport conforme au modèle en annexe I, complète le premier volet, appose son cachet et sa signature et scelle le chargement;

5° le transport des porcs d'abattage jusqu'à l'abattoir de destination se fait sous couvert de l'autorisation de transport susmentionnée;

6° l'autorisation de transport doit être remise par le déclarant de l'abattage à l'expert responsable de l'examen ante-mortem qui la vérifie de même que les scellés du transport, il brise les scellés et complète l'autorisation de transport;

7° l'autorisation de transport doit être tenue à la disposition de l'inspecteur vétérinaire durant trente jours.

§ 2. Les dispositions du § 1^{er} sont valables mutatis mutandis pour les porcs d'abattage provenant des échanges intracommunautaires, accompagnés d'un certificat sanitaire et d'origine valable.

§ 3. L'acheminement de porcs en application des §§ 1^{er} et 2 du présent article doit se faire obligatoirement par les routes fixées par le gouverneur de la province concernée. »

Art. 5. L'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 26 juin 1997 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 6. Pour l'application du présent arrêté deux zones appelées ci-après "zone tampon" sont délimitées. Elles comprennent les territoires suivants pour autant qu'ils ne sont pas repris dans les zones de surveillance et de protection :

1. Toute la province du Limbourg.
2. Toute la province de Liège. »

Art. 6. L'article 8, §§ 1^{er} et 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. En dérogation aux dispositions de l'article 7, les porcelets à engraisser en provenance d'exploitations situées dans la zone-tampon peuvent être transportés vers une exploitation située dans cette même zone-tampon, pour autant que :

1° le responsable de l'exploitation de destination ait introduit préalablement une demande auprès du bourgmestre de sa commune ou son délégué;

2° le transport des porcs s'effectue à partir de la date fixée par le service sous le couvert d'une autorisation de transport, délivrée par le bourgmestre de sa commune ou son délégué;

3° chaque transport répond aux conditions fixées par le Service.

Pour les exploitations où tous les porcs ont été abattus par ordre, l'introduction de porcelets à engraisser est soumise à des conditions supplémentaires fixées par le Service.

§ 2. En dérogation aux dispositions de l'article 7, les porcs d'abattage d'une exploitation située dans la zone-tampon peuvent, en vue de leur abattage, être transportés directement vers un abattoir désigné, pour autant que :

1° le responsable qui souhaite acheminer des porcs d'abattage de son exploitation, ait introduit préalablement une demande auprès de son bourgmestre ou son délégué;

2° le transport des porcs d'abattage s'effectue, à partir de la date fixée par le service, sous le couvert d'un certificat de transport délivré par son bourgmestre ou son délégué;

3° chaque transport de porcs vers l'abattoir répond aux conditions fixées par le Service.

§ 2bis. En dérogation aux dispositions de l'article 7, le transport direct de porcs d'abattage provenant d'exploitations situées en dehors de la zone-tampon vers un abattoir situé à l'intérieur de la zone-tampon est autorisé pour autant que les conditions suivantes sont respectées :

1° le transport de porcs d'abattage vers les abattoirs situés à l'intérieur de la zone-tampon doit se faire entre 5 et 15 heures;

2° le transport doit être notifié au moins 24 heures à l'avance auprès du commissaire de police de la commune où l'abattoir de destination est situé;

3° le camion doit être scellé par un délégué de la commune à l'endroit où est situé l'entrée dans la zone-tampon.

§ 2ter. Les dispositions du § 2bis sont valables *mutatis mutandis* pour les porcs d'abattage provenant des échanges intracommunautaires, accompagnés d'un certificat sanitaire et d'origine valable.

§ 2quater. L'acheminement de porcs en application des §§ 2bis et 2ter du présent article doit se faire obligatoirement selon les routes désignées par le gouverneur de la province concernée. »

Art. 7. L'arrêté ministériel du 4 juillet 1997 modifiant l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique est reporté.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets à partir du lundi 7 juillet 1997.

Bruxelles, le 5 juillet 1997.

K. PINXTEN

verzegeld door een afgevaardigde van de burgemeester van de gemeente waar de grensovergang gelegen is;

4° de afgevaardigde van de burgemeester levert een vervoertoelating af, overeenkomstig het model in bijlage I, vult het eerste luik ervan in, plaatst zijn handtekening en stempel en verzegelt de lading;

5° het vervoer van de slachtvarkens tot het slachthuis van bestemming geschiedt onder dekking van voornoemde vervoertoelating;

6° de vervoertoelating moet bij de slachtaangifte aan de keurder verantwoordelijk voor de ante-mortem keuring worden overhandigd, die het document verifieert en de verzegeling van het voertuig nagaat, hij verbreekt de verzegeling en vult de vervoertoelating aan;

7° de vervoertoelating wordt gedurende dertig dagen ter beschikking gehouden van de inspecteur-dierenarts.

§ 2. De bepalingen van § 1 gelden mutatis mutandis voor slachtvarkens uit het intracommunautair handelsverkeer, vergezeld van een geldig oorsprongs- en gezondheidscertificaat.

§ 3. De aanvoer van varkens in toepassing van §§ 1 en 2 van dit artikel moet verplicht gebeuren langs de wegen aangeduid door de gouverneurs van de betrokken provincie. »

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit gewijzigd door het ministerieel besluit van 26 juni 1997 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 6. Voor de toepassing van dit besluit worden twee gebieden afgebakend, hierna "bufferzone" genoemd. Deze omvatten de volgende gebieden voor zover die niet opgenomen zijn in het toezichtsgebied en de schutkring :

1. Het geheel van de provincie Limburg.
2. Het geheel van de provincie Luik. »

Art. 6. Artikel 8, §§ 1 en 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 7 mogen mestbiggen afkomstig van bedrijven gelegen in de bufferzone worden vervoerd naar een bedrijf gelegen in de bufferzone, voor zover :

1° de verantwoordelijke van het bedrijf van bestemming voorafgaandelijk een aanvraag heeft ingediend bij de burgemeester van zijn gemeente of zijn afgevaardigde;

2° het vervoer van varkens gebeurt, vanaf de datum bepaald door de dienst, onder dekking van een vervoertoelating afgeleverd door de burgemeester van zijn gemeente of zijn afgevaardigde;

3° elke verplaatsing beantwoordt aan de voorwaarden opgelegd door de Dienst.

Voor de bedrijven waar alle varkens op bevel werden afgemaakt is de aanvoer van mestbiggen onderworpen aan bijkomende voorwaarden vastgelegd door de Dienst.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van artikel 7 mogen met het oog op hun slachting slachtvarkens van een bedrijf gelegen in de bufferzone, rechtstreeks worden vervoerd naar een aangeduid slachthuis, voor zover :

1° de verantwoordelijke, die slachtvarkens van zijn bedrijf wenst af te voeren, voorafgaandelijk een aanvraag heeft ingediend bij de burgemeester van zijn gemeente of zijn afgevaardigde;

2° het vervoer van de slachtvarkens gebeurt, vanaf de datum bepaald door de dienst, onder dekking van een vervoertoelating afgeleverd door de burgemeester van zijn gemeente of zijn afgevaardigde;

3° elk vervoer van varkens naar het slachthuis voldoet aan de voorwaarden opgelegd door de Dienst.

§ 2bis. In afwijking van de bepalingen van artikel 7, wordt het rechtstreeks vervoer van slachtvarkens afkomstig van bedrijven gelegen buiten de bufferzone naar een slachthuis gelegen binnen deze bufferzone toegelaten voor zover dat de volgende voorwaarden nageleefd worden :

1° het vervoer van slachtvarkens naar slachthuizen gelegen binnen de bufferzone moet gebeuren tussen 5 en 15 uur;

2° het vervoer moet tenminste 24 uur op voorhand gemeld worden aan de politiecommissaris van de gemeente waar het slachthuis van bestemming gelegen is;

3° de vrachtwagen moet verzegeld worden door een afgevaardigde van de gemeente op de plaats van de ingang van de buffer-zone.

§ 2ter. De bepalingen van § 2bis gelden *mutatis mutandis* voor slachtvarkens uit het intracommunautair handelsverkeer, vergezeld van een geldig oorsprongs- en gezondheidscertificaat.

§ 2quater. De aanvoer van varkens in toepassing van §§ 2bis en 2ter van dit artikel moet verplicht gebeuren langs de wegen aangeduid door de gouverneur van de betrokken provincie. »

Art. 7. Het ministerieel besluit van 4 juli 1997 tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest wordt ingetrokken.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 7 juli 1997.

Brussel, 5 juli 1997.

K. PINXTEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1366

[97/22438]

11 JUILLET 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés tel qu'il a été modifié jusqu'à ce jour;

Vu les propositions du Conseil technique des spécialités pharmaceutiques, émises les 9 février 1995, 8 février 1996, 16 janvier 1997, 13 février 1997 et 13 mars 1997;

Vu l'avis du Service du contrôle médical des 11 avril 1995, 1er et 4 avril 1997;

Vu les avis de la Commission de conventions pharmaciens-organismes assureurs, émis les 31 mars 1995 et 25 avril 1997;

Vu les avis du Comité de l'assurance des soins de santé, émis les 24 juin 1996 et 5 mai 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de tout mettre en œuvre pour respecter les délais prévus à l'arrêté royal du 2 septembre 1980 susvisé;

Considérant que ces délais ont été fixés en application de la directive 89/105/CEE du 21 décembre 1988 du Conseil des Communautés européennes concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurances maladie;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'annexe I de l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, sont apportées les modifications suivantes :

1° au chapitre I :

a) insérer les spécialités suivantes :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-229	0746-388 0746-388	ADENOCOR Sanofi Pharma * pr. amp. I.V. 1 × 2 ml 3 mg/ml ** pr. amp. I.V. 1 × 2 ml 3 mg/ml		215,50 177,—		
A-23	1287-671 0746-065 0746-065	CARBOPLATINE DELTA WEST 50 mg Pharmacia & Upjohn vial 1 × 5 ml 10 mg/ml * pr. vial 1 × 5 ml 10 mg/ml ** pr. vial 1 × 5 ml 10 mg/ml		2 244,— 2 120,— 1 833,—	—	—

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1366

[97/22438]

11 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de voorstellen, uitgebracht op 9 februari 1995, 8 februari 1996, 16 januari 1997, 13 februari 1997 en 13 maart 1997 door de Technische raad voor farmaceutische specialiteiten;

Gelet op de adviezen van de Dienst voor geneeskundige controle van 11 april 1995, 1 en 4 april 1997;

Gelet op de adviezen uitgebracht op 31 maart 1995 en 25 april 1997 door de Overeenkomstencommissie apothekers-verzekeringsinstellingen;

Gelet op de adviezen uitgebracht op 24 juni 1996 en 5 mei 1997 door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat alles moet in het werk gesteld worden om de termijnen, bepaald in het bovengenoemd koninklijk besluit van 2 september 1980, na te leven;

Overwegende dat deze termijnen werden bepaald in toepassing van de richtlijn 89/105/EEG van 21 december 1988 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de doorzichtigheid van de maatregelen ter regeling van de prijsstelling van geneesmiddelen voor menselijk gebruik en de opnemings daarvan in de nationale stelsels van gezondheidszorg;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In bijlage I van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in hoofdstuk I :

a) de volgende specialiteiten invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemeetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
A-23	1287-697 0746-040 0746-040	CARBOPLATINE DELTA WEST 150 mg Pharmacia & Upjohn vial 1 × 15 ml 10 mg/ml * pr. vial 1 × 15 ml 10 mg/ml ** pr. vial 1 × 15 ml 10 mg/ml		5 297,— 5 173,— 4 886,—	—	—
A-23	1287-705 0746-057 0746-057	CARBOPLATINE DELTA WEST 450 mg Pharmacia & Upjohn vial 1 × 45 ml 10 mg/ml * pr. vial 1 × 45 ml 10 mg/ml ** pr. vial 1 × 45 ml 10 mg/ml		13 600,— 13 476,— 13 189,—	—	—
B-110	1328-194 1328-202 0746-073 0746-073	CEPOREX Glaxo Wellcome sir. 60 ml 250 mg/5 ml sir 100 ml 250 mg/5 ml * pr. sir 1 × 250 mg/5 ml ** pr. sir. 1 × 250 mg/5 ml		269,— 359,— 13,10 10,75	40 54	67 90
B-56	1269-570	DOLZAM ZAMBON caps. 30 × 50 mg		444,—	67	111
A-24	0746-081 0746-099 0746-107 0731-851 0746-081 0746-099 0746-107 0731-851	LEDERTREXATE CONCENTRATE Lederle * pr. fl. inj. 1 × 100 ml/ml * pr. fl. inj. 1 × 1 g/10 ml * pr. fl. inj. 1 × 5 g/50 ml * pr. fl. inj. 1 × 1 g/40 ml ** pr. fl. inj. 1 × 100 mg/ml ** pr. fl. inj. 1 × 1 g/10 ml ** pr. fl. inj. 1 × 5 g/50 ml ** pr. fl. inj. 1 × 1 g/40 ml		965,— 6 644,— 28 890,— 6 390,— 793,— 6 357,— 28 603,— 6 103,—		
B-72	1152-438 1152-446 0746-115 0746-123 0746-115 0746-123	LEPONEX Wander compr. 30 × 25 mg compr. 30 × 100 mg * pr. compr. 1 × 25 mg * pr. compr. 1 × 100 mg ** pr. compr. 1 × 25 mg ** pr. compr. 1 × 100 mg		337,— 1 194,— 8,20 31,77 6,73 26,10	51 179	84 298
B-88	1261-460 0741-637 0741-637	MIACALCIC Sandoz amp. ser. 30 × 100 I.U./ml * pr. amp. ser. 1 × 100 I.U./ml ** pr. amp. ser. 1 × 100 I.U./ml		5 252,— 170,93 161,37	250	375
B-63	1225-796 0746-008 0746-008	MOBIC Boehringer Ingelheim supp. 12 × 15 mg * pr. supp. 1 × 15 mg ** pr. supp. 1 × 15 mg		395,— 24,— 19,75	59	99
B-168	1300-052 1300-060 0746-016 0746-024 0746-016 0746-024	NYOLOL Ciba Vision coll. 5 ml 2,5 mg/ml coll. 5 ml 5 mg/ml * pr. coll. 5 ml 2,5 mg/ml * pr. coll. 5 ml 5 mg/ml ** pr. coll. 5 ml 2,5 mg/ml ** pr. coll. 5 ml 5 mg/ml		330,— 354,— 241,— 258,— 198,— 212,—	49 53	82 88
B-73	1096-791 0734-798 0734-798	PROZAC Lilly caps. 28 × 20 mg * pr. caps. 1 × 20 mg ** pr. caps. 1 × 20 mg		1 398,— 42,89 35,25	210	349

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-96	1328-228 1328-236 0746-149 0746-149	SALBUTAMOL 200 CYCLOCAPS OPG Pharmachemie caps. 60 × 200 µg caps. 120 × 200 µg * pr. caps. 1 × 200 µg ** pr. caps. 1 × 200 µg		181,— 290,— 1,77 1,45	27 43	45 72
B-96	1328-244 1328-251 0746-131 0746-131	SALBUTAMOL 400 CYCLOTABS OPG Pharmachemie caps. 60 × 400 µg caps. 120 × 400 µg * pr. caps. 1 × 400 µg ** pr. caps. 1 × 400 µg		290,— 464,— 2,83 2,32	43 70	72 116
B-15	1287-788 1287-796 0746-156 0746-156	SELECTOL Pharmacia & Upjohn compr. 28 × 400 mg compr. 56 × 400 mg * pr. compr. 1 × 400 mg ** pr. compr. 1 × 400 mg		869,— 1 245,— 18,13 14,89	130 187	217 311
B-3	1287-903 0746-164 0746-164	TRINIPATCH 5 Lederle syst. 30 × 5 mg * pr. syst. 1 × 5 mg ** pr. syst. 1 × 5 mg		1 044,— 25,67 21,10	157	261
B-3	1287-929 0746-172 0746-172	TRINIPATCH 10 Lederle syst. 30 × 10 mg * pr. syst. 1 × 10 mg ** pr. syst. 1 × 10 mg		1 386,— 39,57 32,50	208	346

b) ajouter une note en bas de page renvoyant à la spécialité ADENOCOR Sanofi Pharma, libellée comme suit :

« Conformément aux dispositions de l'article 15 du présent arrêté, le montant dû par l'assurance est calculé par amp. I.V. »;

c) modifier comme suit l'inscription des spécialités ci-après :

b) een naar de specialiteit ADENOCOR Sanofi Pharma verwijzende voetnoot, luidend als volgt, toevoegen :

« Conform de bepalingen van artikel 15 van dit besluit is het door de verzekering verschuldigde bedrag berekend per amp. I.V. »;

c) als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteiten :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-107	1218-726 0744-185 0744-185	AMOXIPHAR 500 Unicophar caps. 16 × 500 mg * pr. caps. 1 × 500 mg ** pr. caps. 1 × 500 mg	G G G	489,— 22,31 18,31	73	122
B-118	1226-117 0744-813 0744-813	DOPHAR Unicophar caps. 10 × 100 mg * pr. caps. 1 × 100 mg ** pr. caps. 1 × 100 mg	G G G	356,— 26,— 21,30	53	89

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-132	0103-275 0707-182 0730-051 0707-190 0707-182 0730-051 0707-190	FLAGYL Rhône-Poulenc Rorer compr. 20 × 500 mg * pr. sac-zak pr. perf. I.V. 100 ml 5 mg/ml * pr. sac-zak pr. perf. I.V. 300 ml 5 mg/ml * pr. compr. 1 × 500 mg ** pr. sac-zak pr. perf. I.V. 100 ml 5 mg/ml ** pr. sac-zak pr. perf. I.V. 300 ml 5 mg/ml ** pr. compr. 1 × 500 mg		181,— 261,— 626,— 6,60 214,— 514,— 5,45	27	45
B-175	0111-708 0707-208 0707-208	FLAGYL Rhône-Poulenc Rorer ov. 10 × 500 mg * pr. ov. 1 × 500 mg ** pr. ov. 1 × 500 mg		116,— 8,50 7,—	17	29
B-125	0666-784 0733-386 0741-645 0733-386 0741-645	PEFLACINE Rhône-Poulenc Rorer compr. 10 × 400 mg * pr. compr. 1 × 400 mg * pr. sac-zak perf. 1 × 400 mg/125 ml ** pr. compr. 1 × 400 mg ** pr. sac-zak perf. 1 × 400 mg/125 ml		604,— 44,10 814,— 36,20 669,—	91	151

d) supprimer le conditionnement de 14 capsules de la spécialité PROZAC Lilly;

2° au chapitre III, sous A-2), insérer les spécialités suivantes :

d) de verpakking van 14 capsulen van de specialiteit PROZAC Lilly schrappen :

2° in hoofdstuk III, sub A-2), de volgende specialiteit invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-184	1328-269 0746-180 0746-180	CLINIMIX N9G15E Clintec 1 000 ml + 1 000 ml * pr. 1 000 ml + 1 000 ml ** pr. 1 000 ml + 1 000 ml	M	1 299,— 1 081,— 888,—	195	325
B-184	1328-277 0746-198 0746-198	CLINIMIX N12G20E Clintec 1 000 ml + 1 000 ml * pr. 1 000 ml + 1 000 ml ** pr. 1 000 ml + 1 000 ml	M	1 343,— 1 134,— 932,—	201	336
B-184	1328-285 0746-206 0746-206	CLINIMAX N14G30E Clintec 1 000 ml + 1 000 ml * pr. 1 000 ml + 1 000 ml ** pr. 1 000 ml + 1 000 ml	M	1 378,— 1 177,— 967,—	207	344
B-184	1328-293 0746-214 0746-214	CLINIMIX N17G35 Clintec 1 000 ml + 1 000 ml * pr. 1 000 ml + 1 000 ml ** pr. 1 000 ml + 1 000 ml	M	1 664,— 1 525,— 1 253,—	250	375
B-184	1328-301 0746-222 0746-222	CLINIMIX N17G35E Clintec 1 000 ml + 1 000 ml * pr. 1 000 ml + 1 000 ml ** pr. 1 000 ml + 1 000 ml	M	1 724,— 1 598,— 1 313,—	250	375

3° chapitre IV-B :

a) remplacer les dispositions du § 4 - a) par les suivantes :

§ 4. a) Les spécialités mentionnées ci-après ne peuvent être remboursées qui si elles sont prescrites dans une des situations suivantes :

— s'il est démontré par un test de sensibilité que le germe n'est sensible qu'à cet antibiotique;

— si elles sont destinées au traitement de la brucellose, cliniquement évolutive et sérologiquement démontrée en association avec des tétracyclines. Cette condition d'association aux tétracyclines ne s'applique toutefois pas aux enfants jusque et y compris l'âge de 7 ans et aux femmes enceintes;

— dans le cadre de la prophylaxie des infections à méningocoques;

— dans le cadre du traitement d'une septicémie grave et s'il est démontré par un test de sensibilité que le germe n'est sensible qu'à cet antibiotique;

— dans le cadre du traitement de la maladie de Hansen.

3° in hoofdstuk IV-B :

a) de bepalingen van § 4 - a) door de volgende vervangen :

§ 4. a) De volgende specialiteiten mogen alleen worden vergoed indien ze zijn voorgeschreven in één van de volgende omstandigheden :

— als door een gevoeligheidstest is aangetoond dat de kiem slechts voor dit antibioticum gevoelig is;

— als ze bestemd zijn voor de behandeling van brucellose, klinisch evolutief en serologisch aangetoond in associatie met tetracyclines. Deze voorwaarde, associatie met tetracyclines, geldt evenwel niet voor kinderen tot en met de leeftijd van 7 jaar en voor zwangere vrouwen;

— in het kader van de profylaxe van meningococci-infecties.

— in het kader van de behandeling van een ernstige septicemie en door een gevoeligheidstest is aangetoond dat de kiem slechts voor dit antibioticum gevoelig is;

— in het kader van de behandeling van de ziekte van Hansen.

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-120	0075-747 0075-770 0075-416 0725-796 0725-804 0725-812 0725-796 0725-804 0725-812	RIFADINE Hoechst Marion Roussel caps. 100 × 150 mg caps. 50 × 300 mg sir. 120 ml 100 mg/5 ml * pr. caps. 1 × 150 mg * pr. caps. 1 × 300 mg * pr. sir. 1 × 100 mg/5 ml ** pr. caps. 1 × 150 mg ** pr. caps. 1 × 300 mg ** pr. sir. 1 × 100 mg/5 ml		1 722,— 1 722,— 491,— 15,96 31,92 14,92 13,11 26,22 12,25	250 250 74	375 375 123
B-120	0725-820 0725-820	RIFADINE AD PERFUSIONEM Hoechst Marion Roussel * pr. fl. lyoph. 600 mg + solv. ** pr. fl. lyoph. 600 mg + solv. (1)		199,— 164,—		
B-120	0075-853 0073-536 0725-879 0725-838 0725-879 0725-838	RIMACTAN Ciba-Geigy caps. 100 × 150 mg caps 50 × 300 mg * pr. caps. 1 × 150 mg * pr. caps. 1 × 300 mg ** pr. caps. 1 × 150 mg ** pr. caps. 1 × 300 mg		1 722,— 1 722,— 15,96 31,92 13,11 26,22	250 250	375 375

(1) conformément aux dispositions de l'article 15 du présent arrêté, le montant dû par l'assurance est calculé par flacon.

b) remplacer le § 9 par le suivant :

§ 9. Les immunoglobulines intraveineuses suivantes sont remboursables s'il est démontré qu'elles ont été utilisées dans une des situations suivantes :

1. agammaglobulinémie congénitale ou acquise;

2. hypogammaglobulinémie dont soit la teneur totale en IgG, soit la teneur en IgG₂ ou IgG₃ est inférieure à la valeur de la norme du laboratoire. Cette valeur doit être calculée comme deux déviations standard en dessous de la moyenne mesurable liées à des contrôles par tranche d'âge ou de 95 % de l'intervalle de confiance d'une population de contrôle couplé à l'âge. Cette hypogammaglobulinémie doit avoir eu pour conséquence la survenue d'infections récurrentes graves ou bactériennes chroniques qui ont nécessité une antibiothérapie répétée. Le remboursement est refusé si l'hypogammaglobulinémie ou la déficience en IgG₂/IgG₃ est due à un traitement chronique avec des corticostéroïdes (per os ou parentéral) dans le CARA ou si l'hypogammaglobulinémie est le résultat d'une perte intestinale ou par les urines.

3. syndrome de Di George;

4. syndrome de Nezelof;

(1) Conform de bepalingen van artikel 15 van dit besluit is het door de verzekering verschuldigde bedrag berekend per flacon.

b) § 9 door de volgende vervangen :

§ 9. De volgende intraveneuze immunoglobulinen zijn vergoedbaar indien aangetoond wordt dat ze in één van de volgende situaties zijn aangewend :

1. aangeboren of verworven agammaglobulinemie;

2. hypogammaglobulinemie waarbij, ofwel het totale IgG-gehalte ofwel het IgG₂- of IgG₃-gehalte, lager is dan de normwaarde van het laboratorium. Deze waarde moet berekend worden als twee standaardafwijkingen onder het meetkundig gemiddelde van leeftijdsgekoepelde controles, of 95 % bedragen van het betrouwbaarheidsinterval van een aan de leeftijd gekoppelde controlepopulatie. Die hypogammaglobulinemie moet tot gevolg hebben gehad dat ernstige recidiverende of chronische bacteriële infecties zijn opgetreden waarvoor een herhaalde antibioticatherapie noodzakelijk was. De vergoeding wordt geweigerd als de hypogammaglobulinemie of de IgG₂/IgG₃-deficiëntie te wijten is aan een chronische behandeling met corticosteroiden (per os of parentaal) bij CARA of als de hypogammaglobulinemie het gevolg is van verlies via de darm of de urine.

3. syndroom van Di George;

4. syndroom van Nezelof;

5. déficience congénitale en anticorps antipolysaccharides qui a comme conséquence que des infections récidivantes sont apparues pour lesquelles une antibiothérapie était nécessaire. Cette déficience doit être documentée par l'échec de la production d'anticorps après vaccination on par les pneumocoques;

6. prévention des infections chez des patients subissant une transplantation de moelle osseuse;

7. maladie de Kawasaki;

8. patients dont l'IgG-paraprotéine est issue d'un myélome et chez lesquels des infections répétées et sévères sont survenues;

9. septicémie chez des prématurés et pendant la période néonatale;

10. purpura thrombocytopénique idiopathique :
— chez des enfants;
— chez des adultes ne répondant pas aux corticostéroïdes ou chez qui les corticostéroïdes sont contre-indiqués, chez ceux qui présentent une hémorragie ou chez ceux qui sont en attente d'une intervention chirurgicale imminente;

11. traitement d'enfants n'ayant pas dépassé l'âge de 13 ans et atteints de SIDA.

5. congenitale antipolysaccharide antistofdeficiëntie die tot gevolg heeft dat recidiverende infecties zijn opgetreden waarvoor een herhaalde antibioticatherapie noodzakelijk was. Deze deficiëntie moet gedocumenteerd zijn door het falen van de antilichaamproductie na pneumococcenvaccinatie;

6. preventie van infecties bij patiënten die een beenmergtransplantatie ondergaan;

7. ziekte van Kawasaki;

8. patiënten met IgG-paraproteïne afkomstig van een myeloom en waarbij herhaalde en ernstige bacteriële infecties zijn opgetreden;

9. sepsis optredend bij prematuren en in de neonatale periode;

10. idiopathische trombocytopenische purpura;
— bij kinderen;
— bij volwassenen die niet reageren op corticosteroiden of voor wie corticosteroiden tegenaangewezen zijn, of bij wie bloedingen optreden of die wachten op een nakende heelkundige ingreep;

11. ter behandeling van kinderen die niet ouder zijn dan 13 jaar en lijden aan AIDS.

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
A-21	0746-305 0746-313 0746-321 0746-305 0746-313 0746-321	GAMMAGARD S/D Baxter * pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 2,5 g + solv. * pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 5 g + solv. * pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 10 g + solv. ** pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 2,5 g + solv. ** pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 5 g + solv. ** pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 10 g + solv.		4 947,— 8 674,— 15 196,— 4 660,— 8 387,— 14 909,—		
A-21	0740-332 0740-340 0740-415 0740-332 0740-340 0740-415	IVEGAM Croix-Rouge - Rode Kruis * pr. amp. inj. 20 ml 50 mg/ml * pr. fl. perf. 50 ml 50 mg/ml * pr. fl. perf. 100 ml 50 mg/ml ** pr. amp. inj. 20 ml 50 mg/ml ** pr. fl. perf. 50 ml 50 mg/ml ** pr. fl. perf. 100 ml 50 mg/ml		2 197,— 4 545,— 8 312,— 1 910,— 4 258,— 8 025,—		
A-21	0737-429 0730-515 0730-523 0737-429 0730-515 0730-523	SANDOGLOBULINE Sandoz * pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 1 g + solv. * pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 3 g + solv. * pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 6 g + solv. ** pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 1 g + solv. ** pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 3 g + solv. ** pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 6 g + solv.		2 258,— 5 878,— 10 142,— 1 971,— 5 591,— 9 855,—		

c) au § 33, modifier comme suit l'inscription des spécialités ci-après :

c) in § 33, als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteiten :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-201	1035-849 0740-159 0740-159	ENGERIX-B JUNIOR 10 SK Beecham Biologicals 1 s. I.M. 0,5 ml * pr. s. I.M. 0,5 ml ** pr. s. I.M. 0,5 ml		624,— 455,— 374,—	94	156

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-201	0061-358 0729-897 0729-897	ENGERIX-B SK Beecham Biologicals 1 s. I.M. 1 ml * pr. s. I.M. 1 ml ** pr. s. I.M. 1 ml		1 084,— 819,— 673,—	163	271

d) au § 44, modifier comme suit l'inscription de la spécialité ci-après :

d) in § 44, als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteit :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
A-16	0741-645	PEFLACINE Rhône-Poulenc Rorer * pr. sac-zak perf. 1 × 400 mg/125 ml		814,—		

e) au § 64 - 1°, insérer le traitement de l'affection suivante : « le traitement adjuvant des lymphomes non-hodgkiniens de forte masse tumorale (stade III ou IV) en association à un protocole de chimiothérapie appropriée de type CHOP. »;

e) in § 64, - 1°, de behandeling van de volgende aandoening invoegen : « adjuvans therapie bij de behandeling van het non-Hodgkinlymfoom met een grote tumorlast (stadium III of IV) in combinatie met een geschikte chemotherapie zoals een CHOP-kuur. »;

f) au § 76, insérer la spécialité suivante :

f) in § 76, de volgende specialiteit invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
A-3	1328-319 1328-327 1328-335 0746-248 0746-230 0746-255 0746-248 0746-230 0746-255	HEMOFIL M Baxter fl. 250 I.U. fl. 500 I.U. fl. 1 000 I.U. * pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U.		5 663,— 10 914,— 21 415,— 22,16 21,58 21,30 21,01 21,01 21,01	— — — — — — — — —	— — — — — — — — —

g) au § 94, 1er alinéa, supprimer les termes : « dans un service spécialisé de neurologie »;

g) § 94, 1e lid, de vermelding : « in een dienst gespecialiseerd in de neurologie » schrappen;

h) au § 100 :

— remplacer le premier alinéa par les suivants :

« § 100. La spécialité mentionnée ci-après ne fait l'objet d'un remboursement que s'il est démontré qu'elle a été prescrite :

a) pour la prévention et le traitement des nausées et vomissements induits : »

— ajouter un point *b)* rédigé comme suit :

« *b)* pour le traitement des nausées et vomissements induits par la radiothérapie administrée à une dose égale ou supérieure à 1,5 Gy par séance sur un champ dont une partie au moins se situe dans le territoire compris entre les vertèbres D11 et L3 chez des patients dont la dose totale prévue de radiothérapie, délivrée au niveau du champ abdominal se projetant de D11 et L3, est égale ou supérieure à 25 Gy par séance). L'administration des autres antiémétiques classiques doit s'être soldée par un échec.

Sur base d'un rapport motivé du médecin spécialiste en radiothérapie mentionnant :

- la localisation de la tumeur primitive;
- la dose totale;
- le fractionnement et l'étalement prévus;
- les limites supérieure et inférieure;
- la surface du champ en projection sur le cliché de centrage,

le médecin-conseil peut autoriser le remboursement. L'autorisation de remboursement ne peut excéder de plus d'une semaine la durée du traitement radiothérapique.

A cet effet, le médecin-conseil délivre au bénéficiaire l'attestation dont le modèle est fixé sous *b)* de l'annexe III du présent arrêté et dont la durée de validité est limitée en fonction de ce qui précède. »

i) au § 107, sous 1°, insérer un point *e')* libellé comme suit :

« *e')* le traitement du syndrome de Zollinger-Ellison. »;

j) au § 127, insérer la spécialité suivante :

h) in § 100 :

— het eerste lid door de volgende vervangen :

« § 100. De hierna vermelde specialiteit wordt slechts vergoed als is aangetoond dat ze is voorgeschreven :

a) voor de preventie en de behandeling van misselijkheid en braken, veroorzaakt : »

— een als volgt opgesteld punt *b)* toevoegen :

« *b)* voor de behandeling van misselijkheid en braken veroorzaakt door een radiotherapie waarvan de dosis per zitting gelijk is aan of hoger dan 1,5 Gy op een gebied waarvan een gedeelte zich minstens bevindt in de zone tussen de wervels D11 en L3 bij patiënten waarbij de totale voorziene dosis van radiotherapie, toegediend ter hoogte van het abdominale gebied geprojecteerd uit D11 en L3, gelijk of hoger is dan 25 Gy (met een minimum van 1,5 Gy per zitting). De toediening van de andere klassieke anti-emetica moet uitlopen op een mislukking.

Op basis van een gemotiveerd verslag van een geneesheer-specialist in de radiotherapie dat het volgende vermeldt :

- de lokalisatie van de oorspronkelijke tumor;
- de totale dosis;
- de voorziene verdeling en de spreiding;
- de bovenste en onderste limieten;
- het behandelingsveld geprojecteerd op de afdruk van het bepalen van het middelpunt,

kan de adviserend geneesheer de vergoeding toestaan. De machtiging tot terugbetaling kan slechts een week langer duren dan de radiotherapeutische behandelingsperiode.

Met het oog daarop reikt de adviserend geneesheer aan de rechthebbende het attest uit waarvan het model onder *b)* van bijlage III van dit besluit is vastgesteld en waarvan de geldigheidsduur is vastgesteld in functie van wat vooraf gaat. »

i) in § 107, sub 1°, een als volgt opgesteld punt *e')* invoegen :

« *e')* de behandeling van het Zollinger-Ellison-syndroom. »;

j) in § 127, de volgende specialiteit invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
A-54	0640-169	CYMEVENE Syntex fl. lyoph. pr. perf. 2 × 500 mg		3 088,—	—	—

k) ajouter un § 135 rédigé comme suit :

§ 135. La spécialité suivante ne fait l'objet d'un remboursement que si elle a été prescrite par un médecin spécialiste, dans le cadre du traitement du cancer du sein localement avancé ou métastatique :

a) résistant ou en rechute après chimiothérapie cytotoxique;

b) en rechute en cours de traitement adjuvant.

La chimiothérapie cytotoxique a dû comporter une anthracycline.

Sur base d'un rapport établi par le médecin responsable du traitement, le médecin-conseil délivre au bénéficiaire l'attestation dont le modèle est fixé sous *b)* de l'annexe III du présent arrêté, et dont la durée de validité est limitée à six mois maximum.

k) een als volgt opgesteld § 135 toevoegen :

§ 135. De hierna vermelde specialiteit komt slechts voor vergoeding in aanmerking indien ze door een gekwalificeerde geneesheer is voorgeschreven voor de behandeling van patiënten met lokaal gevorderde of gemetastaseerde borsstkanker :

a) die resistent is of recidiveert hebben na een cytostatische chemotherapie;

b) die recidiveert tijdens een adjuvante behandeling.

De cytotoxische chemotherapie dient een anthracycline te hebben omvat.

Op basis van een verslag opgemaakt door een geneesheer die verantwoordelijk is voor de behandeling, reikt de adviserend geneesheer aan de rechthebbende het attest af waarvan het model is vastgesteld onder *b)* van bijlage III bij dit besluit en waarvan de geldigheidsduur tot zes maanden is beperkt.

L'autorisation de remboursement peut être renouvelée pour de nouvelles périodes de six mois maximum, en cas de répétition des traitements initiaux.

De toestemming voor vergoeding kan worden hernieuwd voor nieuwe perioden van maximum zes maanden ingeval de aanvankelijke behandelingen worden herhaald.

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
A-28		TAXOTERE Rhône Poulenc Rorer fl. I.V. 1 × 20 mg/0,5 ml + solv.			—	—
	1232-354			7 153,—		
	1232-362	fl. I.V. 1 × 80 mg/2ml + solv.		27 376,—	—	—
	0746-032	* pr. fl. I.V. 1 × 20 mg/0,5 ml		7 029,—		
	0746-370	* pr. fl. I.V. 1 × 80 mg/2 ml + solv.		27 252,—		
	0746-032	** pr. fl. I.V. 1 × 20 mg/0,5 ml		6 742,—		
	0746-370	** pr. fl. I.V. 1 × 80 mg/2ml + solv.		26 965,—		

l) ajouter un § 136 rédigé comme suit :

§ 136. La spécialité suivante est remboursée si elle utilisée uniquement comme traitement adjuvant du syndrome de Lennox-Gastaut chez les patients âgés de 4 ans ou plus réfractaires ou intolérants aux autres médicaments anti-épileptiques.

Le rapport motivé est établi par un médecin spécialiste en neurologie.

Sur base de ce rapport, le médecin-conseil délivre au bénéficiaire l'autorisation dont le modèle est fixé sous b de l'annexe III du présent arrêté et dont la durée de validité est limitée à 12 mois maximum.

L'autorisation de remboursement peut être prolongée pour de nouvelles périodes de 12 mois maximum à la demande motivée du médecin traitant.

l) een als volgt opgesteld § 136 toevoegen :

§ 136. Volgende specialiteit is terugbetaalbaar als ze uitsluitend wordt gebruikt als adjuvante behandeling bij patiënten van 4 jaar en ouder van het Lennox-Gastaut-syndroom met resistentie of intolerantie tegen andere anti-epileptische geneesmiddel.

Het gemotiveerd verslag wordt opgesteld door een geneesheer-specialist in de neurologie.

Op grond van dit verslag levert de adviserend geneesheer aan de rechthebbende een machtiging af waarvan het model is vastgesteld onder b) van bijlage III bij dit besluit en waarvan de geldigheidsduur beperkt is tot 12 maanden maximum.

De machtiging tot vergoeding kan worden verlengd voor nieuwe perioden van maximum 12 maanden op gemotiveerde aanvraag van de behandelende arts.

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
A-5		TALOXIA TABS Schering-Plough				
	1243-922	compr. 100 × 400 mg		5 096,—	—	—
	1243-930	compr. 100 × 600 mg		6 928,—	—	—
	0746-339	* pr. compr. 1 × 400 mg		49,72		
	0746-347	* pr. compr. 1 × 600 mg		68,04		
	0746-339	** pr. compr. 1 × 400 mg		46,85		
	0746-347	** pr. compr. 1 × 600 mg		65,17		
A-5		TALOXIA SUSP Schering-Plough				
	1243-948	susp. or. 230 ml 600 mg/5 ml		3 670,—	—	—
	0746-354	* pr. susp. or. 1 × 600 mg/5 ml		77,09		
	0746-354	** pr. susp. or. 1 × 600 mg/5 ml		70,85		

m) ajouter un § 137 rédigé comme suit :

§ 137. La spécialité suivante est remboursée si elle est utilisée dans le traitement aigu de la Pneumocystis carinii pneumonie (PCP) modérée ou modérément sévère (différence de la tension d'oxygène alvéolaire et artérielle [(A-a)DO₂] ≤ 45 mm Hg (6 kPa) et tension d'oxygène dans le sang artériel (PaO₂) supérieure à 60 mm Hg (8 kPa) avec respiration d'air ambiant) chez des patients qui sont intolérants (et non réfractaires ou résistants) au traitement avec le co-trimoxazole.

Sur base d'un rapport motivé, médecin-conseil autorise le remboursement d'un seul conditionnement.

m) een als volgt opgesteld § 137 toevoegen :

§ 137. De volgende specialiteit wordt terugbetaald als ze gebruikt wordt bij de behandeling van milde tot matig ernstige Pneumocystis Carinii pneumonie (PCP) (verschil van de alveolaire en de arteriële zuurstofspanning {(A-a)D₀₂} ≤ 45 mm Hg (6kPa) en de zuurstofspanning in arterieel bloed (PaO₂) groter dan 60 mm Hg (8kPa) wanneer omgevingslucht wordt ingeademd) bij patiënten die intolerant zijn (en niet refractair of resistent) aan de behandeling met cotrimoxazol.

Op basis van een gemotiveerd verslag kan de adviserend geneesheer de vergoeding machtigen van één enkele verpakking.

A cet effet, il délivre au bénéficiaire l'autorisation dont le modèle est fixé sous « c » de l'annexe III du présent arrêté.

Daartoe levert hij aan de rechthebbende de machtiging af waarvan het model is vastgesteld onder « c » van bijlage III bij dit besluit.

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
A-40	1272-202 0746-362 0746-362	WELLVONE Glaxo Wellcome compr. 189 × 250 mg * pr. compr. 1 × 250 mg ** pr. compr. 1 × 250 mg		16 607,— 87,21 85,69	—	—

n) ajouter un § 138 rédigé comme suit :

§ 138. Les spécialités reprises ci-après ne font l'objet d'un remboursement que si elles ont été prescrites dans l'une des situations suivantes :

- a) l'angiographie de tous les territoires, y compris cérébrale et coronaire;
- b) les arthrographes en ce qui concerne le conditionnement de 10 ml à 300 g/ml;
- c) les autres examens effectués :
 - sur des enfants jusqu'à l'âge de 6 ans;
 - sur des patients se trouvant dans une des situations suivantes :
 - en cas de réaction antérieure anaphylactique ou allergoïde aux produits de contraste;
 - en cas de terrain atopique (asthme, allergie documentée, eczéma, urticaire, etc);
 - en cas d'insuffisance cardiaque sévère (insuffisance cardiaque décompensée, troubles du rythme sévères) ou dans les 6 mois suivant un infarctus du myocarde;
 - dans les 6 mois suivant un accident cérébro-vasculaire;
 - en cas d'insuffisance rénale sévère (créatinine sérique > à 200 nmol/ml);
 - en cas de diabète sucré avec microangiopathie.

Les pièces justificatives doivent être tenues par le médecin à la disposition du médecin-conseil.

n) een als volgt opgesteld § 138 toevoegen :

§ 138. De hierna volgende specialiteiten komen slechts in aanmerking voor terugbetaling indien ze voorgeschreven werden in een van volgende toestanden :

- a) de angiographie in zijn totaliteit waarin begrepen de cerebrale en coronaire angiografie;
- b) de arthrografieën wat betreft de 10 ml-verpakking aan 300 mg/ml;
- c) de overige onderzoeken uitgevoerd :
 - bij kinderen tot de leeftijd van 6 jaar;
 - bij patiënten die zich in een van de volgende toestanden bevinden :
 - in geval van vroegere anafylactische of allergoïde reactie op contrastmiddelen;
 - in geval van atopisch terrein (astma, gedocumenteerde allergie, eczeem, netelkoorts, enz.);
 - in geval van ernstige hartinsufficiëntie (gedecompenseerde hartinsufficiëntie, ernstige ritmestoornissen) of binnen zes maanden na een myocardinfarct;
 - binnen zes maanden na een cerebrovasculair accident;
 - in geval van ernstige nierinsufficiëntie (serumcreatinine > 200 nmol/ml);
 - in geval van diabetes mellitus met microangiopathie.

De bewijsstukken ervan dienen door de arts ter beschikking gehouden van de adviserend geneesheer.

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-178	1259-845 1177-211 1177-229 1233-055 0746-263 0746-271 0746-289 0746-297 0746-263 0746-271 0746-289 0746-297	IOMERON-250 Bracco-Byk fl. inj. 10 ml fl. inj. 50 ml fl. inj. 100 ml fl. inj. 200 ml * pr. fl. inj. 10 ml * pr. fl. inj. 50 ml * pr. fl. inj. 100 ml * pr. fl. inj. 200 ml ** pr. fl. inj. 10 ml ** pr. fl. inj. 50 ml ** pr. fl. inj. 100 ml ** pr. fl. inj. 200 ml		273,— 1 100,— 1 808,— 3 213,— 199,— 838,— 1 684,— 3 089,— 164,— 689,— 1 397,— 2 802,—	41 165 250 250	68 275 375 375

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	
B-178	1259-837	IOMERON-300 Bracco-Byk fl. inj. 10 ml		326,—	49	81	
	1177-237	fl. inj. 50 ml		1 236,—	185	309	
	1177-252	fl. inj. 100 ml		2 104,—	250	375	
	1177-245	fl. inj. 200 ml		3 711,—	250	375	
	0746-396	* pr. fl. inj. 10 ml		238,—			
	0746-404	* pr. fl. inj. 50 ml		1 004,—			
	0746-412	* pr. fl. inj. 100 ml		1 980,—			
	0746-420	* pr. fl. inj. 200 ml		3 587,—			
	0746-396	** pr. fl. inj. 10 ml		195,—			
	0746-404	** pr. fl. inj. 50 ml		825,—			
	0746-412	** pr. fl. inj. 100 ml		1 693,—			
	0746-420	** pr. fl. inj. 200 ml		3 300,—			
	B-178	1177-260	IOMERON-350 Bracco-Byk fl. inj. 50 ml		1 364,—	205	341
		1177-278	fl. inj. 100 ml		2 317,—	250	375
		1177-286	fl. inj. 200 ml		4 094,—	250	375
0746-438		* pr. fl. inj. 50 ml		1 160,—			
0746-446		* pr. fl. inj. 100 ml		2 193,—			
0746-453		* pr. fl. inj. 200 ml		3 970,—			
0746-438		** pr. fl. inj. 50 ml		953,—			
0746-446		** pr. fl. inj. 100 ml		1 906,—			
0746-453		** pr. fl. inj. 200 ml		3 683,—			
B-178		1177-336	IOMERON-400 Bracco-Byk fl. inj. 50 ml		1 500,—	225	375
	1177-328	fl. inj. 100 ml		2 589,—	250	375	
	1177-302	fl. inj. 200 ml		4 620,—	250	375	
	0746-461	* pr. fl. inj. 50 ml		1 325,—			
	0746-479	* pr. fl. inj. 100 ml		2 465,—			
	0746-487	* pr. fl. inj. 200 ml		4 496,—			
	0746-461	** pr. fl. inj. 50 ml		1 089,—			
	0746-479	** pr. fl. inj. 100 ml		2 178,—			
	0746-487	** pr. fl. inj. 200 ml		4 209,—			

Art. 2. A l'annexe II du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- remplacer la rubrique I.3. par la suivante :
« I.3. Les antiarythmiques appartenant aux groupes suivants :
1. classe I selon Vaughan Williams — Critère B-8.
2. les bêta-bloquants non cardio-sélectifs de la classe II selon Vaughan Williams — Critère B-9.
3. les bêta-bloquants cardio-sélectifs de la classe II selon Vaughan Williams — Critère B-10.
4. classe III selon Vaughan Williams — Critère B-11.
5. classe IV selon Vaughan Williams — Critère B-12.
6. les agonistes autacoïdes — Critère B-229. »
— sous la rubrique VII.10 :
— remplacer le point 1 comme suit : « les immunoglobulines intraveineuses non spécifiques. — Critère A-21 » ;
— supprimer les points 2 et 3.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des dispositions de l'article 1er, 1° -d) qui entrent en vigueur le 1er jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 2. In bijlage II van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

- de rubriek I.3 door de volgende vervangen :
« I.3. Anti-arythmica die tot de volgende groepen behoren :
1. klasse I volgens Vaughan Williams. B-8.
2. niet-cardioselectieve betablokkers van klasse II volgens Vaughan Williams — Criterium B-9.
3. cardioselectieve betablokkers van klasse II volgens Vaughan Williams — Criterium B-10.
4. klasse III volgens Vaughan Williams — Criterium B-11.
5. klasse IV volgens Vaughan Williams — Criterium B-12.
6. de autacoïde agonisten — Criterium B-229. »
— in de rubriek VII.10 :
— punt 1, door het volgende vervangen : « de niet-specifieke intraveineuze immunoglobulinen. — Criterium A-21 » ;
— punten 2 en 3 schrappen.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen welke ingaat op de dag na de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de bepalingen van artikel 1, 1° -d) die treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1367

[97/22470]

12 JUIN 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1986 portant exécution de l'article 53, alinéa 8, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 53, alinéa 8;

Vu l'arrêté royal du 10 octobre 1986, portant exécution de l'article 53, alinéa 8, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 6, alinéa 1er, 4°, modifié par les arrêtés royaux des 2 janvier 1991, 19 août 1992 et 25 février 1996;

Vu l'avis émis le 18 décembre 1996 par la Commission nationale dento-mutualiste;

Vu l'avis émis le 23 décembre 1996 par le Comité de l'assurance soins de santé;

Vu l'avis émis le 23 décembre 1996 par le Conseil général de l'assurance soins de santé;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 avril 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que les dispositions du présent arrêté constituent une mesure d'accompagnement de l'accord national dento-mutualiste conclu le 18 décembre 1996; qu'il importe donc que le présent arrêté soit pris et publié le plus rapidement possible de façon à ce que sa date d'entrée en vigueur soit la plus proche possible de celle de l'accord susvisé;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 6, alinéa 1er, 4°, de l'arrêté royal du 10 octobre 1986 portant exécution de l'article 53, alinéa 8, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par les arrêtés royaux des 2 janvier 1991, 19 août 1992 et 25 février 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° dans le coût des prestations de santé mentionnées sous les numéros de code repris sous la rubrique « TRAITEMENTS PREVENTIFS » figurant à l'article 5 de l'annexe à l'arrêté royal précité du 14 septembre 1984; ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du premier mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

N. 97 — 1367

[97/22470]

12 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 oktober 1986 tot uitvoering van artikel 53, achtste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 53, achtste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 oktober 1986 tot uitvoering van artikel 53, achtste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 6, eerste lid, 4°, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 januari 1991, 19 augustus 1992 en 25 februari 1996;

Gelet op het advies, uitgebracht door de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen op 18 december 1996;

Gelet op het advies, uitgebracht door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging op 23 december 1996;

Gelet op het advies, uitgebracht door de Algemene raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging op 23 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 april 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die hierdoor wordt gemotiveerd dat de bepalingen van dit besluit een maatregel zijn ter begeleiding van het Nationaal akkoord tandheelkundigen-ziekenfondsen dat op 18 december 1996 is gesloten; dat het dus van belang is dat dit besluit zo vlug mogelijk wordt genomen en bekendgemaakt opdat de datum van inwerkingtreding ervan zo dicht mogelijk bij die van het voormelde akkoord ligt;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 mei 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 6, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1986 tot uitvoering van artikel 53, achtste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 januari 1991, 19 augustus 1992 en 25 februari 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° in de kosten van de geneeskundige verstrekkingen, vermeld onder de codenummers die zijn opgenomen in de rubriek « PREVENTIEVE BEHANDELINGEN » in artikel 5 van de bijlage bij het voornoemd koninklijk besluit van 14 september 1984; ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de eerste maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1368

[97/22469]

12 JUNI 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 119, alinéa 2 et l'article 121, § 1er, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 277, l'article 278, l'article 281 et l'article 284;

Vu l'avis émis par le Comité du Service du contrôle administratif le 22 avril 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que les modifications proposées à l'arrêté royal du 3 juillet 1996 doivent permettre la transmission par voie électronique des données d'assurabilité pour les travailleurs dont l'employeur est affilié à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales et pour les travailleurs qui bénéficient d'une allocation d'interruption;

Cette transmission a lieu, pour les données 1996, le 30 mars 1997. En l'absence de modification des textes réglementaires, l'assurabilité des travailleurs susvisés risque de ne pouvoir être établie avant le 1er juillet 1997; dans certains cas, lorsque la transmission électronique s'avèrera impossible, un document de cotisation ou une attestation-papier devra malgré tout être remis par l'employeur ou par l'O.N.Em. Il s'impose de prendre d'urgence les mesures d'exécution qu'entraîne cette nouvelle procédure.

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 277 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, les §§ 1er et 2 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1er. L'Office national de sécurité sociale et l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales communiquent aux organismes assureurs, pour les employeurs affiliés chez eux, les données d'identification des travailleurs et les données d'assurabilité, visées au § 3, des travailleurs pour chaque année de référence.

Lorsque la transmission électronique de données s'avère être impossible ou lorsque le travailleur n'est pas affilié ou inscrit auprès d'un organisme assureur, l'Office national de sécurité sociale ou l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales fournissent, dans les deux semaines qui suivent la constatation de l'impossibilité de transmettre un bon de cotisation électronique, un bon de cotisation papier à l'employeur. Ce dernier remet le bon de cotisation au travailleur, dans un délai de deux semaines.

Le mode d'établissement et de transmission des bons de cotisation est fixé par le Ministre.

§ 2. Le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs remet un bon de cotisation papier aux travailleurs dans les deux mois suivant la dernière paie de chaque année ou dans les deux mois qui suivent la fin du contrat de travail. »

Art. 2. L'article 278, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si la procédure prévue à l'article 277, § 1er, ne peut être appliquée, le Service du contrôle administratif, à la demande des organismes assureurs et pour autant que des preuves suffisantes soient produites, transmet les données manquantes à l'Office national de sécurité sociale ou à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, qui font parvenir ces données aux organismes assureurs conformément à la procédure prévue à l'article 277, § 1er. »

N. 97 — 1368

[97/22469]

12 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 119, tweede lid en artikel 121, § 1, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 277, artikel 278, artikel 281 en artikel 284;

Gelet op het advies van het Comité van de Dienst voor administratieve controle uitgebracht op 22 april 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de voorgestelde wijzigingen in het koninklijk besluit van 3 juli 1996 het elektronisch doorsturen van de verzekerbaarheidsgegevens mogelijk moeten maken voor de werknemers van wie de werkgever aangesloten is bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en voor de werknemers die een onderbrekingstoelage ontvangen;

Voor de gegevens 1996 geschiedt dat doorsturen op 30 maart 1997. Als de reglementaire teksten niet worden gewijzigd, bestaat het risico dat de verzekerbaarheid van de voormelde werknemers niet vóór 1 juli 1997 kan worden vastgesteld; in sommige gevallen, wanneer het elektronisch doorsturen onmogelijk blijkt, zal de werkgever of de R.V.A. desondanks een bijdragebescheid of een getuigschrift op papier moeten uitreiken. De uitvoeringsmaatregelen welke die procedure meebrengt, moeten dringend worden genomen.

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 277 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, worden § 1 en § 2 respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. De Rijksdienst voor sociale zekerheid en de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten delen voor de bij hen aangesloten werkgevers de identificatiegegevens van de werknemer en de verzekerbaarheidsgegevens, zoals bedoeld bij § 3, van de werknemers voor elk refertjaar mee aan de verzekeringsinstellingen.

Indien de elektronische gegevensoverdracht niet mogelijk blijkt of indien de werknemer niet aangesloten of ingeschreven is bij een verzekeringsinstelling, bezorgen de Rijksdienst voor sociale zekerheid of de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten binnen twee weken na vaststelling van de onmogelijkheid om een elektronische bijdragebon door te sturen, een papieren bijdragebon aan de werkgever. Deze bezorgt de bijdragebon binnen twee weken aan de werknemer.

De wijze waarop de bijdragebons worden opgemaakt en doorgestuurd wordt vastgesteld door de Minister.

§ 2. Het Nationaal pensioenfonds voor mijnwerkers reikt binnen de twee maanden na de laatste loonuitbetaling van elk jaar of binnen de twee maanden na het einde van de arbeidsovereenkomst een papieren bijdragebon uit aan zijn werknemers. »

Art. 2. Artikel 278, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« Indien de procedure voorzien bij artikel 277, § 1, niet kan worden toegepast, maakt de Dienst voor administratieve controle, op verzoek van de verzekeringsinstellingen en op voorwaarde dat voldoende bewijsmateriaal wordt voorgelegd, de ontbrekende gegevens over aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid of aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, die deze gegevens volgens de in artikel 277, § 1, bepaalde procedure aan de verzekeringsinstellingen verzenden. »

Art. 3. L'article 281, § 3, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pour les travailleurs bénéficiant d'une allocation d'interruption visée à l'article 6 de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, ou à l'article 4 de l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères, ou à l'article 4 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, ou l'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle pour les membres du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise et des gens de métier ou de service des institutions universitaires, l'Office national de l'emploi communique aux organismes assureurs, pour chaque année de référence, les données d'identification des travailleurs concernés et la période au cours de laquelle ceux-ci ont bénéficié d'une allocation d'interruption.

Lorsque la transmission électronique de données s'avère être impossible ou lorsque le travailleur bénéficiant d'une allocation d'interruption n'est pas affilié ou inscrit auprès d'un organisme assureur, l'Office national de l'emploi remet, dans les deux semaines qui suivent la constatation de l'impossibilité de transmettre les données relatives à l'interruption de carrière par voie électronique, une attestation d'ayant droit à une allocation d'interruption au travailleur.

Cette attestation mentionne, pour l'année civile, la période au cours de laquelle le travailleur a bénéficié de l'allocation d'interruption visée à l'alinéa 1er. »

Art. 4. L'article 284 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 284. Par dérogation aux alinéas 2 et 3, les documents de cotisation visés à l'article 276, § 1er, 1 à 7, doivent être remis par les titulaires à leur organisme assureur dans les trente jours qui suivent la délivrance de ces documents.

Les données d'assurabilité déduites des déclarations trimestrielles des employeurs à l'Office national de sécurité sociale et à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales et les données d'assurabilité visées à l'article 281, §§ 1er et 3 sont transmises aux organismes assureurs, par voie électronique, par les institutions précitées, au plus tard le 20 mars de l'année qui suit celle à laquelle les données se rapportent.

Les travailleurs qui ont reçu un bon de cotisation papier de l'Office national de sécurité sociale ou de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales et les chômeurs ou les travailleurs bénéficiant d'une allocation d'interruption qui ont reçu une attestation papier, respectivement de l'organisme de paiement des allocations de chômage et de l'Office national de l'emploi, doivent remettre ce document de cotisation à leur organisme assureur dans le mois qui suit la réception.

Lorsque le titulaire n'a pas remis les documents de cotisation relatifs à l'année civile avant le 1er juillet de l'année suivante, le paiement des prestations se rapportant à des soins fournis à compter de la date susvisée ne peut avoir lieu avant la remise desdits documents de cotisation. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1997.

Art. 6. Notre Ministre des Affaires sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 3. Artikel 281, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Voor de werknemers die een onderbrekingsuitkering genieten bedoeld bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, of bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, of bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psychomedisch-sociale centra, of bij artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit van 27 november 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan voor de leden van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstponeel van de universitaire instellingen, deelt de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening voor elk referentiejaar aan de verzekeringsinstellingen de identificatiegegevens van de betrokken werknemers en het tijdvak waarvoor zij een onderbrekingsuitkering genoten hebben, mee.

Wanneer het elektronisch doorsturen van de gegevens onmogelijk blijkt of wanneer de werknemer die een onderbrekingsuitkering geniet niet bij een verzekeringsinstelling aangesloten of ingeschreven is, bezorgt de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening binnen twee weken na de vaststelling van de onmogelijkheid om de gegevens inzake de loopbaanonderbreking langs elektronische weg door te sturen, een bewijs van rechthebbende op een onderbrekingsuitkering aan de werknemer.

Dit bewijs vermeldt voor het kalenderjaar het tijdvak waarover de werknemer de in het 1e lid bedoelde onderbrekingsuitkering ontvangen heeft. »

Art. 4. Artikel 284 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 284. In afwijking van het tweede en derde lid moeten de bijdragebescheiden bedoeld bij artikel 276, § 1, 1 tot 7, door de gerechtigden aan hun verzekeringsinstelling worden afgegeven binnen de dertig dagen na uitkering van die documenten.

De verzekerbaarheidsgegevens afgeleid uit de driemaandelijke aangiften van de werkgevers aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid en aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en de verzekerbaarheidsgegevens bedoeld in artikel 281, § 1 en § 3, worden elektronisch naar de verzekeringsinstellingen doorgestuurd, door de voormelde instellingen uiterlijk op 20 maart van het jaar na dat waarop de gegevens betrekking hebben.

De werknemers die een papieren bijdragebon hebben ontvangen van de Rijksdienst voor sociale zekerheid of van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en de werklozen of de werknemers die een onderbrekingsuitkering ontvangen die een papieren bewijs hebben ontvangen van respectievelijk de met de uitbetaling van de werkloosheidsuitkeringen belaste instelling en van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, moeten dit bijdragebescheid binnen de maand na ontvangst ervan aan hun verzekeringsinstelling afgeven.

Wanneer de gerechtigde de bijdragebescheiden met betrekking tot het kalenderjaar niet heeft afgegeven vóór 1 juli van het volgende jaar, mogen de prestaties voor geneeskundige verstrekkingen verleend vanaf de voormelde datum niet worden betaald vóór de overhandiging van deze bijdragebescheiden. »

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 6. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1369

[S - C - 97/35753]

**22 APRIL 1997. — Besluit van de Vlaamse regering
houdende de erkenning en subsidiëring van peterschapsprojecten**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1990 houdende begrotingstechnische bepalingen alsmede begeleiding van de begroting 1991, inzonderheid op artikel 2, § 9;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, derde lid;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor begroting, gegeven op 17 december 1996;

Gelet op het advies van de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen, uitgebracht op 29 januari 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, op 25 februari 1997, betreffende de aanvraag om advies binnen één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 20 maart 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Economie, KMO, Landbouw en Media;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de minister : de Vlaamse minister, bevoegd voor het economisch en het KMO-beleid;

2° de administratie : de administratie Economie van het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap;

3° kleine onderneming (KO) : de onderneming conform de aanbeveling van de EU-Commissie van 3 april 1996, te weten :

— met minder dan 50 werknemers;

— en waarvan :

ofwel de jaaromzet niet hoger is dan 7 miljoen ECU;

of wel het jaarlijks balanstotaal niet hoger is dan 5 miljoen ECU, en,

— die het zelfstandigheids criterium in acht neemt;

4° peterbedrijf : een bedrijf dat één of meerdere kaderleden en/of de bedrijfsleider ter beschikking stelt om aan het peterschapsproject deelnemende KO's te begeleiden;

5° participerende KO : KO waarvan de exploitatiezetel gevestigd is binnen het Vlaamse Gewest en die een bijdrage heeft betaald voor deelneming aan het project;

6° peter : kaderlid of bedrijfsleider die door het peterbedrijf ter beschikking wordt gesteld voor de begeleiding van KO's in het kader van een peterschapsproject;

7° peterschapsproject : project waarbij groepen van KO's begeleid worden door kaderleden of bedrijfsleiders van peterbedrijven. Deze begeleiding vindt plaats aan de hand van regelmatige (gemiddeld eenmaal per maand) collectieve bijeenkomsten en contactdagen. Naast dit basispakket kunnen er nog aanvullende en individuele begeleidingen plaatsvinden. Het project is erop gericht de KO-bedrijfsvoering te professionaliseren door ervaringsuitwisseling, gericht op alle aspecten van de bedrijfsvoering;

8° initiatiefnemende organisatie : de organisatie die de aanvraag tot erkenning of subsidiëring indient en verantwoordelijk is voor het verder verloop van het peterschapsproject.

HOOFDSTUK II. — *Aanvraagprocedure om een erkenning en/of subsidie te verkrijgen*

Art. 2. § 1. De initiatiefnemende organisatie die een peterschapsproject wenst te starten, kan een erkennings- of een subsidie-aanvraag indienen.

Hiervoor richt de initiatiefnemende organisatie voor elk nieuw peterschapsproject een aanvraag aan de minister, en verschaft zij alle aanvullende inlichtingen op eenvoudig verzoek van de minister of de administratie.

§ 2. De erkenningsaanvraag voor een peterschapsproject wordt beoordeeld op basis van een projectplan. Dit projectplan bevat de volgende elementen :

1° Informatie betreffende de initiatiefnemende organisatie :

a) personalia;

b) contactpersoon;

c) rechtsvorm;

d) elementen die de band met het bedrijfsleven aantonen;

e) elementen die de geschiktheid voor een interprofessionele aanpak aantonen.

2° Beschrijving van het project :

De projectbeschrijving dient een zo duidelijk mogelijk beeld te geven van het volledige peterschapsproject.

De volgende elementen dienen hierbij vermeld te worden :

- a) de doelstellingen;
- b) de methodiek en de planning;
- c) het beoogde werkingsgebied met het aantal KO's;
- d) een beschrijving van vroegere initiatieven op het vlak van bedrijfsbegeleiding;
- e) personalia van peterbedrijven die hun medewerking reeds hebben toegezegd en vermelding van andere potentiële peterbedrijven;
- f) personalia en curriculum vitae van de personeelsleden van de initiatiefnemende organisatie die zullen belast worden met de begeleiding van het peterschapsproject;
- g) selectiecriteria voor de KO's en de peters.

3° Een gedetailleerde weergave van het geraamde budget.

§ 3. Een subsidieaanvraag dient naast de gegevens vermeld in § 2 de personalia van minstens 60 KO's te bevatten die reeds hebben toegezegd deel te nemen aan het peterschapsproject waarvoor een subsidie wordt aangevraagd. Bovendien dient te worden aangetoond dat een participatie van 80 KO's haalbaar is.

Art. 3. De minister verleent de erkenning en subsidiëring van een peterschapsproject, na een gemotiveerd advies van de administratie.

HOOFSTUK III. — *Subsidiëring*

Art. 4. De subsidie wordt toegekend voor een projectperiode van maximaal 2 jaar, die op z'n vroegst ingaat op de datum van indiening van de erkenningsaanvraag. Niets belet de initiatiefnemende organisatie om gedurende of na een projectperiode, de erkenning-of subsidiëring voor een ander en nieuw of een aanvullend peterschapsproject aan te vragen.

Bij de beoordeling van dit nieuwe of aanvullende peterschapsproject wordt rekening gehouden met de degelijkheid en de resultaten van het vorige of het lopende peterschapsproject.

Art. 5. § 1. De subsidie bedraagt per peterschapsproject 70 % van de totale aanvaardbare kosten gemaakt door de initiatiefnemende organisatie, met een maximum van 4 miljoen frank per werkingsjaar.

§ 2. De subsidie is cumuleerbaar met andere subsidies die worden verstrekt in het kader van een specifiek regionaal economisch programma.

HOOFDSTUK IV. — *Uitbetaling*

Art. 6. § 1. De toegekende steun voor een project met een looptijd van 2 jaar wordt als volgt uitbetaald :

1° Een eerste schijf van 35 % wordt uitbetaald na de ondertekening van het ministerieel besluit en na indiening van een vordering;

2° Een tweede schijf van 15 % wordt uitbetaald na het einde van het eerste werkingsjaar en na indiening van een vordering;

3° Een derde schijf van 40 % wordt uitbetaald na goedkeuring door de minister van het werkingsverslag met betrekking tot het eerste werkingsjaar;

4° Het saldo van 10 % wordt uitbetaald na goedkeuring door de minister van het werkingsverslag voor het tweede werkingsjaar en op voorwaarde dat het saldo verschuldigd is.

§ 2. Voor de projecten met een kortere duurtijd, formuleert de administratie een voorstel aan de minister.

Art. 7. Het werkingsverslag moet de uitvoering van het project nauwkeurig weergeven. Het dient de volgende elementen te bevatten :

1° een overzicht van de georganiseerde activiteiten;

2° een lijst van de participanten :

a) personalia;

b) rechtsvorm;

c) sector;

d) aantal werknemers;

3° een lijst van de peters;

a) personalia;

b) rechtsvorm;

c) sector;

d) aantal werknemers;

4° een evaluatie;

5° een financieel verslag.

De initiatiefnemende organisatie is gehouden jaarlijks verantwoording af te leggen over de aanwending van het toegekende bedrag. Daartoe houdt zij de gedetailleerde boekhouding bij van alle uitgaven verbonden aan het project.

Art. 8. De administratie is belast met de controle op de aanwending van de subsidie.

Het totaal door de Vlaamse regering uitgekeerde bedrag kan in geen geval hoger zijn dan 70 % van de totale verantwoorde uitgaven voor het project tijdens de projectperiode.

Als bij de eindafrekening blijkt dat de al door de Vlaamse regering gestorte sommen dit maximum overschrijden, dient de initiatiefnemende organisatie het teveel uitgekeerde bedrag onverwijld terug te betalen.

Art. 9. § 1. Als blijkt dat gedurende het verlopen werkingsjaar minder dan 60 KO's hebben geparticipeerd in het peterschapsproject, wordt de verdere subsidiëring stopgezet en de al reeds uitbetaalde subsidie voor het betreffende werkjaar volledig teruggevorderd.

§ 2. Voor peterschapsprojecten die gedurende een werkingsjaar 80 participerende KO's hadden, wordt 100 % van de toegekende steun voor het werkingsjaar effectief uitgekeerd. Na een gemotiveerd advies van de administratie kan de minister de volledige toegekende steun uitbetalen voor zover de afwijking in min op voornoemd aantal participerende KO's maximum 5 % beloopt.

§ 3. Voor peterschapsprojecten die gedurende een werkingsjaar minstens 60 maar minder dan 80 participerende KO's hadden, en niet in aanmerking komen voor de afwijking vermeld in § 2, wordt slechts een gedeelte van de toegezegde overheidssteun uitbetaald. Dit deel bedraagt 75 % van de toegekende subsidie vermenigvuldigd met de breuk waarvan de teller het aantal KO's bevat die dat werkingsjaar hebben geparticipeerd en waarvan de noemer 80 bedraagt.

§ 4. De initiatiefnemende organisatie is ertoe gehouden voor iedere activiteit in het kader van het peterschapsproject een lijst bij te houden die ter inzage ligt van de administratie.

HOOFDSTUK V. — *Bijdrage van de deelnemende KO's*

Art. 10. De gezamenlijke bijdrage van de KO's voor deelname aan het project wordt vastgesteld tussen minimaal 10 % en maximaal 30 % van de totale kosten van het peterschapsproject gemaakt door de initiatiefnemende organisatie.

De minister kan hierop enkel een afwijking toestaan na een gemotiveerd advies van de administratie.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepaling*

Art. 11. Lopende peterschapsprojecten worden conform de algemene beginselen van dit besluit behandeld. De minister kan hierop afwijkingen toestaan na een gemotiveerd advies van de administratie. Voor de lopende peterschapsprojecten kunnen kosten vanaf 1 januari 1996 in aanmerking worden genomen.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 13. De Vlaamse minister, bevoegd voor het economisch en KMO-beleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 april 1997.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Economie, KMO, Landbouw en Media,

E. VAN ROMUY

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 97 — 1369

[S - C - 97/35753]

22 AVRIL 1997. — Arrêté du Gouvernement flamand portant agrément et subventionnement des projets de parrainage

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 21 décembre 1990 contenant des dispositions budgétaires techniques ainsi que des dispositions accompagnant le budget 1991, notamment l'article 2, § 9;

Vu les lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12, troisième alinéa;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 17 décembre 1997;

Vu l'avis du Conseil socio-économique de la Flandre, rendu le 29 janvier 1997;

Vu la délibération du Gouvernement flamand du 25 février 1997 stipulant que l'avis doit être recueilli dans un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 20 mars 1997, par application de l'article 84, premier alinéa, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté on entend par :

1° le Ministre : le Ministre flamand chargé de la politique économique et des PME;

2° l'administration : l'administration de l'Economie du département de l'Economie, de l'Emploi, des Affaires intérieures et de l'Agriculture du Ministère de la Communauté flamande;

3° petite entreprise (PE) : l'entreprise conforme à la recommandation du 3 avril 1996 de la Commission de l'UE, qui :

— emploie moins de 50 travailleurs;

— et dont :

soit le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas les 7 millions ECU;

soit le bilan total annuel ne dépasse pas les 5 millions ECU, et,

— qui respecte le critère d'indépendance;

4° entreprise de parrainage : une entreprise mettant à disposition un ou plusieurs cadres et/ou le chef d'entreprise en vue d'encadrer les PE participant au projet de parrainage;

5° PE participante : PE dont le siège d'exploitation est établi en Région flamande et qui a payé une contribution pour pouvoir participer au projet;

6° parrain : cadre ou chef d'entreprise mis à disposition par l'entreprise de parrainage pour l'encadrement des PE dans le cadre d'un projet de parrainage;

7° projet de parrainage : projet d'encadrement de groupes de PE par des cadres ou chefs d'entreprise appartenant à des entreprises de parrainage. Cet encadrement se concrétise par l'organisation de réunions collectives et de journées de contact régulières (en moyenne une fois par mois). Outre la formation de base, un encadrement complémentaire et individuel peut être organisé. L'objectif du projet consiste en la professionnalisation de l'exploitation des PE par un échange d'expériences en tenant compte de tous les aspects de l'exploitation;

8° organisation initiatrice : l'organisation présentant la demande d'agrément ou de subventionnement et qui répond du déroulement ultérieur du projet de parrainage.

CHAPITRE II. — *Procédure de demande d'agrément et/ou de subventionnement*

Art. 2. § 1^{er}. L'organisation initiatrice qui désire mettre sur pied un projet de parrainage peut présenter une demande d'agrément ou de subventionnement.

A cet effet, elle adresse pour chaque nouveau projet de parrainage une demande au Ministre et fournit tous les renseignements complémentaires sur simple demande du Ministre ou de l'administration.

§ 2. La demande d'agrément pour un projet de parrainage est appréciée sur la base d'un plan de projet. Ce plan de projet contient les éléments suivants :

1° informations relatives à l'organisation initiatrice :

- a) les coordonnées;
- b) la personne de contact;
- c) la forme juridique;
- d) les éléments démontrant le lien avec la vie économique;
- e) les éléments faisant apparaître l'aptitude à une approche interprofessionnelle;

2° description du projet :

La description du projet doit donner une image aussi claire que possible du projet de parrainage.

Les éléments suivants doivent être mentionnés :

- a) les objectifs;
 - b) la méthodique et la planification;
 - c) le rayon d'action envisagé avec le nombre de PE;
 - d) une description des initiatives antérieures sur le plan de l'accompagnement des entreprises;
 - e) les coordonnées des entreprises de parrainage ayant confirmé leur participation et la mention d'autres entreprises de parrainage potentielles;
 - f) les coordonnées et le curriculum vitae du personnel de l'organisation initiatrice qui sera chargé de l'encadrement du projet de parrainage;
 - g) les critères de sélection pour les PE et les parrains;
- 3° une estimation détaillée du budget.

§ 3. Outre les renseignements visés au § 2, la demande de subventions doit contenir les coordonnées de 60 PE au moins ayant déjà confirmé leur participation au projet de parrainage faisant l'objet d'une demande de subventions. Il convient également de démontrer que la participation pourrait atteindre 80 PE.

Art. 3. Le Ministre accorde l'agrément et les subventions à un projet de parrainage, après avis motivé de l'administration.

CHAPITRE III. — *Subventionnement*

Art. 4. Les subventions sont accordées pour une période de projet de 2 ans au maximum prenant cours au plus tôt à la date de présentation de la demande d'agrément. L'organisation initiatrice est libre de demander l'agrément ou le subventionnement d'un autre et nouveau projet de parrainage ou d'un projet complémentaire pendant ou après la période de projet.

L'appréciation de ce projet de parrainage nouveau ou complémentaire tient compte de la fiabilité et des résultats du projet de parrainage précédent ou en cours.

Art. 5. § 1^{er}. La subvention s'élève par projet à 70 % des frais globaux admissibles exposés par l'organisation initiatrice, plafonnés à 4 millions de francs par exercice.

§ 2. La subvention est cumulable avec d'autres subventions octroyées dans le cadre d'un programme économique régional spécifique.

CHAPITRE IV. — *Liquidation*

Art. 6. § 1^{er}. L'aide allouée à un projet d'une durée de 2 ans est réglée comme suit :

1° Une première tranche de 35 % est réglée après la signature de l'arrêté ministériel et après la présentation d'une créance.

2° Une deuxième tranche de 15 % est réglée après le premier exercice et après la présentation d'une créance.

3° Une troisième tranche de 40 % est réglée après l'approbation par le Ministre du rapport d'activité portant sur le premier exercice.

4° Le solde de 10 % est réglé après approbation par le Ministre du rapport d'activité portant sur le deuxième exercice et à la condition que le solde soit dû.

§ 2. Les projets ayant une durée plus courte font l'objet d'une proposition de l'administration au Ministre.

Art. 7. Le rapport d'activité détaillera l'exécution du projet. Il contiendra les éléments suivants :

- 1° un relevé des activités organisées;
- 2° une liste des participants :
 - a) coordonnées;
 - b) forme juridique;
 - c) secteur;
 - d) nombre de travailleurs;
- 3° une liste des parrains :
 - a) coordonnées;
 - b) forme juridique;
 - c) secteur;
 - d) nombre de travailleurs;
- 4° une évaluation;
- 5° un rapport financier.

L'organisation initiatrice est tenue à justifier annuellement de l'affectation des sommes allouées. A cet effet, elle tient une comptabilité détaillée de toutes les dépenses liées au projet.

Art. 8. L'administration est chargée du contrôle de l'affectation des subventions. Le montant total octroyé par le Gouvernement flamand ne peut en aucun cas excéder 70 % des dépenses totales justifiées pour le projet au cours de la durée du projet.

S'il résulte du décompte final que les sommes allouées par le Gouvernement flamand dépassent ce maximum, l'organisation initiatrice est tenue de rembourser sans délai le trop-perçu.

Art. 9. § 1^{er}. S'il s'avère au cours de l'exercice écoulé que moins de 60 PE ont participé au projet de parrainage, il est mis fin à l'octroi de subventions et la subvention déjà allouée pour l'exercice concerné est entièrement récupérée.

§ 2. Les projets de parrainage réalisant au cours d'un exercice une participation de 80 PE, bénéficient effectivement de 100 % de l'aide accordée au titre de l'exercice. Après avis motivé de l'administration, le Ministre peut allouer l'aide totale accordée dans la mesure où l'écart en moins du nombre précité de PE participantes est de 5 % au maximum.

§ 3. Les projets de parrainage réalisant au cours d'un exercice une participation de 60 PE au minimum mais moins de 80 PE et auxquels l'écart visé au § 2 n'est pas applicable, ne bénéficient que d'une part de l'aide publique accordée. Cette part s'élève à 75 % de la subvention accordée, multipliée par la fraction dont le numérateur comprend le nombre de PE ayant participé au cours de cet exercice et dont le dénominateur est 80.

§ 4. Pour chaque activité entreprise dans le cadre du projet de parrainage, les organisations initiatrices doivent tenir une liste qui est mise à la disposition de l'administration.

CHAPITRE V. — Contribution des PE participantes

Art. 10. La contribution globale des PE couvrant leur participation au projet est fixée à au moins 10 % et au plus 30 % des dépenses totales du projet de parrainage faites par l'organisation initiatrice.

Le Ministre ne peut accorder une dérogation qu'après avis motivé de l'administration.

CHAPITRE VI. — Disposition transitoire

Art. 11. Les projets de parrainage en cours sont traités suivant les principes généraux du présent arrêté. Le Ministre peut accorder des dérogations après avis motivé de l'administration. Pour des projets de parrainage en cours, des frais peuvent être pris en considération à partir du 1^{er} janvier 1996.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 13. Le Ministre flamand qui a la politique économique et les PME dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 avril 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,
E. VAN ROMPUY



27 MEI 1997. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 31 juli 1990 houdende inrichting van het deeltijds beroepssecundair onderwijs

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 31 juli 1990 betreffende het onderwijs - II, inzonderheid op titel IV, hoofdstuk I, afdeling 3, en hoofdstuk III^{ter}, artikel 84^{quater};

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 31 juli 1990 houdende inrichting van het deeltijds beroepssecundair onderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 7 januari 1992, 9 juni 1993 en 16 mei 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de centra voor deeltijds beroepssecundair onderwijs zo vlug mogelijk dienen te worden geïnformeerd over de gewijzigde modaliteiten met betrekking tot de studiebekrachtiging die nog tijdens het schooljaar 1996-1997 van kracht worden;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4, § 1, van het besluit van de Vlaamse regering van 31 juli 1990 houdende inrichting van het deeltijds beroepssecundair onderwijs, worden het eerste en het derde gedachtestreepje opgeheven.

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 6. De tweede graad van het deeltijds beroepssecundair onderwijs mag nooit gedurende vier volledige schooljaren of langer worden gevolgd. »

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 7. § 1. De klassenraad beslist over de toekenning van de volgende studiebewijzen aan de regelmatige leerlingen :

1° het attest van regelmatige lesbijwoning;

2° het attest van verworven bekwaamheden;

3° het studiegetuigschrift van de tweede graad van het deeltijds beroepssecundair onderwijs;

4° het studiegetuigschrift van de derde graad van het deeltijds beroepssecundair onderwijs;

5° het aanvullend getuigschrift over de kennis van het bedrijfsbeheer.

§ 2. De in § 1 bedoelde klassenraad bestaat uit de directeur of zijn afgevaardigde, die het voorzitterschap waarneemt, de coördinator en alle leraars die aan de betrokken leerling les geven, in voorkomend geval dus ook van de meewerkende instellingen; deze personen zijn ambtshalve stemgerechtigd.

De klassenraad kan maar geldig vergaderen als al deze personen aanwezig zijn, behoudens in geval van gewettigde afwezigheid of bewezen overmacht.

De voorzitter kan eventueel ook een lid van het technisch personeel van het begeleidend PMS-centrum en deskundigen die al dan niet tot de betrokken onderwijsinstelling behoren, uitnodigen om deel te nemen aan de vergaderingen van de klassenraad; deze personen nemen deel met raadgevende stem. »

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 8. § 1. De beoordelingscommissie beslist over de toekenning van het kwalificatiegetuigschrift van het deeltijds beroepssecundair onderwijs aan de regelmatige leerlingen.

§ 2. De in § 1 bedoelde beoordelingscommissie bestaat uit de directeur of zijn afgevaardigde, die het voorzitterschap waarneemt, uit de overige leden van de klassenraad en uit deskundigen in de te beoordelen beroepskwalificatie. Hun aantal mag dat van de overige leden van de klassenraad niet overschrijden. Deze deskundigen worden in de loop van het schooljaar aangesteld door de directeur of zijn afgevaardigde.

De beoordelingscommissie kan maar geldig vergaderen als al deze personen aanwezig zijn, behoudens in geval van gewettigde afwezigheid of bewezen overmacht. »

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 9. § 1. Het attest van regelmatige lesbijwoning wordt toegekend aan de leerling die hetzij voor het einde van het schooljaar het centrum voor deeltijds beroepssecundair onderwijs verlaat, hetzij op het einde van het schooljaar geen studiegetuigschrift, kwalificatiegetuigschrift of attest van verworven bekwaamheden krijgt. Het attest vermeldt de regelmatige inschrijvingsperiode.

§ 2. Het aanvullend getuigschrift over de kennis van het bedrijfsbeheer wordt toegekend aan de leerling die voldaan heeft aan de vereisten van het programma, bepaald in artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepsbekwaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 februari 1995. »

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 10. § 1. De schoolse vorming omvat het geheel van leerinhouden op het niveau van de tweede of derde graad, die aan de leerling worden onderwezen binnen de context van het deeltijds beroepssecundair onderwijs.

De kwalificatiegerichte beroepsopleiding omvat een geheel van kennis, vaardigheden en attitudes die stapsgewijs worden opgebouwd in het deeltijds beroepssecundair onderwijs en/of op de extramurale werkplaats, rekening houdend met de eventuele voorkennis verworven in het voltijds secundair onderwijs.

§ 2. Het studiegetuigschrift van de tweede graad van het deeltijds beroepssecundair onderwijs wordt aan de leerling toegekend onder de volgende gecumuleerde voorwaarden :

1° in de betrokken graad ten minste twee schooljaren secundair onderwijs hebben gevolgd;

2° gunstige evaluatie van de schoolse vorming.

§ 3. Het studiegetuigschrift van de derde graad van het deeltijds beroepssecundair onderwijs wordt aan de leerling toegekend onder de volgende gecumuleerde voorwaarden :

1° in de betrokken graad ten minste twee schooljaren secundair onderwijs hebben gevolgd;

2° ten minste één kwalificatiegetuigschrift van het deeltijds beroepssecundair onderwijs behaald hebben of gelijktijdig behalen;

3° gunstige evaluatie van de schoolse vorming.

§ 4. Het kwalificatiegetuigschrift van het deeltijds beroepssecundair onderwijs wordt aan de leerling toegekend onder de volgende gecumuleerde voorwaarden :

- 1° ten minste twee schooljaren secundair onderwijs op het niveau van de tweede graad hebben gevolgd;
- 2° de kwalificatiegerichte beroepsopleiding volledig hebben doorlopen;
- 3° slagen voor een praktijkproef, georganiseerd onder de verantwoordelijkheid van het betrokken centrum voor deeltijds beroepssecundair onderwijs.

§ 5. Het attest van verworven bekwaamheden wordt op het einde van het schooljaar toegekend aan de leerling die nog niet in aanmerking komt voor het kwalificatiegetuigschrift van het deeltijds beroepssecundair onderwijs, slaande op een welbepaalde kwalificatiegerichte beroepsopleiding.

De verworven bekwaamheden betreffen een aantal, doch niet alle, met vrucht doorlopen stappen van de kwalificatiegerichte beroepsopleiding. »

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel *10bis* ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *10bis*. De beslissingen van de klassenraad over de toekenning van de studiegetuigschriften en het aanvullend getuigschrift over de kennis van het bedrijfsbeheer, respectievelijk de beslissingen van de beoordelingscommissie over de toekenning van het kwalificatiegetuigschrift, worden genomen per 30 juni van het betrokken schooljaar.

Ze worden vastgelegd in een proces-verbaal dat eveneens op 30 juni wordt gedateerd en dat door de voorzitter en drie leden van de klassenraad, respectievelijk de beoordelingscommissie, wordt ondertekend.

Elk proces-verbaal wordt gedurende 30 jaar in het centrum voor deeltijds beroepssecundair onderwijs bewaard. »

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel *10ter* ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *10ter*. § 1. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de vaststelling van de modellen van de studiebewijzen, bedoeld in de artikelen 7, § 1, en 8, § 1.

§ 2. Het kwalificatiegetuigschrift van het deeltijds beroepssecundair onderwijs vermeldt de benaming van de door de leerling doorlopen kwalificatiegerichte beroepsopleiding.

De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de vaststelling van de lijst van de benamingen die op het kwalificatiegetuigschrift kunnen voorkomen. »

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1996.

Art. 10. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 1997.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

TRADUCTION

F. 97 — 1370

[C - 97/35761]

**27 MAI 1997. — Arrêté du Gouvernement flamand
modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 juillet 1990
portant organisation de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement-II, notamment le titre IV, Chapitre Ier, Section 3, et Chapitre IIIbis, article 84quater;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 juillet 1990 portant organisation de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 7 janvier 1992, 9 juin 1993 et 16 mai 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les centres d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel doivent être informés au plus vite des modalités modifiées relatives à la sanction des études entrant encore en vigueur pendant l'année scolaire 1996-1997;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 juillet 1990 portant organisation de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel, les premier et troisième tirets sont supprimés.

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Au deuxième degré de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel, l'élève ne peut jamais suivre les cours pendant quatre années scolaires entières ou plus. »

Art. 3. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1^{er}. Le conseil de classe décide de l'octroi des titres suivants aux élèves réguliers :

1° l'attestation de fréquentation régulière;

2° l'attestation d'aptitudes acquises;

3° le certificat d'études du deuxième degré de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel;

4° le certificat d'études du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel;

5° le certificat complémentaire sur la connaissance de la gestion d'entreprises.

§ 2. Le conseil de classe visé au § 1^{er} est composé du directeur ou de son délégué, qui en assume la présidence, du coordonnateur et de tous les professeurs qui donnent des cours à l'élève intéressé, et, le cas échéant, également des établissements coopérants; ces personnes ont d'office voix délibérative.

Le conseil de classe ne peut se réunir valablement que si toutes ces personnes sont présentes, sauf en cas d'absence motivée ou de force majeure attestée.

Le président peut éventuellement inviter un membre du personnel technique du centre PMS de guidance et des experts appartenant ou non à l'établissement d'enseignement concerné à participer aux réunions du conseil de classe; ces personnes ont voix consultative. »

Art. 4. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. La commission d'évaluation décide de la délivrance d'un certificat de qualification de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel aux élèves réguliers.

§ 2. La commission d'évaluation visée au § 1^{er} est composée du directeur ou de son délégué, qui en assume la présidence, des autres membres du conseil de classe et d'experts en la qualification professionnelle à évaluer. Leur nombre ne peut excéder le nombre des autres membres du conseil de classe. Ces experts sont désignés par le directeur ou son délégué au courant de l'année scolaire.

La commission d'évaluation ne peut se réunir valablement que si tous ses membres sont présents, sauf en cas d'absence motivée ou de force majeure attestée.

Art. 5. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1^{er}. L'attestation de fréquentation régulière est délivrée à l'élève qui quitte le centre d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel avant la fin de l'année scolaire ou à l'élève qui n'obtient pas de certificat d'études, de certificat de qualification ou d'attestation d'aptitudes acquises à la fin de l'année scolaire. L'attestation mentionne la période d'inscription régulière.

§ 2. Le certificat complémentaire sur la connaissance de la gestion d'entreprises est délivré à l'élève qui a satisfait aux exigences du programme, défini à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 24 février 1995. »

Art. 6. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1^{er}. La formation scolaire comprend l'ensemble des contenus pédagogiques au niveau du deuxième ou du troisième degré, qui sont dispensés à l'élève dans le cadre de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel.

La formation professionnelle axée sur une qualification comprend un ensemble de connaissances, d'aptitudes et d'attitudes qui sont graduellement acquises dans l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel et/ou sur le lieu de travail extra-muros, en tenant compte de la connaissance préalable éventuellement acquise dans l'enseignement secondaire à temps plein.

§ 2. Le certificat du deuxième degré de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel est délivré à l'élève aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° avoir suivi deux années scolaires de l'enseignement secondaire au niveau du degré en question;
- 2° avoir obtenu une bonne évaluation de la formation scolaire.

§ 3. Le certificat du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel est délivré à l'élève aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° avoir suivi au moins deux années scolaires de l'enseignement secondaire au niveau du degré en question;
- 2° avoir obtenu ou obtenir en même temps au moins un (1) certificat de qualification de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel;
- 3° avoir obtenu une bonne évaluation de la formation scolaire.

§ 4. Le certificat de qualification de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel est délivré à l'élève aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° avoir suivi au moins deux années scolaires de l'enseignement secondaire au niveau du deuxième degré;
- 2° avoir parcouru la formation professionnelle de qualification complète;
- 3° réussir une épreuve pratique, organisée par le centre d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel concerné.

§ 5. L'attestation d'aptitudes acquises est délivrée à la fin de l'année scolaire à l'élève qui n'entre pas encore en ligne de compte pour un certificat de qualification de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel, octroyé à l'issue d'une formation professionnelle de qualification bien définie.

Les aptitudes acquises ont trait à un certain nombre, mais pas à toutes les phases parcourues avec fruit de la formation professionnelle de qualification. »

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un article 10bis, rédigé ainsi qu'il suit :

« Art. 10bis. Les décisions du conseil de classe sur la délivrance des certificats et du certificat complémentaire sur la connaissance de la gestion d'entreprises et les décisions de la commission d'évaluation sur la délivrance d'un certificat de qualification, sont prises le 30 juin de l'année scolaire concernée.

Elles sont fixées dans un procès-verbal qui est également daté du 30 juin et signé par le président et trois membres respectivement du conseil de classe et de la commission d'évaluation.

Chaque procès-verbal est conservé pendant 30 ans dans le centre d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel. »

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 10bis, rédigé ainsi qu'il suit :

« Art. 10ter. § 1^{er}. Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé de la fixation des formules des titres, visés aux articles 7, § 1^{er}, et 8, § 1^{er}.

§ 2. Le certificat de qualification de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel indique la dénomination de la formation professionnelle de qualification suivie par l'élève.

Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de la fixation de la liste des dénominations qui peuvent figurer sur le certificat de qualification. »

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1996.

Art. 10. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 1371

[C - 97/27351]

19 JUIN 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 2, § 3, et l'article 4, modifié par le décret du 29 octobre 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 28 septembre 1995, 18 janvier 1996, 14 mars 1996, 12 décembre 1996 et 20 février 1997;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 20 janvier 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant les inconvénients de la consolidation des taux des prêts accordés par la Société régionale wallonne du Logement;

Considérant que les ménages ayant bénéficié de ces prêts doivent être informés sans délai des nouvelles conditions de taux;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, 4^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 28 septembre 1995, 18 janvier 1996, 14 mars 1996, 12 décembre 1996 et 20 février 1997, l'alinéa premier est remplacé par la disposition suivante, rédigée comme suit :

« l'ensemble des revenus imposables du demandeur et de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, afférents à l'avant-dernière année précédant la date du premier prélèvement sur le prêt. »

Art. 2. L'article 4, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Le demandeur, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, sont tenus de remettre à la société tous les documents probants permettant à celle-ci de déterminer sur cette base le montant de leurs revenus et en conséquence, le taux d'intérêt applicable. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1994.

Art. 4. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 1371

[C — 97/27351]

19. JUNI 1997 - Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 1994 zur Festlegung der Gewährungsbedingungen der durch die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie) gewährten Hypothekendarlehen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement", insbesondere des Artikels 2 § 3 und des durch das Dekret vom 29. Oktober 1992 abgeänderten Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 1994 zur Festlegung der Gewährungsbedingungen der durch die "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Hypothekendarlehen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 28. September 1995, vom 18. Januar 1996, vom 14. März 1996, vom 12. Dezember 1996 und vom 20. Februar 1997 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 20. Januar 1997 abgegebenen Gutachtens des "Société régionale wallonne du Logement";

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Nachteile der Konsolidierung der Zinssätze der von der "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Darlehen;

In der Erwägung, daß die Haushalte, denen diese Darlehen bewilligt worden sind, unverzüglich über die neuen Bedingungen betreffend die Zinssätze informiert werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 1994 zur Festlegung der Gewährungsbedingungen der durch die "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Hypothekendarlehen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 28. September 1995, vom 18. Januar 1996, vom 14. März 1996, vom 12. Dezember 1996 und vom 20. Februar 1997 abgeänderten Fassung, wird der erste Absatz durch die folgende Bestimmung mit folgendem Wortlaut ersetzt:

« das gesamte steuerpflichtige Einkommen des Antragstellers und seines mit ihm lebenden Ehepartners bzw. der mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Person, das das vorletzte Jahr vor dem Datum der ersten Abhebung vom Darlehen betrifft. »

Art. 2 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Art. 4 - Der Antragsteller, sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, sind verpflichtet, der Gesellschaft alle Beweisurkunden abzugeben, anhand deren diese die Höhe des Einkommens dieser Personen und daher auch den anzuwendenden Zinssatz bestimmen kann. »

Art. 3 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Juni 1994 wirksam.

Art. 4 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 19. Juni 1997.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1371

[C — 97/27351]

19 JUNI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) hypothecaire leningen toestaat

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de "Société régionale wallonne du Logement", inzonderheid op artikel 2, § 3, en artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 29 oktober 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de "Société régionale wallonne du Logement" hypothecaire leningen toestaat, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 28 september 1995, 18 januari 1996, 14 maart 1996, 12 december 1996 en 20 februari 1997;

Gelet op het advies van de "Société régionale wallonne du Logement", gegeven op 20 januari 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de consolidatie van de rentevoeten van de door de "Société régionale wallonne du Logement" toegekende leningen nadelen met zich meebrengt;

Overwegende dat de gezinnen die voor deze leningen in aanmerking zijn gekomen onverwijld op de hoogte moeten worden gebracht van de nieuwe rentevoetvoorwaarden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de "Société régionale wallonne du Logement" hypothécaire leningen toestaat, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 28 september 1995, 18 januari 1996, 14 maart 1996, 12 december 1996 en 20 februari 1997, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« de gezamenlijke belastbare inkomsten van de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft. Die belastbare inkomsten hebben betrekking op het voorlaatste jaar voorafgaand aan de datum van de eerste afneming van de lening. »

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. De aanvrager, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft dienen de maatschappij alle bewijsstukken over te leggen zodat ze het bedrag van hun inkomsten en bijgevolg de toe te passen rentevoet op die basis kan vaststellen. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1994.

Art. 4. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

F. 97 — 1372

[C - 97/27352]

19 JUNI 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 portant approbation du règlement des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 et du 14 mars 1996

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 2, § 3, et l'article 4, modifié par le décret du 29 octobre 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 28 septembre 1995, 18 janvier 1996, 14 mars 1996, 12 décembre 1996 et 20 février 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 portant approbation du règlement des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 et du 14 mars 1996;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 20 janvier 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant les inconvénients de la consolidation des taux des prêts accordés par la Société régionale wallonne du Logement;

Considérant que les ménages ayant bénéficiés de ces prêts doivent être informés sans délai des nouvelles conditions de taux;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 portant approbation du règlement des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 et du 14 mars 1996, le point 2.5.3. est remplacé par la disposition suivante :

« 2.5.3. Détermination et contrôle des revenus.

Pour que la société puisse estimer leur capacité de remboursement et le montant de leurs revenus annuels, le demandeur, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ou la personne avec laquelle il sollicite le prêt, doivent lui fournir tous les documents probants, attestant de leurs revenus, dont notamment l'avertissement-extrait de rôle.

Les demandeurs bénéficiant de traitements, salaires ou émoluments exempts d'impôts nationaux doivent produire une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires ou émoluments perçus, de façon à permettre l'estimation de leurs revenus annuels.

La société peut refuser l'octroi d'un prêt au cas où la capacité de remboursement n'est pas établie. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1994.

Art. 3. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON
Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 97 — 1372

[C - 97/27352]

19. JUNI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 zur Genehmigung der Regelung der durch die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie) gewährten Hypothekendarlehen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996 und vom 14. März 1996 abgeänderten Fassung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement", insbesondere des Artikels 2 § 3, und des durch das Dekret vom 29. Oktober 1992 abgeänderten Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 1994 zur Festlegung der Gewährungsbedingungen der durch die "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Hypothekendarlehen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 28. September 1995, vom 18. Januar 1996, vom 14. März 1996, vom 12. Dezember 1996 und vom 20. Februar 1997 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 zur Genehmigung der Regelung der durch die "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Hypothekendarlehen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996 und vom 14. März 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 20. Januar 1997 abgegebenen Gutachtens der "Société régionale wallonne du Logement";

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Nachteile der Konsolidierung der Zinssätze der von der "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Darlehen;

In der Erwägung, daß die Haushalte, denen diese Darlehen bewilligt worden sind, unverzüglich über die neuen Bedingungen betreffend die Zinssätze informiert werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

Artikel 1 - In der Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 zur Genehmigung der Regelung der durch die "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Hypothekendarlehen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996 und vom 14. März 1996 abgeänderten Fassung, wird der Punkt 2.5.3. durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« 2.5.3. Bestimmung und Überprüfung des Einkommens.

Damit die Gesellschaft die Rückzahlungsfähigkeit und den Betrag des jährlichen Einkommens des Antragstellers, seines mit ihm lebenden Ehepartners oder der Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt bzw. der Person, mit der er das Darlehen beantragt, schätzen kann, müssen diese Personen ihr alle Beweisstücke zur Bestätigung ihres Einkommens, insbesondere die Steuerbescheid-Heberolle, übermitteln.

Die Antragsteller, die auf nationaler Ebene steuerfreie Gehälter, Löhne oder Nebeneinkünfte beziehen, müssen eine Bescheinigung des Lohnschuldners beibringen, in der all diese bezogenen Gehälter, Löhne bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, damit auf dieser Basis der Betrag ihres jährlichen Einkommens geschätzt werden kann.

Die Gesellschaft darf die Gewährung eines Darlehens verweigern, wenn die Rückzahlungsfähigkeit nicht feststeht. »

Art. 2 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Juni 1994 wirksam.

Art. 3 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juni 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON
Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 97 — 1372

[C - 97/27352]

19 JUNI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 tot goedkeuring van de regeling van de door de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) toegekende hypothecaire leningen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 januari 1996 en 14 maart 1996

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de "Société régionale wallonne du Logement", inzonderheid op artikel 2, § 3, en artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 29 oktober 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de "Société régionale wallonne du Logement" hypothecaire leningen toestaat, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 28 september 1995, 18 januari 1996, 14 maart 1996, 12 december 1996 en 20 februari 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 tot goedkeuring van de regeling van de door de "Société régionale wallonne du Logement" toegekende hypothecaire leningen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 januari 1996 en 14 maart 1996;

Gelet op het advies van de "Société régionale wallonne du Logement", gegeven op 20 januari 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de consolidatie van de rentevoeten van de door de "Société régionale wallonne du Logement" toegekende leningen nadelen met zich meebrengt;

Overwegende dat de gezinnen die voor deze leningen in aanmerking zijn gekomen, onverwijld op de hoogte moeten worden gebracht van de nieuwe rentevoetvoorwaarden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 tot goedkeuring van de regeling van de door de "Société régionale wallonne du Logement" toegekende hypothecaire leningen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 januari 1996 en 14 maart 1996, wordt punt 2.5.3. vervangen door de volgende bepaling :

« 2.5.3. Bepaling en controle van de inkomsten.

De aanvrager, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft of de persoon met wie hij de lening aanvraagt, dienen de maatschappij alle bewijsstukken m.b.t. hun inkomsten, o.m. het aanslagbiljet, over te leggen, zodat ze hun terugbetalingsvermogen en het bedrag van hun jaarinkomsten kan schatten.

De aanvragers die wedden, lonen of emolumenten ontvangen die vrij zijn van rijksbelastingen, moeten een attest van de schuldenaar van de inkomsten voorleggen, met vermelding van het totale bedrag van de ontvangen wedden, lonen of emolumenten zodat het bedrag van hun jaarinkomsten op die basis kan worden geschat.

De maatschappij kan de toekenning van een lening weigeren indien het terugbetalingsvermogen niet aangetoond is. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1994.

Art. 3. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[S - C - 97/21098]

13 MARS 1997. — Arrêté ministériel portant composition du Comité scientifique du Centre d'Etudes et de Documentation "Guerre et Sociétés contemporaines" (CEGES)

Le Ministre de la Politique scientifique,

Vu l'arrêté royal n° 504 du 31 décembre 1986 créant les établissements scientifiques de l'Etat qui relèvent des deux Ministres de l'Education nationale, ou du (des) Ministre(s) désigné(s) par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres en tant que service de l'Etat à gestion séparée;

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[S - C - 97/21098]

13 MAART 1997. — Ministerieel besluit tot samenstelling van het Wetenschappelijk Comité van het "Studie- en Documentatiecentrum Oorlog en Hedendaagse Maatschappij" (SOMA)

De Minister van Wetenschapsbeleid,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 504 van 31 december 1986 tot oprichting van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, die ressorteren onder beide Ministers van Onderwijs of onder de Minister(s) aangewezen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, als Staatsdiensten met afzonderlijk beheer;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1965, relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 31 mars 1987 relatif au groupement des établissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministre qui a les Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles dans ses attributions et aux modalités de leur organisation en tant que services de l'Etat à gestion séparée, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 11 décembre 1987 et 9 décembre 1994;

Vu l'arrêté ministériel du 10 janvier 1997, portant transformation du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale, en Centre d'Etudes et de Documentation "Guerre et Sociétés contemporaines", notamment l'article 6,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Comité scientifique du Centre d'Etudes et de Documentation "Guerre et Sociétés contemporaines" (CEGES) est composé de seize membres qui sont désignés en qualité de représentants des différentes catégories pour un mandat de quatre ans, comme suit :

- a) — M. José Gotovitch, Directeur;
 - b) — Mme Chantal Kesteloot, assistante;
 - M. Rudi Van Doorslaer, Chef de travaux;
 - c) — M. Francis Balace, chargé de cours à l'Université de Liège;
 - M. Herman Balthazar, professeur à l'Université Gent;
 - Mme Ginette Kurgan, professeur à l'Université libre de Bruxelles;
 - M. Jacques Lory, professeur aux Facultés universitaires Saint-Louis;
 - M. Jean Stengers, professeur émérite de l'Université libre de Bruxelles;
 - M. Mark Van Den Wijngaert, professeur à la "Katholieke Universiteit Brussel";
 - M. Louis Vos, professeur à la "Katholieke Universiteit Leuven";
 - Mme Els Witte, professeur à la "Vrije Universiteit Brussel";
 - d) — M. Luc De Vos, professeur à l'Ecole royale militaire;
 - e) — M. Ernest Persoons, Archiviste général des Archives générales du Royaume;
 - M. Pierre Cockshaw, Conservateur en Chef de la Bibliothèque royale.
 - f) — M. P. Muls, Président national de la Fédération nationale des combattants de Belgique;
 - M. Vincent Janssens, Président de l'Union des Services de Renseignements et d'Action de Liège.
- Art. 2.** Les suppléants pour les membres des catégories c), d) et f) mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté, sont respectivement :
- c) — M. Philippe Raxhon, chercheur qualifié FNRS à l'Université de Liège;
 - M. Bruno De Wever, chargé de cours à l'Université Gent;
 - Mme Eliane Gubin, chargée de cours, à l'Université libre de Bruxelles;
 - Mme Micheline Libon, chef de travaux à l'Université Catholique de Louvain;
 - M. Serge Jaumain, chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles;
 - M. Eric Defoort, professeur à la "Katholieke Universiteit Brussel";
 - M. Emmanuel Gerard, professeur à la "Katholieke Universiteit Leuven";
 - Mme Machteld De Metsenaere, chargé de cours à la "Vrije Universiteit Brussel";
 - d) — M. Etienne Rooms, maître de conférences à l'Ecole royale militaire;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 maart 1987 betreffende de groepering van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden behoren en hun nadere organisatie als Staatsdiensten met afzonderlijk beheer, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 december 1987 en 9 december 1994;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 januari 1997 tot omvorming van het Navorsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog, in "Studie- en Documentatiecentrum Oorlog en Hedendaagse Maatschappij", inzonderheid op artikel 6.

Besluit :

Artikel 1. Het Wetenschappelijk Comité van het "Studie- en Documentatiecentrum Oorlog en Hedendaagse Maatschappij" (SOMA) bestaat uit zestien leden die als vertegenwoordigers van de verschillende categorieën voor een mandaat van vier jaar zijn aangeduid, zoals hierna volgt :

- a) — de heer José Gotovitch, Directeur;
 - b) — Mevr. Chantal Kesteloot, assistent;
 - de heer Rudi Van Doorslaer, Werkleider;
 - c) — de heer Francis Balace, docent bij de "Université de Liège";
 - de heer Herman Balthazar, professor aan de Universiteit Gent;
 - Mevr. Ginette Kurgan, professor aan de "Université libre de Bruxelles";
 - de heer Jacques Lory, professor aan de "Facultés universitaires Saint-Louis";
 - de heer Jean Stengers, professor emeritus van de "Université libre de Bruxelles";
 - de heer Mark Van Den Wijngaert, professor aan de Katholieke Universiteit Brussel;
 - de heer Louis Vos, professor aan de Katholieke Universiteit Leuven;
 - Mevr. Els Witte, professor aan de Vrije Universiteit Brussel;
 - d) — de heer Luc De Vos, professor aan de Koninklijke Militaire School;
 - e) — de heer Ernest Persoons, Algemeen Rijksarchivaris van het Algemeen Rijksarchief;
 - de heer Pierre Cockshaw, Hoofdconservator van de Koninklijke Bibliotheek.
 - f) — de heer P. Muls, Nationaal Voorzitter van de Nationale Strijdersbond van België;
 - de heer Vincent Janssens, Voorzitter van "Union des Services de Renseignements et d'Action de Liège".
- Art. 2.** De plaatsvervangers voor de leden van de categorieën c), d) en f) vermeld in artikel 1 van onderhavig besluit zijn respectievelijk :
- c) — de heer Philippe Raxhon, vorser NFWO, bij de "Université de Liège";
 - de heer Bruno De Wever, docent bij de Universiteit Gent;
 - Mevr. Eliane Gubin, docent bij de "Université libre de Bruxelles";
 - Mevr. Micheline Libon, werkleider bij de "Université Catholique de Louvain";
 - de heer Serge Jaumain, docent bij de "Université libre de Bruxelles";
 - de heer Eric Defoort, professor aan de Katholieke Universiteit Brussel;
 - de heer Emmanuel Gerard, professor aan de Katholieke Universiteit Leuven;
 - Mevr. Machteld De Metsenaere, docent bij de Vrije Universiteit Brussel;
 - d) — de heer Etienne Rooms, lector aan de Koninklijke Militaire School;

f) — M. François Decoster, Président national adjoint de la Confédération nationale des prisonniers politiques et ayants droit de Belgique;

— M. Henry Hoven, Président national de la Fédération nationale des Anciens Prisonniers de guerre.

Art. 3. Le mandat des membres du Comité scientifique prend cours le 1^{er} mars 1997.

Art. 4. Les dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours s'appliquent aux membres du Comité scientifique.

Bruxelles, le 13 mars 1997.

Y. YLIEFF

f) — de heer François Decoster, Adjunct Nationaal Voorzitter van de Nationale Confederatie der politieke gevangenen en rechthebbenden van België;

— de heer Henry Hoven, Nationaal voorzitter van het Nationaal Verbond der Oud-Krijgsgevangenen.

Art. 3. Het mandaat van de leden van het Wetenschappelijk Comité neemt een aanvang op 1 maart 1997.

Art. 4. De bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten zijn van toepassing op de leden van het Wetenschappelijk Comité.

Brussel, 13 maart 1997.

Y. YLIEFF

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[S - C - 11232]

20 MAI 1997. — Arrêté royal relatif à l'octroi de la qualité d'officier de police judiciaire à certains membres du personnel du service Radio-Télévision Redevances auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques, économiques,

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision,

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures relatives au transfert de certains agents de Belgacom à l'autorité fédérale en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne,

Considérant que certains membres du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, service Radio-Télévision Redevances, doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, pouvoir rechercher et déterminer les infractions à ces lois et aux autres arrêtés pris en exécution de celles-ci.

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre, et Ministre de l'Economie et des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La qualité d'officier de police judiciaire est octroyée à Mmes et à MM. :

1. Van Snick, François, Adviseur (N)
2. Matthijs, Herman, Adviseur (N)
3. Keyaerts, Roger, Adviseur (N)
4. Sauvage, Henri, Conseiller (F)
5. Debaets, Eddy, Adviseur (N)
6. Lefort, Jean, Conseiller (F)
7. Devlamijnck, Rémi, chef de section (F)
8. Waegeman, Freddy, sectiechef (N)
9. De Smet, Robert, sectiechef (N)
10. De Wit, Hugo, sectiechef (N)
11. Dhondt, Eric, sectiechef (N)
12. Peetermans, Gilbert, sectiechef (N)
13. Rogiers, Georges, sectiechef (N)
14. Adam, Arthur, chef de section (F)
15. Collard, Léon, chef de section (F)
16. Pirmez, Henri, chef de section (F)
17. Vleeshouwers, Martin, sectiechef (N)
18. Pevenage, Herman, sectiechef (N)
19. Bodart, Jean Claude, chef de section (F)

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[S - C - 11232]

20 MEI 1997. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie aan sommige personeelsleden van de Dienst Kijk- en Luistergeld bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven,

Gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het Kijk- en Luistergeld,

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen betreffende de overdracht van sommige personeelsleden van Belgacom aan de federale overheid met toepassing van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 betreffende het realiseren van de budgettaire voorwaarden van de deelname van België aan de Europese Economische- en Monetaire Unie,

Overwegende dat sommige personeelsleden van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, Dienst Kijk- en Luistergeld, in de uitoefening van hun ambt de overtredingen van de wettelijke bepalingen en van de ervan genomen besluiten moeten kunnen opsporen en vaststellen.

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister, en Minister van Economie en Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie wordt verleend aan de dames en de heren :

1. Van Snick, François, Adviseur (N)
2. Matthijs, Herman, Adviseur (N)
3. Keyaerts, Roger, Adviseur (N)
4. Sauvage, Henri, Conseiller (F)
5. Debaets, Eddy, Adviseur (N)
6. Lefort, Jean, Conseiller (F)
7. Devlamijnck, Rémi, chef de section (F)
8. Waegeman, Freddy, sectiechef (N)
9. De Smet, Robert, sectiechef (N)
10. De Wit, Hugo, sectiechef (N)
11. Dhondt, Eric, sectiechef (N)
12. Peetermans, Gilbert, sectiechef (N)
13. Rogiers, Georges, sectiechef (N)
14. Adam, Arthur, chef de section (F)
15. Collard, Léon, chef de section (F)
16. Pirmez, Henri, chef de section (F)
17. Vleeshouwers, Martin, sectiechef (N)
18. Pevenage, Herman, sectiechef (N)
19. Bodart, Jean Claude, chef de section (F)

20. Leclercq, Christian, chef de section (F)
 21. Eeckhaut, Daniel, correspondant (N)
 22. Mannaert, Luc, correspondant (N)
 23. Vanden Bussche, Rudy, correspondant (N)
 24. Baudine, Marthe, correspondant (F)
 25. Rochez, Marc, correspondant (F)
 26. Lambiet, Christian, correspondant (D) (Offizier der Gerichtspolizei)
 27. Druart, Marie-Thérèse, correspondant (F).

Ils sont chargés de rechercher les infractions à la loi du 13 juillet 1987 relatives aux redevances radio et télévision.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1997.

Art. 3. Notre Ministre des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
 et Ministre de l'Economie et des Télécommunications,
 E. DI RUPO

20. Leclercq, Christian, chef de section (F)
 21. Eeckhaut, Daniel, correspondant (N)
 22. Mannaert, Luc, correspondant (N)
 23. Vanden Bussche, Rudy, correspondant (N)
 24. Baudine, Marthe, correspondant (F)
 25. Rochez, Marc, correspondant (F)
 26. Lambiet, Christian, correspondant (D) (Offizier der Gerichtspolizei)
 27. Druart, Marie-Thérèse, correspondant (F).

Zij worden belast met het opsporen van de overtredingen van de wet van 13 juli 1987 betreffende het Kijk- en Luistergeld.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1997.

Art. 3. Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
 en Minister van Economie en Telecommunicatie,
 E. DI RUPO

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9577]

Administration des Services généraux. — Affaires générales. — Examens linguistiques pour docteurs et licenciés en droit. — Jury. — Nomination d'un président suppléant

Par arrêté royal du 25 juin 1997, Mme Y. Jeanmart, conseiller à la Cour de cassation, est nommée président suppléant du jury chargé de procéder aux examens sur la connaissance de la langue française pour docteurs et licenciés en droit, visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 5 décembre 1974.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9577]

Bestuur Algemene Diensten. — Algemene Zaken. — Taalexamens voor doctors en licentiaten in de rechten. — Examencommissie. — Benoeming van een plaatsvervangend voorzitter

Bij koninklijk besluit van 25 juni 1997 wordt Mevr. Y. Jeanmart, raadsheer in het Hof van Cassatie, benoemd tot plaatsvervangend voorzitter van de commissie belast met het afnemen van de examens over de kennis van het Frans voor doctors en licentiaten in de rechten, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 december 1974.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[S - C - 97/16145]

22 MAI 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1996 portant renouvellement du Conseil d'administration du Bureau d'intervention et de restitution belge

ALBERT II, Roi des Belges,
 A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 novembre 1967 portant création du Bureau d'intervention et de restitution belge, coordonnée par l'arrêté royal du 3 février 1995, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 11 mars 1996 portant renouvellement du Conseil d'administration du Bureau d'intervention et de restitution belge;

Considérant que la composition du Conseil d'administration du Bureau d'intervention et de restitution belge doit être adaptée à la suite de la démission de certains membres et que la composition doit tenir compte de la description des tâches de cet organisme, prévue par les articles 2 et 3 de la loi coordonnée portant création du Bureau d'intervention et de restitution belge,

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[S - C - 97/16145]

22 MEI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1996 tot hernieuwing van de Raad van bestuur van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau

ALBERT II, Koning der Belgen,
 Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 november 1967 houdende oprichting van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 3 februari 1995, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 1996 tot hernieuwing van de Raad van bestuur van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau,

Overwegende dat de samenstelling van de Raad van bestuur van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau moet aangepast worden ten gevolge van het ontslag van sommige leden en dat de samenstelling dient rekening te houden met de taakomschrijving van deze instelling, bepaald bij de artikelen 2 en 3 van de gecoördineerde wet tot oprichting van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Démission honorable de leur fonction de membre du Conseil d'administration du Bureau d'intervention et de restitution belge est accordée à MM. :

- C. Moris, à Kessel-Lo;
- P. Verhaeghe, à Bruges;
- M. De Moor, à Lovenjoel;
- F. Antoine, à Forest.

Art. 2. Sont nommés membre du Conseil d'administration du Bureau d'intervention et de restitution belge MM. et Mme :

- M. Rosiers à Louvain, en remplacement de M. C. Moris,
- C. Moris à Kessel-Lo, en remplacement de M. P. Verhaeghe;
- J. Vanwezer à Herten, en remplacement de M.M. De Moor;
- F. Sente-Motte, en remplacement de M. F. Antoine.

Art. 3. Les nouveaux membres achèvent les mandats des membres qu'ils remplacent.

Art. 4. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Eervol ontslag uit hun functie van lid van de Raad van bestuur van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau wordt verleend aan de heren :

- C. Moris, te Kessel-Lo;
- P. Verhaeghe, te Brugge;
- M. De Moor, te Lovenjoel;
- F. Antoine, te Vorst.

Art. 2. Worden benoemd tot lid van de Raad van bestuur van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau de heren en Mevr. :

- M. Rosiers, te Leuven, in vervanging van de heer C. Moris;
- C. Moris, te Kessel-Lo, in vervanging van de heer P. Verhaeghe;
- J. Vanwezer, te Herten, in vervanging van de heer M. De Moor;
- F. Sente-Motte, te Orp-Jauche, in vervanging van de heer F. Antoine.

Art. 3. De nieuwe leden beëindigen het mandaat van de leden die zij vervangen.

Art. 4. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

[97/16146]

22 MAI 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 18 mars 1996 portant désignation des membres du Comité permanent du Bureau d'intervention et de restitution belge

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 10 novembre 1967 portant création du Bureau d'intervention et de restitution belge, coordonnée par l'arrêté royal du 3 février 1995, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 11 mars 1996 portant renouvellement du Conseil d'administration du Bureau d'intervention et de restitution belge, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1996 portant désignation des membres du Comité permanent du Bureau d'intervention et de restitution belge;

Considérant que la composition du Comité permanent du Bureau d'intervention et de restitution belge doit être adaptée à la suite de la démission d'un membre et que la composition doit tenir compte de la description des tâches de cet organisme, prévue par les articles 2 et 3 de la loi coordonnée portant création du Bureau d'intervention et de restitution belge,

Arrête :

Article 1^{er}. Démission honorable de sa fonction de membre du Comité permanent du Bureau d'intervention et de restitution belge est accordée à M. C. Moris, à Kessel-Lo.

Art. 2. Est désigné en qualité de membre du Comité permanent du Bureau d'intervention et de restitution belge, M. M. Rosiers, à Louvain, en remplacement de M. C. Moris.

Art. 3. Le nouveau membre du Comité permanent achève le mandat du membre qu'il remplace.

Bruxelles, le 22 mai 1997.

K. PINXTEN

[97/16146]

22 MEI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 18 maart 1996 tot aanwijzing van de leden van het Bestendig comité van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Gelet op de wet van 10 november 1967 houdende oprichting van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 3 februari 1995, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 1996 tot hernieuwing van de Raad van Bestuur van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1997;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 maart 1996 tot aanwijzing van de leden van het Bestendig comité van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau;

Overwegende dat de samenstelling van het Bestendig comité van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau moet aangepast worden ingevolge het ontslag van een lid en dat de samenstelling dient rekening te houden met de taakomschrijving van deze instelling, bepaald bij de artikelen 2 en 3 van de gecoördineerde wet tot oprichting van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau,

Besluit :

Artikel 1. Eervol ontslag uit zijn functie van lid van het Bestendig comité van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau wordt verleend aan de heer C. Moris, te Kessel-Lo.

Art. 2. Wordt aangewezen tot lid van het Bestendig comité van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau, de heer M. Rosiers, te Leuven, in vervanging van de heer C. Moris.

Art. 3. Het nieuw lid van het Bestendig comité beëindigt het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Brussel, 22 mei 1997.

K. PINXTEN

MINISTERE DES FINANCES

[97/3279]

Administration des contributions directes
Nominations

Par arrêté royal du 7 août 1995, les fonctionnaires désignés au tableau ci-dessous sont nommés au grade et à la date mentionnés dans les colonnes 4 et 6 dudit tableau.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[97/3279]

Administratie der directe belastingen
Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 7 augustus 1995 zijn de in onderstaande tabel vermelde ambtenaren benoemd tot de graad en op de datum vermeld in kolommen 4 en 6 van die tabel.

Nom et initiales des prénoms — Naam en beginletters der voornamen	Situation actuelle — Huidige toestand		Situation nouvelle — Nieuwe toestand		Date de nomination — Datum van benoeming
	Grade — Graad	Résidence — Standplaats	Grade — Graad	Résidence — Standplaats	
1	2	3	4	5	6
Brems, E.A.	Ontvanger A Reveur A	Antwerpen 14 Anvers 14	Comptabiliteits- inspecteur Inspecteur de comp- tabilité	Juridische cel Borger- hout Cellule juridique de Borgerhout	1.11.1994
Mestdagh, F.R.H.	Ontvanger A Reveur A	Kortrijk 1 Courtrai 1	Comptabiliteits- inspecteur Inspecteur de comp- tabilité	Leuven Louvain	1.11.1994

Administration des douanes et accises

[97/3262]

Nominations et mutations

Par arrêté royal du 4 août 1996, M. Decraene, Albert, M., directeur adjoint, est nommé directeur régional à Bruxelles, à partir du 1^{er} juillet 1996.

Par arrêté royal du 17 décembre 1996, M. Wouters, Jozef, J.A., directeur adjoint, est nommé directeur régional aux Services de contrôle et d'organisation, à partir du 1^{er} août 1996.

Par arrêté royal du 20 décembre 1996, Mme Meurice, Viviane, Y.A., inspecteur, est nommée directeur adjoint à Tournai, à partir du 1^{er} juin 1996.

Par arrêté royal du 6 janvier 1997, M. Van Herreweghe, Edouard, P., contrôleur en chef, est nommé inspecteur à Bruxelles DE, à partir du 1^{er} octobre 1996.

Par arrêté royal du 14 janvier 1997, M. Goorman, Roger, A., inspecteur, est nommé directeur adjoint à Gand, à partir du 1^{er} décembre 1995.

Administratie der douane en accijnzen

[97/3262]

Benoemingen en mutaties

Bij koninklijk besluit van 4 augustus 1996 wordt de heer Decraene, Albert M., adjunct-directeur, met ingang van 1 juli 1996, benoemd tot gewestelijk directeur te Brussel.

Bij koninklijk besluit van 17 december 1996 wordt de heer Wouters, Jozef J.A., adjunct-directeur met ingang van 1 augustus 1996, benoemd tot gewestelijk directeur bij de diensten van algemene controle en organisatie.

Bij koninklijk besluit van 20 december 1996 wordt Mevr. Meurice Viviane, Y.A., inspecteur, met ingang van 1 juni 1996, benoemd tot adjunct-directeur te Doornik.

Bij koninklijk besluit van 6 januari 1997 wordt de heer Van Herreweghe, Edouard, P., hoofdcontroleur, met ingang van 1 oktober 1996, benoemd tot inspecteur te Brussel DE.

Bij koninklijk besluit van 14 januari 1997 wordt de heer Goorman, Roger, A., inspecteur, met ingang van 1 december 1995, benoemd tot adjunct-directeur te Gent.

Par arrêté royal du 14 janvier 1997, M. Verbeken, Josse, P.M., contrôleur, est nommé contrôleur en chef à Bruxelles (Centre de formation professionnelle), à partir du 1^{er} septembre 1996 et MM. De Baets, Jaky et Lindeman, Marcel, L., vérificateurs principaux, sont nommés contrôleur en chef à Anvers (Centre de formation professionnelle), respectivement à partir du 1^{er} septembre 1996 et du 1^{er} octobre 1996.

Par arrêté royal du 14 janvier 1997, M. Van De Velde-Poelman, Luc, E.M., vérificateur principal, est nommé contrôleur adjoint à l'administration des douanes et accises, à partir du 1^{er} septembre 1996.

Par arrêté du directeur général du 3 février 1997, M. Van Look, Julien, A.A., inspecteur, est muté d'Anvers D.A. à Anvers Recherche (Huiles minérales) D.A. à partir du 1^{er} novembre 1996.

Par arrêté royal du 18 février 1997, M. Breeur, Ferdinand, J.L.J., inspecteur, est nommé directeur adjoint à Bruxelles, à partir du 1^{er} décembre 1993.

Par arrêté royal du 28 février 1997, M. Van Handenhoven, Gaston, P.O.J.L., contrôleur en chef, est nommé inspecteur à Mons (Recherches) D.A., à partir du 1^{er} novembre 1996.

Bij koninklijk besluit van 14 januari 1997 wordt de heer Verbeken, Josse, P.M., controleur, met ingang van 1 september 1996, benoemd tot hoofdcontroleur te Brussel (Beroepsopleiding) en worden de heren De Baets, Jaky en Lindeman, Marcel, L., eerstaanwezende verificateurs, respectievelijk met ingang van 1 september 1996 en 1 oktober 1996, benoemd tot hoofdcontroleur te Antwerpen (Beroepsopleiding).

Bij koninklijk besluit van 14 januari 1997 wordt de heer Van De Velde-Poelman, Luc, E.M., eerstaanwezend verificateur, met ingang van 1 september 1996, benoemd tot adjunct-controleur bij de administratie der douane en accijnzen.

Bij besluit van de directeur-generaal van 3 februari 1997 wordt de heer Van Look, Julien, A.A., inspecteur, met ingang van 1 november 1996, gemuteerd van Antwerpen D.A. naar Antwerpen Opsporing (Minerale Oliën) D.A.

Bij koninklijk besluit van 18 februari 1997 wordt de heer Breeur, Ferdinand, J.L.J., inspecteur, met ingang van 1 december 1993, benoemd tot adjunct-directeur te Brussel.

Bij koninklijk besluit van 28 februari 1997 wordt de heer Van Handenhoven, Gaston, P.O.J.L., hoofdcontroleur, met ingang van 1 november 1996, benoemd tot inspecteur te Bergen (Opsporingen) D.A.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[S - C - 97/22351]

**Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité
Comité de gestion. — Démissions. — Nominations**

Par arrêté royal du 18 avril 1997, qui entre en vigueur le jour de la présente publication :

- démission honorable de leur mandat de membre du Comité de gestion de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité est accordée, à leur demande, à MM. Jos Spilstijns et Jef Maes.

M. Nico Schepers est nommé en qualité de membre du Comité de gestion de la Caisse auxiliaire susdite, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de M. J. Spilstijns, dont il achèvera le mandat.

M. Daniel, Van Daele est nommé en qualité de membre du Comité de gestion de la Caisse auxiliaire susdite, au titre de représentant des organisations représentatives des travailleurs en remplacement de M. J. Maes, dont il achèvera le mandat.

[S - C - 97/22352]

Par arrêté royal du 18 avril 1997, qui entre en vigueur le jour de la présente publication :

- démission honorable de son mandat de membre du Comité de gestion de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité est accordée, à sa demande, à M. Van De Velde, Pierre.

- M. Leonard, Raymond, est nommé en qualité de membre du Comité de gestion de la Caisse auxiliaire susdite, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de M. Van De Velde, P., dont il achèvera le mandat.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[S - C - 97/22351]

**Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering
Beheerscomité. — Ontslagverleningen. — Benoemingen**

Bij koninklijk besluit van 18 april 1997, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking :

- wordt, op hun verzoek, eervol ontslag uit hun mandaat van lid van het Beheerscomité van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering verleend aan de heren Jos Spilstijns en Jef Maes.

- wordt de heer Nico Schepers benoemd tot lid van het Beheerscomité van voornoemde Hulpkas, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van de heer J. Spilstijns, wiens mandaat hij zal voleindigen.

- wordt de heer Daniel Van Daele benoemd tot lid van het Beheerscomité van voornoemde Hulpkas, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties, ter vervanging van de heer J. Maes, wiens mandaat hij zal voleindigen.

[S - C - 97/22352]

Bij koninklijk besluit van 18 april 1997, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking :

- wordt, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn mandaat van lid van het Beheerscomité van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan de heer Van De Velde, Pierre.

- wordt de heer Leonard, Raymond, benoemd tot lid van het Beheerscomité van voornoemde Hulpkas, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van de heer Van De Velde, P., wiens mandaat hij zal voleindigen.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[97/35518]

**Sociaal Economische Raad van Vlaanderen
Vervanging van leden van de Sectoriële Commissie Hout en Bouw**

Bij besluit van de Vlaamse minister van Economie, KMO, Landbouw en Media van 26 maart 1997 wordt aan de heer Roland Spiessens eervol ontslag verleend als plaatsvervangend lid van de Sectoriële Commissie Hout en Bouw van de SERV.

De heer Walter Verplancke wordt benoemd als plaatsvervangend lid van deze commissie. Hij wordt benoemd voor de resterende termijn van het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 18 maart 1997.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Economie, KMO, Landbouw en Media van 6 mei 1997 wordt aan de heer Hugo Vander Elst eervol ontslag verleend als effectief lid van de Sectoriële Commissie Hout en Bouw.

De heer Herman Vanderhaegen wordt benoemd als effectief lid van de Sectoriële Commissie Hout en Bouw.

Het vervangende lid wordt benoemd voor de resterende termijn van het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 24 april 1997.

[97/35635]

Dienst voor de Scheepvaart. — Ontslag van de Commissaris van de Vlaamse regering

Bij besluit van de Vlaamse regering van 15 april 1997 wordt ingevolge zijn verzoek aan de heer Filip Martens eervol ontslag verleend als commissaris van de Vlaamse regering bij de dienst voor de Scheepvaart.

Dit besluit treedt in werking op 1 april 1997.

[S - C - 97/35578]

Vlaamse Milieumaatschappij. — Oppensioenstellingen

Bij besluit van de administrateur-generaal d.d. 4 april 1997 wordt de heer Alfons De Bondt, speciaal assistent met standplaats Aartselaar met ingang van 1 juni 1997 gepensioneerd als statutair personeelslid van de Vlaamse Milieumaatschappij.

Bij besluit van de administrateur-generaal d.d. 4 april 1997 wordt de heer Gerard Snauwaert, speciaal hoofdassistent met standplaats Oostende met ingang van 1 juli 1997 gepensioneerd als statutair personeelslid van de Vlaamse Milieumaatschappij.

Bij besluit van de administrateur-generaal d.d. 4 april 1997 wordt de heer Roland Baert, hoofdmedewerker met standplaats Gent met ingang van 1 juli 1997 gepensioneerd als statutair personeelslid van de Vlaamse Milieumaatschappij.

[S - C - 97/35577]

Vlaamse Milieumaatschappij. — Benoemingen in stage

Bij besluit van de administrateur-generaal d.d. 21 april 1997 wordt Mevr. Ann Pletinckx met ingang van 1 april 1997 toegelaten tot de stage in de graad van deskundige met standplaats Gent.

Bij besluit van de administrateur-generaal d.d. 21 april 1997 wordt de heer Stefaan De Lille met ingang van 1 april 1997 toegelaten tot de stage in de graad van deskundige met standplaats Antwerpen.

[97/35621]

Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening. — Machtigingen tot aankoop van onroerende goederen

AARSCHOT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Huisvesting van 28 april 1997 wordt de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening gemachtigd over te gaan tot de onteigening ten algemene nutte van de hierna vermelde onroerende goederen bestemd voor de uitvoering van drinkwatervoorzieningswerken :

Kadastrale aanduiding			Oppervlakte der inneming	
Gemeente	Sectie	Nummer	Volle eigendom	Ondergrond
Aarschot (1e afdeling)	B	300	1 ha 39 a 90 ca	

De verwerving van de hierboven vermelde goederen mag geschieden overeenkomstig artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978.

LEUVEN (HEVERLEE). — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Huisvesting van 28 april 1997 wordt de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening gemachtigd over te gaan tot de onteigening ten algemene nutte van de hierna vermelde onroerende goederen bestemd voor de uitvoering van drinkwatervoorzieningswerken :

Kadastrale aanduiding			Oppervlakte der inneming	
Gemeente	Sectie	Nummer	Volle eigendom	Ondergrond
Heverlee (12e afdeling)	E	139W6	26 a 87 ca (kadastraal 29 a 47 ca)	

De verwerving van de hierboven vermelde goederen mag geschieden overeenkomstig artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978.

OUD-HEVERLEE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Huisvesting van 28 april 1997 wordt de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening gemachtigd over te gaan tot de onteigening ten algemene nutte van de hierna vermelde onroerende goederen bestemd voor de uitvoering van drinkwatervoorzieningswerken :

Kadastrale aanduiding			Oppervlakte der inneming	
Gemeente	Sectie	Nummer	Volle eigendom	Ondergrond
Oud-Heverlee (5e afdeling)	B	432a	15 a 43 ca	

De verwerving van de hierboven vermelde goederen mag geschieden overeenkomstig artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978.

ROTSELAAR. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Huisvesting van 28 april 1997 wordt de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening gemachtigd over te gaan tot de onteigening ten algemene nutte van de hierna vermelde onroerende goederen bestemd voor de uitvoering van drinkwatervoorzieningswerken :

Kadastrale aanduiding			Oppervlakte der inneming	
Gemeente	Sectie	Nummer	Volle eigendom	Ondergrond
Rotselaar	D	512h	91 a 75 ca	79 ca 50 dma
Rotselaar	E	36c		4 ca 90 dma
Bilzen	G	288a 277a		
Sint-Niklaas	A	80A		15 ca
Rotselaar	D	507p2		1 a 32 ca
Rotselaar	E	53z2		1 a
Rotselaar	E	44		1 a 32 ca
Rotselaar	E	36e2		1 a 40 ca
Nieuwerkerken	B	231E		10 a 78 ca 21 dm

De verwerving van de hierboven vermelde goederen mag geschieden overeenkomstig artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978.

[97/35521]

**Departement Algemene Zaken en Financiën
Personeel. — Eervol ontslag. — Pensioen**

Bij besluit van de secretaris-generaal van 24 mei 1996 wordt aan de heer André Verkeyn met ingang van 1 mei 1997 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van directeur-ingenieur.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd met ingang van deze datum zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

[97/35633]

Delegatie van beslissingsbevoegdheden aan ambtenaren van de administratie Overheidsopdrachten, Gebouwen en Gesubsidieerde infrastructuur die hun medewerking verlenen inzake de uitvoering van het decreet van 20 maart 1991 tot oprichting van het Investeringsfonds, inzonderheid artikel 3, § 1

Een besluit van de Vlaamse minister van Brusselse Aangelegenheden en Gelijke-Kansenbeleid van 17 januari 1997 bepaalt dat aan de gemachtigde ambtenaar van de afdeling Gesubsidieerde Infrastructuur van de administratie Overheidsopdrachten, Gebouwen en Gesubsidieerde Infrastructuur delegatie verleend wordt om de betalingen uit te voeren op zicht van de vorderingsstaten toegestuurd door de Vlaamse Gemeenschapscommissie en om deze laatste hiervan op de hoogte te stellen.

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

[S - C - 97/35552]

Welzijnszorg

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 24 maart 1997 wordt bepaald :

Het rusthuis "Kempenerf", Kwademeer 10 te 2480 Dessel uitgebaat door de V.Z.W. "Kempens Woonerf 60+", Bergbeemden 48, te 2300 Turnhout wordt erkend met ingang van 15 april 1997 tot 1 mei 2002 onder nr. PE 1991 voor maximaal 60 woongelegenheden waarvan 15 voor demente bejaarden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 24 maart 1997 wordt bepaald :

In toepassing van artikel 18 van de decreten inzake voorzieningen voor bejaarden gecoördineerd op 18 december 1991 wordt de capaciteitsuitbreiding met 51 woongelegenheden van het rusthuis "Residentie Apfelbaum-Laub", Marialei 2-8, te 2018 Antwerpen, uitgebaat door de V.Z.W. "Centraal Beheer van Joodse Weldadigheid en Maatschappelijk Hulpbetoon", Jacob Jacobsstraat 2, te 2018 Antwerpen, voorlopig erkend onder nummer PE 1438 voor de duur van 1 jaar met ingang van 1 maart 1997. De maximale opnamecapaciteit van het rusthuis bedraagt 128 woongelegenheden waarvan minstens 24 voor demente bejaarden.

Een afwijking op erkenningsnorm 3.2.2., vervat in de bijlage B bij het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 1985, wordt toegestaan voor de duur van de verbouwingwerken.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 24 maart 1997 wordt bepaald :

Het dienstencentrum "Hof van Crequi", Nieuwstraat 105, te 2840 Rumst, uitgebaat door het O.C.M.W. van 2840 Rumst, wordt erkend onder nummer CE 2013 voor van periode van 5 jaar met ingang van 1 januari 1996.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 24 maart 1997 wordt bepaald :

Het rusthuis "Prinsenhof", Helhoekweg 18, te 2310 Rijkevorsel, beheerd door het O.C.M.W. van 2310 Rijkevorsel, wordt erkend onder nummer CE 1950 met ingang van 1 april 1997 tot 1 april 1999 voor maximaal 35 woongelegenheden waarvan 15 bestemd voor demente bejaarden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 23 april 1997 wordt bepaald :

Aan het O.C.M.W. van 9000 Gent wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het inrichten en ingebruiknemen van een bestaand gebouw te Gent (Sint-Amandsberg), voorheen RVT-Heiveld met een capaciteit van 108 ziekenhuis RVT-bedden, als rusthuis met 108 wooneenheden.

Aan het O.C.M.W. van 9000 Gent wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een rusthuis met 108 wooneenheden te Gent (Sint-Amandsberg) ter vervanging van voornoemd rusthuis.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 6 mei 1997 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw "Natuurrust", Stationsstraat 86, te 9420 Erpe-Mere (Burst), beheerd door de B.V.B.A. "Natuurrust", zelfde adres, wordt voorlopig erkend onder nummer PE 2019 voor de duur van één jaar met ingang van 1 oktober 1994, voor maximaal 15 wooneenheden (1e fase).

Het serviceflatgebouw "Natuurrust" wordt erkend met ingang van 1 oktober 1995 tot 1 oktober 1997, onder nr. PE 2019, voor maximaal 15 wooneenheden (1e fase).

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 6 mei 1997 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1387 van het rusthuis "Residentie Gerardushoeve", Iers-Kruisstraat 83, te 3770 Riemst (Vlijtingen), beheerd door de N.V. "Gerardushoeve", zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 september 1996 tot 1 september 1998 voor maximaal 9 wooneenheden.

De capaciteitsuitbreiding van voornoemd rusthuis wordt voorlopig erkend onder hetzelfde nummer PE 1387, voor de duur van één jaar met ingang van 1 augustus 1996, voor maximaal 11 wooneenheden, zodat de maximale huisvestingscapaciteit van het rusthuis 20 wooneenheden zal bedragen.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 6 mei 1997 wordt bepaald :

Aan de V.Z.W. "Rustoord Sint-Jozef", Bruulstraat 17 te 9450 Haaltert wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het gedeeltelijk herconditioneren van het rusthuis "Sint-Jozef", zelfde adres. Na deze herconditionering blijft de capaciteit behouden op 60 wooneenheden.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 6 mei 1997 wordt bepaald :

Aan de B.V.B.A. "Natuurrust", Stationsstraat 86 te 9420 Erpe-Mere (Burst) wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 25 wooneenheden te Erpe-Mere (Burst).

Het ministerieel besluit d.d. 23 juli 1993 waarbij aan Mevr. Van Bockstaele Dina de voorafgaande vergunning verleend werd voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 25 wooneenheden, wordt opgeheven.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 6 mei 1997 wordt bepaald :

Aan Dr. Cooreman G., Moorselbaan 164 te 9300 Aalst, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het inrichten van een bestaand gebouw als rusthuis met 75 wooneenheden waarvan 64 wooneenheden bestemd voor demente bejaarden te 9300 Aalst.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 12 mei 1997 wordt bepaald :

Aan de heer E. Stefels, Hardelingenstraat 5, te 3730 Hoeselt, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een rusthuis met 40 woonegelegenheden, waarvan 2 woonegelegenheden voor demente bejaarden, te Lanaken.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 mei 1997 wordt bepaald :

De eerste fase van het serviceflatgebouw "Service 'Residentie Rietdijk", Bolwerkstraat 7, te 1800 Vilvoorde, uitgebaat door de V.Z.W. "Gerzovil", d'Aubreméstraat 30, te 1800 Vilvoorde, wordt erkend met ingang van 1 april 1997 tot 1 april 2002, onder nr. PE 1986, voor maximaal 8 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 mei 1997 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw "Boomgaert", Karreveld 21, te 1840 Londerzeel, uitgebaat door de B.V.B.A. "Thuisverpleging Tierens Myriam", Zandvat 6, te 1840 Londerzeel, wordt erkend met ingang van 1 september 1997 tot 1 september 2002, onder nr. PE 2004, voor maximaal 8 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 mei 1997 wordt bepaald :

Aan de V.Z.W. "Zusters Kindsheid Jesu te Zomergem", Nederpolder 1, te 9000 Gent wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een dagverzorgingscentrum met 15 verblijfseenheden.

Het ministerieel besluit van 5 februari 1993 waarbij aan voornoemde V.Z.W. de voorafgaande vergunning verleend werd voor de oprichting van een dagverzorgingscentrum met 8 verblijfseenheden wordt opgeheven.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 mei 1997 wordt bepaald :

Aan de N.V. "Domein Castelmolen", Halsesteenweg 27, te 9402 Ninove (Meerbeke), wordt de voorafgaande vergunning verleend voor de capaciteitsuitbreiding met 32 woonegelegenheden bestemd voor demente bejaarden van het rusthuis "O.L. Vrouw met de Rozen", zelfde adres. De maximale opnamecapaciteit van het rusthuis bedraagt 65 woonegelegenheden waarvan 32 woonegelegenheden bestemd voor demente bejaarden.

De voorafgaande vergunning d.d. 12 juni 1995, verleend aan mevrouw De Geest Marleen, Halsesteenweg 27, te Ninove (Meerbeke), wordt opgeheven.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 mei 1997 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 29 april 1992 aan de B.V.B.A. "Anemoon", Schipstraat 33 te 2870 Puurs voor het bouwen van het rusthuis "Essendries", Essendries 2A, te 2870 Puurs, wordt verlengd voor 5 van de 8 resterende woonegelegenheden met een periode van 3 jaar met ingang van 29 april 1997. De uiteindelijke totale capaciteit van het rusthuis "Essendries" zal hierdoor 16 woonegelegenheden bedragen.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 mei 1997 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1692 van het rusthuis "O.L.-Vrouw met de Rozen", Halsesteenweg 27, te 9402 Ninove (Meerbeke), blijft behouden na overname van het beheer door de N.V. "Domein Castelmolen", zelfde adres, tot 1 maart 2001 voor maximaal 33 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 mei 1997 wordt bepaald :

Het serviceflatgebouw "Scheldezicht", Wegvoeringstraat 57, te 9230 Wetteren, uitgebaat door het O.C.M.W. van 9230 Wetteren, wordt erkend met ingang van 1 juli 1997 tot 1 juli 2002 onder nr. CE 1992 voor maximaal 92 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 mei 1997 wordt bepaald :

Het rusthuis "Sint-Vincentius", Ten Bosse 150, te 9800 Deinze, uitgebaat door de V.Z.W. "Bejaardenzorg Zusters Sint-Vincentius", zelfde adres, wordt erkend met ingang van 1 april 1997 tot 1 april 2002 onder nr. PE 751 voor maximaal 90 woongelegenheden waarvan 30 woongelegenheden bestemd voor demente bejaarden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 15 mei 1997 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 25 september 1991 aan de V.Z.W. "Zusters Kindsheid Jesu te Assenede", Nederpolder 1 te 9000 Gent, voor de capaciteitsuitbreiding van het rusthuis "Sint-Jozef" te Assenede, wordt verlengd met een periode van 3 jaar met ingang van 25 september 1996 voor 27 woongelegenheden bestemd voor demente bejaarden.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanners binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 15 mei 1997 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 26 maart 1991 aan de V.Z.W. "Avondvrede", Kalkstraat 48 te 9100 Sint-Niklaas, voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 30 wooneenheden te Sint-Niklaas, wordt verlengd met een periode van 3 jaar met ingang van 26 maart 1996.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Directeur-generaal van de Administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 16 mei 1997 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1718 van het rusthuis "Home Eksterveld", Putsesteenweg 271 te 2820 Bonheiden, uitgebaat door de B.V.B.A. "Home Eksterveld", zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 januari 1996 tot 1 januari 1999 voor maximaal 26 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de Administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 16 mei 1997 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1737 van het rusthuis "Residentie Avondrust", Rateaulaan 24A, te 2812 Muisen (Mechelen), beheerd door de G.C.V. "Deswert en De Smedt", zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 april 1997 tot 1 april 2002 voor maximaal 16 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de zestig dagen na kennisgeving van deze beslissing.

[C - 97/35500]

Vaststelling van de gemiddelde boek-, tijdschrift-, A.V.M.- en dagbladprijs voor het jaar 1998

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 24 maart 1997 wordt voor de berekening van de verplichte minimum jaarlijkse besteding voor de collecties van de plaatselijke en centrale openbare bibliotheken, begrotingsjaar 1998, de gemiddelde prijs respectievelijk vastgesteld op :

— volwassenen : — fiction boek.....	700 fr.
— non-fiction boek.....	850 fr.
— jeugd : — fiction boek.....	400 fr.
— non-fiction boek.....	500 fr.
— naslagwerk.....	2 100 fr.
— tijdschrift.....	2 300 fr.
— regionale collectie COB.....	1 080 fr.

— compact disc.....	775 fr.
— videocassette.....	1 500 fr.
— dagblad.....	7 700 fr.
— CD-ROM courant uitleenbaar (geen referentiewerken)	2 000 fr.
— CD-I.....	2 045 fr.

[97/35546]

Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw
Besluiten betreffende de provincies, steden en gemeenten

PROVINCIE LIMBURG. — Bij besluit van 24 maart 1997 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting werd aan de provincie Limburg toestemming verleend tot gebruik van 1 706 050 frank trekkingsrechten uit het Investeringsfonds voor de herinrichting van de toegang en de parkeerruimte van het Provinciaal Gezondheidscentrum.

PROVINCIE LIMBURG. — Bij besluit van 8 april 1997 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting wordt de eerste reeks wijzigingen aan de provinciebegroting van Limburg voor het jaar 1997, zoals ze door de provincieraad in vergadering van 19 februari 1997 werd vastgesteld, goedgekeurd.

AARTSELAAR. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 25 maart 1997 wordt vernietigd het besluit van 23 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Aartselaar het gewijzigd administratief statuut van het politiepersoneel vaststelt.

ANTWERPEN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 16 april 1997 wordt het gemeenteraadsbesluit van Antwerpen van 24 februari 1997 houdende vaststelling van een eerste reeks wijzigingen aan de begroting voor 1997, goedgekeurd.

BEERSE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 7 maart 1997 is goedkeuring onthouden aan het besluit van 30 december 1996, waarbij de gemeenteraad van Beerse de formatie van het gemeentepersoneel vaststelt.

BERLAAR. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 5 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 28 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Berlaar de formatie van het politiepersoneel uitbreidt.

BILZEN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 25 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 13 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Bilzen onder meer de nieuwe formaties van het gemeente- en politiepersoneel vaststelt.

BLANKENBERGE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 26 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 28 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Blankenberge de overgangsformatie van het meester-, vak- en dienstpersoneel wijzigt.

BOOM. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 4 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 5 december 1996, waarbij de gemeenteraad van Boom de personeelsformatie van het gemeentepersoneel vaststelt.

BRUGGE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 4 maart 1997 werd goedkeuring verleend aan het besluit van 17 december 1996, waarbij de gemeenteraad van Brugge de formatie van het politiepersoneel wijzigt.

DEINZE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 12 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 23 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Deinze beslist heeft om de formatie van het politiepersoneel tijdelijk met één betrekking van aspirant-politieagent voor de periode van 1 juni 1997 tot en met 31 oktober 1997 te overschrijden.

HALEN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 14 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 3 februari 1997, waarbij de gemeenteraad van Halen de formatie van het personeel van het stedelijk politiekorps vaststelt.

HOUTHALEN-HELCHTEREN. — Bij besluit van 16 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Ruimtelijke Ordening en Binnenlandse Aangelegenheden werd de gemeente Houthalen-Helchteren ertoe gemachtigd over te gaan tot de gerechtelijke onteigening van 2 percelen grond. De onteigening gebeurt met het oog op de aanleg van een collector. De in te nemen percelen zijn kadastraal bekend 1e afdeling, sectie A, met nummers 458b en 469c, met een totale oppervlakte van 4 a 7 ca.

Hetzelfde besluit verklaart dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bepaald bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 op deze onteigening mag worden toegepast.

KAPELLEN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 5 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 20 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Kapellen de formatie van het politiepersoneel wijzigt.

KORTEMARK. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 4 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 17 december 1996, waarbij de gemeenteraad van Kortemark de personeelsformatie wijzigt.

LINT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 12 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 27 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Lint onder meer de statutaire formatie van het gemeentepersoneel vaststelt, in toepassing van het sectoraal akkoord van 18 juni 1993.

MAASEIK. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 4 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 16 december 1996, waarbij de gemeenteraad van Maaseik de formatie van het collectieverzorgend en onderhouds- en schoonmaakpersoneel van de plaatselijke openbare bibliotheek wijzigt.

OPGLABBEEK. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 21 maart 1997 is goedkeuring onthouden aan het besluit van 16 december 1996, waarbij de gemeenteraad van Opplabbeek de formatie van het gemeentepersoneel vaststelt, in toepassing van het sectoraal akkoord van 18 juni 1993.

RIJKEVORSEL. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 11 maart 1997 is goedkeuring verleend aan de besluiten van 30 december 1996, waarbij de gemeenteraad van Rijkevorsel de personeelsformatie van het gemeentepersoneel en het politiepersoneel vaststelt.

STEENOKKERZEEL. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 5 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 23 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Steenokkerzeel de formatie van het gemeentepersoneel wijzigt.

TERNAT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 28 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 24 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Ternat de formatie van het gemeentepersoneel vaststelt.

TERVUREN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 4 maart 1997 is goedgekeurd, het besluit van 30 december 1996, waarbij de gemeenteraad van Tervuren de nieuwe personeelsformatie vaststelt.

WICHELEN. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 26 maart 1997 is goedkeuring onthouden aan het besluit van 6 februari 1997, waarbij de gemeenteraad van Wichelen beslist tot een tijdelijke overschrijding van de formatie van het politiepersoneel.

ZEDELGEM. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 25 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 30 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Zedelgem de nieuwe formatie van het politiepersoneel vaststelt.

ZELZATE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 25 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 5 februari 1997, waarbij de gemeenteraad van Zelzate de personeelsformatie voor het politiepersoneel wijzigt.

ZONNEBEKE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 25 maart 1997 is goedkeuring verleend aan het besluit van 30 januari 1997, waarbij de gemeenteraad van Zonnebeke de statutaire formatie van het gemeentepersoneel vaststelt, in toepassing van het sectoraal akkoord van 18 juni 1993.

[97/35650]

Departement Leefmilieu en Infrastructuur
Personeel. — Oppensioenstellingen

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 7 oktober 1996 wordt aan de heer André Janssens, met ingang van 1 mei 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van directeur-ingenieur.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd met ingang van deze datum zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 20 december 1996 wordt aan de heer Koenraad De Clerck, met ingang van 1 juni 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van loods.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd met ingang van deze datum zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 24 oktober 1996 wordt aan de heer Paul Knapen, met ingang van 1 juni 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van adjunct van de directeur.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd met ingang van deze datum zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

[S - C - 97/35581]

Privé-natuurreservaten

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verleent aan het privé-natuurreservaat "Kastanjebos", met een oppervlakte van 22,3954 ha gelegen te Herent (Vlaams-Brabant), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf de datum van het besluit.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verleent aan het privé-natuurreservaat "Overbroek-Egoeven", met een oppervlakte van 36,0505 ha gelegen te St.-Truiden/Heers (Limburg), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf de datum van het besluit.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verleent aan de uitbreiding van het privé-natuurreservaat "De Scheldebroeken", met een oppervlakte van 0,4832 ha gelegen te Zele/Berlare (Oost-Vlaanderen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning loopt tot 23 december 2004, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 1,2598 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verleent aan het privé-natuurreservaat "Dombergheide", met een oppervlakte van 5,9663 ha gelegen te Turnhout (Antwerpen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf de datum van het besluit.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verleent aan het privé-natuurreservaat "De Scheldeschorren aan de Notelaar", met een oppervlakte van 20,6595 ha gelegen te Bornem (Antwerpen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf de datum van het besluit.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verleent aan de uitbreiding van het privé-natuurreservaat "Schansbeemden", met een oppervlakte van 21,0845 ha gelegen te Heusden-Zolder (Limburg), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning loopt tot 9 mei 2004, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 45,0663 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verlengt, overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de erkenning van het privé-natuurreservaat "Het Zomerklokje", met een oppervlakte van 1,6120 ha gelegen te Ranst (Antwerpen). Deze erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf 17 november 1996.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verleent aan de uitbreiding van het privé-natuurreservaat "Het Kijkverdriet", met een oppervlakte van 5,5006 ha gelegen te Ravels (Antwerpen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning loopt tot 20 mei 1998, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 9,4789 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verlengt, overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de erkenning van het privé-natuurreservaat "De Rietsnijderij", met een oppervlakte van 0,9230 ha gelegen te Waasmunster (Oost-Vlaanderen). Deze erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf 17 november 1996.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verlengt, overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de erkenning van het privé-natuurreservaat "De Doode Bemde", met een oppervlakte van 26,1019 ha, gelegen te OudHeverlee/Huldenberg (Vlaams-Brabant). Tevens wordt het uitgebreid met een oppervlakte van 44,4482 ha. Deze erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf 21 september 1995, zodat de totale erkende oppervlakte 70,5501 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verlengt, overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de erkenning van het privé-natuurreservaat "De Tikkebroeken", met een oppervlakte van 20,9762 ha, gelegen te Kasterlee (Antwerpen). Tevens wordt het uitgebreid met een oppervlakte van 5,9231 ha. Deze erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf 26 maart 1996, zodat de totale erkende oppervlakte 26,8993 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 8 november 1996 verleent aan de uitbreiding van het privé-natuurreservaat "De Maten", met een oppervlakte van 29,5407 ha gelegen te Genk/Diepenbeek (Limburg), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning loopt tot 24 december 2002, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 200,4079 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 18 november 1996 verleent aan de uitbreiding van het privé-natuurreservaat "Het Hageven", met een oppervlakte van 108,0596 ha gelegen te Neerpelt (Limburg), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning loopt tot 28 maart 2004, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 168,9456 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 13 december 1996 verleent aan het privé-natuurreservaat "De Markvallei", met een oppervlakte van 5,7457 ha gelegen te Galmaarden/Geraardsbergen (Vlaams-Brabant), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf de datum van het besluit.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verleent aan de uitbreiding van het privé-natuurreservaat "Oude Stadswallen", met een oppervlakte van 22,5895 ha gelegen te Damme (West-Vlaanderen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning loopt tot 1 september 1998, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 26,6635 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verleent aan het privé-natuurreservaat "Schulensbroek", met een oppervlakte van 32,1512 ha gelegen te Herk-de-Stad/Lummen/Halen (Limburg), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf de datum van het besluit.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verleent aan het privé-natuurreservaat "Vallei van de Molenbeek te Kalfort", met een oppervlakte van 1,0255 ha gelegen te Puurs (Antwerpen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf de datum van het besluit.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verleent aan de uitbreiding van het privé-natuurreservaat "Gust Claesheide", met een oppervlakte van 20,4030 ha gelegen te Heusden-Zolder (Limburg), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning loopt tot 3 september 2005, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 21,6700 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verlengt, overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de erkenning van het privé-natuurreservaat "De Vlassenbroekse Schorren", met een oppervlakte van 5,0121 ha gelegen te Dendermonde (Oost-Vlaanderen). Deze erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf 17 november 1996.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verlengt, overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de erkenning van het privé-natuurreservaat "De Vallei van de Zwarte Beek", met een oppervlakte van 159,1801 ha, gelegen te Beringen (Limburg). Tevens wordt het uitgebreid met een oppervlakte van 222,6762 ha. Deze erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf 21 november 1995, zodat de totale erkende oppervlakte 381,8563 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verlengt, overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de erkenning van het privé-natuurreservaat "De Steenbeemden", met een oppervlakte van 17,8140 ha gelegen te Nijlen (Antwerpen). Deze erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf 17 november 1996.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verlengt, overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de erkenning van het privé-natuurreservaat "Het Groot Schoor", met een oppervlakte van 8,2488 ha gelegen te Grembergen/Dendermonde (Oost-Vlaanderen). Deze erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf 31 december 1996.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verlengt, overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de erkenning van het privé-natuurreservaat "De Potpolder-Mechels Broek", met een oppervlakte van 66,7791 ha, gelegen te Mechelen/Bonheiden (Antwerpen). Tevens wordt het uitgebreid met een oppervlakte van 14,1332 ha. Deze erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf 31 december 1996, zodat de totale erkende oppervlakte 80,9123 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verleent aan de uitbreiding van het privé-natuurreservaat "Orchis", met een oppervlakte van 1,1375 ha gelegen te Bornem (Antwerpen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning loopt tot 20 mei 1998, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 1,5775 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verleent aan de uitbreiding van het privé-natuurreservaat "Sint-Amandsschoor", met een oppervlakte van 1,8030 ha gelegen te Hamme (Oost-Vlaanderen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning loopt tot 17 december 2000, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 5,1550 ha bedraagt.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verleent aan het privé-natuurreservaat "Mombeekvallei", met een oppervlakte van 9,2210 ha gelegen te Alken/Hasselt (Limburg), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf de datum van het besluit.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verleent aan het privé-natuurreservaat "De Eenbes", met een oppervlakte van 1,8970 ha gelegen te Eksaarde (Lokeren) (Oost-Vlaanderen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf de datum van het besluit.

Een ministerieel besluit van 17 december 1996 verleent aan het privé-natuurreservaat "Bois Joly", met een oppervlakte van 13,3200 ha gelegen te Ronse (Oost-Vlaanderen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikelen 18 en 19 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar vanaf de datum van het besluit.

[97/35642]

Gemeentewapen

KEERBERGEN. — Bij ministerieel besluit van 8 april 1997 wordt het gemeenteraadsbesluit bekrachtigd van 31 augustus 1992 van de gemeente Keerbergen tot vaststelling van het gemeentewapen waarvan de beschrijving luidt : « In zilver drie palen van keel. Het schild geplaatst voor een Sint-Michiël, met opgeheven zwaard van goud, die een duivel van sabel neervelt. »

[97/35543]

Gemeentelijke bouwverordeningen

BLANKENBERGE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening van 18 maart 1997, is goedgekeurd de beslissing van 8 oktober 1996 van de gemeenteraad van Blankeberge, houdende goedkeuring van de bouwverordening betreffende de vaststelling van de zone met bouwstop in de periode van 1 juli tot en met 31 augustus.

DENDERLEEUV. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening van 14 maart 1997, is goedgekeurd de beslissing van 26 maart 1996 van de gemeenteraad van Denderleeuw, houdende goedkeuring van de bouwverordening betreffende het aanleggen, vernieuwen, verbreden of herstellen van de trottoirs en de aansluiting op de riolering, mits uitsluiting van de laatste twee zinnen van het artikel 3.

NINOVE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening van 14 maart 1997, is goedgekeurd de beslissing van 23 mei 1996 van de gemeenteraad van Ninove, houdende goedkeuring van de bouwverordening betreffende het plaatsen van afsluitingen langs buurt- en gemeentewegen.

SCHILDE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening van 14 maart 1997, is goedgekeurd de beslissing van 19 december 1996 van de gemeenteraad van Schilde, houdende goedkeuring van de bouwverordening betreffende schotelantennes, mits uitsluiting van de tekst « Behoudend het eigenlijke aanvraagformulier... » tot « aangebracht of geplaatst » van artikel 3 van de verordening.

WERVIK. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening van 18 maart 1997, is goedgekeurd de beslissing van 24 september 1996 van de gemeenteraad van Wervik, houdende goedkeuring van de bouwverordening betreffende de beplantingen.

**Ruimtelijke ordening. — Onteigeningsplan. — Economische expansie
(toepassing van de wet van 30 december 1970)**

Bij besluit van 25 maart 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- is goedgekeurd het bijgaande onteigeningsplan, « Reme », waarop de te onteigenen percelen gelegen op het grondgebied van de gemeenten Olen en Westerlo zijn aangeduid, opgemaakt in toepassing van de wet van 30 december 1970 (artikel 30) betreffende de economische expansie;
- is verklaard dat het algemeen nut de onteigening vordert van de percelen, aangegeven op het onteigeningsplan;
- is aan de Intercommunale Ontwikkelingsmaatschappij voor de Kempen (I.O.K.), met maatschappelijke zetel te Geel, machtiging tot onteigenen verleend;
- is bepaald dat de onteigende gronden pas ontwikkeld kunnen worden na goedkeuring van een bijzonder plan van aanleg.

Bij besluit van 27 februari 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- is goedgekeurd het bijgaande onteigeningsplan « Frac I », voor gronden te Turnhout, opgemaakt in toepassing van de wet van 30 december 1970 (artikel 30) betreffende de economische expansie;
- is verklaard dat het algemeen nut de onteigening vordert van de percelen, aangegeven op het onteigeningsplan;
- is aan de Intercommunale Ontwikkelingsmaatschappij voor de Kempen (I.O.K.), met maatschappelijke zetel te Geel, machtiging tot onteigenen verleend;
- is bepaald dat de onteigende gronden pas ontwikkeld kunnen worden na goedkeuring van een plan van aanleg.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 97/27346]

Protection du patrimoine

HASTIERE. — Conformément aux dispositions des articles 351 à 359 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, un arrêté ministériel du 17 avril 1997 classe comme monument les jardins du XVIII^e siècle - y compris les 33 orangers en bac âgés de 300 ans - du château de Freyr à Waulsort, ainsi que la source des Rochettes.

MORLANWELZ. — Conformément aux dispositions des articles 351 à 359 et 361 et 362 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, un arrêté ministériel du 14 février 1996 classe comme monument la crèche et la tour de l'orphelinat sis sur le plateau Warocqué à Morlanwelz.

[C - 97/27347]

Aménagement du territoire

HOTTON. — Conformément aux dispositions de l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, un arrêté ministériel du 3 juin 1997 approuve la modification de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Hotton telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 13 février 1997 du conseil communal de Hotton.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Hotton.

MONS. — Un arrêté ministériel du 4 juin 1997 décide qu'il y a lieu d'approuver le plan particulier d'aménagement n° 10, dit « Bois brûlé » de la ville de Mons, moyennant l'adaptation du projet à la remarque suivante : au point 6b des prescriptions urbanistiques particulières relatif à la zone d'emprise dans la zone forestière, au deuxième alinéa, il y a lieu de remplacer les termes « à l'exception de » par « à condition que ».

RENDEUX. — Conformément aux dispositions de l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, un arrêté ministériel du 27 mai 1997 approuve la modification de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Rendeux telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 28 février 1997 du conseil communal de Rendeux.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Rendeux.

AVIS OFFICIELS

SITUATION GLOBALE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 28 FEVRIER 1997 (1) publiée par la Banque Nationale de Belgique conformément aux dispositions des articles 45, 71 et 80, § 1, 4° de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit

	(en millions de francs)	
ACTIF		
TRESORERIE ET CREANCES INTERBANCAIRES		10 405 401
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	42 093	
Créances sur les établissements de crédit	10 363 308	
A vue	1 141 425	
Autres créances	9 221 883	
CREANCES SUR LA CLIENTELE		9 112 422
Crédits accordés à l'origine par les établissements	8 928 843	
Effets de commerce	105 106	
Acceptations propres	36 876	
Créances résultant de location-financement et créances similaires	37 620	
Prêts à taux de chargement forfaitaire	359 176	
Prêts hypothécaires	1 649 839	
Prêts à terme	5 428 014	
Avances en comptes courants	832 729	
Autres crédits	479 483	
Autres débiteurs	183 579	
VALEURS MOBILIERES ET AUTRES TITRES NEGOCIABLES (2)		8 105 221
Effets publics	1 190 271	
Admissibles au refinancement auprès de banques centrales	1 094 214	
Autres	96 057	
Autres titres négociables à court terme	153 673	
Fonds publics	5 168 466	
Autres emprunts à long terme représentés par des titres	1 463 216	
Actions et parts de sociétés	77 771	
Autres valeurs mobilières	51 824	
IMMOBILISATIONS		479 324
Immobilisations financières	343 718	
dont (3) :		
Emprunts des administrations publiques	10 171	
Emprunts des autres émetteurs	0	
Participations dans des entreprises liées	287 996	
Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	22 217	
Autres immobilisations financières	21 295	
Actions	17 596	
Créances subordonnées sur des entreprises liées et entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	2 715	
Autres	984	
Immobilisations corporelles	132 177	
Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	3 429	
ACTIONS PROPRES		19
AUTRES ACTIFS		1 203 390
TOTAL ACTIF		29 305 777

OFFICIELE BERICHTEN

ALGEMENE STAAT DER KREDIETINSTELLINGEN PER 28 FEBRUARI 1997 (1) gepubliceerd door de Nationale Bank van België ingevolge artikels 45, 71 en 80, § 1, 4° van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen

	(in miljoenen franken)	
ACTIEF		
THESAURIETEGOEEDEN EN INTERBANKVORDERINGEN		10 405 401
Kas, tegoeden bij centrale banken, postcheque- en girodiensten	42 093	
Vorderingen op kredietinstellingen	10 363 308	
Onmiddellijk opvraagbaar	1 141 425	
Overige vorderingen	9 221 883	
VORDERINGEN OP CLIENTEN		9 112 422
Kredieten bij de oorsprong verleend door de instellingen	8 928 843	
Handelsswissels	105 106	
Eigen accepten	36 876	
Leasing- en soortgelijke vorderingen	37 620	
Leningen met forfaitair lastenpercentage	359 176	
Hypothecaire leningen	1 649 839	
Leningen op termijn	5 428 014	
Voorschotten in rekening-courant	832 729	
Overige kredietvorderingen	479 483	
Overige debiteuren	183 579	
EFFECTEN EN ANDER WAARDEPAPIER (2)		8 105 221
Overheidspapier	1 190 271	
Herfinancierbaar bij centrale banken	1 094 214	
Overige	96 057	
Ander kortlopend waardepapier	153 673	
Overheidsfondsen	5 168 466	
Overige leningen op lange termijn vertegenwoordigd door effecten	1 463 216	
Aandelen en deelbewijzen	77 771	
Overige effecten	51 824	
VASTE ACTIVA		479 324
Financiële vaste activa	343 718	
waarvan (3) :		
Leningen van openbare besturen	10 171	
Leningen van overige emittenten	0	
Deelnemingen in verbonden ondernemingen	287 996	
Deelnemingen in andere ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	22 217	
Andere financiële vaste activa	21 295	
Aandelen	17 596	
Achtergestelde vorderingen op verbonden ondernemingen en ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	2 715	
Overige	984	
Materiële vaste activa	132 177	
Oprichtingskosten en immateriële vaste activa	3 429	
EIGEN AANDELEN		19
OVERIGE ACTIVA		1 203 390
TOTAAL ACTIEF		29 305 777

PASSIF	(in miljoenen franken)	PASSIEF	(en millions de francs)
DETTES INTERBANCAIRES	12 528 408	INTERBANKSCHULDEN	12 528 408
A vue	1 478 591	Onmiddellijk opvraagbaar	1 478 591
Dettes résultant de mobilisations	2 654 476	Mobiliseringsschulden	2 654 476
Autres dettes à terme ou avec préavis	8 395 341	Overige schulden op termijn of met opzegtermijn	8 395 341
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	10 323 939	SCHULDEN TEGENOVER CLIENTEN	10 323 939
Dépôts	9 543 964	Deposito's	9 543 964
Dépôts à vue	1 932 677	Zichtdeposito's	1 932 677
A terme ou avec préavis < 1 mois	1 155 531	Op termijn of met opzegtermijn < 1 maand	1 155 531
A terme ou avec préavis >= 1 mois et <= 1 an	2 052 711	Op termijn of met opzegtermijn >= 1 maand en <= 1 jaar	2 052 711
A terme ou avec préavis > 1 an	787 691	Op termijn of met opzegtermijn > 1 jaar	787 691
Dépôts spéciaux	184 996	Deposito's van bijzondere aard	184 996
Dépôts d'épargne réglementés	3 399 179	Gereguleerde spaardeposito's	3 399 179
Liés à des prêts hypothécaires	31 179	Gekoppeld aan hypothecaire leningen	31 179
Autres créanciers	779 975	Overige crediteuren	779 975
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	3 931 846	IN SCHULDBEWIJZEN BELICHAAMDE SCHULDEN	3 931 846
Certificats de dépôt et dettes similaires	306 012	Depositocertificaten en soortgelijke schulden	306 012
Bons de caisse	3 577 176	Kasbons	3 577 176
Emprunts obligataires	48 658	Obligatieleningen	48 658
REDUCTIONS DE VALEUR, PROVISIONS, FONDS DE PREVOYANCE ET IMPOTS DIFFERES	219 125	WAARDEVERMINDERINGEN, VOORZIENINGEN, VOORZORGS-FONDS EN UITGESTELDE BELASTINGEN	219 125
AUTRES PASSIFS	1 146 934	OVERIGE PASSIVA	1 146 934
DETTES SUBORDONNEES	451 123	ACHTERGESTELDE SCHULDEN	451 123
CAPITAUX PROPRES	704 402	EIGEN VERMOGEN	704 402
dont (3) :		waarvan (3) :	
Capital	315 481	Kapitaal	315 481
Capital souscrit	315 490	Geplaatst kapitaal	315 490
Capital non appelé	9	Niet opgevraagd kapitaal	9
Primes d'émission	78 010	Uitgiftepremies	78 010
Plus-values de réévaluation	2 096	Herwaarderingsmeerwaarden	2 096
Réserves	256 956	Reserves	256 956
Réserve légale	18 129	Wettelijke reserve	18 129
Réserves indisponibles	7 809	Onbeschikbare reserves	7 809
Réserves immunisées	52 401	Belastingvrije reserves	52 401
Réserves disponibles	178 617	Beschikbare reserves	178 617
Bénéfice reporté (+) ou perte reportée (-)	13 305	Overgedragen winst (+) of verlies (-)	13 305
Bénéfice de l'exercice (+) ou perte de l'exercice (-)	22 138	Winst (+) of verlies (-) van het boekjaar	22 138
TOTAL PASSIF	29 305 777	TOTAAL PASSIEF	29 305 777

(1) Communication sur base de la situation sociale pour les établissements de crédit de droit de belge et sur base de la situation territoriale pour les d'établissements de crédit de droit étranger établies en Belgique.

(2) Contient le portefeuille de placement et le portefeuille commercial.

(3) La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union européenne ni pour les succursales assimilées.

(1) Rapportering over de vennootschappelijke positie voor de kredietinstellingen naar Belgisch recht en over de territoriale positie voor de in België gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen naar buitenlands recht.

(2) Bevat de beleggings- en de handelsportefeuille.

(3) De verdeling is niet gekend voor de bijkantoren van kredietinstellingen die onder een andere lidstaat van de Europese Unie ressorteren en evenmin voor de ermee gelijkgestelde bijkantoren.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[97/11221]

BELTEST

Liste des organismes accrédités
clôturée à la date du 22 mai 1997

Durant la période normale d'accréditation soit trois ans l'organisme est soumis à un programme de surveillance intermédiaire. Au terme de la période de validité, un audit de prolongation est exécuté.

Après le n° de certificat, les lettres T et I font référence respectivement à une accréditation en tant que laboratoire d'essais ou organisme de contrôle.

Chaque certificat d'accréditation est accompagné d'une annexe technique mentionnant les essais accrédités. Cette annexe et tout renseignement complémentaire peuvent être obtenus au secrétariat BELTEST, North Gate III, 4e étage, boulevard Emile Jacqmain 154, 1000 Bruxelles, tél. 02/206 46 80.

Accréditation n° 001-T
Alcatel Bell N.V.,
Omgevingstestlaboratorium,
Francis Wellesplein 1,
2018 Antwerpen
tél. 03/240 40 11
fax 03/240 99 99

Accréditation n° 002
Non attribué

Accréditation n° 003-T
SGS Depauw & Stokoe N.V.,
Haven 407,
Polderdijkweg 16,
2030 Antwerpen
tél. 03/545 84 11
fax 03/545 84 19

Accréditation n° 004-T et 004-I
Quality Assistance,
Technoparc de Thudinie 1,
6536 Donstiennes,
tél. 071/53 47 81
fax 071/53 42 16

Accréditation n° 005-T
Agrolab Laboratoire Agro-Alimentaire,
route de Herve 104,
4651 Battice
tél. 087/69 26 35
fax 087/67 43 10

Accréditation n° 006-T
SGS Agrilab N.V.,
Haven 407,
Polderdijkweg 16,
2030 Antwerpen
tél. 03/545 87 75
fax 03/545 87 79

Accréditation n° 007-T
Centrum voor Medische Analyse,
Oud-Strijderslaan 199,
2200 Herentals
tél. 014/22 22 88
fax 014/22 56 08

Accréditation n° 008
Non attribué

Accréditation n° 009-T
Klinisch Labo Dendermonde,
Hoogveld 10,
9200 Dendermonde
tél. 052/22 32 40
fax 052/22 33 04

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[97/11221]

BELTEST

Lijst van geaccrediteerde instellingen
afgesloten op 22 mei 1997

Gedurende de normale termijn van de geldigheid van een accreditatie van drie jaar is de instelling onderworpen aan een tussentijds toezichtsprogramma. Na het verstrijken van deze geldigheidstermijn wordt een verlengingsaudit uitgevoerd.

De letters T en I vermeld na het certificaatnr., verwijzen respectievelijk naar een accreditatie van een beproevingslaboratorium of keuringsinstelling.

Bij elk accreditatiecertificaat hoort een technische bijlage die de geaccrediteerde proeven in detail vermeldt. Die bijlage en bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij het BELTEST secretariaat, North Gate III, 4e verdieping, Emile Jacqmainlaan 154, 1000 Brussel, tel. 02/206 46 80.

Accreditatie nr. 001-T
Alcatel Bell N.V.,
Omgevingstestlaboratorium,
Francis Wellesplein 1,
2018 Antwerpen
tel. 03/240 40 11
fax 03/240 99 99

Accreditatie nr. 002
Niet toegekend

Accreditatie nr. 003-T
SGS Depauw & Stokoe N.V.,
Haven 407,
Polderdijkweg 16,
2030 Antwerpen
tel. 03/545 84 11
fax 03/545 84 19

Accreditatie nr. 004-T et 004-I
Quality Assistance,
Technoparc de Thudinie 1,
6536 Donstiennes,
tel. 071/53 47 81
fax 071/53 42 16

Accreditatie nr. 005-T
Agrolab Laboratoire Agro-Alimentaire,
route de Herve 104,
4651 Battice
tel. 087/69 26 35
fax 087/67 43 10

Accreditatie nr. 006-T
SGS Agrilab N.V.,
Haven 407,
Polderdijkweg 16,
2030 Antwerpen
tel. 03/545 87 75
fax 03/545 87 79

Accreditatie nr. 007-T
Centrum voor Medische Analyse,
Oud-Strijderslaan 199,
2200 Herentals
tel. 014/22 22 88
fax 014/22 56 08

Accreditatie nr. 008
Niet toegekend

Accreditatie nr. 009-T
Klinisch Labo Dendermonde,
Hoogveld 10,
9200 Dendermonde
tel. 052/22 32 40
fax 052/22 33 04

Accréditation n° 010-T
ANPI,
Parc scientifique,
1348 Louvain-La-Neuve
tél. 010/47 52 71
fax 010/47 52 67

Accréditation n° 011-T
GEOS,
Hertenstraat 30,
3831 Wellen (Herten)
tél. 012/74 37 21
fax 012/74 54 05

Accréditation n° 012-T
Ceat-Hygantec N.V.,
Prins Boudewijnlaan 97,
9100 Sint-Niklaas
tél. 03/766 73 04
fax 03/776 12 09

Accréditation n° 013-T
Institut Scientifique du Verre,
boulevard Defontaine 10,
6000 Charleroi
tél. 071/27 29 11
fax 071/33 44 80

Accréditation n° 014-T
Laboraco,
rue du Filleul 22,
1180 Bruxelles
tél. 02/348 06 97
fax 02/343 98 42

Accréditation n° 015-T
Laboratorium Van Vooren,
Industriepark,
Rosteyne 1,
9060 Zelzate
tél. 09/342 81 18
fax 09/342 85 80

Accréditation n° 016-T
Association Royale des Gaziers Belges,
Laboratoire d'essais,
rue de Rhode 125,
1630 Linkebeek
tél. 02/382 07 11
fax 02/380 87 04

Accréditation n° 017-T
Rijksontledingslaboratorium,
(suspension volontaire),
Leuvensesteenweg 17,
3080 Tervuren
tél. 02/767 53 01
fax 02/768 16 41

Accréditation n° 018-T
Studiecentrum Kernenergie,
Dienst Kernfysische Metingen en Beleidsondersteuning,
Boeretang 200,
2400 Mol
tél. 014/33 21 11
fax 014/31 50 21

Accréditation n° 019-T
Dr. L. Willems Instituut v.z.w.,
Universitaire Campus,
Gebouwen A en C,
3590 Diepenbeek
tél. 011/26 92 11
fax 011/26 93 12

Accreditatie nr. 010-T
ANPI,
Parc scientifique,
1348 Louvain-La-Neuve
tel. 010/47 52 71
fax 010/47 52 67

Accreditatie nr. 011-T
GEOS,
Hertenstraat 30,
3831 Wellen (Herten)
tel. 012/74 37 21
fax 012/74 54 05

Accreditatie nr. 012-T
Ceat-Hygantec N.V.,
Prins Boudewijnlaan 97,
9100 Sint-Niklaas
tel. 03/766 73 04
fax 03/776 12 09

Accreditatie nr. 013-T
Institut Scientifique du Verre,
boulevard Defontaine 10,
6000 Charleroi
tel. 071/27 29 11
fax 071/33 44 80

Accreditatie nr. 014-T
Laboraco,
Petekindstraat 22,
1180 Brussel
tel. 02/348 06 97
fax 02/343 98 42

Accreditatie nr. 015-T
Laboratorium Van Vooren,
Industriepark,
Rosteyne 1,
9060 Zelzate
tel. 09/342 81 18
fax 09/342 85 80

Accreditatie nr. 016-T
Koninklijke Vereniging der Belgische Gasvaklieden,
Beproevinglaboratorium,
Rodestraat 125,
1630 Linkebeek
tel. 02/382 07 11
fax 02/380 87 04

Accreditatie nr. 017-T
Rijksontledingslaboratorium,
(opschorting op eigen verzoek),
Leuvensesteenweg 17,
3080 Tervuren
tel. 02/767 53 01
fax 02/768 16 41

Accreditatie nr. 018-T
Studiecentrum Kernenergie,
Dienst Kernfysische Metingen en Beleidsondersteuning,
Boeretang 200,
2400 Mol
tel. 014/33 21 11
fax 014/31 50 21

Accreditatie nr. 019-T
Dr. L. Willems Instituut v.z.w.,
Universitaire Campus,
Gebouwen A en C,
3590 Diepenbeek
tel. 011/26 92 11
fax 011/26 93 12

Accréditation n° 020-T
Laborelec, Laboratoire central d'Electricité,
rue de Rhode 125,
1630 Linkebeek
tél. 02/382 02 11
fax 02/382 02 41

Accréditation n° 021-T
Centre National de Recherches scientifiques
et techniques pour l'Industrie Cimentière,
avenue de la Couronne 321,
1050 Bruxelles
tél. 02/645 52 51
fax 02/645 52 61

Accréditation n° 022-I et 022-T
SGS Van Bree,
SGS House,
Noorderlaan 87,
2030 Antwerpen
tél. 03/545 44 80
fax 03/545 44 89

Accréditation n° 023-T
S.A. Lab. J. Simon,
Vieux Chemin du Poète 10,
1301 Wavre
tél. 010/42 11 11
fax 010/42 11 00

Accréditation n° 024
Non attribué

Accréditation n° 025
Non attribué

Accréditation n° 026-T
Provinciaal Centrum voor Milieuonderzoek,
Krijgslaan 281,
9000 Gent
tél. 09/222 41 61
fax 09/220 79 05

Accréditation n° 027-T
Labo Rigo,
Bosdel 89,
3600 Genk
tél. 089/35 15 00
fax 089/35 16 00

Accréditation n° 028
Non attribué

Accréditation n° 029-T
LISEC — Analytisch Laboratorium,
Studiecentrum voor Ecologie en Bosbouw,
Craenevenne 140,
3600 Genk
tél. 089/36 27 91
fax 089/35 58 05

Accréditation n° 030-T
Algemeen Medisch Laboratorium,
Desguinlei 88, bus 1,
2018 Antwerpen
tél. 03/248 56 50
fax 03/216 06 03

Accréditation n° 031-T
Laboratorium Chemiphar,
Industrieterrein Waggelwater,
Lieven Bauwenstraat 4,
8200 Brugge
tél. 050/31 02 52
fax 050/31 02 54

Accreditatie nr. 020-T
Centraal Laboratorium voor Elektriciteit,
Rodestraat 125,
1630 Linkebeek
tel. 02/382 02 11
fax 02/382 02 41

Accreditatie nr. 021-T
Nationaal Centrum voor Wetenschappelijk
en Technisch Onderzoek der Cimentnijverheid
Kroonlaan 321,
1050 Brussel
tel. 02/645 52 51
fax 02/645 52 61

Accreditatie nr. 022-I et 022-T
SGS Van Bree,
SGS House,
Noorderlaan 87,
2030 Antwerpen
tel. 03/545 44 80
fax 03/545 44 89

Accreditatie nr. 023-T
S.A. Lab. J. Simon,
Vieux Chemin du Poète 10,
1301 Wavre
tel. 010/42 11 11
fax 010/42 11 00

Accreditatie nr. 024
Niet toegekend

Accreditatie nr. 025
Niet toegekend

Accreditatie nr. 026-T
Provinciaal Centrum voor Milieu-onderzoek,
Krijgslaan 281,
9000 Gent
tel. 09/222 41 61
fax 09/220 79 05

Accreditatie nr. 027-T
Labo Rigo,
Bosdel 89,
3600 Genk
tel. 089/35 15 00
fax 089/35 16 00

Accreditatie nr. 028
Niet toegekend

Accreditatie nr. 029-T
LISEC — Analytisch Laboratorium,
Studiecentrum voor Ecologie en Bosbouw,
Craenevenne 140,
3600 Genk
tel. 089/36 27 91
fax 089/35 58 05

Accreditatie nr. 030-T
Algemeen Medisch Laboratorium,
Desguinlei 88, bus 1,
2018 Antwerpen
tel. 03/248 56 50
fax 03/216 06 03

Accreditatie nr. 031-T
Laboratorium Chemiphar,
Industrieterrein Waggelwater,
Lieven Bauwenstraat 4,
8200 Brugge
tel. 050/31 02 52
fax 050/31 02 54

Accréditation n° 032-T et 032-I
AIB-Vinçotte Inter,
Département Essais et Certification Produits,
Section Laboratoires Mécaniques,

Département Environnement et Sécurité,
Section Ecotaxes,
avenue A. Drouart 27-29,
1160 Bruxelles
tél. 02/674 58 53
fax 02/674 59 59

Accréditation n° 033
Non attribué
Accréditation n° 034-T
Cerachim,
Centrale de Recherche, d'Analyse et de Contrôle chimiques,
quai des Otages 3,
7000 Mons
tél. 065/31 22 22
fax 065/36 18 62

Accréditation n° 035-T
Laboratoire Médical du Sud « M.L.S. »,
route de Hannut 40,
5004 Namur-Bouge
tél. 081/21 93 11
fax 081/21 93 33

Accréditation n° 036-T
Scheikundig Centrum Lokeren,
Kazernestraat 95,
9160 Lokeren
tél. 09/348 14 50
fax 09/349 40 96

Accréditation n° 037-T
Laboratoires de Recherches et d'Essais de l'Institut national
Interuniversitaire des Silicates, Sols et Matériaux, I.N.I.S.M.A.,
avenue Gouverneur Cornez 4,
7000 Mons,
(site de Mons et site de Bertrix)
tél. 065/34 80 00
fax 065/34 80 05

Accréditation n° 038-T
Centraal Laboratorium Hasselt,
11e Liniestraat 27,
3500 Hasselt
tél. 011/22 52 88
fax 011/24 32 91

Accréditation n° 039-T
Rijkszuivelstation,
Brusselsesteenweg 370,
9090 Melle
tél. 09/252 18 61
fax 09/252 50 85

Accréditation n° 040-T
Laboratoire régional des Ponts et Chaussées de Nancy Côte de l'Est,
rue de la Grande Haie 71, boîte postale 8,
54510 Tomblaine (France)
tél. + 00 33 83 18 41 41
fax + 00 33 83 18 41 00

Accréditation n° 041-T
B.A.R.C. Bio Analytical Research Corporation,
Industriepark,
Zwijnaarde 7, box 3,
9052 Gent
tél. 09/220 49 81
fax 09/221 85 17

Accreditatie nr. 032-T et 032-I
AIB-Vinçotte Inter,
Département Essais et Certification Produits,
Section Laboratoires Mécaniques,

Département Environnement et Sécurité,
Section Ecotaxes,
A. Drouartlaan 27-29,
1160 Bruxelles
tel. 02/674 58 53
fax 02/674 59 59

Accreditatie nr. 033
Niet toegekend
Accreditatie nr. 034-T
Cerachim,
Centrale de Recherche, d'Analyse et de Contrôle chimiques,
quai des Otages 3,
7000 Mons
tel. 065/31 22 22
fax 065/36 18 62

Accreditatie nr. 035-T
Laboratoire Médical du Sud « M.L.S. »,
route de Hannut 40,
5004 Namur-Bouge
tel. 081/21 93 11
fax 081/21 93 33

Accreditatie nr. 036-T
Scheikundig Centrum Lokeren,
Kazernestraat 95,
9160 Lokeren
tel. 09/348 14 50
fax 09/349 40 96

Accreditatie nr. 037-T
Laboratoires de Recherches et d'Essais de l'Institut National
Interuniversitaire des Silicates, Sols et Matériaux, I.N.I.S.M.A.,
avenue Gouverneur Cornez 4,
7000 Mons,
(site de Mons et site de Bertrix)
tel. 065/34 80 00
fax 065/34 80 05

Accreditatie nr. 038-T
Centraal Laboratorium Hasselt,
11e Liniestraat 27,
3500 Hasselt
tel. 011/22 52 88
fax 011/24 32 91

Accreditatie nr. 039-T
Rijkszuivelstation,
Brusselsesteenweg 370,
9090 Melle
tel. 09/252 18 61
fax 09/252 50 85

Accreditatie nr. 040-T
Laboratoire régional des Ponts et Chaussées de Nancy Côte de l'Est,
rue de la Grande Haie 71, boîte postale 8,
54510 Tomblaine (France)
tel. + 00 33 83 18 41 41
fax + 00 33 83 18 41 00

Accreditatie nr. 041-T
B.A.R.C. Bio Analytical Research Corporation,
Industriepark,
Zwijnaarde 7, box 3,
9052 Gent
tel. 09/220 49 81
fax 09/221 85 17

Accréditation n° 042-T

C.R.I.,
Industriepark,
Zwijnaarde 7,
9052 Gent
tél. 09/221 46 24
fax 09/220 77 48

Accréditation n° 043-T

Laboratorium voor Farmaceutische Technologie,
Universiteit Gent,
Harelbekestraat 72,
9000 Gent
tél. 09/264 80 56
fax 09/222 82 36

Accréditation n° 044-T

Van Sluys & Bayet,
Haven 505,
Kruisschansweg 11,
2040 Antwerpen
tél. 03/544 90 99
fax 03/544 91 00

Accréditation n° 045-T

Belcomlab,
(site de Bruxelles et site d'Ostende),
rue Cardinal Mercier 2,
1000 Bruxelles
tél. 02/540 98 01
fax 02/218 67 74

Accréditation n° 046-T

Provinciaal Instituut voor Hygiëne,
Kronenburgstraat 45,
2000 Antwerpen
tél. 03/259 12 00
fax 03/259 12 01

Accréditation n° 047-T

Hoge Raad voor Diamant v.z.w.,
Departement Certificaten,
Hoveniersstraat 22,
2018 Antwerpen
tél. 03/222 05 11
fax 03/222 06 05

Accréditation n° 048-T

Laboratoire Schneider Belgique (LSB),
Dieweg 3,
1180 Bruxelles
tél. 02/373 77 11
fax 02/375 38 58

Accréditation n° 049-T

Laboratoire du Génie Civil (UCL),
Bâtiment Vinci,
place du Levant 1,
1348 Louvain-La-Neuve
tél. 010/47 21 12
fax 010/47 21 13

Accréditation n° 050-I

AIB-Vinçotte,
Ligne de Produits Lifting,
avenue A. Drouart 29,
1160 Bruxelles
tél. 02/674 57 11
fax 02/674 59 59

Accréditation n° 051-T

LCA,
Laboratoire de Contrôle et d'Analyse S.A.,
avenue Jean Jaurès 46,
1030 Bruxelles
tél. 02/215 04 01
fax 02/216 01 53

Accreditatie nr. 042-T

C.R.I.,
Industriepark,
Zwijnaarde 7,
9052 Gent
tel. 09/221 46 24
fax 09/220 77 48

Accreditatie nr. 043-T

Laboratorium voor Farmaceutische Technologie,
Universiteit Gent,
Harelbekestraat 72,
9000 Gent
tel. 09/264 80 56
fax 09/222 82 36

Accreditatie nr. 044-T

Van Sluys & Bayet,
Haven 505,
Kruisschansweg 11,
2040 Antwerpen
tel. 03/544 90 99
fax 03/544 91 00

Accreditatie nr. 045-T

Belcomlab,
(zetel te Brussel en zetel te Oostende),
Kardinaal Mercierstraat 2,
1000 Brussel
tel. 02/540 98 01
fax 02/218 67 74

Accreditatie nr. 046-T

Provinciaal Instituut voor Hygiëne,
Kronenburgstraat 45,
2000 Antwerpen
tel. 03/259 12 00
fax 03/259 12 01

Accreditatie nr. 047-T

Hoge Raad voor Diamant v.z.w.,
Departement Certificaten,
Hoveniersstraat 22,
2018 Antwerpen
tel. 03/222 05 11
fax 03/222 06 05

Accreditatie nr. 048-T

Laboratoire Schneider Belgique (LSB),
Dieweg 3,
1180 Brussel
tel. 02/373 77 11
fax 02/375 38 58

Accreditatie nr. 049-T

Laboratoire du Génie Civil (UCL),
Bâtiment Vinci,
place du Levant 1,
1348 Louvain-La-Neuve
tel. 010/47 21 12
fax 010/47 21 13

Accreditatie nr. 050-I

AIB-Vinçotte,
Productlijn Lifting,
A. Drouartlaan 29,
1160 Brussel
tel. 02/674 57 11
fax 02/674 59 59

Accreditatie nr. 051-T

LCA,
Laboratoire de Contrôle et d'Analyse S.A.,
avenue Jean Jaurès 46,
1030 Bruxelles
tel. 02/215 04 01
fax 02/216 01 53

Accréditation n° 052-I et 052-T
LC Luxcontrol a.s.b.l.,
avenue des Terres Rouges 1, boîte postale 350,
L-4004 Esch/Alzette (Luxembourg)
tél. + 352 54 70 51 1
fax + 352 54 04 48

Accréditation n° 053-T
Laboratoria De Nayer v.z.w.,
Jan de Nayerlaan 5,
2860 Sint-Katelijne-Waver
tél. 015/31 33 22
fax 015/31 74 53

Accréditation n° 054-T
Centre Scientifique et Technique de la Construction,
rue de la Violette 21-23,
1000 Bruxelles
tél. 02/716 42 11
fax 02/725 32 12

Accréditation n° 055-T
Labo Nuytinck,
Reibroekstraat 13,
9940 Evergem
tél. 09/253 60 30
fax 09/253 55 37

Accréditation n° 056-T
Laboratorium voor Farmaceutische Biotechnologie,
Faculteit Farmaceutische Wetenschappen,
Universiteit Gent,
Harelbekestraat 72,
9000 Gent
tél. 09/264 80 52
fax 09/220 66 88

Accréditation n° 057-T
BFB S.A.,
Research & Control Laboratory,
rue Haigneaux 23,
5300 Nameche
tél. 081/58 11 77
fax 081/ 58 11 79

Accréditation n° 058-T
Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek (VITO),
(Afdeling Leefmilieu) Laboratoria Milieudiagnostiek,
Boeretang 200,
2400 Mol
tél. 014/33 55 11
fax 014/33 55 99

Accréditation n° 059-T
Fina Research S.A.,
Entité CAM-EMT,
Zone Industrielle C,
7181 Senefte
tél. 064/51 41 11
fax 064/54 08 65

Accréditation n° 060-T
OCB, Onderzoekcentrum voor Bouwkunde,
Lieven Bauwensstraat 4,
8200 Brugge
tél. 050/31 86 72
fax 050/31 02 54

Accréditation n° 061-T
Labo Meditest B.V.B.A.,
Polderstraat 4,
8600 Diksmuide
tél. 051/50 32 10
fax 051/50 44 77

Accreditatie nr. 052-I et 052-T
LC Luxcontrol a.s.b.l.,
avenue des Terres Rouges 1, boîte postale 350,
L-4004 Esch/Alzette (Luxembourg)
tel. + 352 54 70 51 1
fax + 352 54 04 48

Accreditatie nr. 053-T
Laboratoria De Nayer v.z.w.,
Jan de Nayerlaan 5,
2860 Sint-Katelijne-Waver
tel. 015/31 33 22
fax 015/31 74 53

Accreditatie nr. 054-T
Wetenschappelijk en Technisch Centrum voor het Bouwbedrijf
Violetstraat 21-23,
1000 Brussel
tel. 02/716 42 11
fax 02/725 32 12

Accreditatie nr. 055-T
Labo Nuytinck,
Reibroekstraat 13,
9940 Evergem
tel. 09/253 60 30
fax 09/253 55 37

Accreditatie nr. 056-T
Laboratorium voor Farmaceutische Biotechnologie,
Faculteit Farmaceutische Wetenschappen,
Universiteit Gent,
Harelbekestraat 72,
9000 Gent
tel. 09/264 80 52
fax 09/220 66 88

Accreditatie nr. 057-T
BFB S.A.,
Research & Control Laboratory,
rue Haigneaux 23,
5300 Nameche
tel. 081/58 11 77
fax 081/ 58 11 79

Accreditatie nr. 058-T
Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek (VITO),
(Afdeling Leefmilieu) Laboratoria Milieudiagnostiek,
Boeretang 200,
2400 Mol
tel. 014/33 55 11
fax 014/33 55 99

Accreditatie nr. 059-T
Fina Research S.A.,
Entité CAM-EMT,
Zone Industrielle C,
7181 Senefte
tel. 064/51 41 11
fax 064/54 08 65

Accreditatie nr. 060-T
OCB, Onderzoekcentrum voor Bouwkunde,
Lieven Bauwensstraat 4,
8200 Brugge
tel. 050/31 86 72
fax 050/31 02 54

Accreditatie nr. 061-T
Labo Meditest B.V.B.A.,
Polderstraat 4,
8600 Diksmuide
tel. 051/50 32 10
fax 051/50 44 77

Accréditation n° 062-T
Laboratorium voor Bromatologie,
Universiteit Gent,
Harelbekestraat 72,
9000 Gent
tél. 09/264 81 34
fax 09/264 81 99

Accréditation n° 063-T
Laboratorium Ecce N.V.,
Klaartestraat 24,
9052 Zwijnaarde
tél. 09/222 48 43
fax 09/221 72 83

Accréditation n° 064-T
Laboratorium Eureco N.V.,
Kruisschansweg 11,
2040 Antwerpen
tél. 03/544 91 99
fax 03/544 92 19

Accréditation n° 065-T
Ministère de la Défense nationale,
Division NBC,
Quartier Major Housiau,
Martelarenstraat 181,
1800 Vilvoorde (Peutie)
tél. 02/255 58 53
fax 02/255 59 97

Accréditation n° 066-T
Stadslaboratorium Gent,
Baudelokaai 8,
9000 Gent
tél. 09/225 03 89
fax 02/233 27 42

Accréditation n° 067-T
Lovap,
Kleinhoefstraat 4,
2440 Geel
tél. 014/58 55 86
fax 014/ 58 17 06

Accréditation n° 068-T
Servaco,
Industrieterrein Zuid,
Tramstraat 2,
8560 Wevelgem
tél. 056/41 01 51
fax 056/40 41 85

Accréditation n° 069-T
Vakgroep Textielkunde Universiteit Gent,
Technologiepark,
Zwijnaarde 9,
9052 Zwijnaarde (Gent)
tél. 09/264 57 35
fax 09/264 58 46

Accréditation n° 070-T
Laboratorium voor Fytofarmacie-Alitech,
Prof. W. De Jonckheere,
Coupure Links 653,
9000 Gent
tél. 09/264 60 10
fax 09/264 62 49

Accréditation n° 071-T
Centexbel,
Technologiepark,
Zwijnaarde 7,
9052 Zwijnaarde (Gent)
tél. 09/220 41 51
fax 09/220 49 55

Accreditatie nr. 062-T
Laboratorium voor Bromatologie,
Universiteit Gent,
Harelbekestraat 72,
9000 Gent
tel. 09/264 81 34
fax 09/264 81 99

Accreditatie nr. 063-T
Laboratorium Ecce N.V.,
Klaartestraat 24,
9052 Zwijnaarde
tel. 09/222 48 43
fax 09/221 72 83

Accreditatie nr. 064-T
Laboratorium Eureco N.V.,
Kruisschansweg 11,
2040 Antwerpen
tel. 03/544 91 99
fax 03/544 92 19

Accreditatie nr. 065-T
Ministerie van Landsverdediging,
Divisie NBC,
Kwartier Major Housiau,
Martelarenstraat 181,
1800 Vilvoorde (Peutie)
tel. 02/255 58 53
fax 02/255 59 97

Accreditatie nr. 066-T
Stadslaboratorium Gent,
Baudelokaai 8,
9000 Gent
tel. 09/225 03 89
fax 02/233 27 42

Accreditatie nr. 067-T
Lovap,
Kleinhoefstraat 4,
2440 Geel
tel. 014/58 55 86
fax 014/ 58 17 06

Accreditatie nr. 068-T
Servaco,
Industrieterrein Zuid,
Tramstraat 2,
8560 Wevelgem
tel. 056/41 01 51
fax 056/40 41 85

Accreditatie nr. 069-T
Vakgroep Textielkunde Universiteit Gent,
Technologiepark,
Zwijnaarde 9,
9052 Zwijnaarde (Gent)
tel. 09/264 57 35
fax 09/264 58 46

Accreditatie nr. 070-T
Laboratorium voor Fytofarmacie-Alitech,
Prof. W. De Jonckheere,
Coupure Links 653,
9000 Gent
tel. 09/264 60 10
fax 09/264 62 49

Accreditatie nr. 071-T
Centexbel,
Technologiepark,
Zwijnaarde 7,
9052 Zwijnaarde (Gent)
tel. 09/220 41 51
fax 09/220 49 55

[97/11189]

(IBN/NBT) Groupe des Normes de Télécommunication de l'Institut Belge de Normalisation**Enquêtes publiques**

L'Institut Belge de Normalisation (IBN), groupe Belge des Normes de Télécommunication, met à l'enquête publique les projets de normes européennes de télécommunication ci-après. (Prix fixé par l'IBN en accord avec le Ministère des Affaires économiques).

Ces projets peuvent être obtenus aux prix indiqués au Secrétariat IBN/NBT, rue Card. Mercier 2, 1000 Bruxelles.

Les remarques sur ces projets ETS sont à envoyer au coordinateur, M. F. Danneels, Coordinateur, c/o Secrétariat IBN/NBT, 1er étage, rue Card. Mercier 2, 1000 Bruxelles, avant le 15.08.1997.

[97/11189]

(BIN/BTN) Belgische Groep voor Telecommunicatie Normen van het Belgisch Instituut voor Normalisatie**Publikaties ter kritiek**

Het Belgisch Instituut voor Normalisatie (BIN), Belgische groep voor Telecommunicatie Normen (BTN) publiceert ter kritiek de hiernavolgende Europese telecommunicatienormen (Prijs vastgesteld door BIN met akkoord van het Ministerie van Economische Zaken).

De ontwerpen zijn verkrijgbaar tegen de aangegeven prijzen bij het Secretariaat BIN/BTN, Kard. Mercierstraat 2, 1000 Brussel.

De opmerkingen op deze ontwerpen van ETS moeten gestuurd worden naar de coördinator, de heer F. Danneels, Coördinator, p/a Secretariaat het BIN/BTN, 1e verdieping, Kard. Mercierstraat 2, 1000 Brussel, vóór 15.08.1997.

- | | |
|------------------------|---|
| EN 300 171 (ed. 1.2.1) | Private Integrated Services Network (PISN);
Specification functional models, and information flows;
Control aspects of circuit-mode basic services (ISO/IEC 11574 (1994) modified) (845,—BEF) |
| EN 300 172 (ed. 1.4.1) | Private Integrated Services Network (PISN);
Inter-exchange signalling protocol;
Circuit-mode basic services (ISO/IEC 11572 (1996) modified) (845,—BEF) |
| EN 301 047 (ed. 1.1.1) | Private Integrated Services Network (PISN);
Specification functional models, and information flows;
Transit counter additional network feature (ISO/IEC 15055 (1997) modified) (657,—BEF) |
| EN 301 048 (ed. 1.1.1) | Private Integrated Services Network (PISN);
Inter-exchange signalling protocol;
Transit counter additional network feature (ISO/IEC 15056 (1997) modified) (657,—BEF) |
| EN 301 049 (ed. 1.1.1) | Private Integrated Services Network (PISN);
Specification functional models, and information flows;
Circuit-mode multi-rate bearer services (ISO/IEC 11584 (1996) modified) (657,—BEF) |
| prETS 300 802 (ed. 1) | Digital Video Broadcasting (DVB);
Network-independent protocols for DVB interactive services (1 220,—BEF) |
| prETS 300 901 (ed. 2) | Digital cellular telecommunications system (Phase 2+);
Technical realization of the Short Message Service (SMS);
Point-to-Point (PP) (GSM 03.40 version 5.5.0) (3 568,—BEF) |
| prETS 300 902 (ed. 2) | Digital cellular telecommunications system (Phase 2+);
Technical realization of the Short Message Service Cell Broadcast (SMSCB) (GSM 03.41 version 5.5.0) (1 408,—BEF) |
| prETS 300 913 (ed. 2) | Digital cellular telecommunications system (Phase 2+);
General on Terminal Adaptation Functions (TAF) for Mobile Stations (MS) (GSM 07.01 version 5.4.1) |
| prETS 300 914 (ed. 2) | Digital cellular telecommunications system (Phase 2+);
Terminal Adaptation Functions (TAF) for services using asynchronous bearer capabilities (GSM 07.02 version 5.2.1) |
| prETS 300 915 (ed. 2) | Digital cellular telecommunications system (Phase 2+);
Terminal Adaptation Functions (TAF) for services using asynchronous bearer capabilities (GSM 07.03 version 5.1.1) |
| prETS 300 930 (ed. 2) | Digital cellular telecommunications system (Phase 2+);
Functions related to Mobile Station (MS) in idle mode and group receive mode (GSM 03.22 version 5.1.0) |
| prETS 300 938 (ed. 2) | Digital cellular telecommunications system (Phase 2+);
Mobile Station — Base Station System (MS-BSS) interface;
Data Link (DL) layer specification (GSM 04.06 version 5.1.0) |
| prETS 300 942 (ed. 2) | Digital cellular telecommunications system (Phase 2+);
Point-to-Point (PP) Short Message Service (SMS) support on mobile radio interface (GSM 04.11 version 5.2.0) (3 286,—BEF) |
| prETS 300 944 (ed. 2) | Digital cellular telecommunications system (Phase 2+);
Performance requirements on the mobile radio interface (GSM 04.13 version 5.1.0) (845,—BEF) |

IBN/NBT (IBN-Groupe Belge des Normes de télécommunication),
IBN/NBT secrétariat, 1er étage, rue Card. Mercier 2, 1000 Bruxelles,
tél. (02) 540 98 24, téléfax (02) 218 67 74.

BIN/BTN (BIN-Belgische groep voor telecommunicatie normen),
BIN/BTN secretariaat, 1e verdieping, Kard. Mercierstraat 2, 1000 Brus-
sel, tel. (02) 540 98 24, telefax (02) 218 67 74.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Journal officiel des Communautés européennes

Sommaire

L 127 20 mai 1997

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

97/295/CE:

★ Décision du Conseil, du 18 septembre 1995, concernant la conclusion des protocoles additionnels aux accords européens entre la Communauté européenne et certains pays d'Europe centrale et orientale (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, République tchèque, Slovaquie) relatifs au commerce des produits textiles 1

★ Protocole additionnel, à l'accord européen sur le commerce des produits textiles entre la Communauté européenne et la République de Bulgarie 2

Information concernant la date d'entrée en vigueur du protocole additionnel à l'accord européen entre la Communauté européenne et la Bulgarie relatif au commerce des produits textiles 58

★ Protocole additionnel, à l'accord européen sur le commerce des produits textiles entre la Communauté européenne et la République de Hongrie 59

Information concernant la date d'entrée en vigueur du protocole additionnel à l'accord européen entre la Communauté européenne et la Hongrie relatif au commerce des produits textiles 139

★ Protocole additionnel, à l'accord européen sur le commerce des produits textiles entre la Communauté européenne et la République de Pologne 140

Information concernant la date d'entrée en vigueur du protocole additionnel à l'accord européen entre la Communauté européenne et la Pologne relatif au commerce des produits textiles 197

MINISTÈRE VAN JUSTITIE

Publiekatieblad van de Europese Gemeenschappen

Inhoud

L 127 20 mei 1997

I Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

II Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

97/295/EG:

★ Besluit van de Raad van 18 september 1995 inzake de sluiting van Aanvullende Protocollen bij de Europa-Overeenkomsten betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en een aantal landen in Midden- en Oost-Europa (Bulgarije, Hongarije, Polen, Roemenië, de Tsjechische Republiek en de Slowaakse Republiek) 1

★ Aanvullend Protocol bij de Europa-Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en de Republiek Bulgarije 2

Mededeling aangaande de datum van inwerkingtreding van het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en Bulgarije 58

★ Aanvullend Protocol bij de Europa-Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en de Republiek Hongarije 59

Mededeling aangaande de datum van inwerkingtreding van het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en Hongarije 139

★ Aanvullend Protocol bij de Europa-Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en de Republiek Polen 140

Mededeling aangaande de datum van inwerkingtreding van het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en Polen 197

★ Aanvullend Protocol bij de Europa-Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en Roemenië	198
Mededeling aangaande de datum van inwerkingtreding van het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en Roemenië	254
★ Aanvullend Protocol bij de Europa-Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en de Tsjechooslowaakse Republiek	255
Mededeling aangaande de datum van inwerkingtreding van het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en de Tsjechooslowaakse Republiek	311
★ Aanvullend Protocol bij de Europa-Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en de Slowaakse Republiek	312
Mededeling aangaande de datum van inwerkingtreding van het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst betreffende de handel in textielproducten tussen de Europese Gemeenschap en de Slowaakse Republiek	369
<hr/>	
Dit nummer van het Publikatieblad vervangt PB nr. L 331 van 30 december 1995.	
L 128	21 mei 1997
I Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing	
★ Verordening (EG) nr. 895/97 van de Commissie van 20 mei 1997 betreffende de landnomenclatuur voor de statistieken van de buitenlandse handel van de Gemeenschap en van de handel tussen de lidstaten (*)	1
★ Verordening (EG) nr. 896/97 van de Commissie van 20 mei 1997 tot wijziging en correctie van Verordening (EG) nr. 1663/95 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 729/70 aangaande de procedure inzake de goedkeuring van de rekeningen van het EOGFL, afdeling Garantie	8
★ Verordening (EG) nr. 897/97 van de Commissie van 20 mei 1997 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2826/92 houdende bepalingen ter uitvoering van de specifieke regeling voor de voorziening van de Franse overzeese departementen met producten van de sectoren eieren, slachtpluimvee en konijnen	10
★ Verordening (EG) nr. 898/97 van de Commissie van 20 mei 1997 tot vaststelling van het bedrag van de compenserende steun voor in 1996 in de Gemeenschap geteelde en in de handel gebrachte bananen, van de termijn voor de betaling van het saldo van deze steun en van het bedrag per eenheid van de voorschotten voor 1997 (*)	12

(*) Voor de EER relevante tekst

★ Protocole additionnel, à l'accord européen sur le commerce des produits textiles entre la Communauté européenne et la Roumanie	198
Information concernant la date d'entrée en vigueur du protocole additionnel à l'accord européen entre la Communauté européenne et la Roumanie relatif au commerce des produits textiles	254
★ Protocole additionnel, sur le commerce de produits textiles entre la Communauté européenne et la République tchèque à l'accord européen entre la Communauté européenne et la République tchèque	255
Information concernant la date d'entrée en vigueur du protocole additionnel à l'accord européen entre la Communauté européenne et la République tchèque relatif au commerce des produits textiles	311
★ Protocole additionnel, sur le commerce de produits textiles entre la Communauté européenne et la République slovaque à l'accord européen entre la Communauté européenne et la République slovaque	312
Information concernant la date d'entrée en vigueur du protocole additionnel à l'accord européen entre la Communauté européenne et la République slovaque relatif au commerce des produits textiles	369
<hr/>	
Cette édition du Journal officiel annule et remplace le Journal officiel n° L 331 du 30 décembre 1995.	
L 128	21 mai 1997
I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité	
★ Règlement (CE) n° 895/97 de la Commission, du 20 mai 1997, relatif à la nomenclature des pays pour les statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses États membres (*)	1
★ Règlement (CE) n° 896/97 de la Commission, du 20 mai 1997, modifiant et rectifiant le règlement (CE) n° 1663/95 établissant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 729/70 en ce qui concerne la procédure d'apurement des comptes du FEOGA, section «garantie»	8
★ Règlement (CE) n° 897/97 de la Commission, du 20 mai 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 2826/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement des départements français d'outre-mer en produits des secteurs des œufs, de la viande de volaille et des lapins	10
★ Règlement (CE) n° 898/97 de la Commission, du 20 mai 1997, fixant le montant de l'aide compensatoire pour les bananes produites et commercialisées dans la Communauté au cours de l'année 1996, le délai de paiement du solde de cette aide ainsi que le montant unitaire des avances pour 1997 (*)	12

(*) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

Verordening (EG) nr. 899/97 van de Commissie van 20 mei 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit	14
Rectificaties	
* Rectificatie van Richtlijn 92/19/EEG van de Commissie van 23 maart 1992 tot wijziging van Richtlijn 66/401/EEG betreffende het in de handel brengen van zaai-aard van groenvoedergewassen (PB nr. L 104 van 22.4.1992)	16
<hr/>	
L 129	21 mei 1997
I Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing	
.....	
II Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing	
Raad	
97/300/EGKS, EG, Euratom:	
★ Besluit van de Raad van 29 april 1997 betreffende de sluiting door de Europese Gemeenschap van de Interimovereenkomst betreffende de handel en aanverwante zaken tussen de Europese Gemeenschap, de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, enerzijds, en de Republiek Armenië, anderzijds	1
Interimovereenkomst betreffende de handel en aanverwante zaken tussen de Europese Gemeenschap, de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, enerzijds, en de Republiek Armenië, anderzijds	3
★ Slotakte	17
<hr/>	
97/301/EGKS, EG, Euratom:	
★ Besluit van de Raad van 29 april 1997 betreffende de sluiting door de Europese Gemeenschap van de Interimovereenkomst betreffende de handel en aanverwante zaken tussen de Europese Gemeenschap, de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, enerzijds, en Georgië, anderzijds	22
Interimovereenkomst betreffende de handel en aanverwante zaken tussen de Europese Gemeenschap, de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, enerzijds, en Georgië, anderzijds	23
★ Slotakte	37

Règlement (CE) n° 899/97 de la Commission, du 20 mai 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	14
Rectificatifs	
* Rectificatif à la directive 92/19/CEE de la Commission, du 23 mars 1992, modifiant la directive 66/401/CEE concernant la commercialisation des semences de plantes fourragères (JO n° L 104 du 22.4.1992)	16
<hr/>	
L 129	21 mai 1997
I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité	
.....	
II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité	
Conseil	
97/300/CECA, CE, Euratom:	
★ Décision du Conseil, du 29 avril 1997, relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part	1
Accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part	3
★ Acte final	17
<hr/>	
97/301/CECA, CE, Euratom:	
★ Décision du Conseil, du 29 avril 1997, relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et la Géorgie, d'autre part	22
Accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et la Géorgie, d'autre part	23
★ Acte final	37

L 130	22 mai 1997	22 mei 1997
I	<i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i>	<i>Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i>
	Règlement (CE) n° 900/97 de la Commission, du 21 mai 1997, fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre	Verordening (EG) nr. 900/97 van de Commissie van 21 mei 1997 tot vaststelling, voor de sector suiker, van de representatieve prijzen en de bedragen van de aanvullende invoerrechten voor melasse
	1	1
	Règlement (CE) n° 901/97 de la Commission, du 21 mai 1997, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état	Verordening (EG) nr. 901/97 van de Commissie van 21 mei 1997 tot wijziging van de restituties bij uitvoer van witte en ruwe suiker in onveranderde vorm
	3	3
	Règlement (CE) n° 902/97 de la Commission, du 21 mai 1997, fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la trente-neuvième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1464/96	Verordening (EG) nr. 902/97 van de Commissie van 21 mei 1997 tot vaststelling van het maximumbedrag van de restitutie bij uitvoer van witte suiker voor de 39e deelinschrijving in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1464/96
	5	5
	* Règlement (CE) n° 903/97 de la Commission, du 21 mai 1997, relatif à une mesure de sauvegarde applicable aux importations d'aulx originaires de Chine	* Verordening (EG) nr. 903/97 van de Commissie van 21 mei 1997 betreffende een vrijwaringsmaatregel ten aanzien van de invoer van knoflook uit China
	6	6
	Règlement (CE) n° 904/97 de la Commission, du 21 mai 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	Verordening (EG) nr. 904/97 van de Commissie van 21 mei 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit
	8	8
	* Règlement (CE) n° 905/97 de la Commission, du 21 mai 1997, établissant le volume de déclenchement des droits additionnels à l'importation pour les cerises	* Verordening (EG) nr. 905/97 van de Commissie van 21 mei 1997 tot vaststelling van de volumes bij overschrijding waarvan voor kersen aanvullende invoerrechten worden toegepast
	10	10
	* Règlement (CE) n° 906/97 de la Commission, du 21 mai 1997, modifiant le règlement (CE) n° 1556/96 instaurant un régime de certificats d'importation pour certains fruits et légumes importés des pays tiers	* Verordening (EG) nr. 906/97 van de Commissie van 21 mei 1997 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 1556/96 tot invoering van een invoercertificatenregeling voor bepaalde soorten uit derde landen ingevoerde groenten en fruit
	12	12
II	<i>Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité</i>	<i>Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing</i>
Commission		Commissie
97/306/CE:		97/306/EG:
* Décision de la Commission, du 18 avril 1997, modifiant les limites des zones défavorisées en Espagne au sens de la directive 75/268/CEE du Conseil		* Beschikking van de Commissie van 18 april 1997 tot wijziging van de grenzen van de Spaanse probleemgebieden in de zin van Richtlijn 75/268/EEG van de Raad
14		14
Rectificatifs		Rectificaties
Rectificatif au règlement (CE) n° 883/97 de la Commission, du 15 mai 1997, fixant les taux des restitutions applicables à certains produits des secteurs des céréales et du riz exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité (JO n° L 124 du 16.5.1997)		Rectificatie op Verordening (EG) nr. 883/97 van de Commissie van 15 mei 1997 houdende vaststelling van de restituties die worden toegepast voor bepaalde producten van de sector granen en de sector rijst, uitgevoerd in de vorm van niet in bijlage II van het Verdrag vermelde goederen (PB nr. L 124 van 16.5.1997)
18		18

L 131	23 mai 1997
I	<i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i>
* Règlement (CE) n° 907/97 du Conseil, du 20 mai 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 54/93 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de fibres synthétiques de polyester originaires d'Inde et de République de Corée	1
* Règlement (CE) n° 908/97 du Conseil, du 20 mai 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 830/92 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains fils de polyester (fibres synthétiques ou artificielles discontinues) originaires de Taïwan, d'Indonésie, d'Inde, de République populaire de Chine et de Turquie et percevant définitivement le droit provisoire	4
* Règlement (CE) n° 909/97 du Conseil, du 14 mai 1997, relatif à la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche et la compensation financière prévues par l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République de Guinée concernant la pêche au large de la côte guinéenne, pour la période du 1 ^{er} janvier 1996 au 31 décembre 1997	8
* Règlement (CE) n° 910/97 du Conseil, du 14 mai 1997, concernant la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République populaire d'Angola sur la pêche au large de l'Angola pour la période du 3 mai 1996 au 2 mai 1999	9
Règlement (CE) n° 911/97 de la Commission, du 22 mai 1997, concernant les certificats d'importation pour les produits du secteur du lait et des produits laitiers originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP) ou des pays et territoires d'outre-mer (PTOM)	11
Règlement (CE) n° 912/97 de la Commission, du 22 mai 1997, fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur des œufs	12
* Règlement (CE) n° 913/97 de la Commission, du 22 mai 1997, arrêtant des mesures exceptionnelles de soutien du marché dans le secteur de la viande de porc en Espagne	14
Règlement (CE) n° 914/97 de la Commission, du 22 mai 1997, fixant les taux des restitutions applicables aux œufs et aux jaunes d'œufs exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité	17
Règlement (CE) n° 915/97 de la Commission, du 22 mai 1997, concernant la délivrance de certificats d'exportation du système B dans le secteur des fruits et légumes	19
Règlement (CE) n° 916/97 de la Commission, du 22 mai 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	20
L 131	23 mai 1997
I	<i>Bestuuten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i>
* Verordening (EG) nr. 907/97 van de Raad van 20 mei 1997 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 54/93 houdende instelling van een definitief antidumpingrecht op de invoer van synthetische vezels van polyesters van oorsprong uit India en de Republiek Korea	1
* Verordening (EG) nr. 908/97 van de Raad van 20 mei 1997 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 830/92 houdende instelling van een definitief antidumpingrecht op de invoer van bepaalde garens van polyesters (kunstmatige stapelvezels) van oorsprong uit Taiwan, Indonesië, India, de Volksrepubliek China en Turkije en tot definitieve inning van het voorlopige recht	4
* Verordening (EG) nr. 909/97 van de Raad van 14 mei 1997 betreffende de sluiting van het protocol tot vaststelling van de visserijrechten en de financiële compensatie bedoeld in de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de regering van de Republiek Guinee inzake de visserij voor de kust van Guinee, voor de periode van 1 januari 1996 tot en met 31 december 1997	8
* Verordening (EG) nr. 910/97 van de Raad van 14 mei 1997 betreffende de sluiting van het protocol tot vaststelling, voor de periode van 3 mei 1996 tot en met 2 mei 1999, van de vangstmogelijkheden en de financiële tegenprestatie als bedoeld in de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de regering van de Volksrepubliek Angola inzake de visserij voor de kust van Angola	9
Verordening (EG) nr. 911/97 van de Commissie van 22 mei 1997 betreffende de invoercertificaten voor producten van de sector melk en zuivelproducten van oorsprong uit de Staten in Afrika, het Caribische gebied en de Stille Oceaan (ACS-Staten) of uit de landen en gebieden overzee (LGO)	11
Verordening (EG) nr. 912/97 van de Commissie van 22 mei 1997 tot vaststelling van de uitvoerrestituties in de sector eieren	12
* Verordening (EG) nr. 913/97 van de Commissie van 22 mei 1997 tot vaststelling van buitengewone maatregelen ter ondersteuning van de markt in de sector varkensvlees in Spanje	14
Verordening (EG) nr. 914/97 van de Commissie van 22 mei 1997 houdende vaststelling van de restituties die worden toegepast voor eieren en eigeel, uitgevoerd in de vorm van niet in bijlage II van het Verdrag vermelde goederen	17
Verordening (EG) nr. 915/97 van de Commissie van 22 mei 1997 betreffende de afgifte van uitvoercertificaten van het B-stelsel in de sector groenten en fruit	19
Verordening (EG) nr. 916/97 van de Commissie van 22 mei 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit	20

Règlement (CE) n° 917/97 de la Commission, du 22 mai 1997, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains longs dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 530/97	22	Verordening (EG) nr. 917/97 van de Commissie van 22 mei 1997 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van langkorrelige volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 530/97	22
Règlement (CE) n° 918/97 de la Commission, du 22 mai 1997, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1629/96	23	Verordening (EG) nr. 918/97 van de Commissie van 22 mei 1997 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van rondkorrelige volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1629/96	23
Règlement (CE) n° 919/97 de la Commission, du 22 mai 1997, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains moyens et longs A dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1630/96	24	Verordening (EG) nr. 919/97 van de Commissie van 22 mei 1997 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van halflangkorrelige en langkorrelige A volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1630/96	24
Règlement (CE) n° 920/97 de la Commission, du 22 mai 1997, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains moyens et longs A dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1631/96	25	Verordening (EG) nr. 920/97 van de Commissie van 22 mei 1997 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van halflangkorrelige en langkorrelige A volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1631/96	25
Règlement (CEE) n° 1627/89 relatif à l'achat de viande bovine par voie d'adjudication	26	Verordening (EG) nr. 921/97 van de Commissie van 22 mei 1997 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1627/89 betreffende de aankoop van rundvlees door middel van inschrijving	26
II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité			
Commission			
97/307/CE:		97/307/EG:	
* Décision de la Commission, du 16 mai 1997, portant nomination des membres du Forum consultatif européen en matière d'environnement et de développement durable (1)	28	* Besluit van de Commissie van 16 mei 1997 inzake de benoeming van de leden van het Europees Raadgevend Forum voor milieu en duurzame ontwikkeling (1)	28
97/308/CE:		97/308/EG:	
* Décision de la Commission, du 22 mai 1997, relative au marquage et à l'utilisation de viandes porcines en application de l'article 9 de la directive 80/217/CEE du Conseil concernant les Pays-Bas (1)	30	* Beschikking van de Commissie van 22 mei 1997 inzake het merken en het gebruik van varkensvlees overeenkomstig artikel 9 van Richtlijn 80/217/EEG van de Raad met betrekking tot Nederland (1)	30
(1) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE			
<hr/>			
L 132		L 132	23 mei 1997
I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité			
* Règlement (CE) n° 894/97 du Conseil, du 29 avril 1997, prévoyant certaines mesures techniques de conservation des ressources de pêche	1	* Verordening (EG) nr. 894/97 van de Raad van 29 april 1997 houdende technische maatregelen voor de instandhouding van de visbestanden	1

L 133	24 mai 1997
I <i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i>	
* Règlement (CE) n° 922/97 du Conseil, du 20 mai 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 1765/92 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables	1
* Règlement (CE) n° 923/97 de la Commission, du 23 mai 1997, portant troisième modification du règlement (CE) n° 414/97 arrêtant des mesures exceptionnelles de soutien du marché dans le secteur de la viande de porc en Allemagne	2
* Règlement (CE) n° 924/97 de la Commission, du 23 mai 1997, portant quatrième modification du règlement (CE) n° 413/97 arrêtant des mesures exceptionnelles de soutien du marché dans le secteur de la viande de porc aux Pays-Bas	3
Règlement (CE) n° 925/97 de la Commission, du 23 mai 1997, concernant la délivrance de certificats d'exportation du système B dans le secteur des fruits et légumes	6
Règlement (CE) n° 926/97 de la Commission, du 23 mai 1997, suspendant le droit de douane préférentiel et réinstaurant le droit du tarif douanier commun à l'importation d'œillets multiflores (spray) originaires d'Israël	8
Règlement (CE) n° 927/97 de la Commission, du 23 mai 1997, fixant les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation dans les secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine et modifiant le règlement (CE) n° 1484/95	10
Règlement (CE) n° 928/97 de la Commission, du 23 mai 1997, modifiant les droits à l'importation dans le secteur des céréales	12
Règlement (CE) n° 929/97 de la Commission, du 23 mai 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	15
Règlement (CE) n° 930/97 de la Commission, du 23 mai 1997, fixant les taux de conversion agricoles	17
II <i>Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité</i>	
Commission	
97/310/CE:	
* Décision de la Commission, du 12 février 1997, concernant l'octroi au Portugal de délais supplémentaires pour la mise en œuvre des directives 90/388/CEE et 96/2/CE en ce qui concerne la pleine concurrence dans les marchés des télécommunications (*)	19

(*) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

L 133

24 mai 1997

I <i>Decisions waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i>	
* Verordening (EG) nr. 922/97 van de Raad van 20 mei 1997 houdende wijziging van Verordening (EEG) nr. 1765/92 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen	1
* Verordening (EG) nr. 923/97 van de Commissie van 23 mei 1997 houdende derde wijziging van Verordening (EG) nr. 414/97 tot vaststelling van buitengewone maatregelen ter ondersteuning van de markt in de sector varkensvlees in Duitsland	2
* Verordening (EG) nr. 924/97 van de Commissie van 23 mei 1997 houdende vierde wijziging van Verordening (EG) nr. 413/97 tot vaststelling van buitengewone maatregelen ter ondersteuning van de markt in de sector varkensvlees in Nederland	3
Verordening (EG) nr. 925/97 van de Commissie van 23 mei 1997 betreffende de afgifte van uitvoercertificaten van het B-stelsel in de sector groenten en fruit	6
Verordening (EG) nr. 926/97 van de Commissie van 23 mei 1997 tot schorsing van het preferentiële douanerecht en tot wederinvoering van het recht van het gemeenschappelijk douanetarief bij invoer van veelbloemige anjers (tros) van oorsprong uit Israël	8
Verordening (EG) nr. 927/97 van de Commissie van 23 mei 1997 tot vaststelling van de representatieve prijzen en de aanvullende invoerrechten in de sectoren slachtpluimvee en eieren, alsmede van ovalbumine, en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1484/95	10
Verordening (EG) nr. 928/97 van de Commissie van 23 mei 1997 tot wijziging van de invoerrechten in de sector granen	12
Verordening (EG) nr. 929/97 van de Commissie van 23 mei 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit	15
Verordening (EG) nr. 930/97 van de Commissie van 23 mei 1997 tot vaststelling van de landbouwmrekeningskoersen	17
II <i>Decisions waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing</i>	
Commissie	
97/310/EG:	
* Beschikking van de Commissie van 12 februari 1997 betreffende de toekenning aan Portugal van bijkomende termijnen voor de uitvoering van de Richtlijnen 90/388/EEG en 96/2/EG betreffende de volledige mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten (*)	19

(*) Voor de EER relevante tekst

97/311/CE:			
* Décision de la Commission, du 6 mai 1997, modifiant la décision 96/742/CE établissant une liste des postes d'inspection frontaliers agréés pour les contrôles vétérinaires sur les produits et animaux en provenance des pays tiers et définissant les modalités des contrôles à effectuer par les experts vétérinaires de la Commission (1).....	36		
97/312/CE:			
* Décision de la Commission, du 12 mai 1997, approuvant les mesures à mettre en œuvre en ce qui concerne l'encéphalopathie spongiforme bovine en Irlande	38		
(1) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE			
L 137	28 mai 1997		
I <i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i>			
* Règlement (CE) n° 934/97 de la Commission, du 27 mai 1997, portant fixation de certaines quantités indicatives à l'importation de bananes dans la Communauté pour le troisième trimestre de l'année 1997 (1)	1		
* Règlement (CE) n° 935/97 de la Commission, du 27 mai 1997, portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires d'importation pour des taureaux, vaches et génisses, autres que ceux destinés à la boucherie, de certaines races alpines et de montagne pour la période du 1 ^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998	3		
* Règlement (CE) n° 936/97 de la Commission, du 27 mai 1997, portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées et pour la viande de buffle congelée	10		
Règlement (CE) n° 937/97 de la Commission, du 27 mai 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	18		
II <i>Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité</i>			
Commission			
97/315/CE:			
* Décision de la Commission, du 30 avril 1997, modifiant la décision 93/52/CEE constatant le respect par certains États membres ou régions des conditions relatives à la brucellose (<i>Br. melitensis</i>) et leur reconnaissant le statut d'États membres ou de régions officiellement indemnes de cette maladie pour certaines régions d'Espagne (1).....	20		
(1) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE			
97/311/EG:			
* Beschikking van de Commissie van 6 mei 1997 houdende wijziging van Beschikking 96/742/EG tot vaststelling van de lijst van inspectieposten aan de grens die zijn erkend voor de veterinaire controles van producten en dieren uit derde landen en tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen inzake de door de veterinaire deskundigen van de Commissie te verrichten controles (1).....	36		
97/312/EG:			
* Beschikking van de Commissie van 12 mei 1997 houdende goedkeuring van maatregelen in verband met boviene spongiforme encefalopathie in Ierland	38		
(1) Voor de EER relevante tekst			
L 137	28 mei 1997		
I <i>Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing</i>			
* Verordening (EG) nr. 934/97 van de Commissie van 27 mei 1997 tot vaststelling van bepaalde indicatieve hoeveelheden bananen die in het derde kwartaal van 1997 in de Gemeenschap mogen worden ingevoerd (1).....	1		
* Verordening (EG) nr. 935/97 van de Commissie van 27 mei 1997 betreffende de opening en de wijze van beheer van communautaire tariefcontingenten voor stieren, koeien en vaarzen, niet bestemd voor de slacht, van bepaalde bergrassen voor de periode van 1 juli 1997 tot en met 30 juni 1998	3		
* Verordening (EG) nr. 936/97 van de Commissie van 27 mei 1997 betreffende de opening en de wijze van beheer van tariefcontingenten voor vers, gekoeld of bevroren rundvlees van hoge kwaliteit en voor bevroren buffelvlees	10		
Verordening (EG) nr. 937/97 van de Commissie van 27 mei 1997 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit	18		
II <i>Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing</i>			
Commissie			
97/315/EG:			
* Beschikking van de Commissie van 30 april 1997 tot wijziging van Beschikking 93/52/EEG houdende constatering dat bepaalde lidstaten of gebieden aan de voorwaarden voldoen om te worden erkend als officieel brucellosevrij (<i>Br. melitensis</i>), ten aanzien van een aantal gebieden in Spanje (1)	20		
(1) Voor de EER relevante tekst			

[97/9579]

Ordre judiciaire

Publication des places vacantes :

- conseiller à la Cour de cassation dont la présentation incombe à la Chambre des représentants : 2 (dont 1 à partir du 25 novembre 1997);
- conseiller à la Cour de cassation dont la présentation incombe au Sénat : 1;
- avocat général près la Cour de cassation : 2;
- conseiller à la cour d'appel de Liège dont la présentation incombe au conseil provincial de Liège : 1 (à partir du 1er septembre 1997);
- président de chambre à la cour du travail de Mons : 1 (à partir du 28 novembre 1997);
- conseiller à la cour du travail :
 - d'Anvers : 1;
 - de Bruxelles : 1;
- avocat général près la cour d'appel :
 - de Gand : 1;
 - de Mons : 1;
- substitut du procureur général près la cour d'appel :
 - d'Anvers : 1;
 - de Bruxelles : 1;
- substitut général près la cour du travail de Mons : 1;
- substitut du procureur du Roi de complément dans le ressort de la cour d'appel :
 - d'Anvers : 3;
 - de Gand : 2.

Ces places remplacent celles publiées au *Moniteur belge* du 5 avril 1997;

- substitut de l'auditeur du travail de complément dans le ressort de la cour du travail de Mons : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 15 mars 1997;

- vice-président au tribunal de première instance de Bruges : 1;
- vice-président au tribunal du travail de Gand : 1;
- vice-président au tribunal de commerce d'Anvers : 1 (à partir du 6 décembre 1997);
- juge au tribunal de première instance de Nivelles : 1;
- juge de paix du canton de Ninove : 1 (à partir du 15 novembre 1997);
- procureur du Roi près le tribunal de première instance de Courtrai (à partir du 19 décembre 1997);
- substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance :
 - d'Anvers : 1;
 - de Hasselt : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 28 février 1997;

- de Tongres : 3.

Ces places remplacent celles publiées au *Moniteur belge* du 5 avril 1997;

- de Bruxelles : 1;
- de Louvain : 1;
- de Termonde : 3.

Deux de ces places remplacent celles publiées au *Moniteur belge* du 5 avril 1997;

- de Courtrai : 1;
- d'Eupen : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 5 avril 1997;

- substitut du procureur du Roi, spécialisé en matière fiscale, près le tribunal de première instance d'Anvers : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 5 avril 1997;

- substitut de l'auditeur du travail :
 - près le tribunal du travail d'Anvers : 1;
 - près les tribunaux du travail de Verviers et d'Eupen : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 5 avril 1997;

- près le tribunal du travail de Mons : 1.

[97/9579]

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de openstaande plaatsen :

- raadsheer in het Hof van Cassatie van wie de voordracht toekomt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers : 2 (waarvan 1 vanaf 25 november 1997);
- raadsheer in het Hof van Cassatie van wie de voordracht toekomt aan de Senaat : 1;
- advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie : 2;
- raadsheer in het hof van beroep te Luik van wie de voordracht toekomt aan de provincieraad van Luik : 1 (vanaf 1 september 1997);
- kamervoorzitter in het arbeidshof te Bergen : 1 (vanaf 28 november 1997);
- raadsheer in het arbeidshof :
 - te Antwerpen : 1;
 - te Brussel : 1;
- advocaat-generaal bij het hof van beroep :
 - te Gent : 1;
 - te Bergen : 1;
- substituut-procureur-generaal bij het hof van beroep :
 - te Antwerpen : 1;
 - te Brussel : 1;
- substituut-generaal bij het arbeidshof te Bergen : 1;
- toegevoegd substituut-procureur des Konings in het rechtsgebied van het hof van beroep :
 - te Antwerpen : 3;
 - te Gent : 2.

Deze plaatsen vervangen deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1997;

- toegevoegd substituut-arbeidsauditeur in het rechtsgebied van het arbeidshof te Bergen : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 15 maart 1997;

- ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Brugge : 1;
- ondervoorzitter in de arbeidsrechtbank te Gent : 1;
- ondervoorzitter in de rechtbank van koophandel te Antwerpen : 1 (vanaf 6 december 1997);
- rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel : 1;
- vrederechter van het kanton Ninove : 1 (vanaf 15 november 1997);

- procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk (vanaf 19 december 1997);

- substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg :
 - te Antwerpen : 1;
 - te Hasselt : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 28 februari 1997;

- te Tongeren : 3.

Deze plaatsen vervangen deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1997;

- te Brussel : 1;
- te Leuven : 1;
- te Dendermonde : 3.

Twee van deze plaatsen vervangen deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1997;

- te Kortrijk : 1;
- te Eupen : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1997;

- substituut-procureur des Konings, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden, bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1997;

- substituut-arbeidsauditeur :
 - bij de arbeidsrechtbank te Antwerpen : 1;
 - bij de arbeidsrechtbanken te Verviers en te Eupen : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1997;

- bij de arbeidsrechtbank te Bergen : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 15 mars 1997;

- juge suppléant aux tribunaux du travail de Verviers et d'Eupen : 1;
- juge suppléant à la justice de paix :
 - du canton de Kapellen : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 1994;

- du canton de Borgerhout : 1;
- du troisième canton de Bruxelles : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 14 février 1997;

- du canton de Forest : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 9 novembre 1995;

- du canton de Woluwe-Saint-Pierre : 1;
- du sixième canton de Gand : 1;
- du canton de Kruishoutem : 1;
- du premier canton d'Ypres : 1;
- du canton de Grivegnée : 1;
- juge consulaire au tribunal de commerce :
 - d'Anvers : 1;
 - de Hasselt : 1;
 - de Bruxelles : 2.

Ces places remplacent celles publiées au *Moniteur belge* du 31 janvier 1997;

- de Courtrai : 1;
- juge de complément au tribunal de police :
 - d'Anvers : 1;
 - de Hasselt : 1;
 - de Tongres : 1;
 - de Bruxelles : 1;
 - de Nivelles : 1;
 - d'Audenarde : 1;
 - de Verviers : 1;
 - de Namur : 1;
- juge de complément pour les tribunaux de police de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles : 1;
- juge de complément aux tribunaux de police d'Alost et de Saint-Nicolas : 1;
- greffier à la Cour de cassation : 1;
- greffier adjoint à la Cour de cassation : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I. (= magistrature) ou 3/P/O.J. II (= greffe), boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9580]

Huissiers de justice

- huissier de justice dans l'arrondissement judiciaire :
 - de Bruxelles : 1 (à partir du 11 juillet 1997);
 - d'Audenarde : 1 (à partir du 17 décembre 1997);
 - de Liège : 1 (à partir du 25 novembre 1997);
 - de Namur : 1 (à partir du 19 novembre 1997).

Le candidat à une place d'huissier de justice adresse sa requête par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice et au président de la Chambre nationale des huissiers de justice et également par recommandé une copie de celle-ci, ainsi que son dossier comprenant des documents prouvant qu'il remplit les conditions prévues à l'article 510, au syndic-président du conseil de la chambre d'arrondissement dans lequel il demande sa nomination, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 512 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 15 maart 1997;

- plaatsvervangend rechter in de arbeidsrechtbanken te Verviers en te Eupen : 1;
- plaatsvervangend rechter in het vredegerecht :
 - van het kanton Kapellen : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1994;

- van het kanton Borgerhout : 1;
- van het derde kanton Brussel : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 14 februari 1997;

- van het kanton Vorst : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 9 november 1995;

- van het kanton Sint-Pieters-Woluwe : 1;
- van het zesde kanton Gent : 1;
- van het kanton Kruishoutem : 1;
- van het eerste kanton Ieper : 1;
- van het kanton Grivegnée : 1;
- rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel :
 - te Antwerpen : 1;
 - te Hasselt : 1;
 - te Brussel : 2.

Deze plaatsen vervangen deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1997;

- te Kortrijk : 1;
- toegevoegd rechter in de politierechtbank :
 - te Antwerpen : 1;
 - te Hasselt : 1;
 - te Tongeren : 1;
 - te Brussel : 1;
 - te Nijvel : 1;
 - te Oudenaarde : 1;
 - te Verviers : 1;
 - te Namen : 1;
- toegevoegd rechter voor de politierechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel : 1;
- toegevoegd rechter in de politierechtbanken te Aalst en te Sint-Niklaas : 1;
- griffier bij het Hof van Cassatie : 1;
- adjunct-griffier bij het Hof van Cassatie : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I. (= magistratuur) of 3/P/R.O. II. (= griffie), Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9580]

Gerechtsdeurwaarders

- gerechtsdeurwaarder in het gerechtelijk arrondissement :
 - te Brussel : 1 (vanaf 11 juli 1997);
 - te Oudenaarde : 1 (vanaf 17 december 1997);
 - te Luik : 1 (vanaf 25 november 1997);
 - te Namen : 1 (vanaf 19 november 1997).

De kandidaat voor een ambt van gerechtsdeurwaarder richt zijn aanvraag bij een ter post aangetekende brief tot de Minister van Justitie en tot de voorzitter van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders en zendt eveneens aangetekend een afschrift ervan samen met zijn dossier, bevattende de documenten die staven dat hij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 510, aan de syndicus-voorzitter van de raad van de arrondissementskamer waar hij solliciteert, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 512 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la trésorerie

[S - C - 97/3322]

Liste des institutions établies dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, agréées comme teneurs de comptes de titres dématérialisés au nom d'investisseurs (application de l'article 40 de l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'Etat)

Liste établie au 1^{er} juin 1997.

(a) dénomination du teneur de comptes.
 (b) numéro individuel d'agrément.
 (c) numéro d'adhésion au système de compensation de titres de la Banque Nationale de Belgique ou : identification de l'intermédiaire agréé par lequel le teneur de comptes participe à ce système.

(d) A : agrément limité à la tenue de comptes pour les seuls affiliés établis ou domiciliés hors de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, sauf en ce qui concerne les titres libellés en monnaies étrangères ou en unités de compte autres que l'écu.

B : agrément limité à la tenue de comptes qui ne sont pas en relation avec la gestion d'un système de compensation de titres.

A. TENEURS DE COMPTES AYANT OBTENU UN AGREMENT INDIVIDUEL.

(a)	(b)	(c)	(d)
Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles	BE 020100 9 0001	0100	—
Institut de Réescompte et de Garantie, à Bruxelles	BE 010101 9 0002	0101	—
Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres (C.I.K.), à Bruxelles			A
Morgan Guaranty Trust Company of New-York, siège de Bruxelles, en sa qualité de gestionnaire du Système Euroclear	BE 149001 9 0004	9001	A
CEDEL (Centrale de Livraison de Valeurs Mobilières), à Luxembourg	LU 149002 9 0005	-(1)	A
BELFOX, à Bruxelles, en sa qualité d'organisme de compensation des transactions exécutées sur la Bourse belge des Futures et Options	BE 149995 9 0006	9995	—
L'agrément est octroyé dans les limites établies par le statut légal et réglementaire de la S.C. BELFOX			
Institut Monétaire Luxembourgeois, à Luxembourg	LU 148599 9 0007	8599	B
C.I.M. Société de Bourse, à Luxembourg	LU 068100 9 0008	8100	B

intermédiaire pour la participation au système de compensation de titres :
 tussenpersoon voor de deelname aan het effectenclearingstelsel :
 (1) Banque Bruxelles Lambert, à Bruxelles.
 Bank Brussel Lambert, te Brussel.

B. ETABLISSEMENTS AYANT NOTIFIE LEUR INTENTION DE TENIR DES COMPTES DE TITRES DEMATERIALISES.

Catégorie I : établissements de crédit de droit belge visés au Titre II de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

(a)	(b)	(c)	(d)
Crédit général, Société anonyme de Banque, SA à Bruxelles	BE 020190 1 0001	0190	B
B.B.L., en entier : Banque Bruxelles Lambert, SA à Bruxelles	BE 020300 1 0002	0300	B
Banque commerciale de Bruxelles, en abrégé : Banque commerciale, SA à Bruxelles	BE 020651 1 0004	0651	B
ING Bank(Belgium) S.A./N.V., en abrégé : ING Bank, SA à Bruxelles	BE 020627 1 0005	0627	B

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie der thesaurie

[S - C - 97/3322]

Lijst van de instellingen gevestigd in de Belgische-Luxemburgse Economische Unie, erkend als instellingen voor het bijhouden van rekeningen voor gedematerialiseerde effecten op naam van de beleggers (in toepassing van artikel 40 van het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de Staatsschuld)

Lijst opgemaakt op 1 juni 1997.

(a) benaming van de instelling die de rekeningen bijhoudt.
 (b) individueel vergunningsnummer.
 (c) nummer van aansluiting bij het effectenclearingstelsel van de Nationale Bank van België ofwel : identificatie van de erkende tussenpersoon door welke de instelling die rekeningen bijhoudt aan het stelsel deelneemt.

(d) A : beperkte vergunning voor het bijhouden van rekeningen enkel voor de buiten de Belgische-Luxemburgse Economische Unie gevestigde of gedomicilieerde leden, behalve wat de effecten uitgedrukt in vreemde munt of in een andere rekeneenheid dan de ecu betreft.

B : beperkte vergunning voor het bijhouden van rekeningen die niet in betrekking staan met het beheer van het effectenclearingstelsel.

A. INSTELLINGEN DIE DE REKENINGEN BIJHOUDEN, WELKE EEN INDIVIDUELE VERGUNNING VERKREGEN.

(a)	(b)	(c)	(d)
Nationale Bank van België, te Brussel			—
Herdiscontering- en Waarborginstituut, te Brussel			—
Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas (C.I.K.), te Brussel			A
Morgan Guaranty Trust Company of New-York, vestiging te Brussel, in haar hoedanigheid van beheer van het Euroclear stelsel			A
CEDEL (Centrale de Livraison de Valeurs Mobilières), te Luxembourg			A
BELFOX, te Brussel in haar hoedanigheid van instelling van compensatie van transacties uitgevoerd op de Belgische Future- en Optiebeurs.			—
De vergunning wordt verleend binnen de beperkingen vastgesteld door de wettelijke en reglementaire status van BELFOX C.V.			
Institut Monétaire Luxembourgeois, te Luxembourg			B
C.I.M., Société de Bourse, te Luxembourg			B

B. INSTELLINGEN DIE KENNIS GEVEN VAN HUN VOORNEMEN OM DE REKENINGEN VAN GEDEMATERIALISEERDE EFFECTEN BIJ TE HOUDEN.

Catégorie I : kredietinstellingen naar Belgisch recht bedoeld in Titel II van de wet van 22 maart 1993 betreffende het statuut en de controle van kredietinstellingen.

(a)	(b)	(c)	(d)
Crédit général, Société anonyme de Banque, NV te Brussel			B
B.B.L., voluit : Bank Brussel Lambert, NV te Brussel			B
Bank voor Koophandel van Brussel, verkort : Bank voor Koophandel, NV, te Brussel			B
ING Bank(Belgium) S.A./N.V., verkort : ING Bank, NV te Brussel			B

(a)	(b)	(c)	(d)	(a)
Bank J. Van Breda en C°, SCS à Borgerhout	BE 020645 1 0006	0645	B	Bank J. Van Breda en C°, GCV te Borgerhout
Banque européenne pour l'Amérique latine, en abrégé : B.E.A.L., SA à Bruxelles	BE 020181 1 0007	0181	B	Europese Bank voor Latijns-Amerika, verkort : B.E.A.L., NV te Brussel
Banque Indosuez Belgique, anciennement Banque du Benelux, SA à Antwerpen	BE 020614 1 0009	0614	B	Indosuez Bank België, voorheen Benelux Bank, NV te Antwerpen
Toyo Trust & Banking (Europe), SA à Bruxelles	BE 020536 1 0010	0536	B	Toyo Trust & Banking (Europe), NV te Brussel
Générale de Banque, en abrégé : G-Banque, SA à Bruxelles	BE 020200 1 0014	0200	B	Generale Bank, verkort : G-Bank, NV te Brussel
Banque Delen & de Schaetzen, en abrégé : Banque Delen ou Banque de Schaetzen ou Banque DDS, SA à Antwerpen	BE 027223 1 0015	7223	B	Bank Delen & de Schaetzen, verkort : Bank Delen of Bank de Schaetzen of DDS Bank, NV te Antwerpen
Banque de gestion financière, en abrégé : Gesbanque, SA à Liège	BE 020624 1 0017	0624	B	Bank voor financieel beheer, verkort : Gesbank, NV te Liège
Banque de Paris et des Pays-Bas Belgique, en abrégé : Banque Paribas Belgique ou Paribas, SA à Bruxelles	BE 020550 1 0018	0550	B	Bank van Parijs en de Nederlanden België, verkort : Paribas Bank België of Paribas, NV te Brussel
Banca Monte Paschi Belgio, SA à Bruxelles	BE 020643 1 0020	0643	B	Banca Monte Paschi Belgio, NV te Brussel
Jean Degroof et Cie, anciennement Jules Philippson, Jean Degroof et Cie, Bankiers, en abrégé : Banque Degroof, SCS à Bruxelles	BE 020676 1 0021	0676	B	Jean Degroof et Cie, voorheen Jules Philippson, Jean Degroof & Cie, Bankiers, in het kort : Bank Degroof, GCV te Brussel
Banque belge, en abrégé : Belgoise, SA à Bruxelles	BE 020603 1 0022	0603	B	Belgoise Bank, verkort : Belgoise, NV te Brussel
Kredietbank, en abrégé : KB, SA à Antwerpen	BE 020400 1 0024	0400	B	Kredietbank, verkort : KB, NV te Antwerpen
Bank van Roeselare en West-Vlaanderen, en abrégé : Bank van Roeselare, SA à Roeselare	BE 020712 1 0026	0712	B	Bank van Roeselare en West-Vlaanderen, verkort : Bank van Roeselare, NV te Roeselare
Bankunie, SA à Turnhout	BE 020646 1 0031	0646	B	Bankunie, NV te Turnhout
Citibank Belgium ou Famibanque Division Citibank Belgium ou Banque Sud belge Division Citibank Belgium, SA à Bruxelles	BE 020595 1 0032	0595	B	Citibank Belgium of Famibank Divisie Citibank Belgium of Banque Sud belge Divisie Citibank Belgium, NV te Brussel
Banco do Brasil (Europe), SA à Bruxelles	BE 020184 1 0033	0184	B	Banco do Brasil (Europe), NV te Brussel
Bank of Tokyo-Mitsubishi (Belgium), SA à Bruxelles	BE 020182 1 0035	0182	B	Bank of Tokyo-Mitsubishi (Belgium), NV te Brussel
Europabank, SA à Gent	BE 020671 1 0037	0671	B	Europabank, NV te Gent
Banque Ippa, en abrégé : Ippa, aussi dénommée : Royale Belge Finance, en abrégé : Royale Belge Fin ou R.B.Fin SA à Bruxelles	BE 020702 1 0039	0702	B	Ippa Bank, verkort : Ippa, ook genoemd : Royale Belge Finance, verkort : Royale Belge Fin of R.B.Fin NV te Brussel
Crédit Lyonnais Belgium, en abrégé : C.L.B., SA à Antwerpen	BE 020610 1 0040	0610	B	Crédit Lyonnais Belgium, verkort : C.L.B., NV te Antwerpen
Banque Drèze, SA à Verviers	BE 020657 1 0042	-(1)	B	Banque Drèze, NV te Verviers
Chuo Trust & Banking Company (Europe), SA à Bruxelles	BE 020534 1 0044	0534	B	Chuo Trust & Banking Company (Europe), NV te Brussel
Banque Nagelmackers 1747, SA à Bruxelles	BE 020635 1 0045	0635	B	Bank Nagelmackers 1747, NV te Brussel
Caisse privée Banque, SA à Bruxelles	BE 020630 1 0047	0630	B	Private Kas Bank, NV te Brussel
Central Hispano Benelux, SA à Bruxelles	BE 020590 1 0050	0590	B	Central Hispano Benelux, NV te Brussel
Banque Dewaay, SA à Bruxelles	BE 020969 1 0052	0969	B	Dewaay Bank, NV te Brussel
BACOB, SC à Bruxelles	BE 020830 1 0053	0830	B	BACOB, CV te Brussel
Argenta Spaarbank, en abrégé : ASPA, SA à Antwerpen	BE 030979 1 0054	0979	B	Argenta Spaarbank, verkort : ASPA, NV te Antwerpen
Banque CERA, SC à Leuven	BE 020725 1 0055	0725	B	CERA Bank, CV te Leuven
HBK-Banque d'Epargne, SA à Antwerpen	BE 030880 1 0056	0880	B	HBK-Spaarbank, NV te Antwerpen
Caisse Hypothécaire Anversoise, aussi dénommée : ANHYP ou Banque d'Epargne ANHYP, SA à Berchem	BE 030750 1 0057	0750	B	Antwerpsche Hypotheekkas, ook genoemd : ANHYP of Spaarbank ANHYP, NV te Berchem
VDK, aussi appelée VDK Spaarbank, en entier : Volksdepositokas ou Volksdepositokas Spaarbank, SA à Gent	BE 030890 1 0058	0890	B	VDK, ook genoemd : VDK Spaarbank, voluit : Volksdepositokas of Volksdepositokas Spaarbank, NV te Gent
Mauretus Spaarbank, SA à Antwerpen	BE 030827 1 0060	0827	B	Mauretus Spaarbank, NV te Antwerpen
HSA-Spaarkrediet, SA à Antwerpen	BE 030850 1 0061	0850	B	HSA-Spaarkrediet, NV te Antwerpen

(a)	(b)	(c)	(d)	(a)
SEFB-Record Bank, en abrégé : Record Bank ou SEFB, SC à Liège	BE 020976 1 0063	0976	B	SEFB-Record Bank, verkort : Record Bank of SEFB, CV te Liège
Crédit Communal de Belgique, en abrégé : Crédit Communal, en allemand : Gemeindegeld von Belgien, en abrégé : Gemeindegeld, SA à Bruxelles	BE 010050 1 0064	0050	B	Gemeentekrediet van België, verkort : Gemeentekrediet, in het Duits : Gemeindegeld, von Belgien, verkort : Gemeindegeld, NV te Brussel
Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque, en allemand : Allgemeine Spar- und Rentenkassen-Bank, en abrégé : CGER-Banque et/ou ASRK-Bank, SA à Bruxelles	BE 020008 1 0065	0008	B	Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank, in het Duits : Allgemeine Spar- und Rentenkassen-Bank, verkort : ASLK-Bank en/of ASRK-Bank, NV te Brussel
Société nationale de Crédit à l'Industrie, en abrégé : Crédit à l'Industrie ou SNCI, en allemand : Kreditanstalt für die Industrie, en abrégé : Kfi, SA à Bruxelles	BE 020140 1 0066	0140	B	Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, verkort : Krediet aan de Nijverheid of NMKN, in het Duits : Kreditanstalt für die Industrie, verkort : Kfi, NV te Brussel
Crédit Agricole SA, en abrégé : INCA, aussi appelé : Banque Crédit Agricole, en allemand : Landwirtschaftskredit AG, en abrégé : LILK ou Landwirtschaftskredit, SA à Bruxelles	BE 020103 1 0067	0103	B	Landbouwkrediet NV, verkort : NILK, ook genoemd : Landbouwkrediet Bank, in het Duits : Landwirtschaftskredit AG, verkort : LILK of Landwirtschaftskredit Bank, NV te Brussel
Crédit professionnel, en allemand : Beruflichen Kredit, SA à Bruxelles	BE 020110 1 0068	0110	B	Beroepskrediet, in het Duits : Beruflichen Kredit, NV te Brussel
van de Put & C°, Effectenbank-Banque de titres, en abrégé : van de Put & C°, société en commandite par actions à Antwerpen	BE 027874 1 0069	7874	B	van de Put & C°, Effectenbank-Banque de titres, afgekort : van de Put & C°, commanditaire vennootschap op aandelen te Antwerpen
Banque De Maertelaere ou De Maertelaere, SA à Gent	BE 027239 1 0070	7239	B	Bank De Maertelaere of De Maertelaere, NV te Gent
De Laet, Poswick & C°, Banquiers-Bankiers, en anglais : De Laet, Poswick & Co, Bankers, SCS à Bruxelles	BE 027667 1 0071	7667	B	De Laet, Poswick & Co, Bankiers-Banquiers, in het Engels : De Laet, Poswick & Co, Bankers, GCV te Brussel

Intermédiaire pour la participation au système de compensation de titres :
tussenpersoon voor de deelname aan het effectenclearingstelsel :

(1) BACOB, à Bruxelles

BACOB, te Brussel

Catégorie II : succursales en Belgique des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, visées au titre III de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Categorie II : bijkantoren in België van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, bedoeld in titel III van de wet van 22 maart 1993 betreffende het statuut en de controle van kredietinstellingen.

(a)	(b)	(c)	(d)	(a)
ABN AMRO Bank, société anonyme de droit néerlandais à Bruxelles	BE 020724 2 0003	0724	B	ABN AMRO Bank, naamloze vennootschap naar Nederlands recht te Brussel
Société Générale, société anonyme de droit français à Bruxelles	BE 020688 2 0011	0688	B	Société Générale, naamloze vennootschap naar Frans recht te Brussel
Deutsche Bank Aktiengesellschaft, société anonyme de droit allemand à Bruxelles	BE 020825 2 0016	0825	B	Deutsche Bank Aktiengesellschaft, naamloze vennootschap naar Duits recht te Brussel
Coöperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A., en abrégé : Rabobank Nederland, association coopérative par actions de droit néerlandais à Antwerpen	BE 020172 2 0023	0172	B	Coöperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A., verkort : Rabobank Nederland, coöperatieve vereniging op aandelen naar Nederlands recht te Antwerpen
Banque nationale de Paris, société anonyme de droit français à Bruxelles	BE 020690 2 0029	0690	B	Banque nationale de Paris, naamloze vennootschap naar Frans recht te Brussel
Lloyds Bank PLC, société par actions à responsabilité limitée de droit anglais à Bruxelles	BE 020632 2 0038	0632	B	Lloyds Bank PLC, vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid naar Engels recht te Brussel
Crédit Commercial de France, en abrégé C.C.F., société anonyme de droit français à Bruxelles	BE 020547 2 0046	0547	B	Crédit Commercial de France, verkort C.C.F., naamloze vennootschap naar Frans recht te Brussel
Westdeutsche Landesbank Girozentrale, établissement public de crédit de droit allemand à Bruxelles	BE 020180 2 0051	0180	B	Westdeutsche Landesbank Girozentrale, openbare kredietinstelling naar Duits recht te Brussel

Catégorie III : succursales en Belgique des établissements de crédit relevant du droit d'un Etat non-membre de la Communauté européenne, visées au titre IV de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Categorie III : bijkantoren in België van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een Staat die niet behoort tot de Europese Gemeenschap, bedoeld in titel IV van de wet van 22 maart 1993 betreffende het statuut en de controle van kredietinstellingen.

(a)	(b)	(c)	(d)	(a)
Morgan Guaranty Trust Company of New York, société « incorporated » de droit américain régie par les lois de l'Etat de New York à Bruxelles	BE 020687 3 0019	0687	B	Morgan Guaranty Trust Company of New York, « incorporated » vennootschap ressorterend onder de wetgeving van de Staat New York te Brussel
Citibank (N.A.), société établie suivant le « United States Code », titre XII (« Banks and Banking »), chapitre II (« National Banks ») à Bruxelles	BE 020570 3 0027	0570	B	Citibank (N.A.), vennootschap gevestigd overeenkomstig de « United States Code », titel XII (« Banks and Banking »), hoofdstuk II (« National Banks ») te Brussel
The Bank of Tokyo-Mitsubishi, Limited, société de droit japonais à Bruxelles	BE 020693 3 0034	0693	B	The Bank of Tokyo-Mitsubishi, Limited, vennootschap naar Japans recht te Brussel
The Sakura Bank, Limited, société de droit japonais à Bruxelles	BE 020644 3 0036	-(1)	B	The Sakura Bank, Limited, vennootschap naar Japans recht te Brussel
The Sanwa Bank Limited, société de droit japonais à Bruxelles	BE 020187 3 0041	0187	B	The Sanwa Bank Limited, vennootschap naar Japans recht te Brussel

Intermédiaire pour la participation au système de compensation de titres :
tussenpersoon voor de deelname aan het effectenclearingstelsel :

(1) Générale de Banque, à Bruxelles

Generale Bank, te Brussel

Catégorie IV : établissements de crédit constitués ou établis au Grand-Duché de Luxembourg, visés aux chapitres I et III de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Categorie IV : kredietinstellingen opgericht of gevestigd in het Groothertogdom Luxemburg, bedoeld in de hoofdstukken I en III van de Luxemburgse wet van 5 april 1993 met betrekking tot de financiële sektor.

(a)	(b)	(c)	(d)
Banque Internationale à Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028405 4 0001	8405	B
Société Générale Bank & Trust à Luxembourg	LU 028409 4 0002	8409	B
Banque Continentale du Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028422 4 0003	8422	B
Nikko Bank (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028468 4 0004	8468	B
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine S.A., Strasbourg (France), succursale de Luxembourg, à Luxembourg	LU 028401 4 0005	8401	B
Banque de Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028407 4 0006	8407	B
Banque Générale du Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028402 4 0007	8402	B
Union de Banques Suisses (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028459 4 0008	-(1)	B
Banque Nationale de Paris (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028404 4 0009	8404	B
Christiania Bank Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028450 4 0010	-(2)	B
Crédit Européen S.A. à Luxembourg	LU 028411 4 0011	8411	B
Banque Degroof Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028537 4 0012	8537	B
Bank AnHyp Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028569 4 0013	-(3)	B
Citibank (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028424 4 0014	-(2)	B
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg	LU 028400 4 0016	8400	B
Banque de Gestion Edmond de Rothschild Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028550 4 0017	-(4)	B
M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028445 4 0018	-(5)	B
Crédit Lyonnais Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028590 4 0019	8590	B
Crédit Lyonnais, Lyon (France); succursale de Luxembourg à Luxembourg	LU 028406 4 0020	8406	B
Kredietbank S.A. Luxembourgeoise à Luxembourg	LU 028408 4 0021	8408	B
Fortis Bank Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028413 4 0023	8413	B
Banque Nagelmackers 1747 (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028564 4 0024	-(6)	B

(a)	(b)	(c)	(d)
Crédit Agricole Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028577 4 0025	8577	B
Société Européenne de Banque S.A. à Luxembourg	LU 028478 4 0026	8478	B
The Industrial Bank of Japan (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028462 4 0027	8462	B
Yasuda Trust & Banking (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028562 4 0028	8562	B
BR & Associés, Banquiers S.A. à Luxembourg	LU 028385 4 0029	8385	B
Deutsche Bank Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028425 4 0030	8425	B
WestLB International S.A. à Luxembourg	LU 028442 4 0031	8442	B
Crédit Suisse (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028470 4 0032	8470	B
BACOB Bank Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028460 4 0033	8460	B
Crédit Communal de Belgique (Luxembourg) - Gemeentekrediet van België (Luxembourg) - Gemeindegredit von Belgien (Luxembourg), en abrégé Cregem International Bank à Luxembourg	LU 028585 4 0034	8585	B
Banca di Roma International S.A. à Luxembourg	LU 028416 4 0035	8416	B

intermédiaire pour la participation au système de compensation de titres :
tussenpersoon voor de deelname aan het effectenclearingstelsel :

- (1) Banque Bruxelles Lambert, à Bruxelles
Bank Brussel Lambert, te Brussel
- (2) Générale de Banque, à Bruxelles
Generale Bank, te Brussel
- (3) Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, à Luxembourg
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, te Luxembourg
- (4) Banque Degroof, à Bruxelles
Bank Degroof, te Brussel
- (5) Kredietbank, à Bruxelles
Kredietbank, te Brussel
- (6) Banque Nagelmackers 1747, à Bruxelles
Bank Nagelmackers 1747, te Brussel.

Catégorie V : entreprises d'investissement dont l'agrément couvre la prestation du service auxiliaire d'administration et de conservation d'instruments financiers, et visées soit à l'art. 47, § 1^{er}, 1^o, soit au Livre II, Titres III et IV de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements.

Categorie V : beleggingsondernemingen met een vergunning die de prestatie dekt van de nevendienst van administratie en bewaarneming van financiële instrumenten, en bedoeld hetzij in art. 47, § 1, 1^o, hetzij in Boek II, Titels III en IV van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs.

(a)	(b)	(c)	(d)	(a)
PARESCO BELGIUM S.A. à Bruxelles	BE 067872 5 0001	7872	B	PARESCO BELGIUM N.V. te Brussel
de MOFFARTS-ROLIN JACQUEMYNS S.A. à Bruxelles	BE 067246 5 0003	7246	B	de MOFFARTS-ROLIN JACQUEMYNS N.V. te Brussel
DEWAAY, SERVAIS & Cie S.A. à Bruxelles	BE 067281 5 0004	7281	B	DEWAAY, SERVAIS & Cie N.V. te Brussel
PETERCAM S.A. à Bruxelles	BE 067669 5 0005	7669	B	PETERCAM N.V. te Brussel
LOGE & ASSOCIES S.P.R.L. à Bruxelles	BE 067567 5 0006	7567	B	LOGE & ASSOCIES B.V.B.A. te Brussel
BRANQUART, COSTERMANS SECURITIES S.A. à Bruxelles	BE 067087 5 0007	7087	B	BRANQUART, COSTERMANS SECURITIES N.V. te Brussel
J. LELEUX & CIE S.A., en abrégé : JLC à Soignies	BE 067539 5 0011	7539	B	J. LELEUX & CIE N.V., verkort : JLC te Soignies
VAN MOER, SANTERRE ET C ^e S.A. à Bruxelles	BE 067909 5 0012	7909	B	VAN MOER, SANTERRE ET C ^e N.V. te Brussel
Société de Bourse DEGROOF SECURITIES S.A., en abrégé : DEGROOF SECURITIES à Bruxelles	BE 067207 5 0013	7207	B	Beursvennootschap DEGROOF SECURITIES N.V., verkort : DEGROOF SECURITIES te Brussel
CELS GUIGON SECURITIES S.C.S. à Bruxelles	BE 067398 5 0015	7398	B	CELS GUIGON SECURITIES G.C.V. te Brussel
R., B. & F. ROPSY & CIE S.P.R.L. à Bruxelles	BE 067736 5 0017	7736	B	R., B. & F. ROPSY & CIE B.V.B.A. te Brussel
de BUCK & CIE S.A. à Gent	BE 067178 5 0019	7178	B	de BUCK & CIE N.V. te Gent

(a)	(b)	(c)	(d)	(a)
KB-SECURITIES S.A. à Antwerpen	BE 067881 5 0020	7881	B	KB-SECURITIES N.V. te Antwerpen
REYERS, BEAUVOIS, SPRIET, de VILLENFAGNE & Cie S.C.S., en abrégé : REYERS à Bruxelles	BE 067710 5 0021	7710	B	REYERS, BEAUVOIS, SPRIET, de VILLENFAGNE & Cie G.C.V., verkort : REYERS te Brussel
NEDEE & C° Beursvennootschap S.A. à Gent	BE 067638 5 0023	7638	B	NEDEE & C° Beursvennootschap N.V. te Gent
CORLUY & C° Beursvennootschap S.A. en abrégé : CORLUY & C° à Antwerpen	BE 067138 5 0025	7138	B	CORLUY & C° Beursvennootschap N.V., verkort : CORLUY & C° te Antwerpen
VAN GOETHEM & C° S.A. à Antwerpen	BE 067901 5 0027	7901	B	VAN GOETHEM & C° N.V. te Antwerpen
AXEL ROSEEUW & C° Beursvennootschap S.A. à Antwerpen	BE 067740 5 0028	7740	B	AXEL ROSEEUW & C° Beursvennootschap N.V. te Antwerpen
SMEETS, VERBAET & C° S.A. à Antwerpen	BE 067770 5 0030	7770	B	SMEETS, VERBAET & C° N.V. te Antwerpen
VAN HERREWEGHE S.P.R.L. à Bruxelles	BE 067905 5 0031	7905	B	VAN HERREWEGHE B.V.B.A. te Brussel
RIGA ET CIE S.A. à Wavre	BE 067714 5 0033	7714	B	RIGA ET CIE N.V. te Wavre
RONFLETTE ET CIE S.P.R.L. à Charleroi	BE 067732 5 0034	7732	B	RONFLETTE ET CIE B.V.B.A. te Charleroi
Leo STEVENS & CIE S.P.R.L. à Antwerpen	BE 067795 5 0035	7795	B	Leo STEVENS & CIE B.V.B.A. te Antwerpen
BACOB SECURITIES, Société de Bourse S.A. à Bruxelles	BE 067024 5 0036	7024	B	BACOB SECURITIES, Beursvennootschap N.V. te Brussel
F. DELCOUR, A.VANCRAYEBECK ET F. SACRE, Société de Bourse S.P.R.L. à Liège	BE 067225 5 0038	7225	B	F. DELCOUR, A.VANCRAYEBECK ET F. SACRE, Société de Bourse B.V.B.A. te Liège
DELANDE ET CIE S.C.S. à Bruxelles	BE 067215 5 0039	7215	B	DELANDE ET CIE G.C.V. te Brussel
R.HAVAUX & CIE S.C.S. à Bruxelles	BE 067426 5 0040	7426	B	R.HAVAUX & CIE G.C.V. te Brussel
Philippe et Yves DE COSTER, Société de Bourse S.P.R.L. à Bruxelles	BE 067191 5 0041	7191	B	Philippe et Yves DE COSTER, Société de Bourse B.V.B.A. te Brussel
S.P.R.L. Damien COURTENS & CIE, Successeur de Léon Maucq, Société de Bourse à Bruxelles	BE 067132 5 0042	7132	B	B.V.B.A. Damien COURTENS & CIE, Successeur de Léon Maucq, Société de Bourse te Brussel
P. SINN & V. HERMANS S.N.C. à Bruxelles	BE 067768 5 0043	7768	B	P. SINN & V. HERMANS V.O.F. te Brussel
BUSSCHAERT & C°, Beursvennootschap S.P.R.L., en abrégé : BUSSCHAERT & C° à Knokke-Heist	BE 067094 5 0044	7094	B	BUSSCHAERT & C°, Beursvennootschap B.V.B.A., verkort : BUSSCHAERT & C° te Knokke-Heist
UNION BELGIAN BROKERS, en abrégé : U.B.B. Société de Bourse S.C. à Bruxelles	BE 067822 5 0045	7822	B	UNION BELGIAN BROKERS, verkort : U.B.B. Beursvennootschap C.V. te Brussel
VERMEULEN-RAEMDONCK S.A. à Bruxelles	BE 067946 5 0046	7946	B	VERMEULEN-RAEMDONCK N.V. te Brussel
BONNEWIJN, RENWART ET CIE S.A. à Liège	BE 067727 5 0047	7727	B	BONNEWIJN, RENWART ET CIE N.V. te Liège
DELTA, beursvennootschap S.P.R.L. à Knokke-Heist	BE 067082 5 0048	7082	B	DELTA, beursvennootschap B.V.B.A. te Knokke-Heist
Michel GOFFIN & CIE, Agents de change S.A. à Bruxelles	BE 067576 5 0049	7576	B	Michel GOFFIN & CIE, Agents de change N.V. te Brussel
WEGHSTEEN & DRIEGE S.A. à Brugge	BE 067977 5 0050	7977	B	WEGHSTEEN & DRIEGE N.V. te Brugge
S.C.S. RAMPELBERGS & CIE Société de Bourse, en abrégé : S.C.S. RAMPELBERGS & CIE à Bruxelles	BE 067696 5 0051	7696	B	G.C.V. RAMPELBERGS & CIE Société de Bourse, verkort : G.C.V. RAMPELBERGS & CIE te Brussel
LAWAISSE PHILIPPE & C° Wisselagenten S.C.S. à Kortrijk	BE 067516 5 0052	7516	B	LAWAISSE PHILIPPE & C° Wisselagenten G.C.V. te Kortrijk
S.A. MELICE, PIRE & CIE N.V. à Bruxelles	BE 067629 5 0053	7629	B	S.A. MELICE, PIRE & CIE N.V. te Brussel
DIERICKX, LEYS & CIE S.A., en abrégé : DIERICKX à Antwerpen	BE 067299 5 0054	7299	B	DIERICKX, LEYS & CIE N.V., verkort : DIERICKX te Antwerpen
VIATOUR, DE COCK, HERMESSE ET DEBLANC, Société anonyme de Bourse à Liège	BE 067960 5 0055	7960	B	VIATOUR, DE COCK, HERMESSE ET DEBLANC, Société anonyme de Bourse te Liège
CAPITAL @ WORK S.A. à Bruxelles	BE 067251 5 0056	7251	B	CAPITAL @ WORK N.V. te Brussel
CHOPPINET S.P.R.L. à Bruxelles	BE 067122 5 0057	7122	B	CHOPPINET B.V.B.A. te Brussel
VAN GLABBEEK & C° Beursvennootschap S.P.R.L. à Antwerpen	BE 067896 5 0058	7896	B	VAN GLABBEEK & C° Beursvennootschap B.V.B.A. te Antwerpen

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[97/29248]

**Département de l'Education, de la Recherche et de la Formation
Examen pour l'obtention du certificat d'aptitude
à la fonction d'inspecteur(trice) cantonal(e) de l'enseignement maternel (session 1997)**

Le jury chargé d'organiser l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude à la fonction d'inspecteur(trice) cantonal(e) de l'enseignement maternel (session 1997) a établi, en date du 12 juin 1997, le classement suivant des candidates qu'il a déclaré lauréates dudit examen.

1. Lefebvre, Letty;
2. Pirotte, Sylvie;
3. Pireaux, Marie-Françoise;
4. Jacquemin, Elisabeth.

**PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

Chambres législatives — Wetgevende Kamers

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

[97/19668]

Réunions publiques des commissions

Ordre du jour

Mercredi 9 juillet 1997

Commission d'enquête parlementaire chargée de l'examen des adaptations nécessaires en matière d'organisation et de fonctionnement de l'appareil policier et judiciaire, en fonction des difficultés surgies lors de l'enquête sur « les tueurs du Brabant »

A 10 heures :

M. Michaux, colonel de gendarmerie.

A 14 heures :

M. De Ridder, commandant de la gendarmerie.

A 16 heures :

M. Lhost, ancien lieutenant-colonel de gendarmerie.

(Rapporteurs : MM. Renaat Landuyt et Jean-Jacques Viseur.)

Vendredi 11 juillet 1997, à 10 heures

Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la manière dont l'enquête, dans ses volets policiers et judiciaires a été menée dans « l'Affaire Dutroux-Nihoul et consorts »

Audition.

(Rapporteurs : M. Renaat Landuyt et Mme Nathalie de T'Serclaes.)

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[97/19668]

Openbare commissievergaderingen

Dagorde

Woensdag 9 juli 1997

Parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de noodzakelijke aanpassingen van de organisatie en de werking van het politie- en justitiewezen op basis van de moeilijkheden die gerezen zijn bij het onderzoek naar de « Bende van Nijvel »

Om 10 uur :

De heer Michaux, kolonel van de rijkswacht.

Om 14 uur :

De heer De Ridder, commandant van de rijkswacht.

Om 16 uur :

De heer Lhost, gewezen luitenant-kolonel van de rijkswacht.

(Rapporteurs : de heren Renaat Landuyt en Jean-Jacques Viseur.)

Vrijdag 11 juli 1997, om 10 uur

Parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de wijze waarop het onderzoek door politie en gerecht werd gevoerd in de zaak « Dutroux-Nihoul en consorten »

Hoorzitting.

(Rapporteurs : de heer Renaat Landuyt en Mevr. Nathalie de T'Serclaes.)

Mardi 8 juillet 1997, à 10 heures

Commission de la Défense nationale

Débat national.

Audition du vice-amiral W. Herteleer.

(Rapporteurs : MM. Jan Van Erps et Jean-Paul Moerman.)

Les membres des Commissions des Relations extérieures de la Chambre et des Affaires étrangères du Sénat sont également invités à participer à ces auditions.

Mardi 8 juillet 1997, à 10 heures

Commission de la Santé publique,
de l'Environnement et du Renouveau de la Société

1. Interpellations jointes :

— Interpellation n° 1445 de M. Rudy Demotte à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Égalité des chances entre hommes et femmes, sur « le déséquilibre entre les CPAS du nord et du sud du pays en ce qui concerne la répartition des subsides européens gérés par l'a.s.b.l. "TOK-EFD" ».

— Interpellation n° 1447 de M. Thierry Detienne à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Égalité des chances entre hommes et femmes, sur « les déclarations de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie qui mettent en évidence le déséquilibre dans la répartition des subsides européens gérés par l'a.s.b.l. "TOK-EFD" ».

2. Question de Mme An Hermans au Ministre de la Santé publique et des Pensions sur l'octroi de titres professionnels et de formations professionnelles spécifiques aux soins intensifs et aux urgences.

3. Question de M. Hubert Brouns au Ministre de la Santé publique et des Pensions sur les accords américains en matière de tabac.

4. Question de M. Frans Lozie au Ministre de la Santé publique et des Pensions sur les résidus, entre autres les résidus d'antibiotiques, dans la viande.

5. Interpellation n° 1455 de M. Roger Lespagnard au Ministre de la Santé publique et des Pensions, sur « les effets des champs électriques et magnétiques sur la santé ».

6. Interpellation n° 1459 de M. Frans Lozie au Ministre de la Justice et au Ministre de la Santé publique, sur « les mesures de lutte contre l'utilisation de stimulateurs de croissance dans l'élevage ».

7. Projet de loi visant la réorganisation des soins de santé (art. 1-8).
(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteuse : Mme Gisèle Gardeyn-Debever.)

Mardi 8 juillet 1997, à 10 heures

Commission de l'Infrastructure,
des Communications et des Entreprises publiques

Projet de loi visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Jos Van Eetvelt.)

Mercredi 9 juillet 1997

A 10 heures :

1. Reprise de l'ordre du jour de mardi.

(Continuation, clôture et votes.)

2. Proposition de résolution (Mmes Pierrette Cahay-André et Martine Schüttringer et MM. Jos Ansoms, Rudy Demotte, Hugo Olaerts, Peter Roose, Julien Van Aperen, Hugo Van Dienderen et Michel Wauthier) relative à l'amélioration de la complémentarité du train et de la bicyclette.

3. Question de M. Maurice Didden au Ministre des Transports sur la liaison ferroviaire avec le Limbourg.

4. Question de M. Wim Vermeulen au Ministre des Transports sur le manque d'intérêt de la SNCB pour la Campine.

A 14 heures :

La libéralisation du marché des télécommunications.

Audition de représentants de :

— Telenet;

— BT.

Dinsdag 8 juli 1997, om 10 uur

Commissie voor de Landsverdediging

Nationaal debat.

Hoorzitting met vice-admiraal W. Herteleer.

(Rapporteurs : de heren Jan Van Erps en Jean-Paul Moerman.)

De leden van de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen van de Kamer en voor de Buitenlandse Aangelegenheden van de Senaat worden eveneens uitgenodigd om aan deze hoorzittingen deel te nemen.

Dinsdag 8 juli 1997, om 10 uur

Commissie voor de Volksgezondheid,
het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

1. Samengevoegde interpellaties :

— Interpellatie nr. 1445 van de heer Rudy Demotte tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van Gelijke Kansen tussen mannen en vrouwen, over « de verstoring van het evenwicht tussen de OCMW's uit het noorden en het zuiden des lands wat de verdeling betreft van de door de v.z.w. TOK-EFD beheerde Europese subsidies ».

— Interpellatie nr. 1447 van de heer Thierry Detienne tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van Gelijke Kansen tussen mannen en vrouwen, over « de verklaringen van de "Union des Villes et des Communes de Wallonie" die duiden op een onevenwichtige verdeling van de door de v.z.w. TOK-EFD beheerde Europese subsidies ».

2. Vraag van Mevr. An Hermans tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen over de toekenning van bijzondere beroepstitels en beroepsbekwamingen intensieve zorgen en spoedgevallen.

3. Vraag van de heer Hubert Brouns tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen over de Amerikaanse tabaksakkoorden.

4. Vraag van de heer Frans Lozie tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen betreffende residus van o.m. antibiotica in vlees.

5. Interpellatie nr. 1455 van de heer Roger Lespagnard tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, over « de gevolgen van de elektrische en magnetische velden voor de gezondheid ».

6. Interpellatie nr. 1459 van de heer Frans Lozie tot de Minister van Justitie en de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, over « de maatregelen om de strijd tegen het gebruik van groeistimulerende producten in de veeteelt aan te gaan ».

7. Wetsontwerp tot reorganisatie van de gezondheidszorg (art. 1-8).
(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : Mevr. Gisèle Gardeyn-Debever.)

Dinsdag 8 juli 1997, om 10 uur

Commissie voor de Infrastructuur,
het Verkeer en de Overheidsbedrijven

Wetsontwerp tot rationalisering van het beheer van de luchthaven Brussel-Nationaal.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Jos Van Eetvelt.)

Woensdag 9 juli 1997

Om 10 uur :

1. Hervatting van de agenda van de dinsdag.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

2. Voorstel van resolutie (Mevrn. Pierrette Cahay-André en Martine Schüttringer en de heren Jos Ansoms, Rudy Demotte, Hugo Olaerts, Peter Roose, Julien Van Aperen, Hugo Van Dienderen en Michel Wauthier) betreffende de verbetering van de complementariteit van het trein- en fietsgebruik.

3. Vraag van de heer Maurice Didden tot de Minister van Vervoer over de spoorverbinding naar Limburg.

4. Vraag van de heer Wim Vermeulen tot de Minister van Vervoer over de achterstelling van de Kempen door de NMBS.

Om 14 uur :

De liberalisering van de telecommarkt.

Hoorzittingen met vertegenwoordigers van :

— Telenet;

— BT.

Mardi 8 juillet 1997, à 10 heures

Commission chargée des problèmes de droit commercial et économique

Projet de loi sur les faillites.
(Pour mémoire.)

Mardi 8 juillet 1997, à 10 h 30 m

Comité d'avis chargé des Questions européennes

1. Projet de résolution sur les résultats du Sommet d'Amsterdam. — Texte de compromis.

(Rapporteur : M. Jean-Marc Delizée.)

2. Examen des propositions d'actes normatifs et d'autres documents de la Commission européenne (textes transmis par la Commission au Conseil — février-mai 1997).

Réunion commune avec délégation du Sénat.

Mardi 8 juillet 1997, à 10 h 30 m

Commission des Finances et du Budget

1. Interpellation n° 1453 de M. Jean-Pierre Viseur au Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, sur « le rapport de la mission du Ministre aux USA et en particulier ses déclarations en matière fiscale ».

2. Question de M. Lode Vanoost au Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur sur les aspects fiscaux du dépavillonnement de la Sabena.

3. Projet de loi fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique.

Amendements du Gouvernement et de M. De Grauwe.

(Renvoyé en commission — Séance plénière du 3 juillet 1997.)

Mardi 8 juillet 1997, à 14 heures,
éventuellement mercredi 9 juillet 1997, à 10 heures

Commission des Affaires sociales

1. Question de M. Joos Wauters à la Ministre des Affaires sociales et au Ministre de la Santé publique et des Pensions sur les conséquences des actions des médecins.

(La réponse sera donnée par le Ministre des Affaires sociales.)

2. Question de Mme Ingrid van Kessel à la Ministre des Affaires sociales sur la prorogation des mesures linéaires concernant les maisons de repos.

3. Interpellations jointes :

— Interpellation n° 1417 de Mme Miche Dejonghe au Ministre de la Fonction publique, sur « les implications des difficultés financières du Fonds des Equipements et Services collectifs et des services d'accueil parascolaires ».

(La réponse sera donnée par la Ministre des Affaires sociales.)

— Interpellation n° 1431 de M. Jef Valkeniers à la Ministre des Affaires sociales, sur « les mesures d'économie concernant le Fonds des Equipements et Services collectifs ».

4. Interpellation n° 1454 de M. Roger Hotermans à la Ministre des Affaires sociales, sur « l'agrément des services hospitaliers de cathétérisme cardiaque ».

5. Projet de loi visant la réorganisation des soins de santé (art. 9 à 12).

Proposition de loi jointe :

— Proposition de loi (M. Hubert Brouns) insérant un article 36bis dans la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures

1. Question de M. Thierry Detienne à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Egalité des chances entre hommes et femmes, sur les refus exprimés par l'Onem quant à la participation de chômeurs à une manifestation concernant l'emploi se déroulant aux Pays-Bas.

Dinsdag 8 juli 1997, om 10 uur

Commissie

belast met de problemen inzake handels- en economisch recht
Ontwerp van faillissementswet.
(Pro memorie.)

Dinsdag 8 juli 1997, om 10 u. 30 m.

Adviescomité voor Europese Aangelegenheden

1. Ontwerp van resolutie over de resultaten van de Top van Amsterdam. — Compromistekst.

(Rapporteur : de heer Jean-Marc Delizée.)

2. Onderzoek van de voorstellen van normatieve rechtshandelingen en van andere documenten van de Europese Commissie (teksten overgezonden door de Commissie aan de Raad van februari tot mei 1997).

Dinsdag 8 juli 1997, om 10 u. 30 m.

Commissie voor de Financiën en de Begroting

1. Interpellatie nr. 1453 van de heer Jean-Pierre Viseur tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel, over « het verslag over de zending van de Minister naar de Verenigde Staten en inzonderheid over diens verklaringen in verband met fiscale aangelegenheden ».

2. Vraag van de heer Lode Vanoost tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel over de fiscale aspecten van een uitvlagingscenario van Sabena.

3. Wetsontwerp tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België.

Amendementen van de Regering en van de heer De Grauwe.

(Opnieuw verzonden naar de commissie. — Plenaire vergadering van 3 juli 1997.)

Dinsdag 8 juli 1997, om 14 uur,
en eventueel woensdag 9 juli 1997, om 10 uur

Commissie voor de Sociale Zaken

1. Vraag van de heer Joos Wauters tot de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu over de gevolgen van de geneesherenacties.

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Sociale Zaken.)

2. Vraag van Mevr. Ingrid van Kessel tot de Minister van Sociale Zaken over de verlenging van de lineaire maatregelen met betrekking tot de rustoorden.

3. Samengevoegde interpellaties :

— Interpellatie nr. 1417 van Mevr. Miche Dejonghe tot de Minister van Ambtenarenzaken, over « de implicaties van de hachelijke financiële toestand van het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten op de buitenschoolse kinderopvang ».

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Sociale Zaken.)

— Interpellatie nr. 1431 van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken, over « de besparingsmaatregelen ten aanzien van het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten ».

4. Interpellatie nr. 1454 van de heer Roger Hotermans tot de Minister van Sociale Zaken, over « de erkenning van de ziekenhuisafdelingen voor hartcathederisatie ».

5. Wetsontwerp tot reorganisatie van de gezondheidszorgen (art. 9 tot 12).

Toegevoegd wetsvoorstel :

— Wetsvoorstel (de heer Hubert Brouns) tot invoeging van een artikel 36bis in de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Woensdag 9 juli 1997, om 14 uur

1. Vraag van de heer Thierry Detienne tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Gelijke Kansenbeleid over de weigering van de RVA, om het deelnemen van werklozen aan een in Nederland gehouden betoging omtrent de tewerkstelling, mogelijk te maken.

2. Interpellation n° 1435 de M. Thierry Detienne à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Égalité des chances entre hommes et femmes, sur « l'évaluation de la mise en œuvre de la loi du 5 août 1992 relative au travail des enfants ».

3. Propositions jointes :

— Proposition de résolution (Mme Annemie Van de Casteele et consorts) concernant la délocalisation et la perte d'emplois à l'intérieur de l'Union européenne et plus particulièrement la fermeture du siège de Renault à Vilvorde.

— Proposition de loi (MM. Olivier Deleuze, Joos Wauters et Thierry Detienne) modifiant l'arrêté royal du 25 mai 1976 sur les licenciements collectifs en vue d'améliorer la protection des travailleurs.

— Proposition de loi (M. Hans Bonte) instaurant des sanctions supplémentaires en cas de non-respect des procédures d'information et de consultation lors de licenciements.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Thierry Detienne.)

Mardi 8 juillet 1997, à 15 heures

Commission des Relations extérieures

Echange de vues avec Mme Emma Bonino, membre de la Commission européenne, sur la situation des réfugiés dans l'Est du Congo.

Mercredi 9 juillet 1997, à 10 heures

1. Interpellation n° 1451 de M. Karel Van Hoorebeke au Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, sur « les chiffres régionaux des exportations et leur implication éventuelle ».

2. Question de M. Jacques Simonet au Ministre des Affaires étrangères sur la participation de la Belgique à la mission d'observation appelée à succéder à l'UNAVEM.

3. Question de M. Jacques Simonet au Ministre des Affaires étrangères sur l'opportunité de rouvrir notre représentation diplomatique en Zambie.

4. Rapport 1996 au Parlement sur le Fonds de Survie pour le Tiers Monde. — Exposé du Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement et échanges de vues.

Mercredi 9 juillet 1997, à 10 heures

Commission des Pétitions

1. Examen de pétitions.

2. Proposition de modification du Règlement de la Chambre. — Discussion.

Mercredi 9 juillet 1997

Commission de la Justice

A 10 h 15 m :

Propositions de loi jointes :

— Proposition de loi (MM. Serge Moureaux, Vincent Decroly, Frans Lozie et Olivier Maingain) concernant le contrat de vie commune.

— Proposition de loi (MM. Renaat Landuyt et Luc Willems) relative à la protection contre les discriminations fondées sur le sexe et les tendances sexuelles ou relationnelles.

(Continuation.)

(Rapporteurs : MM. Dany Vandenbossche et Frans Lozie.)

Auditions de MM. Heyvaert (Université d'Anvers), Seynave (KUL), Van Gysel (ULB), Martens (APSY-UCL) et de Mme Meulders (UCL).

A 14 h 15 m :

1. Projet de loi modifiant le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la procédure en dessaisissement.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteur : M. Pierre Beaufays.)

Amendements du Gouvernement et de M. Duquesne.

2. Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées.

Proposition de loi jointe :

— Proposition de loi (Mme Pierrette Cahay-André) complétant l'article 90ter du Code d'instruction criminelle.

2. Interpellatie nr. 1435 van de heer Thierry Detienne tot de Minister van Sociale Zaken, over « de evaluatie van de tenuitvoerlegging van de wet van 5 augustus 1992 betreffende de kinderarbeid ».

3. Samengevoegde voorstellen :

— Voorstel van resolutie (Mevr. Annemie Van de Casteele cs.) betreffende de delokalisatie en het verlies van banen binnen de Europese Unie en in het bijzonder de sluiting van de Renaultvestiging in Vilvoorde.

— Wetsvoorstel (de heren Olivier Deleuze, Joos Wauters en Thierry Detienne) tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 mei 1976 betreffende het collectief ontslag teneinde de bescherming van de werknemers te verbeteren.

— Wetsvoorstel (de heer Hans Bonte) tot invoering van bijkomende sancties bij de niet-naleving van de informatie- en raadplegingsprocedures bij ontslag.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Thierry Detienne.)

Dinsdag 8 juli 1997, om 15 uur

Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen

Gedachtenwisseling met Mevr. Emma Bonino, lid van de Europese Commissie, betreffende de toestand van de vluchtelingen in Oost-Congo.

Woensdag 9 juli 1997, om 10 uur

1. Interpellatie nr. 1451 van de heer Karel Van Hoorebeke tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel, over « de regionale exportcijfers en de eventuele gevolgen ervan ».

2. Vraag van de heer Jacques Simonet tot de Minister van Buitenlandse Zaken betreffende de deelneming van België aan de waarnemingszending die UNAVEM moet opvolgen.

3. Vraag van de heer Jacques Simonet tot de Minister van Buitenlandse Zaken over de wenselijkheid om onze diplomatieke vertegenwoordiging in Zambia te heropenen.

4. Verslag 1996 aan het Parlement over het Overlevingsfonds voor de Derde Wereld. — Uiteenzetting van de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking en gedachtenwisseling.

Woensdag 9 juli 1997, om 10 uur

Commissie voor de Verzoekschriften

1. Behandeling van de verzoekschriften.

2. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer. — Bespreking.

Woensdag 9 juli 1997

Commissie voor de Justitie

Om 10 u. 15 m. :

Samengevoegde wetsvoorstellen :

— Wetsvoorstel (de heren Serge Moureaux, Vincent Decroly, Frans Lozie en Olivier Maingain) betreffende het samenlevingscontract.

— Wetsvoorstel (de heren Renaat Landuyt en Luc Willems) ter bescherming tegen discriminatie op grond van geslacht en seksuele of relationele voorkeur.

(Voortzetting.)

(Rapporteurs : de heren Dany Vandenbossche en Frans Lozie.)

Hoorzittingen met de heren Heyvaert (Universiteit Antwerpen), Seynave (KUL), Van Gysel (ULB), Martens (APSY-UCL) en met Mevr. Meulders (UCL).

Om 14 u. 15 m. :

1. Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van Strafvordering inzake de procedure tot onttrekking van de zaak aan de rechter.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : de heer Pierre Beaufays.)

Amendementen van de Regering en van de heer Duquesne.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het af luisteren, kennismaken en opnemen van privécommunicatie en -telecommunicatie.

Toegevoegd wetsvoorstel :

— Wetsvoorstel (Mevr. Pierrette Cahay-André) tot aanvulling van artikel 90ter van het Wetboek van Strafvordering.

3. Projet de loi modifiant certaines dispositions en matière de prescription.

A 16 h 15 m :

1. Interpellation n° 1456 de M. Bart Laeremans au Ministre de la Justice, sur « l'absence de mesures concernant les experts judiciaires ».

2. Interpellations jointes :

— Interpellation n° 1458 de M. Bart Laeremans au Ministre de la Justice, sur « la situation linguistique dans les tribunaux bruxellois ».

— Interpellation n° 1460 de Mme Nathalie de T'Serclaes au Ministre de la Justice, sur « la situation linguistique dans les juridictions bruxelloises ».

Mercredi 9 juillet 1997, à 10 h 15 m

Commission de l'Intérieur,
des Affaires générales et de la Fonction publique

Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Hubert Brouns.)

Amendements de M. Roose et consorts.

3. Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de verjaring.

Om 16 u. 15 m. :

1. Interpellatie nr. 1456 van de heer Bart Laeremans tot de Minister van Justitie, over « het uitblijven van maatregelen inzake de gerechtelijke deskundigen ».

2. Samengevoegde interpellaties :

— Interpellatie nr. 1458 van de heer Bart Laeremans tot de Minister van Justitie, over « de taalsituatie bij de Brusselse rechtbanken ».

— Interpellatie nr. 1460 van Mevr. Nathalie de T'Serclaes tot de Minister van Justitie, over « de taalsituatie bij de Brusselse rechtbanken ».

Woensdag 9 juli 1997, om 10 u. 15 m.

Commissie voor de Binnenlandse Zaken,
de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Hubert Brouns.)

Amendementen van de heer Roose en cs.

SENAT DE BELGIQUE

[97/19670]

Séances plénières

Ordre du jour

Jeudi 10 juillet 1997 :

a) La matin à 10 heures :

1. Procédure d'évocation.

Projet de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

(Pour mémoire.)

2. Procédure d'évocation.

Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé et la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

3. Projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis.

b) L'après-midi à 15 heures;

c) Eventuellement, le soir à 19 heures :

1. Prise en considération de propositions.

2. Questions orales.

3. Eventuellement, reprise de l'ordre du jour de la séance du matin.

A partir de 16 h 30 m :

a) Scrutin secret pour la présentation d'une liste double pour une place vacante de conseiller à la Cour de cassation.

b) Votes nominatifs sur l'ensemble des projets de loi dont la discussion est terminée.

4. Demandes d'explications :

a) de Mme Lizin au Ministre des Affaires étrangères, sur « le protocole sur la Défense européenne et le contenu de la politique de sécurité et de défense dans la C.I.G. »;

b) de Mme Lizin au Ministre des Affaires étrangères, sur « l'orientation du gouvernement à l'égard du Burundi »;

c) de Mme Lizin au Ministre des Affaires étrangères, sur « l'orientation du gouvernement à l'égard de la Yougoslavie »;

d) de Mme Lizin au Ministre de la Défense nationale et au Ministre des Affaires étrangères, sur « la situation au Congo »;

e) de Mme de Bethune au Ministre des Affaires étrangères, sur « la situation à Brazzaville ».

BELGISCHE SENAAT

[97/19670]

Plenaire vergaderingen

Dagorde

Donderdag 10 juli 1997 :

a) 's Ochtends te 10 uur :

1. Evocatieprocedure.

Wetsontwerp tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

(Pro memorie.)

2. Evocatieprocedure.

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective en de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

3. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid.

b) 's Namiddags te 15 uur;

c) Eventueel, 's avonds te 19 uur :

1. Inoverwegingneming van voorstellen.

2. Mondelinge vragen.

3. Eventueel, hervatting van de agenda van de ochtendvergadering.

Vanaf 16 u. 30 m. :

a) Geheime stemming over de voordracht van een dubbeltal voor een openstaand ambt van raadsheer in het Hof van Cassatie.

b) Naamstemmingen over het geheel van de afgehandelde wetsontwerpen.

4. Vragen om uitleg :

a) van Mevr. Lizin aan de Minister van Buitenlandse Zaken over « het protocol over de Europese Defensie en de inhoud van het veiligheids- en defensiebeleid in de IGC »;

b) van Mevr. Lizin aan de Minister van Buitenlandse Zaken over « de houding van de regering ten aanzien van Burundi »;

c) van Mevr. Lizin aan de Minister van Buitenlandse Zaken over « de houding van de regering ten aanzien van Joegoslavië »;

d) van Mevr. Lizin aan de Minister van Landsverdediging en aan de Minister van Buitenlandse Zaken over « de situatie in Congo »;

e) van Mevr. de Bethune aan de Minister van Buitenlandse Zaken over « de toestand in Brazzaville ».

Avis divers**Verschillende berichten**

VRJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

Faculteit van de wetenschappen

Promotie

De heer Antouonkoun, Meda, verdedigt op dinsdag 8 juli 1997, om 15 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de wetenschappen, in het lokaal 4F111, gebouw F, niveau, Campus Oefenplein.

Titel van het proefschrift : « Epidémiologie et contrôle de la Trypanosomiase humaine Africaine dans le foyer de Zoukougbeu (Côte d'Ivoire) : un modèle pour la surveillance des foyers à faible endémicité », en een bijgevoegde stelling. (19666)

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

M. Sabiti, Kiseta Jacques, porteur d'une décision d'équivalence d'études, a défendu publiquement le 7 juillet 1997, à 9 heures, à la salle des professeurs, bâtiment NO, Campus de la Plaine, boulevard du Triomphe, 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Time series models with exogenous variables : Problem of parameters estimation ». (19667)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Regitop, naamloze vennootschap,
Grote Markt 16, 8970 Poperinge**

H.R. Ieper 33766

Jaarvergadering op 17 juli 1997, te 15 u 30 m., op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1996.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. (Her)benoeming bestuurders.
5. Allerlei.

Zich richten tot de statuten, neerlegging op de zetel. (20081)

**Cie Wallone des Produits réfractaires,
en abrégé : « Walref », société anonyme,
boulevard Kennedy 127, 7000 Mons**

R.C. Mons 85328 – T.V.A. 407.020.314

Une assemblée générale extraordinaire se réunira le 17 juillet 1997, à 15 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Modification de l'objet social et de l'activité principale de la société.
2. Modification de la dénomination de la société en WALREF S.A.
3. Adaptation des statuts en fonction des décisions prises. (20082)

**Garage Nachsem-Lejoly, société anonyme,
Baugnez 94, 4960 Malmedy**

R.C. Verviers 54978 – T.V.A. 428.175.024

Une seconde assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juillet 1997, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels.
2. Affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Divers. (20083)

**N.A.G., société anonyme,
Baugnez 94, 4960 Malmedy**

R.C. Verviers 63959 – T.V.A. 447.469.116

Une seconde assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juillet 1997, à 20 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels.
2. Affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Divers. (20084)

**Nicols Belgium, société anonyme,
rue de la Goëtte 48, 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 35993 – T.V.A. 402.973.830

L'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 1997, n'ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée se réunira le 16 juillet 1997, à 11 heures, en l'étude du notaire Houet, Bernard, avenue des Mésanges 4, à 1300 Wavre. — Ordre du jour : 1. Modification de la dénomination en « Nicols Benelux » et mise en concordance des statuts. (20085)

**Ageropa, société anonyme,
rue Van Soust 258, à 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 532057 – T.V.A. 440.041.191

L'assemblée générale extraordinaire du 21 juin 1997, n'ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée se réunira le 16 juillet 1997, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Article 103 L.C.S.C. Examen de la dernière situation semestrielle à fin février 1997 dans la perspective de la poursuite de l'activité. Présentation du rapport spécial par le conseil d'administration. 2. Réduction du capital social par apurement des pertes reportées. 3. Renouvellement de l'autorisation pour le conseil d'augmenter le capital. 4. Modification des statuts, notamment pour les mettre en concordance avec les points 2 et 3 de l'ordre du jour et pour l'adapter aux dispositions nouvelles des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. (20086)

**Royal Rubens, naamloze vennootschap,
Zeedijk 589, 8300 Knokke-Heist**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Brugge, nr. 258
NN 444.028.881

Oproeping tot de buitengewone algemene vergadering, te houden op 17 juli 1997, te 9 uur, te Halle, steenweg Lennik 9. — Agenda : I. Kapitaalvermindering met zeven miljoen frank door terugbetaling. II. Wijziging in handelsvennootschap. III. Uitbreiding vennootschapsdoel. 2. Het verrichten van alle handelingen mbt. (on)rechtstreeks de organisatie, beheer, marketingbegeleiding van ondernemingen in de ruimste zin, incl. vorming, plaatsing en ter beschikking stelling van gespecialiseerd personeel; de uitvoering en aanwending van marktstudies. 3. Het aanbieden van een zo ruim mogelijk dienstenpakket, o.v.v. advies, bijstand en uitvoering, op het vlak van het algemeen-, marketing-, publicitair-, technisch- en organisatorisch beleid (incl. het administratief- en financieel beleid). Deze opsomming is niet beperkend. Het waarnemen van alle bestuursopdrachten, alle mandaten of functies in vennootschappen/ondernemingen. 4. Het verwerven, vervreemde, beheer en valoriseren van : participaties en belangen in vennootschappen en ondernemingen, onder welke vorm ook; fabrieksmerken, patenten, licenties en vergunningen. 5. Het patrimonium van derden besturen in de ruimste zin. Optreden als bemiddelaar of makelaar in ondernemingen, in participaties, warrants, (niet)converteerbare leningen. 6. Al dan niet hypothecaire waarborgen verlenen voor derden en zich voor derden borg stellen in het algemeen. IV. Verandering van artikel 16, laatste alinea « Extern bestuur » door : « Tegenover derden en in rechte wordt de vennootschap geldig vertegenwoordigd door twee bestuurders; alle akte en stukken van de vennootschap worden geldig ondertekend door twee bestuurders. Voor handelingen, betreffende het dagelijks bestuur volstaat de handtekening van één gedelegeerd bestuurder. » V. Verslag raad van bestuur (verantwoording doelwijziging. VI. Aanpassing der statuten aan de gewijzigde wetgeving. Zich schikken naar de statuten. (20087)

**Malmar, naamloze vennootschap,
Eddastraat 41, 9042 Gent**

H.R. Gent 157893 – BTW 440.443.148

Aan de houders van gewone aandelen van de Malmar N.V., Eddastraat 41, 9042 Gent, wordt een dividend over het boekjaar 1996 betaalbaar gesteld van 525 frank netto per aandeel tegen afgifte van coupon nr. 7 der bovengenoemde aandelen.

Dit volgens beslissing der algemene vergadering d.d. 6 juni 1997. Betaalbaarstelling op de zetel der vennootschap vanaf 10 juli 1997.

Echt verklaard, (get.) Rita Malfliet, gedelegeerd bestuurder. (20178)

**Malmar-Invest, naamloze vennootschap,
Forelstraat 147, 9000 Gent**

H.R. Gent 157894

Aan de houders van gewone aandelen van de Malmar-Invest, wordt een dividend over het boekjaar 1996 betaalbaar gesteld van 75 frank netto per aandeel tegen afgifte van coupon nr. 5 der bovengenoemde aandelen.

Dit volgens beslissing der algemene vergadering d.d. 6 juni 1997.

Betaalbaarstelling op de zetel der vennootschap vanaf 10 juli 1997.

Echt verklaard, (get.) Rita Malfliet, gedelegeerd bestuurder. (20179)

**Anker-Lier, naamloze vennootschap,
Dorpstraat 26, 2070 Zwijndrecht (Burcht)**

H.R. Antwerpen 257019 — BTW 430.644.465

Aangezien het wettelijk quorum niet bereikt werd op de jaarvergadering van 26 juni 1997, worden de aandeelhouders uitgenodigd op de tweede jaarvergadering dewelke zal gehouden worden op 17/07/97, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1996. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Benoeming bestuurder. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46847)

Au Touffrais - Fleur de Jasmin, société anonyme

R.C. Bruxelles 256190 — T.V.A. 411.549.125

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 9 juin 1997 n'étant pas en nombre, les actionnaires sont priés d'assister à une seconde Assemblée Générale Ordinaire de la société le mardi 22/07/97, chaussée d'Alseberg 389, 1180 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31/03/1997. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46848)

**Center Mat Mons, société anonyme,
rue Père Damien 7, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 64270 — T.V.A. 429.113.053

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18/07/97 à 16 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1996. 3. Affectation des résultats. 4. Rémunération du capital. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant la réunion. (46849)

**Center Mat Mouscron, société anonyme,
rue Père Damien 7, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 48213 — T.V.A. 412.524.865

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18/07/97 à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1996. 3. Affectation des résultats. 4. Rémunération du capital. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant la réunion. (46850)

**Charley Assurances, société anonyme,
place Crombez 25, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 70438

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 18/07/97 à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1996. 3. Affectation des résultats. 4. Rémunération du capital. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant la réunion. (46851)

**De Ghellinck — De Lescure — KEROV Patrimonium,
vennootschap bij wijze van geldschieting op aandelen,
Gebuurtestraat 2, 9052 Gent**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 587

Daar de eerste buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen op 20 juni niet in getal was, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot het bijwonen van de tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 18 juli 1997 om 11.00 uur op het kantoor van notaris E. Baudry, te Brugge, Geerwijnstraat 13, welke vergadering geldig zal kunnen beraadslagen en beslissen welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen zij.

Agenda :

1. Benoeming van M. Bruno de Walque als derde gecommanditeerde vennoot met de verantwoordelijkheden en de machten beschreven onder artikelen 10 en volgende van de statuten. 2. Bevestiging en bekrachtiging van de inhoud van de akte rechtzetting verleden voor notaris Willemot te Brugge op negenentwintig januari negentienhonderd drieënnegentig. 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen beslissingen. 4. Opdracht aan de gecommanditeerde vennoten om de coördinatie van de statuten op te stellen en neer te leggen op de griffie van gevoegde Rechtbank van Koophandel binnen de drie maanden dezer. (46852)

**De Ghellinck-de Lescure — VAR Patrimonium,
vennootschap bij wijze van geldschieting op aandelen,
Gebuurtestraat 2, 9052 Gent**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 586

Daar de eerste buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen op 20 juni 1997 niet in getal was, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot het bijwonen van de tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 18 juli 1997 om 11.30 uur op het kantoor van notaris E. Baudry, te Brugge, Geerwijnstraat 13, welke vergadering geldig zal kunnen beraadslagen en beslissen welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen zij.

Agenda :

1. Benoeming van Vte. Baudouin de Ghellinck Vaernewyck als derde gecommanditeerde vennoot met de verantwoordelijkheden en de machten beschreven onder artikelen 10 en volgende van de statuten. 2. Bevestiging en bekrachtiging van de inhoud van de akte rechtzetting verleden voor notaris Willemot te Brugge op negenentwintig januari negentienhonderd drieënnegentig. 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen beslissingen. 4. Opdracht aan de gecommanditeerde vennoten om de coördinatie van de statuten op te stellen en neer te leggen op de griffie van gevoegde Rechtbank van Koophandel binnen de drie maanden dezer.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (46853)

**De Ghellinck-de Lescure — FAI Patrimonium,
vennootschap bij wijze van geldschieting op aandelen,
Gebuurtestraat 2, 9052 Gent**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 585

Daar de eerste buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen op 20 juni 1997 niet in getal was, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot het bijwonen van de tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 18 juli 1997 om 10.30 uur op het kantoor van notaris E. Baudry te Brugge, Geerwijnstraat 13, welke vergadering geldig zal kunnen beraadslagen en beslissen welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen zij.

Agenda :

1. Benoeming van M. François t'Kint de Roodenbeke als derde gecommanditeerde vennoot met de verantwoordelijkheden en de machten beschreven onder artikelen 10 en volgende van de statuten. 2. Bevestiging en bekrachtiging van de inhoud van de akte rechtzetting verleden voor notaris Willemot te Brugge op negenentwintig januari negentienhonderd drieënnegentig. 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen beslissingen. 4. Opdracht aan de gecommanditeerde vennoten om de coördinatie van de statuten op te stellen en neer te leggen op de griffie van gevoegde Rechtbank van Koophandel binnen de drie maanden dezer.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (46854)

**« Deseb », naamloze vennootschap,
Rogierlaan 44, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 46333 — BTW 430.091.070

Aangezien de eerste vergadering van 26.06.1997 onvoldoende aandelen verenigde, gaat een tweede buitengewone algemene vergadering door op het kantoor van notaris Marc Coudeville, te 8400 Oostende, Koninginnelaan 54, op donderdag 17 juli 1997, om 11.30 uur, die geldig zal beslissen over de agenda : 1. Uitbreiding doel. 2. Overbrenging zetel. 3. Bestuur : mogelijkheid beperking tot 2 bestuurders. 4. Coördinatie en herwerking statuten in functie van de te nemen beslissingen en de actuele vennootschappenwet. (46855)

**Edward Philips Real Estate, naamloze vennootschap,
Justitiestraat 33, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 258035

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 22/07/97 om 20.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Benoeming ontslag bestuurders. 5. Bezoldiging bestuursmandaten. 6. Varia. (46856)

**Electro Mechanische Bordenbouw, naamloze vennootschap,
Groenmolenstraat 6, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 67464 — BTW 439.489.875

Nadat de algemene vergadering van 31/05/97 werd verdaagd, worden de aandeelhouders opnieuw uitgenodigd de algemene vergadering van 16/07/97 te 18.00 op de maatschappelijke zetel bij te wonen met volgende agenda : 1. Verslag raad van bestuur mbt art. 103 e.v. Venn. W. 2. Beraadslaging overeenkomstig art. 103 e.v. Venn. W. mbt de verderzetting dan wel de ontbinding van de vennootschap. 3. Goedkeuring verslag raad van bestuur. 4. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1996. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Kwijting aan de bestuurders. 7. Ontslag en benoemingen. 8. Rondvraag. (46857)

**Elmaro, naamloze vennootschap,
Albert-Louisastraat 4A, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 240403 — BTW 425.635.307

De jaarvergadering zal gehouden worden op 22/07/97 om 17 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur Goedkeuring van de balans en de resultaatrekeningen. Bestemming van het resultaat. Decharge van de zaakvoerders. Benoemingen. Rondvraag. Zich richten naar de statuten. (46858)

**General Technics and Advice, naamloze vennootschap,
Boomkensstraat 249, bus 2, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 75130 — BTW 439.535.011

Nadat de algemene vergadering van 31/05/1997 werd verdaagd worden de aandeelhouders opnieuw uitgenodigd de algemene vergadering van 16/07/97 te 17.00 u op de maatschappelijke zetel bij te wonen met volgende agenda : 1. Verslag raad van bestuur mbt art. 103 e.v. Venn. W. 2. Beraadslaging overeenkomstig art. 103 e.v. Venn.W. mbt de verderzetting dan wel de ontbinding van de vennootschap. 3. Goedkeuring verslag raad van bestuur. 4. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1996. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Kwijting aan de bestuurders. 7. Ontslag en benoemingen. 8. Rondvraag. . (46859)

**Immobilière Bopz, société anonyme,
rue Neuve Chaussée 109, 7600 Péruwelz**

R.C. Tournai 67380

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18/07/97 à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1996. 3. Affectation des résultats. 4. Rémunération du capital. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Démission - Nomination administrateurs. 7. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant la réunion. (46860)

**Madec, naamloze vennootschap,
Ondankstraat 27, 8840 Staden**

H.R. Kortrijk 126958 — BTW 447.221.765

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 22/07/97 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Nazicht verslag raad van bestuur. 2. Onderzoek jaar-enresultaatrekening. 3. Ontlasting verlenen aan de raad van bestuur. 4. Bestemming winst boekjaar 1996-1997. 5. Diversen. (46861)

**Supermarché du Meuble, société anonyme,
route du Condroz 209, 4120 Neupré**

R.C. Liège 165097 — T.V.A. 435.265.625

En date du 12 juin 1997, l'assemblée générale des actionnaires de la SA Supermarché du Meuble a décidé d'octroyer un dividende aux actionnaires de la société.

Suite à cette décision, les actionnaires concernés sont priés de se présenter à partir du 0108097 à la BBL, Place Ovide Musin, où ils recevront en échange du coupon numéro 1, un dividende de 629 francs brut, soit 469 francs net. (46862)

**Vierboete Construct, naamloze vennootschap,
Albert I-laan 62c, 8620 Nieuwpoort**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 17/07/97, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1996. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46863)

**Immo Hoeselt, naamloze vennootschap,
Industrielaan 35, 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 64231 — BTW 434.738.954

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden op 18 juli 1997 om 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Bespreking van diverse aard. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te richten naar de bepalingen van de statuten. (82384)

**Interior Decoration, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 24, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 51433 — BTW 455.913.361

Alle aandeelhouders worden verzocht de Algemene Vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 17 juli 1997, om 20u, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing artikel 60.
2. Lezing van het jaarverslag.
3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31/12/96.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Bezoldigingen.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders moeten zich schikken naar de bepalingen der statuten. (82385)

**Immo Lomax, naamloze vennootschap,
Dorpstraat 53, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 306100 — NN 453.663.159

Gezien de jaarlijkse algemene vergadering dd. 27 juni 1997 niet geldig kon beraadslagen, worden de aandeelhouders verzocht de uitgestelde algemene vergadering bij te wonen op 16 juli 1997 om 20 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 30/12/96.
3. Aanwending resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag. (82386)

**Immo Maris, naamloze vennootschap,
Wijerstraat 143, 3510 Hasselt**

H.R. Hasselt 81219 — BTW 446.959.667

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering van vrijdag 18 juli 1997 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1996.
2. Bestemming van het resultaat.

3. Décharge aan de bestuurders.
 4. Ontslag en benoeming van bestuurders.
 5. Diversen.
- Om deel te nemen gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (82387)

**Reputec, naamloze vennootschap,
Meiveldlaan 11, 3800 Sint-Truiden**
H.R. Hasselt 72257 — BTW 436.151.986

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden op 18 juli 1997 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Bespreking van diverse aard. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te richten naar de bepalingen van de statuten. (82388)

**Brouwerij Slagmuylder, naamloze vennootschap,
Denderhoutembaan 2, 9400 Ninove**
H.R. Aalst 1641 — BTW 400.323.354

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatshebben op 19 juli 1997 om 15 uur op de zetel van de vennootschap, Denderhoutembaan 2, 9400 Ninove.

Dagorde :

1. Lezing van het jaarverslag
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 januari 1996
3. Goedkeuring van de jaarrekening
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Bezoldigingen bestuurders (82389)

**Brouwerij Slagmuylder, naamloze vennootschap,
Denderhoutembaan 2, 9400 Ninove**
H.R. Aalst 1641 — BTW 400.323.354

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatshebben op 19 juli 1997 om 16 uur op de zetel van de vennootschap, Denderhoutembaan 2, 9400 Ninove.

Dagorde :

1. Lezing van het jaarverslag
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 januari 1997
3. Goedkeuring van de jaarrekening
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Bezoldigingen bestuurders (82390)

**Voedingscentrum, naamloze vennootschap,
Kruisven 40, 2400 Mol**
H.R. Turnhout 22045 — BTW 406.195.913

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel zal plaatshebben op vrijdag 18 juli 1997 om 15 uur, met volgende agenda :

1. Lezing van de jaarrekening per 31 januari 1997.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.

3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.

Voor het bijwonen der vergadering, zich schikken naar de statuten. (82391)

**Futuring, naamloze vennootschap,
Begonialaan 34, 8210 Zedelgem (Loppem)**

H.R. Brugge 73519 — BTW 443.494.391

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die plaats zal vinden ten kantore van notaris Luc Sagon, Gentsestraat 19 te 8870 Izegem, op vrijdag 18 juli 1997 om 9 uur met volgende agendapunten :

- a) Wijziging van de naam van de vennootschap/aanpassing art. 1.
- b) Overbrenging van de zetel : aanpassing art. 2.
- c) Benoeming bestuurders.
- d) Macht verlenen aan de raad van bestuur tot uitvoering besluiten en coördinatie statuten.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (82392)

Administrations publiques et Enseignement technique

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Stad Oostende

Het stadsbestuur van Oostende werft per 1 september 1997 vijf aspirant-politieagenten (m/v) aan.

De kandidaten moeten alleszins :

deel uitmaken van een bovenlokale wervingsreserve door de Westvlaamse Politieacademie of door de Oostvlaamse Politieacademie;

de leeftijd van 18 jaar hebben bereikt en de leeftijd van 35 jaar niet hebben overschreden.

Gedetailleerde voorwaarden kan men verkrijgen in de personeelsdienst, stadhuis, derde verdieping. Uw contactpersoon is Mevr. Corinne De Jonghe, tel. 059/80 55 00, toestel nr. 2322.

De kandidatuur wordt gericht aan het college van burgemeester en schepenen, Vindictivelaan 1, 8400 Oostende, uitsluitend door middel van een inschrijvingsformulier dat wordt afgeleverd door de personeelsdienst van de stad Oostende (tel. 059/80 55 00, toestel nr. 2322) die u ook alle bijkomende inlichtingen en de gedetailleerde deelnemingsvoorwaarden verschaft.

De kandidatuur moet uiterlijk op 22 juli 1997 ofwel tegen ontvangstbewijs in de personeelsdienst worden afgegeven, ofwel bij een ter post aangetekende brief (de datum van de poststempel geldt als bewijs) worden opgestuurd. (20088)

Gemeente Puurs

Het gemeentebestuur van Puurs gaat ten behoeve van het politiekorps over tot de aanwerving van een politiecommissaris.

De kandidaturen dienen per aangetekend schrijven gericht te worden aan de heer burgemeester, Hoogstraat 29, 2870 Puurs, en dit vóór 22 juli 1997, met in bijlage :

curriculum vitae, getuigschrift goed gedrag en zeden, militiegetuigschrift, eensluitend verklaard afschrift diploma, brevet OGP of brevet kandidaat commissaris of adjunct-commissaris van politie, kopie rijbewijs B.

De aanwervingsvoorwaarden, de opgelegde proeven en functiebeschrijving kunnen bekomen worden bij het gemeentebestuur Puurs (A. T'Hoof), Hoogstraat 29, Puurs (tel. 889 11 76, BP 44). (20089)

Stad Vilvoorde

Het stadsbestuur van Vilvoorde zal overgaan tot de aanlegging van een wervingsreserve van aspirant-politieagent geldig voor twee jaar.

Aanwervingsvoorwaarden :

Belg en van onberispelijk gedrag zijn.

Houder van een diploma hoger secundair onderwijs of secundair onderwijs van de derde graad.

Minimum 18 jaar en maximum 30 jaar oud zijn.

Minstens een gestalte hebben van 1,63 m.

Slagen in een aanwervingsexamen bestaande uit een lichamelijke, schriftelijke, psychotechnische en mondelinge proef. Deze proeven worden georganiseerd door de Gewestelijke Intercommunale Politie-school te Brussel in de loop van het laatste trimester 1997.

Kandidatuurstelling kan tot 15 augustus 1997 bij middel van een inschrijvingsformulier samen met de aanwervingsvoorwaarden te bekomen op de personeelsdienst, stadhuis, 1800 Vilvoorde, tel. 02/255 45 60. (20090)

Stad Gent

De stad Gent schrijft een vergelijkend examen uit (toegankelijk voor mannen en vrouwen) voor aanwerving in statutair dienstverband, voor de functie van : 7 hulpagenten (m/v).

Uw taken :

De hulpagent(e) volgt een opleiding bij de Oost-Vlaamse Politie-academie. Na het slagen in deze doorgedreven opleiding voert u al taken uit zoals bepaald in art. 217 van de nieuwe gemeentewet en omschreven in omzendbrief POL 37 van 28 januari 1993.

U regelt, ordent, bemiddelt en treedt eventueel verbaliserend op. U werkt mee aan de orde en rust in de gemeenschap in die materies die tot uw bevoegdheid behoren. U beschikt over een beperkte bevoegdheid in wel omschreven materies.

Uw profiel :

u heeft een diploma of getuigschrift van lager secundair onderwijs (zie toelatingsvoorwaarden);

u beheerst de Nederlandse taal, zowel schriftelijk als mondeling;

u kan zowel zelfstandig als in teamverband werken;

u bent ordelijk, correct, consequent en bereid tot bijleren;

u kan omgaan met andere culturen, bent stressbestendig en assertief;

u bent multifunctioneel, polyvalent en kan zich schikken naar het intern reglement van de school en naar de interne richtlijnen van het korps (o.a. korpsorders, dienstnota's);

als dienstverlener kan u werken in een permanentiesysteem en/of wisselende posten).

Wij bieden :

Bruto aanvangswedde van BEF 49 810 per maand en eindwedde (na 21 jaar anciënniteit) van BEF 73 002 per maand, naast andere reglementaire toeslagen (o.a. uniformvergoeding, vergoeding voor bijzondere prestaties).

Een eigentijds personeelsbeleid.

Bevorderingsmogelijkheden en opleidingen (zowel praktisch als naar sociale vaardigheden e.d.).

Hoe solliciteren ?

Voor dit examen kan u meer inlichtingen inzake toelatingsvoorwaarden en profiel bekomen bij de cel selectie en examens, administratief centrum, lokaal 326, Woodrow Wilsonplein 1, 9000 Gent (tel. 09/266 75 60). Openingsuren : elke werkdag van 8 tot 13 uur; woensdag van 14 tot 18 u. 30 m.; zaterdag van 9 tot 11 uur. U kan op hetzelfde adres terecht voor het officieel formulier waarmee elke inschrijving moet gebeuren. Inschrijvingen moeten gebeuren vóór 31 juli 1997.

In het kader van het gelijke kansenplan moedigt het stadsbestuur vrouwen aan zich kandidaat te stellen. (20091)

Het stadsbestuur van Gent gaat over tot de aanwerving van 3 politieagenten (zowel vrouwen als mannen). In het kader van het gelijke kansenplan moedigt het stadsbestuur ook vrouwen aan om zich kandidaat te stellen.

Aanstellingsvoorwaarden :

1. Belg zijn;
2. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
3. van onberispelijk gedrag zijn;
4. voldoen aan de dienstplichtwetten;
5. ten minste 18 jaar zijn en nog geen 30 jaar zijn op 31 juli 1997;
6. ten minste 1,63 m zijn, zonder schoeisel en in staande houding gemeten;
7. medisch geschikt zijn voor de dienst resp. voor het volgen van de opleiding;
8. binnen de zes maand na de vaste benoeming zijn woonplaats en effectieve verblijfplaats hebben en behouden op het grondgebied van een gemeente, waarvan de afstand van het gemeentehuis naar het stadhuis van Gent niet verder dan 25 km of niet meer dan 30 minuten vereist bij een oproep;
9. houder zijn van een rijbewijs categorie B (zonder de vermelding automatisch) en van een bewijs van geneeskundige schifting;
10. niet bij de wet ontzet zijn van het recht wapens te dragen;

11. houder zijn van het vereiste diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met één van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen voor niveau 2 bij de rijksbesturen;

12. geslaagd zijn voor de bekwaamheids- en selectieproeven en ingeschreven zijn in een bovenlokale wervingsreserve uitsluitend samengesteld door de Oostvlaamse Politieacademie. De sollicitant(e) moet binnen de periode van drie jaar, vóór het indienen van zijn/haar sollicitatie, geslaagd zijn voor de vastgestelde bekwaamheids- en selectieproeven.

De indiensttreding is voorzien op 1 september 1997.

De schriftelijke kandidatuurstelling, met bijvoeging van het vereiste attest van OPAC, dient uiterlijk op donderdag 31 juli 1997 in het bezit te zijn van het college van burgemeester en schepenen, stadhuis, 9000 Gent. De omslagen dienen duidelijk de vermelding te dragen « Ster attentie van de personeelsdienst ».

Voor inlichtingen : personeelsdienst, bureau veiligheidskorpsen, administratief centrum stad Gent, Woodrow Wilsonplein 1, 9000 Gent (tel. 09/266 75 40). (20092)

Commune de Schaerbeek

L'administration communale de Schaerbeek procède à la constitution de réserves de recrutement valables pour l'année scolaire 1997-1998 pour les fonctions ci-après des membres du personnel de l'enseignement communal de langue française uniquement.

1. Enseignement maternel : instituteur(trice) maternel(le).
2. Enseignement primaire : instituteur(trice) primaire, maître (maîtresse) de morale, maître (maîtresse) de cours spéciaux, maître (maîtresse) de religion.
3. Enseignement spécial : logopède, kinésithérapeute.
4. Enseignement secondaire (du degré inférieur et du degré supérieur) : professeur de langues anciennes, professeur de cours généraux, professeur de morale, professeur de cours spéciaux, professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.
5. Enseignement de promotion sociale : professeur de cours généraux, professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.
6. Personnel auxiliaire d'éducation et administratif : surveillant(e)-éducateur(trice), commis-dactylographe.

Conditions requises : nul ne peut être désigné à ces emplois s'il (elle) ne remplit pas les conditions suivantes :

- être Belge, sauf dérogation accordée par l'Exécutif;
- être de conduite irréprochable;
- jouir des droits civils et politiques;
- voir satisfait aux lois sur la milice;
- n'avoir pas atteint la limite d'âge fixée à 49 ans le jour de l'entrée en fonctions;
- être porteur d'un titre requis ou jugé suffisant en rapport avec le cours à enseigner.

Introduction des candidatures : les personnes intéressées doivent adresser leur candidature à M. l'échevin Roland De Linge, échevin de l'instruction publique, hôtel communal de Schaerbeek, à 1030 Schaerbeek, pour le 25 août 1997 au plus tard.

Les candidatures doivent être introduites avec en annexe :

- 1° une copie certifiée conforme du (des) diplôme(s), brevet(s) ou certificat(s);
- 2° une attestation prouvant l'expérience utile;
- 3° un certificat de bonne conduite.

Remarque : le candidat qui sollicite différentes fonctions doit introduire une candidature pour chaque fonction; les diverses demandes seront placées dans une seule enveloppe. Les personnes qui achèvent la dernière année de leurs études, peuvent introduire leur candidature; celle-ci ne sera effective que lorsqu'elles auront fourni une copie du diplôme ou attestation en tenant lieu.

Gemeente Schaarbeek

Het gemeentebestuur van Schaarbeek legt een wervingsreserve aan voor de duur van het schooljaar 1997-1998 voor de hiernavolgende ambten van de personeelsleden van het gemeentelijk, uitsluitend Franstalig onderwijs :

1. Kleuteronderwijs : kleuteronderwijzer(es).
2. Lager onderwijs : lager(e) onderwijzer(es), leermeester(es) moraal, leermeester(es) bijzondere vakken, leermeester(es) godsdienst.
3. Buitengewoon onderwijs : logopede, kinesitherapeut(e).
4. Secundair onderwijs van de lagere en de hogere graad : leraar (lerares) oude talen, leraar (lerares) algemene vakken, leraar (lerares) bijzondere vakken, leraar (lerares) technische vakken, leraar (lerares) beroepspraktijk, leraar (lerares) technische vakken en beroepspraktijk.

5. Onderwijs voor sociale promotie (beperkt leerplan) : leraar (lerares) algemene vakken, leraar (lerares) technische vakken, leraar (lerares) beroepspraktijk, leraar (lerares) technische vakken en beroepspraktijk.

6. Hulp-opvoedend en administratief personeel : studiemeester(es)-opvoeder(ster), klerk-dactylo.

Gestelde eisen : niemand kan als tijdelijk personeelslid worden aangesteld indien hij/zij niet voldoet aan de onderstaande voorwaarden :

Belg zijn, behoudens door de Executieve toe te kennen vrijstelling;

van onberispelijk gedrag zijn;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

de leeftijdsgrens van 49 jaar niet overschreden hebben op de dag van de indienstreding;

houder zijn van een vereist of voldoende geacht bekwaamheidsbewijs, dat in verhouding staat tot het te begeven ambt.

Indienen van de candidaturen : de geïnteresseerde personen moeten hun candidaturen sturen aan de heer schepen Roland De Linge, schepen van openbaar onderwijs, gemeentehuis van Schaerbeek, te 1030 Schaerbeek, ten laatste op 25 augustus 1997.

Indienen van de candidaturen moeten worden ingediend met in bijlage :

1° een door het gemeentebestuur voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma en/of andere bekwaamheidsbewijzen;

2° een attest houdende het bewijs van het bezitten van de nuttige ervaring;

3° een bewijs van goed gedrag.

Opmerking : de kandidaat die meerdere ambten solliciteert, moet een kandidatuur indienen per ambt; de verschillende aanvragen worden verstuurd onder een omslag. Diegenen die hun laatste studiejaar beëindigen, mogen zich eveneens kandidaat stellen. Deze aanvragen worden slechts in aanmerking genomen indien de betrokkenen voormeld bestuur schriftelijk hebben medegedeeld dat zij het vereiste bekwaamheidsbewijs hebben behaald en een afschrift ervan of een voorlopig attest hebben laten geworden. (20093)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel

Samenstelling van een wervingsreserve van Nederlandstalige kandidaten en van een wervingsreserve van Franstalige kandidaten (m/v) voor de betrekking van bestuurssecretaris, met het oog op een tewerkstelling in de afdelingen van het bestuur.

Uittreksel uit de voorwaarden :

A. Deelnemingsvoorwaarden te vervullen op 31 juli 1997 's avonds :

1. deel uitmaken van de Europese Unie;

2. leeftijd : maximum 35 jaar;

3. diploma :

doctoraat of licentie in de rechten;

licentie in de bestuurswetenschappen;

licentie in de politieke wetenschappen;

licentie in de economische wetenschappen;

licentie in de handelswetenschappen;

licentie in het notariaat.

B. Toelaatbaarheidsvoorwaarden te vervullen vóór de aanwerving : van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten.

Toelatingsexamen en taalexamen over de kennis van de tweede taal (niveau 1).

Inschrijvingskosten voor het toelatingsexamen : 400 frank.

Alle nodige inlichtingen evenals het examenprogramma en het betalingsformulier voor de inschrijvingskosten zullen aan de kandidaten toegezonden worden bij ontvangst van de sollicitatie die schriftelijk vóór 31 juli 1997 's avonds dient gestuurd te worden naar het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel, personeelsdienst, Hoogstraat 298a, 1000 Brussel.

Centre public d'aide sociale de Bruxelles

Constitution d'une réserve de candidats francophones et d'une réserve de candidats néerlandophones (m/f) à l'emploi de secrétaire d'administration en vue d'une affectation dans les départements de l'administration.

Extrait des conditions :

A. Conditions de participation à remplir au 31 juillet 1997 au soir :

1. être ressortissant de l'Union européenne;
2. âge maximum : 35 ans;
3. diplôme :

doctorat ou licence en droit;

licence en sciences administratives;

licence en sciences politiques;

licence en sciences économiques;

licence en sciences commerciales;

licence en notariat.

B. Conditions d'admissibilité à remplir préalablement à l'engagement :

être de conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques.

Examen d'admission et examen linguistique en seconde langue (niveau 1).

Frais d'inscription à l'examen d'admission : 400 francs.

Tous renseignements y compris le programme d'examen et la formule d'acquiescement des frais d'inscription seront transmis aux candidats dès réception de la demande à adresser par écrit avant le 31 juillet 1997 au soir au Centre public d'aide sociale de Bruxelles, service du personnel, rue Haute 298a, 1000 Bruxelles. (20094)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel

Samenstelling van een wervingsreserve van Nederlandstalige kandidaten en van een wervingsreserve van Franstalige kandidaten (m/v) voor de betrekking van technisch secretaris, met het oog op een tewerkstelling in de linnendienst.

Uittreksel uit de voorwaarden :

A. Deelnemingsvoorwaarden te vervullen op 31 juli 1997 's avonds :

1. deel uitmaken van de Europese Unie;
2. leeftijd : maximum 35 jaar;
3. diploma : diploma van gegradueerde verple(e)g(st)er.

B. Toelaatbaarheidsvoorwaarden te vervullen vóór de aanwerving :

van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten.

Toelatingsexamen en taalexamen over de kennis van de tweede taal (niveau 2).

Inschrijvingskosten voor het toelatingsexamen : 300 frank.

Alle nodige inlichtingen evenals het examenprogramma en het betalingsformulier voor de inschrijvingskosten zullen aan de kandidaten toegezonden worden bij ontvangst van de sollicitatie die schriftelijk vóór 31 juli 1997 's avonds dient gestuurd te worden naar het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel, personeelsdienst, Hoogstraat 298a, 1000 Brussel.

Centre public d'aide sociale de Bruxelles

Constitution d'une réserve de candidats francophones et d'une réserve de candidats néerlandophones (m/f) à l'emploi de secrétaire technique en vue d'une affectation au service du linge.

Extrait des conditions :

A. Conditions de participation à remplir au 31 juillet 1997 au soir :

1. être ressortissant de l'Union européenne;
2. âge maximum : 35 ans;
3. diplôme : diplôme d'infirmier(ère) gradué(e).

B. Conditions d'admissibilité à remplir préalablement à l'engagement :

être de conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques.

Examen d'admission et examen linguistique en seconde langue (niveau 2).

Frais d'inscription à l'examen d'admission : 300 francs.

Tous renseignements y compris le programme d'examen et la formule d'acquiescement des frais d'inscription seront transmis aux candidats dès réception de la demande à adresser par écrit avant le 31 juillet 1997 au soir au Centre public d'aide sociale de Bruxelles, service du personnel, rue Haute 298a, 1000 Bruxelles. (20095)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel

Samenstelling van een wervingsreserve van Nederlandstalige kandidaten en van een wervingsreserve van Franstalige kandidaten (m/v) voor de betrekking van burgerlijk ingenieur (burgelijke bouwkunde) met het oog op een tewerkstelling in de afdelingen van het bestuur.

Uittreksel uit de voorwaarden :

A. Deelnemingsvoorwaarden te vervullen op 31 juli 1997 's avonds :

1. deel uitmaken van de Europese Unie;
2. leeftijd : maximum 35 jaar;
3. diploma : diploma van burgerlijk ingenieur (burgerlijke bouwkunde) (wettelijke graad).

B. Toelaatbaarheidsvoorwaarden te vervullen vóór de aanwerving :

van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten.

Toelatingsexamen en taalexamen over de kennis van de tweede taal (niveau 1).

Inschrijvingskosten voor het toelatingsexamen : 400 frank.

Alle nodige inlichtingen evenals het examenprogramma en het betalingsformulier voor de inschrijvingskosten zullen aan de kandidaten toegezonden worden bij ontvangst van de sollicitatie die schriftelijk vóór 31 juli 1997 's avonds dient gestuurd te worden naar het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel, personeelsdienst, Hoogstraat 298a, 1000 Brussel.

Centre public d'aide sociale de Bruxelles

Constitution d'une réserve de candidats francophones et d'une réserve de candidats néerlandophones (m/f) à l'emploi d'ingénieur civil (constructions civiles) en vue d'une affectation dans les départements de l'administration.

Extrait des conditions :

A. Conditions de participation à remplir au 31 juillet 1997 au soir :

1. être ressortissant de l'Union européenne;
2. âge maximum : 35 ans;
3. diplôme : diplôme d'ingénieur civil (constructions civiles) (grade légal).

B. Conditions d'admissibilité à remplir préalablement à l'engagement :

être de conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques.

Examen d'admission et examen linguistique en seconde langue (niveau 1).

Frais d'inscription à l'examen d'admission : 400 francs.

Tous renseignements y compris le programme d'examen et la formule d'acquiescement des frais d'inscription seront transmis aux candidats dès réception de la demande à adresser par écrit avant le 31 juillet 1997 au soir au Centre public d'aide sociale de Bruxelles, service du personnel, rue Haute 298a, 1000 Bruxelles. (20096)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Putte

Het O.C.M.W. van Putte zal overgaan tot het organiseren van een wervingsexamen met het oog op de aanwerving van een contractuele kinderopvang(st)er, voor de dienst voor- en naschoolse kinderopvang.

Het betreft hier een part-time contractuele tewerkstelling (18 uur per week).

Tevens zal er naar aanleiding van dit examen overgegaan worden tot het aanleggen van een werfreserve die twee jaar geldig is.

Inlichtingen i.v.m. dit examen alsook het examenprogramma zijn te verkrijgen op het bureel van het O.C.M.W., Het Lijsternest 26, 2580 Putte (tel. 015/75 53 11), waar ook het verplicht te gebruiken inschrijvingsformulier voor het examen kan bekomen worden.

Uiterste datum van inschrijving : dinsdag 22 juli 1997 (poststempel geldt als bewijs). (20097)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Ternat

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Ternat wenst een maatschappelijk werkster voor de sociale dienst (niveau B) in vast verband aan te werven.

Algemene toelatingsvoorwaarden :

de burgerlijke en politieke rechten genieten;
lichamelijk geschikt zijn.

Algemene aanwervingsvoorwaarden :

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben en deze van 50 niet hebben bereikt;

houder zijn van het diploma of getuigschrift dat in aanmerking komt voor de te begeven betrekking;

slagen voor een gewoon aanwervingsexamen.

Er wordt geen wervingsreserve aangelegd.

De volledige functiebeschrijving, de bijzondere aanwervingsvoorwaarden en het examenprogramma zijn te verkrijgen op het O.C.M.W.-secretariaat, tel. 02/582 47 85. De schriftelijke kandidaturen, op een formulier te bekomen op het O.C.M.W.-secretariaat, samen met de vereiste stukken worden aangetekend (poststempel geldt als datum) of tegen ontvangstbewijs ingediend uiterlijk op 31 juli 1997 t.a.v. de voorzitter, Gemeentehuisstraat 21, 1740 Ternat. (20098)

Katholieke Hogeschool Zuid-West-Vlaanderen

De Katholieke Hogeschool Zuid-West-Vlaanderen werft aan in tijdelijk verband voor volgende vacante betrekkingen (m/v).

Algemene toelatingsvoorwaarden : de voorwaarden zoals bepaald in artikel 89 van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap.

Vacante betrekkingen, onderwyzend personeel.

Aanvangsdatum van aanstelling : 1 september 1997.

KATHO/97/OP/18.

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement VHTI, studiegebied industriële wetenschappen en technologie.

Functie-inhoud :

onderwijsverstrekking en leerprocesbegeleiding op het vlak van mechanische technologieën;

medewerking aan de didactische projecten van de vakgroep m.b.t. studiebegeleiding, ontwikkeling van schriftelijk en activerend studiemateriaal.

Profiel :

diploma industriële ingenieur mechanica/elektromechanica/elektriciteit;

getuigschrift pedagogische bekwaamheid of bereidheid om het te behalen;

strekt tot aanbeveling : interesse voor en ervaring met (verspanende) werktuigmachines en de daarmee verwante technologieën; nijverheidservaring en/of ervaring in het (hoger) onderwijs is een pluspunt.

KATHO/97/OP/19.

Een deeltijdse betrekking (50 %) van lector bij het departement VHTI, studiegebied industriële wetenschappen en technologie.

Functie-inhoud :

onderwijsverstrekking en leerprocesbegeleiding in het domein van de mechanica, elektriciteit, de besturingslogica en de klimatisatie;

actieve medewerking aan het onderhoud en de uitbouw van labo's in het domein van de elektromechanica;

actieve begeleiding van stages en eindwerken;

dynamische en praktijkgerichte aanpak van de voorziene labosessies;

ontwikkeling van schriftelijk activerend studiemateriaal binnen het vakdomein.

Profiel :

industriële ingenieur elektromechanica;

getuigschrift pedagogische bekwaamheid of bereidheid om het te behalen;

concrete belangstelling voor alle vormen van moderne besturingslogica;

teamspirit, doorzettingsvermogen, loyaliteit, zin voor initiatief en continue bijscholing zijn essentieel;

praktijk en/of onderwijservaring in het domein van de elektromechanica worden als bijzonder positief ervaren.

KATHO/97/OP/20.

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement RENO, studiegebied onderwijs.

Functie-inhoud :

onderwijsverstrekking en leerprocesbegeleiding op het vlak van godsdienstwetenschappen (RK);

ontwikkeling van schriftelijk en activerend studiemateriaal;

verzorgen van hogeschoolpastoraal.

Profil :
 bekwaamheidsbewijs zoals bepaald in artikel 128, § 4 van het hogeschooldecreet;
 ervaring in het onderwijs.
 KATHO/97/OP/21.

Een deeltijdse betrekking (25 %) van lector bij het departement HIVV, studiegebied gezondheidszorg.

Functie-inhoud :
 onderwijs aan en studiebegeleiding van studenten verpleegkunde en vroedkunde;
 meewerken aan de uitbouw van het curriculum en van de optimalisatie van het onderwijs;

leeropdracht : anatomie, fysiologie en hygiëne.

Profil :

diploma van doctor in de geneeskunde;

aggregaatsdiploma;

strekt tot aanbeveling : enige ervaring in de huisartsenpraktijk.

De hogeschool kan, na onderzoek van de ingediende candidatures, beslissen dat bepaalde vacante betrekkingen verder opgesplitst worden in deelbetrekkingen die afzonderlijk worden toegewezen.

De candidatures dienen met opgave van het *curriculum vitae* en een afschrift van de gevraagde diploma's of getuigschriften per aangetekend schrijven gericht aan de heer Halsberghe, Eric, algemeen directeur, Katholieke Hogeschool Zuid-West-Vlaanderen, Doorniksesteenweg 145, 8500 Kortrijk, uiterlijk één week na publicatie van deze oproep in het *Belgisch Staatsblad*. De datum van de poststempel geldt als datum van indiening.

Voor meer informatie tel. 056/24 96 82 en 050/22 28 88. (20099)

Commune de Saint-Georges-sur-Meuse

Appel pour la collation directe de trois emplois d'aspirant(e) garde-champêtre.

Emplois accessible aux personnes des deux sexes.

conditions a réunir :

âge minimum : 20 ans au moment de l'entrée en service;

âge maximum : 35 ans au moment de l'introduction de la candidature;

être belge;

jouir de ses droits civils et politiques;

sexe : masculin ou féminin;

établir par le certificat du service public de médecine du travail (en abrégé SPMT) que l'on possède les aptitudes physiques pour exercer ces fonctions.

Cet examen médical porte notamment sur :

robusticité générale forte (bonne dybnamométrie, bonnes épreuves d'efforts, indice de robusticité très satisfaisante);

acuité visuelle égale à 12/20 pour les deux yeux avec un minimum de 5/10 à un oeil, avec verres correcteurs;

sens chromatique tel qu'il permet de reconnaître les couleurs utilisées dans la fonction;

fonctions auditives parfaites des deux côtés;

taille des candidats :

homme : 1,68 m au moins, nu-pieds;

femme : 1,63 m au moins, nu-pieds;

être porteur d'un diplôme ou certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations de l'Etat;

être raccordé ou accepter un raccordement téléphonique;

être en possession d'un permis de conduire valable pour la catégorie B au minimum;

domicile : habiter effectivement la commune dans les six mois de la nomination définitive;

avoir réussi les épreuves d'aptitude et de sélection organisées par un centre d'entraînement et d'instruction créé ou agréé par le Ministre de l'Intérieur et ce conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 10 septembre 1991;

être inscrit dans une réserve supra-locale de la police communale constituée par un centre d'entraînement et d'instruction créé ou agréé par le Ministre de l'Intérieur.

Traitement suivant barème D4 du statut pécuniaire (R.G.B.).

Date limité pour le dépôt des candidatures :

le 18 juillet 1997 sous pli recommandé déposé à la poste pour la date précitée, au plus tard et adressé à M. le bourgmestre de et à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse.

Les lettres de candidatures seront accompagnées des pièces ci-après :

extrait d'acte de naissance;

certificat de bonnes conduite, vie et moeurs et de nationalité;

certificat de milice, s'il échet;

copie certifiée conforme du titre requis;

copie certifiée conforme du permis de conduire;

document attestant que le (la) candidat(e) est inscrit(e) dans une réserve supra-locale constituée par un centre d'entraînement et d'instruction créé ou agréé par le Ministre de l'Intérieur;

Le choix des candidats s'opérera parmi ceux qui font partie de la réserve supra-locale créée au sein du centre d'entraînement et d'instruction créée ou agréée par le Ministre de l'Intérieur depuis moins de trois ans à la date d'introduction des candidatures.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au secrétariat communal (04/259 92 50). (20100)

Actes judiciaires et extraits de jugements

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek

Publication prescrite par l'article 584 du Code judiciaire

Aanstelling voorlopig bewindvoerder Désignation d'un administrateur provisoire

Par ordonnance du 6 mai 1997, Me Pierre Andri, avocat à Verviers, rue des Ecoles 11, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de la succession de M. Jean Philippe, né à Verviers le 30 juin 1952, en son vivant domicilié à Verviers, rue Maller 16/3, et décédé à Verviers le 2 septembre 1996, ordonnance rendue par M. le président du tribunal de première instance de Verviers.

Toute personne ayant à faire valoir des droits quant à cette succession est priée de les faire connaître à l'administrateur provisoire dans les trois mois de la publication du présent avis.

(Signé) Pierre Andri, avocat.

(20106)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

—
*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*
—

Justice de paix du canton d'Auderghem
—

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem, du vendredi 27 juin 1997, Mme De Ruyter, Jeanne, veuve de Manet, Charles, né à Tienen le 4 septembre 1905, domiciliée à Auderghem, boulevard du Souverain 146, résidant à Auderghem, avenue Daniel Boon 2 (Maison de repos « Les Buyeres »), a été déclarée incapable de gérer ses biens, et a été pourvue d'une administratrice provisoire de ses biens, étant : Mme Adolphine, Manet, demeurant à Wezembeek-Oppem, Hertogenlaan 73.

Pour extrait conforme : le commis-greffier délégué, (signé) Bernard Marlier. (6422)

—
Justice de paix du canton de Beauraing
—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Beauraing, en date du 24 juin 1997, le nommé Lambert, Albert, né à Corbion le 29 janvier 1915, résidant actuellement à 5560 Mesnil-Saint-Blaise, ASBL, Tchaurnia Seniorie, rue du Tchaurnia 2, domicilié à 5564 Wanlin, rue du Château 6, a été déclaré hors d'état de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Fontaine, Claude, pensionnée, rue de la Briqueterie 8, 5564 Wanlin.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) F. Gaillard. (6423)

—
Justice de paix du huitième canton de Bruxelles
—

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles, rendue en date du 5 juin 1997 (sur base d'une inscription d'office du 5 juin 1997), le nommé Wery, Louis, né à Flémalle-Haute le 15 septembre 1943, résidant actuellement à 1020 Bruxelles, place Van Gehuchten 4 (C.H.U.-Brugmann), domicilié à 1060 Bruxelles, rue d'Ecosse 45/ES, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Hubain, Pascal, avocat, avenue Brigade Piron 52, bte 1, 1080 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marcel Pauwels. (6424)

—
Tribunal de première instance de Charleroi
—

Par ordonnance du 27 juin 1997, le tribunal de première instance de Charleroi, statuant en degré d'appel d'une ordonnance de M. le juge de paix du canton de Jumet, du 24 mars 1997, a confirmé ladite ordonnance notamment en ce qu'elle a dit que Mme Dumonceau, Emilia, née à Roux le 17 mai 1912, domiciliée à Roux, rue de Courcelles 72 est, en raison de son état de santé, hors d'état de gérer ses biens et a désigné en qualité d'administrateur provisoire : M. Jean-François Dizier, avocat, domicilié à Ransart, rue Albert Ier 73.

Charleroi, le 30 juin 1997.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de service, (signé) J. Barme. (6425)

Justice de paix du canton de Forest
—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Forest, en date du 19 juin 1997, sur requête déposée le 28 mai 1997, la nommée Brzuchacz, Emilia, née en Pologne en mars 1918, résidant et domiciliée actuellement à Forest, boulevard Guillaume Van Haelen 158, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Defays, Christiane, avocat, chaussée de Bruxelles 214, à 1190 Bruxelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Patrick De Clercq. (6426)

—
Par ordonnance du juge de paix du canton de Forest, en date du 19 juin 1997, sur requête déposée le 28 mai 1997, la nommée Sablon, Astrid, née à Paris le 21 février 1953, résidant et domiciliée actuellement à 1190 Bruxelles-Forest, rue de Serbie 87/4, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Ghysse, Marc Jean, avocat, avenue Brugmann 287, 1180 Bruxelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Patrick De Clercq. (6427)

—
Par ordonnance du juge de paix du canton de Forest, en date du 19 juin 1997, sur requête déposée le 28 mai 1997, le nommé Alleman, Julien, né à Lille le 13 janvier 1923, résidant et domicilié actuellement à Forest, boulevard Guillaume Van Haelen 158, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Defays, Christiane, avocat, chaussée de Bruxelles 214, à 1190 Bruxelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Patrick De Clercq. (6428)

—
Justice de paix du canton de Leuze
—

Par ordonnance du 24 juin 1997, de M. le juge de paix du canton de Leuze, la nommée Gillet, Paule, née le 14 novembre 1929, résidant actuellement à Frasnes-lez-Anvaing (7910 Herquegies), résidence Vivaldi, rue Laxeries 8, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Dominique Lamarque, avocate, dont le cabinet est sis à 7530 Gaurain-Ramecroix, rue Pagnot 36.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Jean-Claude Delbecq. (6430)

—
Justice de paix du premier canton de Liège
—

Suite à la requête déposée le 21 mai 1997, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 26 juin 1997, Mlle Renson, Madeleine, Belge, née le 1er août 1910 à Huy, célibataire, domiciliée rue Méan 22/42, à 4020 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de : M. Tanghe, Koenraad, avocat, dont les bureaux sont établis, rue Julien d'Andrimont 23-25/042, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Young, Eddy. (6431)

—
Suite à la requête déposée le 13 juin 1997, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 26 juin 1997, Mme Scholtissen, Andrée, née le 3 janvier 1909 à Grivegnée, veuve, domiciliée à la Résidence d'Outremeuse, rue Méan 21, à 4020 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de : Mme Rixhon, Evelyne, avocat, ayant ses bureaux place Licour 15, à 4040 Herstal.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Young, Eddy. (6432)

Suite à la requête déposée le 20 juin 1997, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 26 juin 1997, Mme Sauveur, Joséphine Marie Catherine, née à Slins le 20 juin 1921, domiciliée au Home Saint-Louis à 4020 Liège, quai du Longdoz 78-79, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de : Le Centre public d'aide sociale de Liège, ayant ses bureaux sis place Saint-Jacques 13, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Young, Eddy. (6433)

Justice de paix du canton de Louveigné

Par ordonnance du juge de paix du canton de Louveigné, en date du 19 juin 1997, la nommée Louis, Maria Stéphanie Simonne, veuve Jean Bertrand, née à Villers-aux-Tours le 8 mars 1915, domiciliée à 4171 Poulseur, rue Joseph Wauters 5, résidence 4130 Esneux, rue Grandfosse 2, « Domaine du Val de l'Ourthe », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Bertrand, Jacques, employé, route de Lincé 15, 4130 Esneux.

Louveigné, le 30 juin 1997.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Renée Thonon. (6434)

Justice de paix du second canton de Mons

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, en date du 19 juin 1997, Me Esthelle Danthinne, avocat, dont le cabinet est sis à 7012 Jemappes, avenue du Roi Albert 656, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire de Mme Nafissa Menouer, née à Livry-Gargan (France) le 5 octobre 1957, sans profession, de nationalité algérienne, domiciliée à 7033 Cuesmes, allée des Buissons 3D.

Cette dernière personne étant incapable de gérer ses biens.

Pour extrait certifié conforme : le commis-greffier délégué, (signé) Etienne Blairon. (6435)

Justice de paix du canton de Péruwelz

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Péruwelz du 27 juin 1997, la nommée Denis, Marie Madeleine, née à Néchin le 7 octobre 1940, résidant actuellement à la clinique de Bon-Secours, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Me Alexandre Hanard, avocat, domicilié avenue de l'Europe 2, à 7640 Antoing, requête déposée le 12 juin 1997.

Pour extrait conforme : le commis-greffier, (signé) Pascale Wallez. (6436)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Péruwelz du 27 juin 1997, la nommée Delhaye, Suzanne, née à Pecq le 30 janvier 1903, résidant actuellement au Home Le Logis, Péruwelz, boulevard Léopold III 144, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Prouvoost, Jean-Claude, domicilié avenue du 3e Chasseur à Pied 12, requête déposée le 12 juin 1997.

Pour extrait conforme : le commis-greffier, (signé) Pascale Wallez. (6437)

Justice de paix du canton de Saint-Nicolas

Par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, en date du 24 juin 1997, sur requête déposée le 16 juin 1997, Spiessen, Jean, né à Chênée le 5 avril 1946, domicilié à 4051 Chaudfontaine, au Gros Thier 5, et se trouvant actuellement à 4000 Liège, rue Professeur Mahaim 84, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Koenraad Tanghe, avocat à 4000 Liège, rue Julien d'Andrimont 23-25/42.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Véronique Paquay. (6438)

Justice de paix du troisième canton de Schaerbeek

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée Cardenas, Ernestina, née à Bogota le 12 avril 1903, domiciliée à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Chr. Vanden Wijngaert. (6439)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée Rousseau, Jacqueline, née à Voutrée le 21 août 1924, domiciliée à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Chr. Vanden Wijngaert. (6440)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée Valérie Fernex, née à Calonne le 7 mai 1907, résidant à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Chr. Vanden Wijngaert. (6441)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée Renée Delmotte, née à Etterbeek le 13 juin 1912, résidant à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Chr. Vanden Wijngaert. (6442)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée De Hondt, Marie, née à Malines le 21 juillet 1910, domiciliée à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Chr. Vanden Wijngaert. (6443)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée Spiessens, Jeanne, née à Bruxelles le 6 décembre 1916, domiciliée à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé)
Chr. Vanden Wijngaert. (6444)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, le nommé Jean Ledoux, né à Thiméon le 11 juin 1937, résidant à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé)
Chr. Vanden Wijngaert. (6445)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, le nommé Joseph Lantain, né à Bruxelles le 16 juillet 1911, résidant à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé)
Chr. Vanden Wijngaert. (6446)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, le nommé Albert Firre, né à Virton le 17 mai 1915, résidant à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé)
Chr. Vanden Wijngaert. (6447)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, le nommé Auguste Rossignon, né à Schaerbeek le 26 août 1932, résidant à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé)
Chr. Vanden Wijngaert. (6448)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée Maria Hostens, née à Oostende le 7 mai 1909, résidant à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé)
Chr. Vanden Wijngaert. (6449)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée Lens, Christina, née à Berg le 22 mai 1907, domiciliée à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé)
Chr. Vanden Wijngaert. (6450)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée Perrin-Comfort, Blanche, née à Aubervilliers le 7 septembre 1901, domiciliée à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé)
Chr. Vanden Wijngaert. (6451)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée Pierre, Marie-Louise, née à Noville sur Mehaigne le 28 avril 1923, domiciliée à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé)
Chr. Vanden Wijngaert. (6452)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 16 juin 1997, la nommée Gilot, Germaine, née à Marchin le 5 décembre 1902, domiciliée à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Moerens, Marcel Henri, avocat, avenue du Pesage 61/18, à Ixelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé)
Chr. Vanden Wijngaert. (6453)

Justice de paix du canton de Seraing

Par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing, en date du 25 juin 1997, la nommée Loos, Mathilde, née à Seraing le 26 mars 1907, veuve Lecompte, Jean, domiciliée à 4102 Seraing-Ougrée, avenue du Centenaire 400, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'une administratrice, étant : Me Londot, Bernadette, avocate, rue Ernest Malvoz 14, 4400 Flémalle.

1. Dans le mois de l'acceptation de sa mission, l'administratrice dressera un inventaire des biens et valeurs appartenant à l'intéressée.

2. L'administratrice informera la banque que le compte courant 240-0749364-43 ouvert au nom de l'administrée fonctionnera désormais sous sa seule signature; elle percevra par ce compte toutes les sommes dues à l'administrée et effectuera le paiement des charges et des dettes.

3. L'administratrice informera également la banque que le compte épargne 240-7749364-38 ouvert au nom de l'administrée fonctionnera désormais sous sa seule signature. Elle transférera sur ce compte tous les fonds appartenant à l'administrée et, tous les trois mois, le solde du compte courant qui ne serait pas nécessaire aux besoins immédiats de l'administrée. Les fonds en dépôt sur ce cabinet seront rendus indisponibles sauf autorisation du juge de paix de Seraing.

4. Si le patrimoine de l'administrée comprend des valeurs incorporelles, celles-ci seront déposées dans une banque dans un dossier « titres » rendu indisponibles sauf autorisation du juge de paix du canton de Seraing.

5. L'administratrice justifiera de l'accomplissement de ces mesures conservatoires dans le mois de l'acceptation de sa mission en déposant au greffe un exemplaire de l'inventaire et les attestations des organismes financiers auprès desquels les opérations auront été effectuées.

6. Chaque année, dans le mois qui suit la date anniversaire de sa désignation, l'administratrice nous adressera un relevé des comptes de l'administration provisoire en recettes et dépenses et un commentaire sur sa mission.

7. Autorisons l'administratrice provisoire à rechercher un acquéreur pour l'immeuble sis à 4100 Seraing, rue Dartois 15, et à signer un compromis dont les conditions devront être approuvées par nos soins par une décision subséquente.

L'administratrice pourra confier à un notaire mais pas à un autre intermédiaire le soin de rechercher un candidat acquéreur.

8. Autorisons l'administratrice provisoire à liquider les biens meubles de l'administrée aux meilleures conditions et dans l'intérêt de celle-ci.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Roger Collard. (6454)

Justice de paix du canton de Thuin

Par ordonnance du juge de paix du canton de Thuin, en date du 23 juin 1997, le nommé Minet, Sylvain, né à Donstiennes le 20 octobre 1945, résidant actuellement et domicilié à 6511 Beaumont (Stree), rue Mestriaux 2, a été déclarée incapable de gérer ses biens, et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Bastin, Françoise, avocat, rue Lavalle 79, 6120 Nalinnes.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Daniel Revers. (6455)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, en date du 23 juin 1997, le nommé Fontaine, Henri, né Gaurain-Remecroix le 18 mai 1921, domicilié à Tournai, Réduit des Sions 13, se trouvant actuellement chez son fils, Fontaine, Daniel, chaussée de Willemeau 140, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant; Fontaine, Daniel, demandeur d'emploi, chaussée de Willemeau 140, 7500 Tournai.

Pour extrait certifié conforme : le commis-greffier principal, (signé) Danielle Delbart. (6456)

Justice de paix du canton de Virton

Par ordonnance du juge de paix du canton de Virton, en date du 25 juin 1997, le nommé Henry, Jules, retraité, époux de Nicolas, Joséphine, né à Saint-Mard le 5 février 1930, domicilié à Virton, section Ethe, rue Perdue 8, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Carine Thomas, avocat à Virton, rue d'Arlon 25.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) P. Gonry. (6457)

Vrederegerecht van het tweede kanton Aalst

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Aalst, verleend op 27 juni 1997, werd Ghijssels, Marie Louise, geboren te Aalst op 18 april 1938, verblijvende te Aalst, Petrus Van Nuffelstraat 84, gedeeltelijk in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vermeulen, Benjamin, advocaat, Leopoldlaan 32A, Aalst.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Haegeman, Myriam. (6458)

Vrederegerecht van het kanton Beringen

Bij beschikking van de heer plaatsvervangend vrederechter, de heer Caers, Karel, van het kanton Beringen, verleend op 19 juni 1997, werd Lievens, Erik, geboren te Lommel op 10 juli 1965, en gedomicilieerd te 3970 Leopoldsburg, Kerkhovenweg 26, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Lievens, Guido, gepensioneerd, en wonende te 3970 Leopoldsburg, Kerkhovenweg 26.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. klerk-griffier, (get.) Brillouet, R. (6459)

Vrederegerecht van het derde kanton Brugge

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Brugge, verleend op 18 juni 1997, werd Mevr. Flora Derudder, geboren te Brugge op 8 januari 1909, wonende te 8000 Brugge, Guido Gezellalaan 45/4, doch thans verblijvende in het Sint-Franciscus Xavierius-ziekenhuis, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Michel Demolder, advocaat te 8000 Brugge, Koolkerkesteenweg 12, met de bevoegdheden zoals omschreven in artikel 488bis, f, van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 27 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de klerk-griffier, (get.) P. Gysen. (6460)

Vrederegerecht van het kanton Genk

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Genk, verleend op 23 juni 1997, werd Stes, Anna, geboren te Rijkvorsel op 6 december 1929, gedomicilieerd te 3600 Genk, Krommestraat 15, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Ramaeckers, Rudi, beroepsmilitair, Groenvan 14, 3600 Genk.

Genk, 27 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Leurs, Alfons. (6461)

Vrederegerecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 26 juni 1997, R.V. 125/97, werd Dreelinck, José, geboren te Oubraker op 31 juli 1945, verblijvende P.C. Dr. Guislain, te 9000 Gent, Francisco Ferrerlaan 88A, gedomicilieerd te Oudenaarde, Devosstraat 25, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Taeye, Sabine, advocaat, Pekelharing 4, 9000 Gent.

Voor eensluidend uittreksel : de klerk-griffier, (get.) B. Kosollosky. (6462)

Vrederegerecht van het kanton Geraardsbergen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Geraardsbergen, verleend op 23 juni 1997, werd D'Hont, Emilienne Anna Emerence Ingrid, geboren te Overboelare op 16 februari 1932, gedomicilieerd Hoge Buizemont 230/A, 9500 Geraardsbergen, verblijvende Rustoord Vincent, Kattestraat 3, 9500 Geraardsbergen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Bellingen, Leonce Joseph, gepensioneerde, Hoge Buizemont 230/A, 9500 Geraardsbergen.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van de griffie, (get.) C. Borgenon. (6463)

Vrederecht van het kanton Hamme

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Hamme, verleend op 10 juni 1997, werd De Cuypere, Frank, zonder beroep, geboren te Dendermonde op 25 november 1950, wonende te 9250 Waasmunster, Wareslagedreef 25, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: De Cuypere, Greta, wonende te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 846.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier-hoofd van de griffie, (get.) C. Winnen. (6464)

Vrederecht van het kanton Maasmechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 11 juni 1997, verleend op verzoekschrift d.d. 23 mei 1997, neergelegd ter griffie d.d. 23 mei 1997, werd Christodouleas, Konstantinos, geboren te Proastion (Griekenland) op 25 november 1955, verblijvende Oude Burelen, Heufkensweg 4, 3630 Maasmechelen, gedomicilieerd te 3600 Genk, Bounerstraat 44, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Haenraets, Anne-Marie, advocaat, Koning Albertlaan 73, 3620 Lanaken.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) J. Lenaers. (6465)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 13 juni 1997, verleend op verzoekschrift d.d. 7 mei 1997, neergelegd ter griffie d.d. 22 mei 1997, werd Hornix, Petronella, geboren op 5 oktober 1908, verblijvende OPZ Daelwezeth, Daalbroekstraat 106, 3621 Rekem-Lanaken, gedomicilieerd te 3630 Maasmechelen, Heiderust 7, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Didden, Maurice, psycholoog, Daalbroekstraat 54, 3630 Maasmechelen.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) J. Lenaers. (6466)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 13 juni 1997, verleend op verzoekschrift d.d. 7 mei 1997, neergelegd ter griffie d.d. 22 mei 1997, werd Judong, Joris, geboren op 10 juni 1955, verblijvende en gedomicilieerd OPZ Daelwezeth, Daalbroekstraat 106, 3621 Rekem-Lanaken, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Didden, Maurice, psycholoog, Daalbroekstraat 54, 3630 Maasmechelen.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) J. Lenaers. (6467)

Vrederecht van het kanton Ukkel

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ukkel, in datum van 27 juni 1997, is Mevr. Peeters, Henrietta, geboren te Evere op 1 oktober 1929, wonende te Ukkel, Zandbeekstraat 85, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en is voorzien van een voorlopig bewindvoerder, zijnde: Mevr. Ost, Anne, wonende te Beersel, Panoramalaan 8.

Het verzoekschrift is neergelegd en geïnviseerd op 17 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Willy Van den Neste. (6468)

Mainlevée d'administrateur provisoire
Opheffing voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du canton de Hamoir

Par ordonnance du juge de paix du canton de Hamoir, en date du 30 juin 1997, il a été mis fin au mandat de Me Marianne Corroy-Goijen, avocat à 4171 Poulseur, rue de l'Ourthe 58, en sa qualité d'administrateur provisoire de Godefroid, Fernande, née à Seny le 30 novembre 1916, résidant et domiciliée à Seny, Home de l'Inig, décédée à Huy le 5 mai 1997.

Hamoir, le 30 juin 1997.

Pour extrait certifié conforme: le greffier, (signé) M. Simon. (6429)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège du 6 juin 1997, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 30 mai 1995, et publiée au *Moniteur belge* du 14 juin 1995, à l'égard de Bojmistruck, Paul, né à Hermalle-sous-Argenteau le 21 janvier 1959, domicilié à Herstal, rue des Maisons Ouvrières 12.

Cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, Me Herbiet, Jacques, avocat, domicilié Mont Saint-Martin 62, 4000 Liège.

Pour extrait conforme: le commis-greffier délégué, (signé) Parizel, Myriam. (6469)

Par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège du 15 mai 1997, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 17 mars 1992, et publiée au *Moniteur belge* du 3 avril 1992, à l'égard de Perdicaro, Giuseppe, né à Adrano (Italie) le 10 mai 1939, domicilié rue du Village 148, à 4000 Rocourt.

Cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, Me Herbiet, Jacques, avocat, domicilié Mont Saint-Martin 62, 4000 Liège.

Pour extrait conforme: le commis-greffier délégué, (signé) Parizel, Myriam. (6470)

Par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège du 6 juin 1997, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 3 octobre 1996, et publiée au *Moniteur belge* du 17 octobre 1996, à l'égard de Knippenberg, Raymond, né à Schaerbeek le 4 avril 1935, domicilié actuellement rue Raikem 10.

Cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, Me Herbiet, Jacques, avocat, domicilié Mont Saint-Martin 62, 4000 Liège.

Pour extrait conforme: le commis-greffier délégué, (signé) Parizel, Myriam. (6471)

Justice de paix du premier canton de Tournai

Par ordonnance de M. le juge de paix du premier canton de Tournai, en date du 30 juin 1997, il a été mis fin au mandat de Me Alain Schamps, avocat, dont les bureaux sont sis à 7500 Tournai, place Reine Astrid 26, désigné et agissant par ordonnance du 19 mai 1995, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Van den Doorne, Lucien, né à Orroir le 5 juin 1908, domicilié et résidant à 7750 Orroir, au Home Emmaüs, chaussée de la Libération 9, cette personne étant décédée le 21 mai 1997.

Tournai, le 30 juin 1997.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) C. Vanwanghe. (6472)

Vrederecht van het kanton Eeklo

Bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Eeklo, verleend op donderdag 26 juni 1997, werd een einde gesteld aan de opdracht van Mr. Veronique Van Asch, advokaat te 9000 Gent, er kantoorhoudende Gouvernmentstraat 20, als voorlopige bewindvoerder over Mevr. Stephanie Van Kerckhove, geboren te Wachtebeke op 26 januari 1926, gedomicilieerd te 9070 Wachtebeke, Langelede 167, doch verblijvende in het Psychiatrisch Ziekenhuis Sint-Jan, te 9900 Eeklo, Oostveldstraat 1, ingevolge haar overlijden te Eeklo op 22 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. klerk-griffier, (get.) Annie Claeys. (6473)

Bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Eeklo, verleend op donderdag 26 juni 1997, werd een einde gesteld aan de opdracht van Mr. Marleen Peeraer, advokaat te 9000 Gent, er kantoorhoudende Zuidstationstraat 21, als voorlopige bewindvoerder over Mevr. Alice Van de Voorde, geboren te Gent op 8 juni 1908, weduwe Van de Velde, Juliaan, wonende en verblijvende in het R.V.T. Dr. J. Coppens, te 9900 Eeklo, Schietspoelstraat 15, ingevolge haar overlijden te Eeklo op 10 april 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. klerk-griffier, (get.) Annie Claeys. (6474)

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 30 juni 1997, werd een einde gesteld aan de opdracht van De Taeye, Sabine, advokaat, Pekelharing 4, 9000 Gent, als voorlopig bewindvoerder over Joos, Sabrina, geboren te Gent op 27 januari 1973, verblijvende Universitair Ziekenhuis Gent, K12, 12e verdieping, eenheid 5, De Pintelaan 185, 9000 Gent, gedomicilieerd te 9032 Wondelgem, Morekstraat 522, overleden te Gent op 19 mei 1997.

Voor eensluidend afschrift, voor de hoofdgriffier : de klerk-griffier i.o., (get.) C. De Veirman. (6475)

Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 26 juni 1997, wordt Aerts, Freddy, geboren te Sint-Amands op 17 maart 1946, wonende te 2018 Antwerpen, Clementinastraat 26, opnieuw in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren vanaf 15 juli 1997, zodat de beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier, op 8 februari 1996 (R.V. 96B78-Rep.V.633), gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 16 februari d.v., blz. 3427, nr. 5560), waarbij Van Regemorter, Lea, met kantoor te 2530 Boechout, Heerbaan 12, aangesteld werd tot voorlopig bewindvoerder, ophoudt uitwerking te hebben op die datum.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) U. Van den Plas. (6476)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 30 juni 1997, werd een einde gesteld aan de opdracht van Schmitt, Johan, Kristoffel Van Den Berghestraat 3, 9000 Gent, die werd vervangen als voorlopig bewindvoerder door De Becker, Ann, advokaat, Krijgslaan 138, 9000 Gent, over Bontinck, Magda, geboren te Gent op 22 mei 1952, gedomicilieerd Grintweg 2, 9890 Gavere-Baaigem.

Voor eensluidend afschrift : voor de hoofdgriffier, de klerk-griffier i.o., (get.) C. De Veirman. (6477)

Vrederecht van het kanton Neerpelt

Bij bevelschrift van de vrederechter van het kanton Neerpelt, verleend op 23 juni 1997, werd een einde gesteld aan de opdracht van voorlopig bewindvoerder Pellens, Adriaan, advokaat, Dorpsstraat 21, Neerpelt, voormalig bewindvoerder over Vanden Berk, Johannes, geboren te Lommel op 12 juni 1945, verblijvende en gedomicilieerd te Lommel, Driftstraat 45.

De beschermde persoon kreeg als nieuwe voorlopige bewindvoerder toegevoegd : Vanden Berk, Jozef, Driftstraat 45, 3920 Lommel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Eddy Vandendyck. (6478)

Publication prescrite par l'article 793
du Code civilBekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk WetboekAcceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving

Tribunal de première instance de Liège

L'an 1997, le 30 juin, au greffe du tribunal de première instance de Liège, à comparu : Mahy, Olivier, clerc de notaire, domicilié à Oreye, rue de la Forge 1, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de Langenaeken, Pierre, né à Rocourt le 17 janvier 1963, domicilié à Sint-Truiden (Engelmanshoven), Hofstraat 44, lequel comparant à déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Kremer, Marie José Hubertine, née à Liège le 6 janvier 1938, de son vivant domiciliée à Oreye, rue des Thiers 2, et décédée le 23 février 1997, à Waremmes.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Mahy, Emmanuel, notaire à Oreye, rue de la Westrée 5.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandés au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service, (signature illisible). (20101)

L'an 1997, le 30 juin, au greffe du tribunal de première instance de Liège, à comparu : Mahy, Olivier, clerc de notaire, domicilié à Oreye, rue de la Forge 1, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de Langenaeken, Pierre, né à Rocourt le 17 janvier 1963, domicilié à Sint-Truiden (Engelmanshoven), Hofstraat 44, lequel comparant a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Langenaeken, Xavier Alphonse Ghislain, né à Oreye le 29 août 1940, de son vivant domicilié à Oreye, rue des Thiers 2, et décédé le 23 février 1997, à Oreye.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Mahy, Emmanuel, notaire à Oreye, rue de la Westrée 5.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandés au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service, (signature illisible). (20102)

L'an 1997, le 1^{er} juillet, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Carnoy, Gaetan, né à Etterbeek le 4 octobre 1945, domicilié à Liège, rue de Campine 396, agissant en nom personnel et, en outre, porteur de quatre procurations sous seing privé qui resteront annexées au présent acte, pour et au nom de :

Van den Berg, Anne, née à Liège le 21 février 1923, domiciliée à Liège, quai Gloesener 2;

Carnoy, Bernard, né à Etterbeek le 11 février 1947, domicilié à Faimies (Vienne), rue de la Folie 2;

Carnoy, Brigitte, née à Liège le 4 mai 1961, domiciliée à Liège, quai Gloesener 2;

Carnoy, Eric, né à Liège le 17 novembre 1951, domicilié à Liège (Angleur), route du Condroz 414,

lequel comparant a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Carnoy, Georges Albert Geoffroy Léon, né à Philadelphie (U.S.A.) le 19 janvier 1917, de son vivant domicilié à Liège-2, quai Gloesener 2, et décédé le 10 avril 1997, à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Mahy, Emmanuel, notaire à Oreye, rue de la Westrée 5.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandés au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service, (signature illisible). (20103)

Tribunal de première instance de Verviers

L'an 1997, le 1^{er} juillet, au greffe du tribunal de première instance séant à Verviers, a comparu : M. Corne, Alain, clerc de notaire, domicilié à Theux, chaussée de Spa 66, agissant en qualité de mandataire de : M. Halkin, Alexandre Joseph Julien, né à Stembert le 12 avril 1937, divorcé Corbeels, Yvette, veuf Gerard, Viviane, domicilié à Ensival, rue des Chapeliers 77A, agissant en qualité de père et tuteur légal des biens de ses enfants mineurs d'âge, à savoir :

Halkin, Henri, né à Verviers le 29 août 1983;

Halkin, Michel, né à Verviers le 8 mai 1985;

Halkin, Gary, né à Verviers le 20 septembre 1988;

Halkin, Robert, né à Verviers le 28 décembre 1991;

Halkin, Wendy, né à Verviers le 16 août 1994,

domiciliés avec leur père,

dûment autorisé aux fins de la présente par délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix du second canton de Verviers en date du 5 juin 1997, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 26 juin 1997, laquelle restera ci-annexée, lequel comparant a déclaré, au nom de son mandant, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Gerard, Viviane Danielle Marie-Louise Andrée, née à Verviers le 3 avril 1959, épouse Halkin, Alexandre, domiciliée à Ensival, rue des Chapeliers 77A, décédée à Verviers le 8 mai 1997.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier, (signé) Dubru; Corne.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la présente insertion, par pli recommandé, à Me Furnemont, notaire à la résidence d'Ensival (Verviers).

Le greffier en chef du tribunal, (signé) José Dubru. (20104)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 1 juli 1997, heeft de heer Michel Van Rossom, notaris, kantoorhoudende te 9400 Ninove, Graanmarkt 33, handelend als gevolmachtigde van Mevr. Maria-Andrea Adriaens, regentes, geboren te Denderhoutem op 23 maart 1952, wonende te 9470 Denderleeuw, Populierenlaan 17, handelend als moeder-wettelijke voogdes over haar bij haar inwonend minderjarig kind, met name: Leirens, Grietje, studente, geboren te Dendermonde op 15 september 1980, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Smet, Maria Irma, geboren te Voorde op 28 november 1927, in leven laatst wonende te 9400 Appelsterre-Eichem, Eichemstraat 47, en overleden te Zottegem op 12 december 1996.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad* hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Michel Van Rossom, Graanmarkt 33, 9400 Ninove.

Dendermonde, 1 juli 1997.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) L. Gillis. (20105)

Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 25 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. East Import, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue de la Presse 4, 605, H.R. Malines 075082.

Juge-commissaire : M. Wingels.

Curateur : Me Van Buggenhout, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 12 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Le curateur, (signé) Chr. Van Buggenhout.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 25 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. East Import, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Drukpersstraat 4, 605, H.R. Mechelen 075082.

Rechter-commissaris : de heer Wingels.

Curator : Mr. Christian Van Buggenhout, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) Chr. Van Buggenhout. (Pro deo) (20107)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 25 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Smeyers, dont le siège social est établi à 1050 Ixelles, rue Malibran 29, R.C. Bruxelles 510640, T.V.A. 435.028.370.

Juge-commissaire : M. Huysegoms.

Curateur : Me August De Ridder, avenue de la Liberté 34, à 1081 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Debats : le mardi 12 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 25 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Smeyers, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Malibranstraat 29, H.R. Brussel 510640, BTW 435.028.370.

Rechter-commissaris : de heer Huysegoms.

Curator : Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 12 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.

(Pro deo) (20108)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 juin 1997 a été déclarée ouverte la faillite de la S.A. Imexa, rue Capitaine Crespel 47, B 47, 1050 Bruxelles, R.C. Bruxelles 415689, T.V.A. 417.344.379.

Juge-commissaire : M. P. Van de Putte.

Curateur : Me Jean-Michel Derick, avenue Louise 391, B 3, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt-cinq jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-M. Derick.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 30 juni 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de N.V. Imexa, Kapitein Crespelstraat 47, B 47, 1050 Brussel, H.R. Brussel 415689, BTW 417.344.379.

Rechter-commissaris : de heer P. Van de Putte.

Curator : Mr. Jean-Michel Derick, Louizalaan 391, B 3, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van vijftwintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-M. Derick.

(20109)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 juin 1997 a été déclarée ouverte la faillite de la S.A. Cindi (anciennement Enna), boulevard de Nieupoort 3, (anciennement rue d'Anderlecht 172), 1000 Bruxelles, R.C. Bruxelles 585185, T.V.A. 453.543.789.

Juge-commissaire : M. P. Van de Putte.

Curateur : Me Jean-Michel Derick, avenue Louise 391, B 3, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt-cinq jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-M. Derick.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 30 juni 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de N.V. Cindi (vroeger Enna), Nieuwpoortlaan 3 (vroeger Anderlechtstraat 172), 1000 Brussel, H.R. Brussel 585185, BTW 453.543.789.

Rechter-commissaris : de heer P. Van de Putte.

Curator : Mr. Jean-Michel Derick, Louizalaan 391, B 3, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van vijftientig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-M. Derick.

(Pro deo) (20110)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 juin 1997 a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Gentex, rue de l'Agrafe 39, 1070 Bruxelles, R.C. Bruxelles 584006, T.V.A. 453.379.087.

Juge-commissaire : M. P. Van de Putte.

Curateur : Me Jean-Michel Derick, avenue Louise 391, B 3, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt-cinq jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-M. Derick.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 30 juni 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Gentex, Haakstraat 39, 1070 Brussel, H.R. Brussel 584006, BTW 453.379.087.

Rechter-commissaris : de heer P. Van de Putte.

Curator : Mr. Jean-Michel Derick, Louizalaan 391, B 3, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van vijftientig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-M. Derick.

(Pro deo) (20111)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 juin 1997 a été déclarée ouverte la faillite de la S.C. The Silver Drop, chaussée de Gand 13, 1080 Bruxelles, R.C. Bruxelles 591624, T.V.A. 455.223.275.

Juge-commissaire : M. P. Van de Putte.

Curateur : Me Jean-Michel Derick, avenue Louise 391, B 3, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt-cinq jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-M. Derick.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 30 juni 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de S.V. The Silver Drop, Gentsesteenweg 13, 1080 Brussel, H.R. Brussel 591624, BTW 455.223.275.

Rechter-commissaris : de heer P. Van de Putte.

Curator : Mr. Jean-Michel Derick, Louizalaan 391, B 3, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van vijftientig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-M. Derick.

(Pro deo) (20112)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 juin 1997 a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Comatic, avenue du Parc 113, 1190 Bruxelles, R.C. Bruxelles 493547, T.V.A. 431.418.683.

Juge-commissaire : M. P. Van de Putte.

Curateur : Me Jean-Michel Derick, avenue Louise 391, B 3, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt-cinq jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-M. Derick.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 30 juni 1997 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Comatic, Parklaan 113, 1190 Brussel, H.R. Brussel 493547, BTW 431.418.683.

Rechter-commissaris : de heer P. Van de Putte.

Curator : Mr. Jean-Michel Derick, Louizalaan 391, B 3, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van vijftieng dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-M. Derick.

(Pro deo) (20113)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 25 juin 1997 a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la S.P.R.L. Société de Télématic Copieur & Bureautique, en abrégé : « Sotelcob », dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue Van Artevelde 77, R.C. Bruxelles 585538, T.V.A. 453.653.657.

La date de cessation des paiements a été fixée au 25 décembre 1996.

Juge-commissaire : M. A. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, boulevard du Souverain 7, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 25 juni 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de B.V.B.A. Société de Télématic Copieur & Bureautique, afgekort : « Sotelcob », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Van Arteveldestraat 77, H.R. Brussel 485538, BTW 453.653.657.

De datum van de staking der betalingen werd vastgesteld op 25 december 1996.

Rechter-commissaris : de heer A. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Vorstlaan 7, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.

(Pro deo) (20114)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 25 juin 1997 a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la S.P.R.L. Maxi PC, dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles, chaussée d'Alseberg 148, R.C. Bruxelles 602955, T.V.A. 457.998.069.

La date de cessation des paiements a été fixée au 25 décembre 1996.

Juge-commissaire : M. A. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, boulevard du Souverain 7, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 25 juni 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de B.V.B.A. Maxi PC, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, Alsebergsesteenweg 148, H.R. Brussel 602955, BTW 457.998.069.

De datum van de staking der betalingen werd vastgesteld op 25 december 1996.

Rechter-commissaris : de heer A. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Vorstlaan 7, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.

(Pro deo) (20115)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.C. Hara Yorkshire du Roc de la Vallée, dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles, chaussée de Waterloo 263, R.C. Nivelles 59321, T.V.A. 433.651.762.

La date de cessation des paiements a été fixée au 26 décembre 1996.

Juge-commissaire : M. A. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, boulevard du Souverain 7, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V. Hara Yorkshire du Roc de la Vallée, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, Waterloo-sesteenweg 263, H.R. Nijvel 59321, BTW 433.651.762.

De datum van de staking der betalingen werd vastgesteld op 26 december 1997.

Rechter-commissaris : de heer A. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Vorstlaan 7, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.

(Pro deo) (20116)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. C.B.S. Auto, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue d'Anderlecht 162, R.C. Bruxelles 458122, T.V.A. 421.930.006.

La date de cessation des paiements a été fixée au 26 décembre 1996.

Juge-commissaire : M. A. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, boulevard du Souverain 7, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. C.B.S. Auto, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Anderlechtsestraat 162, H.R. Brussel 458122, BTW 421.930.006.

De datum van de staking der betalingen werd vastgesteld op 26 december 1996.

Rechter-commissaris : de heer A. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Vorstlaan 7, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.

(Pro deo) (20117)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de M. Surleau, André Jules Joseph, né le 14 octobre 1920 à Bruxelles, de nationalité belge, domicilié à 1050 Bruxelles, avenue Auguste Rodin 21, B 2, ayant exercé une activité d'intermédiaire commercial sous l'enseigne « Sebo-Systems-Belgium », R.C. Bruxelles 609841, T.V.A. 562.399.664.

Juge-commissaire : M. A. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, boulevard du Souverain 7, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 juni 1997 werd geopend verklaard, op eigen aangifte, het faillissement van de heer Surleau, André Jules Joseph, geboren op 14 oktober 1920 te Brussel, van Belgische nationaliteit, wonende te 1050 Brussel, Auguste Rodinglaan 21, B 2, aktiviteit uitgeoefend heeft als commerciële tussenpersoon onder de benaming « Sebo-Systems-Belgium », H.R. Brussel 609841, BTW 562.399.664.

Rechter-commissaris : de heer A. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Vorstlaan 7, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.

(Pro deo) (20118)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement en date du 30 juin 1997, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Scaillet, dont le siège est établi à 6140 Fontaine-l'Évêque, R.C. Charleroi 4408.

Le même jugement fixe :

au 24 juin 1997, la date provisoire de la cessation des paiements;

au 15 juillet 1997, la date limite pour le dépôt des déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce;

au 29 juillet 1997, la clôture du procès-verbal de vérification des créances;

au 12 août 1997, les débats sur les contestations de créances.

Le juge-commissaire est M. Hubens.

Le curateur désigné est Me Bernard Grofils, avocat à 7130 Binche, rue de Robiano 62, tél. : 071/32 91 27, fax : 071/33 45 12.

La pro deo a été accordé.

Le curateur, (signé) B. Grofils.

(20119)

Par jugement en date du 30 juin 1997, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur assignation, la faillite de la S.A. Belgium Power Motors and Trading, dont le siège est établi à 7130 Binche, rue de la Princesse 5, R.C. Charleroi 170984.

Le même jugement fixe :

- au 30 juin 1997, la date provisoire de la cessation des paiements;
- au 15 juillet 1997, la date limite pour le dépôt des déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce;
- au 29 juillet 1997, la clôture du procès-verbal de vérification des créances;
- au 12 août 1997, les débats sur les contestations de créances.

Le juge-commissaire est M. Fievet.

Le curateur désigné est Me Bernard Grofils, avocat à 7130 Binche, rue de Robiano 62, tél. : 071/32 91 27, fax : 071/33 45 12.

La pro deo a été accordé.

Le curateur, (signé) B. Grofils. (20120)

Tribunal de commerce de Huy

Par jugement du 1^{er} juillet 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de François (S.C.R.L. René), rue Louis Streel 1, 4280 Avenas-le-Bauduin, R.C. Huy 36330.

La date de cessation des paiements a été fixée au 1^{er} janvier 1997.

Juge-commissaire : M. André George, juge-consulaire.

Curateurs : Mes Marianne Goijen, avocat à 4171 Poulseur, rue de l'Ourthe 58; et Bernadette Hayart, avocat à 4171 Poulseur, rue de l'Ourthe 58.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 août 1997, à 10 heures, au greffe de ce tribunal.

Débats sur les contestations : le mercredi 8 octobre 1997, à 10 heures, en audience publique.

Les curateurs, (signé) M. Goijen; B. Hayart. (Pro deo) (20121)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 26 mai 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.P.R.L. Multilink, siège social à 4000 Liège, rue Saint-Gilles (sans n°), R.C. Turnhout 66891, avec date du début des opérations commerciales à Aarschot le 1^{er} janvier 1988, faillite sur citation.

Le tribunal reporte au 26 novembre 1996 la date de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Edgard Hollange.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 8 juillet 1997, de 10 à 11 heures.

Débats sur les contestations : le jeudi 31 juillet 1997, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Maximilien Hoge, avocat, En Féronstrée 23/013, à 4000 Liège. (20122)

Par jugement du 30 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, d'office, la faillite de la S.P.R.L. Alain De Gend, établie et ayant son siège social avenue Rogier 30, 4000 Liège, R.C. Liège 186163, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} janvier 1994, pour les activités suivantes : travaux de photocopie, commerce de détail en fourniture de bureau, fourniture de machines, mobiliers de bureau, articles de papeterie et de bureau.

Le même jugement reporte au 30 décembre 1996, la date de cessation des paiements et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leur créance dans les vingt jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Juge-commissaire : M. Jean-Paul Pruvot.

Procès-verbal de vérification des créances : le 12 août 1997, à 10 heures.

Débats sur les contestations : le 2 septembre 1997, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Jean-Jacques Germeau, avocat, rue Sainte-Véronique 27, 4000 Liège. (20123)

Par jugement du 30 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, d'office, la faillite de M. Bleus, André, Belge, né à Angleur le 27 août 1952, ayant son dernier domicile à 4000 Liège, rue Saint-Séverin 36, mais actuellement radié d'office, R.C. Liège 132358, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} mars 1979, pour l'exploitation d'une entreprise de transport routier de marchandises sous la dénomination « Taxi Lysens Colis », à Liège, rue Saint-Séverin 36.

Le même jugement reporte au 30 décembre 1996, la date de cessation des paiements et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leur créance dans les vingt jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Juge-commissaire : M. Jacques Bovy.

Procès-verbal de vérification des créances : le 12 août 1997, à 10 heures.

Débats sur les contestations : le 2 septembre 1997, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Jean-Jacques Germeau, avocat, rue Sainte-Véronique 27, 4000 Liège. (20124)

Par jugement du 30 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite de M. Dochain, Bernard Daniel Guillaume, de nationalité belge, né à Jupille-sur-Meuse le 6 juillet 1949, domicilié à 4000 Liège, rue Louvrex 1, mais résidant en fait à 4000 Liège, rue Regnier 30, R.C. Liège 131118, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} septembre 1978, pour l'exploitation d'un débit de boissons sous la dénomination « Le Grenier d'Orge », à 4000 Liège, rue Saint-Gilles 159B, exploitant également ou ayant exploité à 4020 Liège, rue Damery 10, sous la dénomination « La Cave à Gueuzes », T.V.A. 600.372.293, ayant fait radier son immatriculation au registre de commerce le 7 janvier 1997 avec effet au 31 décembre 1996.

Le juge commissaire est M. Jean-Paul Pruvot.

Date de cessation des paiements : le 31 décembre 1996.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé le mardi 12 août 1997, à 10 heures, les débats sur les contestations de créance étant fixés à l'audience du lundi 2 septembre 1997, 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Ad. Absil, avocat à 4000 Liège, quai de Rome 82. (20125)

Par jugement du 23 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.A. L.M.P. Consult, ayant son siège social avenue de l'Observatoire 217/25, à 4000 Liège, R.C. Liège 171629, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} mars 1990, pour les exploitations suivantes « affaires immobilières, entreprise d'exploitation d'entrepôts de marchandises, exploitation d'un bureau de travaux mécanographiques et informatiques, entreprise de placement de cloisons et faux-plafonds, entreprise d'isolation thermique et acoustique ».

Le même jugement a reporté au 23 décembre 1996 l'époque de la cessation des paiements.

Juge commissaire : M. André Claes.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 5 août 1997, de 10 à 11 heures.

Débats sur les contestations : jeudi 28 août 1997, à 9 heures.

Le curateur, (signé) Me Michel Mersch, avocat à 4000 Liège, rue Charles Morren 4. (20126)

Par jugement du 30 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.P.R.L. Manoirs et Châteaux, en liquidation, ayant son siège social rue Cockerill 170, à 4100 Seraing, R.C. Liège 178848, avec début des opérations commerciales le 22 octobre 1991, pour l'exploitation d'un commerce de gros en vins, spiritueux et autres boissons.

Le même jugement a reporté au 30 décembre 1996 l'époque de la cessation des paiements.

Juge commissaire : M. Jean-François Grisard.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 12 août 1997, à 10 heures.

Débats sur les contestations : mardi 2 septembre 1997, à 9 heures.

Le curateur, (signé) Me Michel Mersch, avocat à 4000 Liège, rue Charles Morren 4. (20127)

Par jugement du 30 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.P.R.L. Semtex (anciennement D.C.I.), ayant son siège social quai Godfroid Kurth 90, à 4020 Liège (anciennement chemin de Roquettes 5, à 7061 Casteau), non inscrit R.C. Liège (anciennement inscrit R.C. Mons 123842), entreprise de publicité et d'édition constituée le 10 juillet 1990.

Le même jugement a reporté au 30 décembre 1996 l'époque de la cessation des paiements.

Juge commissaire : M. Bernard Nils.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 12 août 1997, à 10 heures.

Débats sur les contestations : mardi 2 septembre 1997, à 9 heures.

Le curateur, (signé) Me Michel Mersch, avocat à 4000 Liège, rue Charles Morren 4. (20128)

Par jugement du 30 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de Mme Claessens, Marie-Ange, de nationalité belge, née à Fléron le 19 août 1962, célibataire, domiciliée à 4400 Flémalle (Flémalle-Haute), Thiers des Trixhes 48, R.C. Liège 173100, avec date du début des opérations commerciales le 24 juillet 1990, pour l'exploitation d'un débit de boissons et petite restauration à 4000 Liège, rue du Plan Incliné 45, sous la dénomination « Le Club 7 », faillite sur citation.

Le même jugement reporté la date de la cessation des paiements au 30 décembre 1996.

Juge commissaire : Mme Annette Penner.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 12 août 1997.

Débats sur les contestations : lundi 2 septembre 1997.

Le curateur, (signé) Me André Magotteaux, avocat à 4000 Liège, rue du Pont 36. (20129)

Par jugement rendu le 30 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.C.R.L. Etabel, en liquidation, ayant son siège social à 4020 Liège, rue Grétry 24, R.C. Liège 152031. Le même jugement reporte au 1er juin 1997 la date de la cessation des paiements. Dernier délai pour le dépôt des déclarations de créances : le 24 juillet 1997.

Juge-commissaire : M. Luc Jamin.

Le curateur, (signé) André Pauquay, avocat, avenue Rogier 28, bte 02/1, 4000 Liège. (20130)

Par jugement du 30 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.C. Delecour, ayant son siège social rue Bellaire 36, à Neupré, exploitant rue Paul Janson 218, à Grâce-Hollogne, R.C. Liège 166917, avec date du début des opérations commerciales le 15 janvier 1989, pour les activités suivantes : dépannage à domicile de tout appareil et machine, affaires immobilières, intermédiaire commercial, intermédiaire en prêts et financement, agent d'assurances.

Le jugement a reporté au 30 décembre 1996 la date de la cessation des paiements.

Le procès-verbal de vérification des créances est fixé au 12 août 1997, à 10 heures, et les débats sur les contestations de créances sont fixés au 2 septembre 1997.

Le curateur, (signé) Claude Philippart de Foy, quai des Tanneurs 24, 4020 Liège. (20131)

Par jugement du 30 juin 1997, le tribunal du travail de Liège a prononcé sur citation, la faillite de la S.A. Auto Distribution, dont le siège social est établi à 4032 Liège-Chênée, quai des Ardennes 160/4, et le siège d'exploitation à 4052 Chaudfontaine-Beaufays, voie de l'Air Pur 162b, R.C. Liège 188887, avec date du début des opérations commerciales au 22 novembre 1994, pour l'exploitation d'un commerce de détail en véhicules d'occasion, atelier de réparation de véhicules à moteur, atelier de réparation de carrosserie, atelier de réparation de motocyclettes, commerce de détail en autos, motos, accessoires et pièces détachées; le même jugement a reporté au 30 décembre 1996 la date de la cessation des paiements de la société faillie.

Juge-commissaire : M. Georges Libert.

Procès-verbal de vérification des créances : 12 août 1997.

Débats sur les contestations : 2 septembre 1997.

Le curateur : (signé) Me Pierre Cavenaile, avocat à Liège, rue Julien d'Andrimont 23-25. (20132)

Par jugement du vendredi 27 juin 1997, le tribunal de commerce de Liège prononce, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Vemate, établie et ayant son siège social à 4684 Haccourt, rue de la Cale Sèche 20, R.C. Liège 135291, avec date du début des opérations commerciales le 14 mars 1980, pour les activités suivantes : vente, location, distribution, réparation de tous véhicules à usage public ou privé, commercial, industriel, commerce de toutes pièces de rechange et de tous accessoires.

Juge-commissaire : M. Henri Lafosse.

Procès-verbal de vérification des créances : 5 août 1997, de 10 à 11 heures.

Débats sur les contestations des créances : 28 août 1997, à 9 h 30 m.

Les curateurs, (signé) Mes Michel Mersch, 4000 Liège, rue Charles Morren 4, et Jacques Hody, 4000 Liège, place de Bronckart 9. (20133)

Par jugement du tribunal de commerce de Liège du 30 juin 1997, a été déclarée, sur citation, la faillite de M. Ozer, Marc Léon Camille Désiré, de nationalité belge, né à Ougrée le 28 décembre 1948, domicilié à 4100 Seraing, rue des Bœufs 41, R.C. Liège 157979, avec date du début des opérations commerciales le 5 mars 1987, pour l'exploitation d'un commerce ambulancier de fruits, légumes, plantes, fleurs et semences.

La date de la cessation des paiements est reportée au 30 décembre 1996.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : mardi 12 août 1997, de 10 à 11 heures.

Débats sur les contestations : mardi 2 septembre 1997, à 9 h 30 m, troisième chambre du tribunal de commerce de Liège.

Juge-commissaire : M. Edgard Hollange.

Curateur : Me Francis Schroeder, rue des Augustins 26, à 4000 Liège, tél. 04/223 58 38, fax. 04/222 34 20.

Le curateur, (signé) F. Schroeder. (20134)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 30 juin 1996, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite de M.S.I. S.A. Matériel et Solution Informatique, exerçant les activités de commerce de détail et de gros en matériel informatique, conception de logiciels, R.C. Mons 119948, rue de Frameries 16A, à 7033 Cuesmes.

Juge-commissaire : M. de Haan.

Curateur : Me Etienne Francart, avocat, rue du Rossignol 6, 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, avant le 22 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification de créances : 5 août 1997.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Francart. (20135)

Par jugement du 30 juin 1996, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite de M. Aldo Zucconi, exerçant les activités de travaux de bâtiment, R.C. Mons 131220, rue de la Tour Auberon 11, à 7000 Mons.

Juge-commissaire : M. de Haan.

Curateur : Me Etienne Francart, avocat, rue du Rossignol 6, 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, avant le 22 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification de créances : 5 août 1997.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Francart. (20136)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 30 juin 1997, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de E.P.W. S.P.R.L., route d'Eghezée 32, 5060 Auvelais, R.C. Namur 72352.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 30 juin 1997, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Pirmez, Etienne, juge-consulaire.

Curateurs : Me Sohet, Isabelle, rue Juppín 6, 5000 Namur
Me Dorange, Françoise, rue Juppín 6, 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les vingt jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 7 août 1997, à 9 h 30 m, au greffe.

Débats sur les contestations le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle d'audiences du tribunal de commerce, palais de justice, 1^{er} étage, à Namur.

Pour extrait conforme : les curateurs, (signé) I. Sohet; F. Dorange.
(20137)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles, du lundi 30 juin 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Tilkens Décor, dont le siège social est établi à 1300 Wavre, rue de Namur 78, R.C. Nivelles 39743.

Juge-commissaire : M. Pierre P. Larbuisson.

Curateur : Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112.

Date limite du dépôt des créances : avant le 20 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le jeudi 7 août 1997, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Débats le jeudi 21 août 1997, à 9 heures.

Le curateur, (signé) Luc Goethals. (20138)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles, du lundi 30 juin 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Waterloo Services, dont le siège social est établi à 1410 Waterloo, rue de l'Eglise 80, R.C. Nivelles 76562.

Juge-commissaire : M. Pierre P. Larbuisson.

Curateur : Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112.

Date limite du dépôt des créances : avant le 20 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le jeudi 7 août 1997, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Débats le jeudi 21 août 1997, à 9 heures.

Le curateur, (signé) Luc Goethals. (20139)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite sur aveu

Par jugement du mardi 24 juin 1997, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société anonyme Entreprises Alain Goffinet, dont le siège social est établi à 4970 Stavelot, Rivage 8A, R.C. Verviers 62507, pour une entreprise générale de construction.

Juge-commissaire : M. Maurice Lising.

Curateur : Me Luc Defraiteur, avocat à 4800 Verviers, rue du Palais 34.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les vingt jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 14 août 1997, à 9 h 30 m.

Débats sur les contestations : le jeudi 28 août 1997, à 9 h 30 m, en audience publique.

Pour extrait conforme : pour le greffier en chef, le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (20140)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 1 juli 1997 is A & PC Computers B.V.B.A., Kapelsesteenweg 639, 2180 Ekeren (Antwerpen), H.R. Antwerpen 315227, groothandel in kantoormachines en -materieel, op bekenenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Govaert.

Curator : Mr. Elants, Sint-Cordulastraat 32, 2900 Schoten.

Datum der staking van betaling : 1 juli 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 22 juli 1997.

De curator, Elants. (20141)

Bij vonnis in datum van 1 juli 1997 is Big Sweat België N.V., Borsbeekse binnenweg 96, 2640 Mortsel, H.R. Antwerpen 251383, bestaat enkel voor haar maatschappelijke zetel, op bekenenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Govaert.

Curator : Mr. Elants, Sint-Cordulastraat 32, 2900 Schoten.

Datum der staking van betaling : 1 juli 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 22 juli 1997.

De curator, Elants. (20142)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van 30 juni 1997 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, Roelens-Vandamme, in vereffening, besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, met maatschappelijke zetel te 8750 Wingene, Hoogweg 42, H.R. Brugge 69526 (97/114.B), op bekenenis, failliet verklaard.

Datum staking van betaling : 30 december 1996.

Rechter-commissaris : de heer François Tytgadt, rechter in handelszaken.

Curatoren : Mr. Thierry Goegebeur, advocaat te 8200 Brugge (Sint-Andries), Torhoutsesteenweg 55, en Mr. Peter d'Absalmon, advocaat te 8750 Wingene, Beernemsesteenweg 86.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : op vrijdag 8 augustus 1997, om 9 uur.

Behandeling van de betwistingen : op donderdag 21 augustus 1997, om 10 uur.

Voor gelijkvormig uittreksel, (get.) Gentil Verbrugghe, hoofdgriffier. (20143)

Bij vonnis van 30 juni 1997 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, Gio, besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, met maatschappelijke zetel te 8300 Knokke-Heist, Dumortierlaan 47, in feite overgebracht naar 8301 Knokke-Heist, Acacialaan 2/0031, H.R. Brugge 76819 (97/115.B), op bekenenis, failliet verklaard.

Datum staking van betaling : 30 december 1996.

Rechter-commissaris : de heer Germain Brouns, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Colette Gryson, advocaat te 8000 Brugge, Komvest 25.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : op vrijdag 8 augustus 1997, om 9 uur.

Behandeling van de betwistingen : op donderdag 21 augustus 1997, om 10 uur.

Voor gelijkvormig uittreksel, (get.) Gentil Verbrugghe, hoofdgriffier. (20144)

Bij bevelschrift verleend aan de curator Mr. Lino Verbeke, advocaat te 8000 Brugge, Hoogstraat 28, door de heer Georges De Meyere, rechter in handelszaken, rechter-commissaris over het faillissement van Coolfactory Stephane B.V.B.A., destijds met maatschappelijke zetel te 8300 Knokke-Heist, Eglantierenlaan 6, handeldrijvend te 8380 Brugge (Zeebrugge), Tijdokstraat 40, H.R. Brugge 57564, worden de aanvaarde schuldeisers bijeengeroepen op de vergadering die zal gehouden worden op maandag 1 september 1997, te 10 u. 30 m., in de zittingszaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, om het verslag van de curator te aanhoren over de toestand van het faillissement, over de voltrokken pleegvormen en de uitgevoerde bewerkingen, over de vermoedelijke uitslag van de vereffening, alsook om de voorstellen van de gefailleerde te aanhoren indien zij een concordaat begeert te bekomen.

Voor gelijkvormig uittreksel : de hoofdgriffier der rechtbank, (get.) G. Verbrugghe. (20145)

Bij bevelschrift verleend aan de curator Mr. Lino Verbeke, advocaat te 8000 Brugge, Hoogstraat 28, door de heer Pierre Van Nieuwenhuysse, rechter in handelszaken, rechter-commissaris over het faillissement van Hotel & Restauratie B.V.B.A., destijds met maatschappelijke zetel te 8000 Brugge, Sinte Clarastraat 16, handeldrijvende onder de benaming « Vives », te 8000 Brugge, Loppemstraat 13, H.R. Brugge 70239, worden de aanvaarde schuldeisers bijeengeroepen op de vergadering die zal gehouden worden op maandag 1 september 1997, te 10 u. 40 m., in de zittingszaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, om het verslag van de curator te aanhoren over de toestand van het faillissement, over de voltrokken pleegvormen en de uitgevoerde bewerkingen, over de vermoedelijke uitslag van de vereffening, alsook om de voorstellen van de gefailleerde te aanhoren indien zij een concordaat begeert te bekomen.

Voor gelijkvormig uittreksel : de hoofdgriffier der rechtbank, (get.) G. Verbrugghe. (20146)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 2 juli 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. European Debt Collectors, met maatschappelijke zetel te 3140 Keerbergen, Lelielaan 15, incassobureel, H.R. Leuven 80442.

Rechter-commissaris : J. Boon.

Curator : Mr. D. De Maeseneer, advocaat te 3000 Leuven, Naamsestraat 39.

Staking der betalingen : 2 januari 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 22 juli 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 11 augustus 1997, te 15 uur.

Behandeling der betwistingen : 26 augustus 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 23 september 1991.

De curator, D. De Maeseneer. (20147)

Bij vonnis d.d. 2 juli 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van de N.V. Atep Systems, met maatschappelijke zetel te 3150 Haacht-Wespelaar, Nieuwstraat 26, groot- en kleinhandel in distributie van kantoormachines, H.R. Leuven 67462.

Rechter-commissaris : J. Boon.

Curator : Mr. D. De Maeseneer, advocaat te 3000 Leuven, Naamsestraat 39.

Staking der betalingen : 2 januari 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 22 juli 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 11 augustus 1997, te 14 u. 45 m.

Behandeling der betwistingen : 26 augustus 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 1 juli 1986.

De curator, D. De Maeseneer. (20148)

Bij vonnis d.d. 2 juli 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Legil, met maatschappelijke zetel te 3111 Wezemaal, Tussenhagenweg 1, taverne-restaurant, H.R. Leuven 84580.

Rechter-commissaris : Ch. Plingers.

Curator : Mr. L. Stevens, advocaat te 3200 Aarschot, Kapitein Gilsonplein 20.

Staking der betalingen : 2 januari 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 22 juli 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 11 augustus 1997, te 14 u. 30 m.

Behandeling der betwistingen : 26 augustus 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 1 april 1993.

De curator, L. Stevens. (20149)

Bij vonnis d.d. 2 juli 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van de C.V. Vermabo, met maatschappelijke zetel te 3440 Zoutleeuw, Leenhaagstraat 48, carrossier-hersteller, garagehouder-hersteller, kleinhandel in nieuwe en tweedehandse autovoertuigen, toebehoren en onderdelen, H.R. Leuven 78558.

Rechter-commissaris : W. Denon.

Curator : Mr. D. De Maeseneer, advocaat te 3000 Leuven, Naamsestraat 39.

Staking der betalingen : 2 januari 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 22 juli 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 11 augustus 1997, te 14 u. 15 m.

Behandeling der betwistingen : 26 augustus 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 23 januari 1991.

De curator, D. De Maeseneer. (20150)

Bij vonnis d.d. 2 juli 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Luka B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3071 Kortenberg, Kwerpse Baan 364, drankgelegenheden met kleine restauratie, H.R. Leuven 83843.

Rechter-commissaris : W. Denon.

Curator : Mr. D. De Maeseneer, advocaat te 3000 Leuven, Naamsestraat 39.

Staking der betalingen : 2 januari 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 22 juli 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 11 augustus 1997, te 14 uur.

Behandeling der betwistingen : 26 augustus 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 15 januari 1993.

De curator, D. De Maeseneer. (20151)

Bij vonnis d.d. 6 mei 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, ambtshalve, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Fragnox, met maatschappelijke zetel te 3010 Kessel-Lo, P. Nollekensstraat 95, montage van metalen constructies, fabricage van metalen constructies en van installaties voor luchtregeling, H.R. Leuven 93844.

Rechter-commissaris : Ch. Menten.

Curator : Mr. L. Stevens, advocaat te 3200 Aarschot, Kapitein Gilsonplein 20.

Staking der betalingen : 6 november 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 25 mei 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 9 juni 1997, te 15 u. 15 m.

Behandeling der betwistingen : 24 juni 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 29 februari 1996.

De curator, L. Stevens. (20152)

Bij vonnis d.d. 6 mei 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van de N.V. LPW Fiberglass Pools, met maatschappelijke zetel te 3200 Aarschot, Nieuwlandlaan 14F, levering en plaatsing van zwembaden, toebehoren en accessoires voor zwembaden en andere polyesterartikelen, H.R. Leuven 81053.

Rechter-commissaris : F. Heylen.

Curator : Mr. L. Stevens, advocaat te 3200 Aarschot, Kapitein Gilsonplein 20.

Staking der betalingen : 6 november 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 25 mei 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 9 juni 1997, te 15 uur.

Behandeling der betwistingen : 24 juni 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 23 december 1991.

De curator, L. Stevens. (20153)

Bij vonnis d.d. 6 mei 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding (AR 62.619/96), het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Bouwondernemingen Clijsner, met maatschappelijke zetel te 3070 Kortenberg, Sterrebeeksesteenweg 29A, fungeren als promotor voor de uitvoering van bouwwerken, aankoop en verkoop van onroerende goederen, H.R. Leuven 52464.

Rechter-commissaris : G. Konings.

Curator : Mr. L. Jordens, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Diestsesteenweg 325.

Staking der betalingen : 6 november 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 25 mei 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 9 juni 1997, te 14 u. 45 m.

Behandeling der betwistingen : 24 juni 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 14 maart 1976.

De curator, L. Jordens. (20154)

Bij vonnis d.d. 6 mei 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding (AR 1135/97), het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Tradex, met maatschappelijke zetel te 3290 Diest, Fabiolalaan 48, voorheen en thans Webbekomstraat 102/2, in- en uitvoer, groothandel van dieren, voedingswaren, bouwmaterialen, hout, textielwaren, tussenpersoon in de handel, H.R. Leuven 80759.

Rechter-commissaris : F. De Baerdemaeker.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a.

Staking der betalingen : 6 november 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 25 mei 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 9 juni 1997, te 14 u. 30 m.

Behandeling der betwistingen : 24 juni 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 1 oktober 1991.

De curator, M. Dewael. (20155)

Bij vonnis d.d. 6 mei 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Hendrickx, Gerda, geboren te Sint-Truiden op 9 mei 1952, wonende te 3440 Zoutleeuw, Ridderstraat 21, drankgelegenheid, H.R. Leuven 62139.

Rechter-commissaris : F. Heylen.

Curator : Mr. L. Stevens, advocaat te 3200 Aarschot, Kapitein Gilsonplein 20.

Staking der betalingen : 6 november 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 25 mei 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 9 juni 1997, te 14 u. 15 m.

Behandeling der betwistingen : 24 juni 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 15 september 1983.

De curator, L. Stevens. (20156)

Bij vonnis d.d. 6 mei 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van de N.V. Polyamco, met maatschappelijke zetel te 3200 Aarschot, Nieuwlandlaan 14F, fabricatie, groothandel in speelgoed, sanitaire artikelen en industriële artikelen in polyster, H.R. Leuven 63498.

Rechter-commissaris : F. Heylen.

Curator : Mr. L. Stevens, advocaat te 3200 Aarschot, Kapitein Gilsonplein 20.

Staking der betalingen : 6 november 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 25 mei 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 9 juni 1997, te 14 uur.

Behandeling der betwistingen : 24 juni 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 1 juni 1984.

De curator, L. Stevens. (20157)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Krachtens bevelschrift van de heer rechter-commissaris J. Dejaegher, d.d. 19 juni 1997, worden de schuldeisers van het faillissement van de N.V. Algemene Bouwonderneming De Vreese, met maatschappelijke zetel te 8720 Dentergem (Wakken), Oosthoekstraat 11, H.R. Kortrijk 115302 (faillietvonnis d.d. 14 april 1997), definitief of voorlopig opgenomen in het passief van het faillissement, uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal plaatshebben in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, op woensdag 27 augustus 1997, te 9 u. 30 m., teneinde mededeling te horen over de toestand van het faillissement en te beraadslagen over de gebeurlijke voorstellen van de gefailleerde tot concordaat.

Voor gelijkvormig uittreksel: de curatoren, (get.) Mr. Sabine Vanneste, advocaat, Weststraat 5, 8770 Ingelmunster; Mr. Ivan Lietaer, advocaat, President Rooseveltplein 1, 8500 Kortrijk. (20158)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij bevelschrift van de heer Libert, Luc, rechter-commissaris, worden de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Trading Jombo, gevestigd te 9770 Kruishoutem, Nazarethstraat 76, H.R. Oudenaarde 40836, opgeroepen tot de concordataire vergadering.

Deze gaat door op donderdag 4 september 1997, om 11 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14, eerste verdieping.

Op deze vergadering zal de curator verslag uitbrengen over de stand van dit faillissement en de vermoedelijke vooruitzichten.

De curator, (get.) Carla Van den Berghe. (20159)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Palestra N.V., gevestigd te 2200 Herentals, Spoorwegstraat 14, H.R. Turnhout 62156, failliet verklaard op 6 mei 1997.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris Deleu zijn de schuldeisers, aangenomen in het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de rechtbank van koophandel, de Merodelei 13, te Turnhout, op dinsdag 2 september 1997, te 10 uur, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement.

Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde indien deze een gerechtelijk akkoord na faillissement wenst te bekomen.

De curator, (get.) J. Beutels, Grote Markt 32, 2200 Herentals. (20160)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Optic-35 B.V.B.A., gevestigd te 2400 Mol, Graaf De Broquevillestraat 5, H.R. Turnhout 72937, failliet verklaard op 19 december 1995.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris Verhulst zijn de schuldeisers, aangenomen in het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de rechtbank van koophandel, de Merodelei 13, te Turnhout, op dinsdag 2 september 1997, te 10 uur, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement.

Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde indien deze een gerechtelijk akkoord na faillissement wenst te bekomen.

De curator, (get.) T. Vandecruys, Rozendaal 78, 2440 Geel. (20161)

Rechtbank van koophandel te Veurne

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, enige kamer, d.d. 1 juni 1997, werd op bekentenis, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Roose-Peetermans, met maatschappelijke en uitbatingszetel te 8670 Koksijde, Koninklijke Baan 22, H.R. Veurne 35558, met als handelsactiviteit « drankgelegenheid verbruikssalon » en als handelsbenaming « The White House ».

Staking van betaling : op 1 januari 1997.

Rechter-commissaris : de heer P. Dochy.

Curator : Mr. Dirk Waeyaert, advocaat, kantoor houdende te 8630 Veurne, Sasstraat 14.

Indiening van schuldvorderingen ter griffie : vóór 22 juli 1997.

Nazicht van de schuldvorderingen : op maandag 8 september 1997, om 10 u. 30 m.

Betwistingen : op woensdag 24 september 1997, om 9 uur.

F 1015 — AR. 15.694.

De curator, (get.) Dirk Waeyaert. (20162)

De schuldeisers toegelaten tot het passief van het faillissement van Vandenabeele, Martine, geboren te Nieuwpoort op 19 juli 1959, destijds wonende en haar handel uitbatende te Lombardsijde, Dorpsplein 42, H.R. Veurne 34241, in staat van faillissement, op bekenenis, verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, d.d. 2 februari 1994, worden bijeengeroepen in de algemene vergadering van maandag 6 oktober 1997, om 10 uur in de voormiddag, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Veurne, P. Benoitlaan 2, teneinde de concordataire vergadering bij te wonen evenals de eindafrekening van het faillissement.

(Get.) Jean-Marie Verschelden, curator. (20163)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Suivant jugement rendu par le tribunal de première instance d'Arlon le 19 janvier 1996, à été homologué l'acte reçu par le notaire Jean-Pierre Jungers, de résidence à Florenville le 12 décembre 1995, contenant modification du régime matrimonial de M. Blaise, Georges, industriel, et son épouse, Mme Lecomte, Marie Joséphine Andrée, sans profession, demeurant et domiciliés à Florenville, place Albert I^{er} 4. Le contrat modificatif emporte adoption du régime de la communauté réduite aux acquêts.

Florenville, le 30 juin 1997.

Pour extrait conforme : (signé) Jean-Pierre Jungers, notaire. (20164)

Par requête en date du 6 juin 1997, M. Laurent Jean François Ghislain Wery, chimiste, né à Charleroi le 15 août 1970, et son épouse, Mme Malika Cherigui, employée, né à La Hestre le 4 mars 1972, demeurant ensemble à 6200 Châtelet, rue de la Tombelle 25/3, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Charleroi, une demande en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Michel Dumont, résidant à Charleroi, en date du 6 juin 1997.

Le contrat modificatif comporte l'adjonction d'une société d'acquêts complémentaiement au régime primaire de séparation de biens constituée entre lesdits époux, société d'acquêts qui sera composée uniquement d'une parcelle de terrain apportée par M. Laurent Wery et qui lui est propre sise à Châtelet, division de Bouffloulx, rue d'Ormont.

Pour les requérants : le notaire, (signé) Michel Dumont. (20165)

Par requête en date du 21 mai 1997, les époux Sebastiano Piccadaci, et Sylvia Basso, demeurant à Courcelles, rue Hubert Bayet 74, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Charleroi une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial; le contrat modificatif comporte adoption du régime légal de communauté avec clause d'ameublement, dressé par acte reçu par le notaire Jacques Dubuc, de Philippeville, en date du 21 mai 1997.

Pour extrait conforme : les époux, (signé) Sébastiano Piccadaci; Sylvia Basso. (20166)

Par acte du notaire Gérard Hubin, de Liège, en date du 10 juin 1997, M. Eugène Emile Joseph Delvigne, pensionné, né à Crehen le 20 novembre 1919, et son épouse, Mme Christiane Rosalie Sylvie Ghislaine Manon, sans profession, née à Matagne-la-Petite le 2 septembre 1926, demeurant ensemble à Liège, rue Léon Troclet 24, ont modifié leur régime matrimonial (art. 1451 du Code civil), et ont convenu entre eux qu'en cas de dissolution du régime matrimonial par décès, le conjoint survivant aura tout le patrimoine commun en pleine propriété.

(Signé) G. Hubin, notaire. (20167)

Par requête en date du 17 juin 1997, M. Gino Zanei, né à Vigalzano (Italie) le 1^{er} octobre 1928, et son épouse, Mme Yvonne Angèle Ghislaine Nimal, née à Thuin le 11 décembre 1932, demeurant et domiciliés ensemble à Anderlues, route de Bascoup 139, demandent au tribunal de première instance de Mons d'homologuer l'acte du 13 juin 1997 reçu par le notaire Pierre Brahy, de La Louvière, contenant changement de régime matrimonial et adoption du régime de la communauté universelle.

Pour les requérants : le notaire, (signé) Pierre Brahy. (20168)

Par requête en date du 11 juin 1997 au tribunal de première instance de Namur, les époux Francis Stasse, graveur sur métaux, et Marie-Bernadette Binon, couturière, demeurant et domiciliés à Vézin (Andenne), rue de Ville-en-Warêt 235, ont introduit devant le tribunal de première instance de Namur une requête en homologation du contrat portant modification à leur régime matrimonial.

Cet acte contient le maintien de leur régime légal de communauté et l'adoption d'une clause d'accroissement.

Pour extrait conforme : (signé) Me Louis d'Harveng. (20169)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, van 16 mei 1997, werd de akte tot wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Van Rompaey, René François Alfred, zaakvoerder, en zijn echtgenote, Mevr. Laureys, Noëla Leonie Jean, zonder beroep, beiden wonende te Antwerpen-Ekeren, Schriek 195, verleden voor notaris Erik Celis, te Antwerpen, op 27 september 1996 gehomologeerd.

Namens de echtgenoten Van Rompaey-Laureys, (get.) Erik Celis, notaris. (20170)

Bij verzoekschrift neergelegd op 27 juni 1997, hebben de heer Eric De Clercq, mechaniker, en zijn echtgenote, Mevr. Ingrid Vermeersch, arbeidster, samenwonend te Kortemark, Ichtegemstraat 67, de homologatie gevraagd aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, van de akte verleden voor notaris Johanna De Witte, te Ieper, in datum van 28 mei 1997, inhoudende wijziging van hun stelsel van algemene gemeenschap van goederen naar het stelsel van scheiding van goederen.

(Get.) J. De Witte, notaris. (20171)

Bij vonnis van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, d.d. 20 juni 1997, werd gehomologeerd de wijziging huwelijksvermogensstelsel, tussen de heer Rik Omer Van Vreckem, geboren te Ninove op 21 maart 1964, en zijn echtgenote, Mevr. Francine Cecile Andrea Bellemans, geboren te Halle op 8 november 1962, samenwonende te Ninove (Denderwindeke), Roost 10, en vastgesteld bij akte verleden voor notaris Michel Olemans, te Brakel, op 2 april 1996, aangevuld bij akte van dezelfde notaris verleden op 6 maart 1997, waarbij het wettelijk stelsel der gemeenschap werd behouden, mits inbreng van een aantal roerende en onroerende goederen.

Namens de verzoekers, (get.) Michel Olemans, notaris. (20172)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, d.d. 17 juni 1997, werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Anna Delwaide-Schautteet, ter standplaats Borgloon, op 21 april 1997, houdende de wijziging van het wettelijk stelsel van de gemeenschap van de echtgenoten, de heer Herbillon, Georges Jean Hubert Ghislain, gepensioneerde, geboren te Hologne-aux-Pierres op 18 augustus 1921, en zijn echtgenote, Mevr. Francis, Maria Elisabeth Léa, gepensioneerde, geboren te Groot-Gelmen op 7 september 1923, samenwonende te 3800 Sint-Truiden, Helshovenstraat 19, zonder dat deze wijziging de vereffening van het vorig stelsel of een dadelijke verandering van de vermogens van de echtgenoten tot gevolg heeft gehad.

(Get.) A. Delwaide-Schautteet, notaris. (20173)

Bij vonnis uitgesproken op 27 mei 1997, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel, verleden op 3 maart 1997, voor notaris Marc Sobrie, te Zwalm, gehomologeerd.

Ingevolge deze akte hebben de echtgenoten, de heer Luc Tom Franky Jozef Smeets, economist, geboren te Oostende op 8 oktober 1964, wonende te Zwalm, Rekelberg 12/1, en zijn echtgenote, Mevr. Ann Yolande Marcelle De Jaeger, juriste, geboren te Gent op 7 juli 1971, wonende te Gent, Bieslookstraat 6, verklaard hun wettelijk stelsel te vervangen door een stelsel van zuivere scheiding van goederen.

(Get.) Marc Sobrie, notaris. (20174)

Bij verzoekschrift hebben de heer Valentinus Alfonsius Johannes Gilles Penders, vrachtwagenchauffeur, en zijn echtgenote, Mevr. Heidi Ghislaine Jeannine Thone, werkzoekende, wonende te Boorsemaasmechelen, Desteinstraat 4, bij de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren een verzoek tot homologatie ingediend van de akte houdende een wijziging van huwelijksvoorwaarden verleden voor notaris

Leonard Delwaide, te Rekem-Lanaken, op 5 juni 1997. Ingevolge deze akte nemen de echtgenoten het stelsel aan van de algemene gemeenschap van de tegenwoordige en toekomstige goederen.

Voor de verzoekers, (get.) L. Delwaide, notaris te Rekem-Lanaken. (20175)

Séparation de biens – Scheiding van goederen

Bij exploit van gerechtsdeurwaarder Alex Dockers, uit Waregem, d.d. 5 juni 1997, heeft de heer Johan Rapoeye, installateur centrale verwarming, wonende te 9870 Zulte, Staatsbaan 126a, een vordering tot scheiding van goederen ingeleid tegen zijn echtgenote Mevr. Dorine Vandevelde, zelfstandig verpleegster, wonende te 8790 Waregem, Karelmeers 30.

De zaak werd ingeleid voor de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 26 juni 1997.

Voor verzoeker: zijn raadsman, (get.) Mr. Ivan Dewever, advocaat. (20176)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 8 juillet 1997 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 8 juli 1997

Publication faite en exécution de l'article 34bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales

Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen

Internationaal Transport Gheeraert-Brugge, naamloze vennootschap,
Autobaan 10, 8210 Zedelgem (Loppem)

H.R. Brugge 48759 – BTW 415.561.460

Kapitaalverhoging, vaststelling van de voorwaarden van uitgifte en uitoefening van het voorkeurrecht

Uit de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van de N.V. Internationaal Transport Gheeraert-Brugge, gehouden voor notaris Paul Lomme, te Zedelgem, op 27 juni 1997, ten kantore, werden onder meer volgende beslissingen genomen:

1. Kapitaalverhoging met maximum 1 319 760 frank om het te brengen van 12 750 000 frank op maximum 14 069 760 frank door inbreng in contanten en door het creëren van maximum 312 nieuwe aandelen zonder nominale waarde, die vanaf hun volstorting dezelfde rechten en voordelen zullen genieten als de bestaande aandelen.

2. Vaststelling van de voorwaarden van uitgifte en uitoefening van het voorkeurrecht. De buitengewone algemene vergadering beslist dat de nieuwe aandelen onmiddellijk in geld zullen geplaatst worden tegen pari, namelijk 4 230 frank te verhogen met een uitgiftepremie van 27 821,28 frank per aandeel en dat zij volledig zullen volstort worden alsook de uitgiftepremie, waarbij uitdrukkelijk bepaald wordt dat deze uitgiftepremie onder geen enkele voorwaarde beschikbaar is voor winstuitkering en evenals het kapitaal de waarborg voor derden zal uitmaken en slechts kan verminderd of weggeboekt worden door beslissing van de buitengewone algemene vergadering onder de voorwaarden gesteld door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voor een statutenwijziging.

Regeling van het voorkeurrecht

Overeenkomstig artikel 34bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, beslist de buitengewone algemene vergadering dat de aandeelhouders hun voorkeurrecht bij de inschrijving kunnen uitoefenen gedurende een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de dag van de openstelling van de inschrijving, hetzij zeventien juli aanstaande.

De aandeelhouders kunnen hun voorkeurrecht uitoefenen bij de inschrijving op de aandelen, naar evenredigheid van het deel van het kapitaal door hun aandelen vertegenwoordigd a rato van één nieuw aandeel voor een bestaand aandeel. De aandeelhouders moeten hun aandelen binnen voormelde termijn van vijftien dagen te rekenen van voormelde openstelling van de inschrijving, neerleggen op de maatschappelijke zetel, en zij moeten binnen dezelfde termijn hun vraag tot inschrijving per brief meedelen aan de voorzitter van de raad van bestuur op de zetel van de vennootschap. De raad van bestuur wordt gelast met de verdeling van de fracties onder de aandeelhouders die onderschreven hebben.

In de mate dat niet op alle of slechts op een deel van de nieuwe aandelen zou ingeschreven worden door de bestaande aandeelhouders, zullen deze kunnen geplaatst worden bij derden aanvaard door de raad van bestuur, en dit binnen de termijn vastgesteld door de raad van bestuur, zonder beroep op het publiek te mogen doen.

In geval van gedeeltelijke inschrijving zal de verhoging van het kapitaal beperkt worden tot het aldus ingeschreven bedrag. (20177)